



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 151 N° 009
Le jeudi 2 décembre 2021

Présidence de l'honorable Anthony Rota



TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 2 décembre 2021

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

• (1000)

[Traduction]

LES DÉLÉGATIONS INTERPARLEMENTAIRES

M. James Maloney (Etobicoke—Lakeshore, Lib.): Monsieur le Président, conformément à l'article 34(1) du Règlement, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, deux rapports de l'Association parlementaire Canada-Europe. Le premier concerne sa participation à la troisième partie de la Session de 2021 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui a été tenue par vidéoconférence du 21 au 24 juin. Le deuxième concerne sa participation à la quatrième partie de la Session de 2021 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui a été tenue par vidéoconférence du 24 au 28 juin.

* * *

PÉTITIONS

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole pour présenter une pétition signée par des habitants de ma circonscription. Aux termes de la Charte canadienne des droits et libertés, « [l]a loi ne fait acception de personne et s'applique également à tous, et tous ont droit à la même protection et au même bénéfice de la loi, indépendamment de toute discrimination ». La Loi sur la transparence financière des Premières Nations vise à accroître l'obligation redditionnelle et la transparence des Premières Nations en matière financière. Les pétitionnaires sont préoccupés par la façon dont leurs bandes utilisent leurs fonds et ils demandent au gouvernement d'appliquer la Loi sur la transparence financière des Premières Nations.

LES AGENTS DE VOYAGE

M. Marc Dalton (Pitt Meadows—Maple Ridge, PCC): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de déposer la pétition e-3643 au nom de plus de 2 500 signataires et de 12 000 agents de voyage indépendants de tout le Canada. Ces agents sont sans revenu depuis 19 mois en raison des restrictions de voyage liées à la COVID-19. Le Parti libéral leur a promis une aide financière, mais malheureusement, le discours du Trône n'en fait aucune mention et cette aide ne fait pas partie des mesures énoncées dans le projet de loi C-2.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement de fournir un financement sectoriel aux agents de voyage indépendants sous forme de financement provisoire d'ici à mai 2022 au moins, jusqu'à ce qu'ils soient en mesure de constater une reprise de leurs activités. Ils lui demandent aussi de veiller à ce que les agents de voyage indépendants soient inclus dans la catégorie des demandeurs admissibles au Programme de relance pour le tourisme et l'accueil annoncé par le gouvernement le 21 octobre.

• (1005)

LES POMPIERS VOLONTAIRES

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de déposer cette pétition au nom de résidents d'Errington, Hilliers, Parksville et Qualicum Beach, dans ma circonscription, qui demandent un soutien pour les pompiers volontaires, lesquels représentent 83 % de l'ensemble des premiers intervenants essentiels en matière de lutte contre les incendies au Canada. De plus, ils citent le fait qu'environ 8 000 bénévoles essentiels en recherche et sauvetage interviennent dans des milliers d'incidents chaque année, y compris les inondations récentes dans ma circonscription. Ils mentionnent que le code fiscal du Canada permet actuellement aux pompiers volontaires et aux bénévoles en recherche et sauvetage de demander un crédit d'impôt de 3 000 \$ s'ils ont cumulé 200 heures de services bénévoles au cours d'une année civile. Ce crédit représente à peine 450 \$ par année que nous permettons à ces bénévoles essentiels de conserver du revenu qu'ils tirent de leur emploi, soit l'équivalent d'environ 2,25 \$ l'heure. S'ils donnent plus de 200 heures de leur temps, ce que beaucoup font, le montant que ce crédit d'impôt représente est encore moins élevé. Les pétitionnaires demandent au gouvernement du Canada de faire passer cette exemption fiscale de 3 000 \$ à 10 000 \$ afin d'aider nos pompiers volontaires essentiels et nos bénévoles en recherche et sauvetage partout au pays.

LA PUBLICITÉ

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, cette pétition porte sur un sujet d'une très grande importance qui a déjà été porté à l'attention de la Chambre. Elle concerne les droits, le respect et la protection des enfants.

Les pétitionnaires soulignent que le cerveau d'un enfant n'est pas totalement développé et qu'il est particulièrement sensible à la publicité destinée aux enfants, notamment si cette publicité vise à accentuer une culture de désirs matérialistes que les parents ne sont peut-être pas en mesure de combler, ce qui crée un sentiment d'insatisfaction et encourage les enfants à vouloir des choses que leurs parents préféreraient peut-être qu'ils n'aient pas, qu'il s'agisse de boissons sucrées ou de malbouffe.

Par conséquent, les pétitionnaires demandent au gouvernement de protéger les enfants et les collectivités en interdisant la publicité spécialement destinée aux enfants.

*L'Adresse***QUESTIONS AU FEUILLETON**

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que les autres questions restent au Feuilleton.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

* * *

[Français]

LE CAUCUS DU PARTI CONSERVATEUR

M. Scott Reid (Lanark—Frontenac—Kingston, PCC): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 49.8(5) de la Loi sur le Parlement du Canada, je dois m'acquitter de mes responsabilités en tant que président du groupe parlementaire conservateur et vous informer du résultat des votes par appel nominal qui ont eu lieu lors de la première réunion du caucus du Parti conservateur.

[Traduction]

Concernant l'applicabilité des articles 49.2 et 49.3 de la Loi sur le Parlement du Canada au groupe parlementaire, ses membres ont voté oui. Concernant l'applicabilité de l'article 49.4 au groupe parlementaire, ses membres ont voté oui. Concernant l'applicabilité des paragraphes 49.5(1) à (3) au groupe parlementaire, ses membres ont voté oui. Concernant l'applicabilité du paragraphe 49.5(4) et de l'article 49.6 au groupe parlementaire, ses membres ont voté oui.

[Français]

J'estime m'acquitter de l'obligation qui m'incombe à titre de président du caucus national du Parti conservateur reconnu à la Chambre en communiquant le résultat des votes par appel nominal conformément au paragraphe 49.8(5) de la Loi sur le Parlement du Canada.

• (1010)

[Traduction]

J'espère que les autres partis reconnus feront de même et que le président de leur caucus respectif vous communiquera les résultats des votes.

DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 1^{er} décembre, de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement.

M. Larry Brock (Brantford—Brant, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec mon collègue de Mission—Matsqui—Fraser Canyon ce matin.

C'est un honneur et un privilège pour moi de prendre la parole à la Chambre, en réponse au discours du Trône. J'ai écouté très attentivement le discours du Trône et j'aimerais attirer votre attention sur deux problèmes très inquiétants qui m'ont été mentionnés à répétition quand j'ai cogné à la porte de milliers d'habitants de ma circonscription lors de la dernière campagne électorale. Il s'agit de la hausse considérable de la criminalité, surtout les infractions com-

mises avec des armes à feu, et l'échec du gouvernement libéral de bâtir une bonne relation avec nos voisins autochtones.

La sûreté et la sécurité des Canadiens doivent être au haut de la liste des priorités du gouvernement. En tant qu'ancien avocat de la Couronne, je suis particulièrement préoccupé par la hausse de la criminalité au Canada, surtout dans Brantford—Brant. Malheureusement, le discours a omis ce sujet, malgré les nombreuses données publiées par le Centre canadien de la statistique juridique et de la sécurité des collectivités.

Le rapport indique qu'en 2020 les services de police canadiens ont déclaré plus de 2,2 millions de violations du Code criminel et d'autres contraventions aux lois fédérales, dont 743 homicides, soit 56 de plus que l'année précédente. Je répète: 743 personnes ont été tuées au Canada l'an dernier, et pourtant, il n'y a aucune mention dans le discours du Trône d'un plan pour contenir la hausse de la criminalité. Le Canada mérite mieux. Ma circonscription mérite mieux. Les gens veulent se sentir en sécurité chez eux et dans les collectivités. Le gouvernement libéral doit cesser de faire de la petite politique et d'imposer son programme idéologique. Il doit combattre la criminalité pour enfin mettre fin à ces tendances épouvantables au Canada.

L'absence de mention de la criminalité dans le discours du Trône ne m'a pas étonné. Si l'on regarde un peu le bilan du gouvernement libéral dans ce dossier, on voit qu'il n'y a là rien de nouveau. En 2019, lorsqu'il détenait la majorité des sièges à la Chambre des communes, le gouvernement libéral a mis en œuvre le projet de loi C-75, concernant la justice pénale. Les libéraux prétendaient que le projet de loi visait à réduire les peines pour les infractions moindres, mais, en réalité, il imposait des peines allégées pour des crimes violents graves, notamment la participation aux activités d'un groupe terroriste, l'enlèvement d'un enfant et la participation aux activités d'organisations criminelles, pour ne nommer que ceux-là.

En 2020, le même gouvernement libéral a déposé un projet de loi communément appelé projet de loi sur la fin des peines d'emprisonnement pour les criminels, qui proposait de réduire la durée des peines pour les délinquants dangereux. Si cette mesure législative avait été mise en œuvre, elle aurait permis à des individus reconnus coupables de crimes horribles, comme une agression sexuelle, un incendie criminel ou un enlèvement, de purger leur peine à domicile et non dans une véritable prison.

Elle aurait également éliminé les peines d'emprisonnement obligatoires pour quiconque commet un vol avec une arme à feu, se livre au trafic de méthamphétamine en cristaux ou fait passer des armes à feu en contrebande à la frontière canado-américaine. En ce qui concerne la contrebande d'armes à feu à la frontière, il est très préoccupant que les députés libéraux aient voté, au cours de la dernière session, contre un projet de loi conservateur qui visait à lutter contre la présence des armes de contrebande et la hausse de la criminalité liée aux armes à feu, et ce, avec l'appui de leurs fidèles amis du NPD.

Le programme laxiste en matière de criminalité est tout simplement irresponsable et dangereux. Le gouvernement libéral se doit de mieux assurer la sécurité des citoyens partout au pays.

L'Adresse

Nous avons entendu les mêmes propos dans les discours du Trône qui se sont succédé pendant six ans: le gouvernement va faire disparaître les armes de poing et les armes d'assaut des rues; il faut se concentrer sur la réduction de la violence liée aux armes à feu, dont nous avons constaté les effets dévastateurs; trop de gens ont perdu la vie; trop de familles ont été brisées; il est temps de faire preuve de courage et de resserrer le contrôle des armes à feu; le gouvernement investira pour aider les municipalités à lutter contre la violence liée aux gangs. Et maintenant, en 2021, une déclaration liminaire du discours du Trône indique que le gouvernement libéral prendra des mesures pour assurer la sécurité des collectivités.

● (1015)

Pendant la campagne électorale, le premier ministre a promis de verser 1 milliard de dollars aux provinces et aux territoires qui veulent interdire les armes de poing. Cependant, le fait est que cela ne réduirait pas la violence liée aux armes à feu, car près de 80 % des armes à feu utilisées pour commettre des crimes à Toronto, par exemple, sont des armes de poing illégales en provenance des États-Unis. Comme on l'a récemment dit dans la presse, « Si le Code criminel ne suffit pas à dissuader les criminels, il va de soi qu'une loi provinciale ou un règlement municipal ne suffira pas non plus. »

Le premier ministre et son gouvernement le savent. Selon le document intitulé « Réduire la criminalité violente: Dialogue sur les armes de poing et les armes d'assaut » qui a été publié par Sécurité publique Canada en 2018, la grande majorité des propriétaires d'armes de poing et d'autres armes à feu au Canada respectent les exigences; la plupart des crimes liés aux armes à feu ne sont pas commis avec des armes à feu détenues légalement; toute interdiction d'armes de poing ou d'armes d'assaut toucherait principalement les propriétaires légitimes d'armes à feu; les stratégies en matière de contrôle des armes de poing et des armes d'assaut diffèrent d'un pays à l'autre; et aucune donnée ne démontre sans équivoque que ces interdictions sur les armes de poing ou les armes d'assaut ont mené à une réduction de la violence armée.

En 2019, l'ancien ministre de la Sécurité publique et ancien chef de police de Toronto a dit au *Globe and Mail* que l'interdiction des armes de poing ne fonctionnerait pas parce que la plupart des armes illégales sont introduites clandestinement au Canada depuis les États-Unis. L'ancien ministre a déclaré ceci:

Je crois que cela pourrait coûter très cher et, tout aussi important, que ce ne serait [...] peut-être pas la mesure la plus efficace pour limiter l'accès des criminels à ces armes, parce qu'il y a toujours des armes qui traversent la frontière grâce à la contrebande.

Le premier ministre s'apprête à présenter de nouveau un projet de loi mort au Feuilleton lors du déclenchement des élections, en août dernier. Celui-ci vise à éliminer les peines minimales obligatoires prévues pour de nombreuses infractions liées aux armes, dont le vol qualifié commis avec une arme à feu, le fait de décharger une arme à feu avec une intention particulière ou avec insouciance, et la possession d'une arme à feu prohibée ou à autorisation restreinte avec des munitions. Une fois de plus, le gouvernement choisit d'être laxiste en matière de criminalité, ce qui ne permettra pas de réduire la criminalité liée aux armes à feu.

Le premier ministre et son gouvernement sont tout à fait insensibles à ce qui est nécessaire pour assurer la sécurité de nos communautés. Il est temps de s'attaquer à la source réelle du problème. Il est temps de poser des gestes énergiques et décisifs pour renforcer nos frontières et fournir un soutien maximal aux agents des ser-

vices frontaliers canadiens, et de travailler avec les autorités américaines pour endiguer le flot d'armes de contrebande qui entrent illégalement au pays.

Le 30 septembre dernier, j'ai fièrement assisté à la cérémonie tenue sur la Colline du Parlement, aux côtés de Canadiens autochtones et non autochtones, pour réfléchir et rendre hommage aux victimes et aux survivants du système des pensionnats autochtones. Les bonnes gens de Brantford—Brant m'ont envoyé à Ottawa à cette fin. Je suis honoré de représenter ma circonscription, où est située la plus grande réserve autochtone du Canada. Lors de la Journée nationale de la vérité et de la réconciliation, je n'ai pas pris un jour de congé pour le passer à la plage.

Cette année, le discours du Trône a été prononcé par Son Excellence, la très honorable Mary Simon, la première personne autochtone à occuper le poste de gouverneure générale du Canada. Les Canadiens sont très fiers de ce moment historique. L'été dernier, les Canadiens ont collectivement été choqués et attristés par la découverte de sépultures anonymes sur les terrains d'anciens pensionnats. Nous avons tous la responsabilité d'accepter la vérité et de réfléchir aux politiques désastreuses et tragiques de nos anciens dirigeants.

Il y a six ans, la Commission de vérité et réconciliation a présenté son rapport définitif, qui contenait 94 appels à l'action visant à remédier aux torts causés par les pensionnats et à faire avancer le processus de réconciliation au Canada. Sous l'œil vigilant du premier ministre, le gouvernement libéral a été incapable de donner suite à la majorité de ces appels à l'action. Selon un rapport de situation sur les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation publié en 2020 par l'institut Yellowhead, seulement huit appels à l'action ont été mis en œuvre. À ce rythme-là, il faudra attendre au moins jusqu'en 2062 pour voir les 94 appels à l'action être concrétisés.

● (1020)

Je suis honoré de représenter ma circonscription, où se trouve la plus grande réserve des Premières Nations. Toute ma vie, et en particulier au cours de la campagne, j'ai eu l'occasion de discuter des innombrables problèmes qui accablent les habitants des réserves. En tant que député à Ottawa, je vais me battre bec et ongles pour défendre leurs intérêts. Mon...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je suis désolée, mais nous devons maintenant passer aux questions et observations.

Le député de St. Catharines a la parole.

M. Chris Bittle (St. Catharines, Lib.): Madame la Présidente, il est intéressant que le député parle d'insensibilité, lui qui parle de légaliser de nouveau les armes d'assaut de type militaire, alors que nous approchons de la date anniversaire de la tuerie à l'École Polytechnique.

Le député a mentionné que 80 % des armes à feu utilisées pour commettre un crime étaient illégales. Admettons que l'on prend cette statistique à la lettre. Pourquoi le député est-il prêt à abandonner 20 % des victimes d'homicide? Ses propres statistiques prouvent qu'il est possible de réduire considérablement le taux d'homicides. Pourquoi rejette-t-il la prise de mesures en ce sens? Pourquoi abandonne-t-il ces victimes?

M. Larry Brock: Madame la Présidente, bien franchement, étant donné ce que je faisais avant d'être élu parlementaire, je trouve offensante la question de mon collègue d'en face.

L'Adresse

J'ai poursuivi les criminels à titre de représentant de Sa Majesté à Brantford—Brant pendant 18 ans. Je prends la criminalité extrêmement au sérieux. Jour après jour, j'ai défendu les victimes et fait valoir leurs droits.

Une voix: Alors, répondez à sa question.

M. Larry Brock: Mon collègue a du culot de m'accuser de tergiverser. Quoi qu'il en soit, cette statistique ne venait pas de moi. Je l'ai reprise du *Toronto Sun*. Elle est certes alarmante. Nous devons intervenir immédiatement. C'en est assez des paroles creuses. Le premier ministre doit proposer des mesures concrètes pour régler le problème.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je rappelle au député de St. Catharines qu'il a eu l'occasion de poser sa question et qu'il doit s'abstenir d'en poser d'autres ou de chahuter pendant qu'un collègue répond à une question.

Nous poursuivons les questions et observations. Le député de Longueuil—Saint-Hubert a la parole.

[Français]

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours. Tout ce qu'il a dit au sujet de la réconciliation et des Premières Nations était très intéressant. Je pense qu'on a encore beaucoup de chemin à faire au Canada.

Par contre, mon collègue a mentionné quelque chose qui m'a un peu fatigué. Il a dit que la nomination de la nouvelle gouverneure générale, Mary Simon, était une date à marquer au fer rouge ou bleu dans l'histoire du Canada. C'est peut-être bien sur le plan de la réconciliation avec les peuples autochtones, mais pour ce qui est de la francisation au Canada et au Québec, c'est un gros problème.

En nommant cette dame qui ne parle pas français au poste de gouverneure générale, on a insulté 8 millions de francophones partout au Canada. On a pu constater, durant le discours du Trône, que son français était très laborieux.

Mon collègue serait-il d'accord qu'un projet de loi soit adopté à la Chambre pour obliger le premier ministre Trudeau à nommer un gouverneur général qui parle les deux langues officielles du Canada?

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): J'aimerais rappeler au député qu'il ne doit pas utiliser le nom des députés qui siègent à la Chambre des communes.

L'honorable député de Brantford—Brant a la parole.

[Traduction]

M. Larry Brock: Madame la Présidente, je crois qu'il incombe à tous les Canadiens d'apprendre les deux langues officielles. En tant que représentant élu, je tire une grande fierté d'apprendre le français. Je suis des leçons de français tous les jours et j'espère que je pourrai très bientôt communiquer dans les deux langues officielles.

J'applaudis les remarques de mon collègue à propos de la gouverneure générale. En règle générale, je crois que tous les titulaires d'une charge publique au Canada devraient faire le nécessaire pour apprendre les deux langues officielles.

• (1025)

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, les conservateurs ne cessent de parler de la grave crise du logement. Je suis tout à fait d'accord: il faut s'en occuper.

Cependant, la coalition entre les libéraux et les conservateurs protège les grandes banques. Cette union protège les biens nantis par tous les moyens, notamment en refusant de fermer les paradis fiscaux et en préservant les options d'achat d'actions des PDG. Cette coalition ne parle jamais de l'absence de solutions pour régler le problème du logement. Le député pourrait peut-être parler de solutions concrètes, comme les logements sociaux, au lieu de l'ajout d'autres mesures incitatives pour soutenir les biens nantis.

La coalition libérale-conservatrice est en train de détruire notre pays.

M. Larry Brock: Madame la Présidente, on dirait l'illustration parfaite qu'il est plus facile de voir la paille dans l'œil de son voisin que la poutre dans le sien. Le député parle d'une coalition entre le Parti conservateur et le gouvernement libéral. N'oublions pas ce qui s'est passé la semaine dernière lors du vote sur les séances hybrides du Parlement.

Cela dit, si le député avait pris le temps d'écouter les arguments de notre chef, Erin O'Toole, qui ont été martelés par tous mes collègues chaque jour durant la campagne électorale...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je rappelle au député qu'il ne doit pas prononcer le nom des personnes élues à la Chambre. Je l'ai déjà mentionné, alors j'aimerais qu'il ne le fasse plus.

Le député de Brantford—Brant a deux secondes pour conclure.

M. Larry Brock: Madame la Présidente, je voulais dire qu'il ne s'est pas passé un jour pendant la campagne électorale sans que nous parlions du plan très concret et réel qui nous permettrait de sortir de cette crise du logement. Nous avons parlé des mesures à prendre sans tarder pour amorcer les choses dès maintenant, et non dans plusieurs années.

M. Brad Vis (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, PCC): Madame la Présidente, c'est un véritable honneur de prendre à nouveau la parole à la Chambre.

Je remercie le député de Brantford—Brant, qui vient probablement de faire son premier discours à la Chambre. Je pense qu'il est tout à notre avantage qu'il y ait plus de procureurs de la Couronne à la Chambre des communes pour nous informer sur le système judiciaire.

Ces dernières semaines ont été agréables et bien remplies avec le retour au Parlement. Même si je me réjouis de constater que le gouvernement a décidé de s'occuper des affaires les plus urgentes, comme le débat sur la Colombie-Britannique, et qu'il en soit fait mention dans le discours du Trône, je continuerai d'exiger du gouvernement des mesures concrètes pour l'après-inondation et la construction des infrastructures. C'est ce que demandent mes électeurs et l'ensemble des Britanno-Colombiens à leur député respectif dans l'immédiat.

L'Adresse

En ce qui concerne les interventions sur le terrain, les ministres se sont montrés réceptifs, et le personnel militaire envoyé d'urgence a joué un rôle essentiel, et c'est encore le cas aujourd'hui. Je les félicite pour leur travail et je les remercie de l'attention qu'ils ont accordée à cette situation, mais lorsque la pluie cessera et que les inondations seront maîtrisées, est-ce que le gouvernement fédéral sera toujours là? Dans quelques mois, est-ce que les médias maintiendront leur couverture? C'est ce qui m'inquiète le plus présentement. Je le répète: je ne ménagerai aucun effort pour m'assurer que le budget fédéral à venir correspond à ce qui a été dit dans le discours du Trône et qu'il réponde aux problèmes criants que vit présentement ma province.

J'entends m'assurer que le village de Lytton, que je représente et qui a été dévasté par l'un des pires feux de forêt de l'histoire du pays, obtienne l'aide dont il a besoin du fédéral.

Le prochain budget fédéral devra comprendre un train complet de mesures d'aide et il doit prévoir la modification des politiques qui concernent ceux qui ont perdu leur maison et qui n'étaient pas assurés, les entreprises touchées qui n'arrivent peut-être pas à obtenir de prêts et les producteurs agricoles, en particulier les producteurs de bleuets, les producteurs laitiers et les producteurs de volaille, qui ont vu leurs récoltes et leurs animaux être dévastés. Il faut une mise à jour des cartes des zones inondables pour qu'elles anticipent les catastrophes à venir et que nous puissions nous adapter aux changements climatiques. Les municipalités ont besoin d'argent pour améliorer les digues et l'infrastructure essentielle et le gouvernement provincial doit mettre en œuvre un plan de construction d'infrastructures résilientes sur l'ensemble du territoire afin d'éviter les problèmes comme ceux qu'ont connus les autoroutes.

J'ai circulé parmi les députés pour leur montrer des photos du sommet de Jackass Mountain et de l'autoroute 1. La route a été complètement emportée par les eaux. Il faut reconstruire ces routes en mieux.

Enfin, il faut améliorer les politiques et la capacité de réponse aux situations d'urgence pour nos frères et nos sœurs autochtones. Franchement, la façon de réagir aux catastrophes en Colombie-Britannique est inadéquate. Nous devons donner les moyens de réagir aux leaders et aux premiers intervenants des Premières Nations et nous assurer qu'ils disposent des outils dont ils ont besoin, en particulier dans les régions rurales de la province, pour faire leur travail efficacement et assurer la sécurité de leur population et de leurs nations.

J'aimerais seulement faire quelques observations supplémentaires. Le discours du Trône donne souvent aux députés l'occasion de revenir sur les élections, sur ce que les gens leur ont dit pendant la campagne électorale et sur la façon dont ils peuvent en faire part au Parlement.

Avant de parler de certaines choses que j'ai entendues en faisant du porte-à-porte pendant la campagne électorale, je tiens à saluer un très bon ami à moi. Il y a 10 ans, c'était mon colocataire, et nous nous assoyions à la table dans la cuisine de notre appartement. Nous faisons partie du personnel du gouvernement de Stephen Harper, et nous nous penchions sur le redécoupage de la carte électorale. On voulait créer une nouvelle circonscription dans ma ville. C'est à ce moment-là que j'ai décidé de me lancer en politique. Blair m'a accompagné depuis le début. Je crois que je ne serais pas ici aujourd'hui sans la présence d'un ami comme Blair, qui a soutenu ma famille pendant de nombreuses années. Quand on fait de la politique, avoir comme employé quelqu'un à qui on peut se confier et

qui connaît nos forces et nos faiblesses est une bénédiction. Je n'ai pas beaucoup dormi la nuit dernière. Ce genre de situation me fait pleurer.

● (1030)

Blair passe à autre chose. Il partage sa vie avec une femme merveilleuse et il déménage dans les Prairies. Il quittera mon bureau à la fin de l'année. Blair nous manquera beaucoup. Il est à la fois un serviteur exemplaire de la cause publique et un homme fantastique. Je le remercie du fond du cœur.

Le discours du Trône nous invite à écouter les nombreuses voix. La circonscription de Mission—Matsqui—Fraser Canyon compte parmi celles où les voix sont les plus diversifiées au Canada. Je considère aussi qu'il s'agit de la meilleure circonscription au Canada et je suis prêt à en débattre n'importe quand à la Chambre des communes. La circonscription de Mission—Matsqui—Fraser Canyon comprend 22 000 kilomètres carrés d'étendues sauvages. Elle s'étend de Matsqui et d'Abbotsford, en Colombie-Britannique, jusque dans la vallée de la rivière Bridge dans le parc South Chilcotin Mountains. Le fleuve Fraser constitue l'unique connexion qui unit ma circonscription. Il la traverse entièrement du nord au sud. Je suis fier de vivre à un endroit où l'on trouve une riche culture autochtone et immigrante. Toutes ces personnes nourrissent beaucoup le travail que je fais et elles contribuent énormément aux collectivités que je représente. Je suis fier et honoré de pouvoir les défendre au quotidien. C'est un véritable honneur.

Pendant la campagne électorale, tout le monde ne m'a parlé que d'une chose: le logement. À Abbotsford et à Mission, il n'y a pas si longtemps, une famille dont le revenu provenait peut-être d'un travail dans le parc industriel de Gloucester, à Langley, ou dans une petite entreprise locale, pouvait s'offrir une maison. Il n'y a pas si longtemps, les maisons se vendaient entre 300 000 \$ et 400 000 \$ dans bon nombre des collectivités que je représente, mais au cours des 7 ou 8 dernières années, ces prix ont grimpé en flèche pour atteindre des niveaux qu'aucun d'entre nous n'aurait jamais pu imaginer. La valeur des maisons a doublé, voire triplé. Nous nous retrouvons maintenant dans une situation où un bon emploi n'est plus suffisant pour trouver un endroit sûr où vivre. De nombreuses familles, dont la mienne, se réjouissent de l'Allocation canadienne pour enfants et des choses positives qu'elle permet de faire, comme de payer les frais de garderie ou d'acheter de la nourriture de qualité. Toutefois, l'Allocation canadienne pour enfants, ou encore une légère augmentation de la pension de la Sécurité de la vieillesse ou du Supplément de revenu garanti pour les aînés, ne tient pas compte de la hausse vertigineuse et fulgurante que nous avons observée en ce qui concerne le coût du logement.

L'Adresse

Dans son budget, le gouvernement a parlé d'un fonds pour accélérer la construction de logements. Je ne sais pas en quoi cela consiste. À vrai dire, cela me fait penser un peu à une notion que les libéraux n'évoquent plus, à savoir les supergrappes liées à des zones industrielles. Ils n'en font plus mention maintenant, mais il y a quelques années, le ministre Bains parlait de supergrappes tous les jours. Nous n'entendons plus ce terme. Ce que les Canadiens attendent du gouvernement, c'est un plan concret pour résoudre le problème de la pénurie de logements. La réalité, c'est que nous n'en construisons pas assez. J'habite dans une région qui accueille un nombre considérable d'immigrants. Or, les immigrants n'ont plus d'endroits sûrs où vivre. Le gouvernement doit fixer des objectifs, rendre des comptes à cet égard et aider les municipalités à construire les types de logements dont les gens ont besoin pour s'épanouir. Nous échouons dans ce dossier.

Pendant la campagne électorale, il y avait quelques bons éléments dans la plateforme libérale et il y avait assurément quelques bons éléments dans la plateforme conservatrice. Cependant, les gens reconnaissent maintenant le problème. Il y a eu suffisamment de beaux discours; place à l'action. Le gouvernement fédéral doit se mettre au travail de concert avec les municipalités pour encourager la construction de nouvelles maisons. Il faut que le logement aille de pair avec le développement des infrastructures afin qu'au moment de construire les nouvelles stations du SkyTrain et d'étendre la ligne jusqu'à Langley — ou si nous comptons un jour amener le West Coast Express jusqu'à Mission —, le logement soit au cœur de la planification des infrastructures. Si nous ne commençons pas à examiner plus globalement certains des grands enjeux auxquels nous devons faire face en tant que nation, nous ne parviendrons pas à résoudre la crise du logement.

Je dirai encore une chose sur le logement, et cela concerne les logements destinés aux Autochtones. Mes concitoyens autochtones veulent des logements « construits par et pour les Autochtones ». S'il y a une chose dont l'absence dans le discours du Trône m'a rendu très inquiet, c'est bien celle-là. Travaillons à la réconciliation. L'année a été difficile pour la Colombie-Britannique. Idem pour la nation Tk'emlúps te Secwépemc, que je représente. Travaillons à la réconciliation et donnons aux enfants autochtones des endroits sécuritaires où ils pourront se sentir chez eux. Nous pouvons en faire tellement plus à cet égard. En travaillant collectivement, la Chambre peut refermer cette cicatrice que porte notre nation.

● (1035)

M. Irek Kusmierczyk (Windsor—Tecumseh, Lib.): Madame la Présidente, je tiens à remercier le député de Mission—Matsqui—Fraser Canyon pour la passion, le travail acharné et le dévouement qu'il consacre à la sensibilisation au problème des inondations et des incendies en Colombie-Britannique et au changement climatique. Il fait un travail formidable. Les résidents de Windsor—Tecumseh sont solidaires des citoyens de sa circonscription.

En juin de cette année, le gouvernement a adopté un budget qui allouait 63,8 millions de dollars à Ressources naturelles Canada et à Environnement et Changement climatique Canada pour qu'ils collaborent avec les provinces à l'achèvement de la cartographie des inondations dans les zones à risque élevé.

Je me pose simplement la question suivante: le député a-t-il des regrets? Son parti et lui-même ont voté contre ce budget, et contre cette disposition particulière sur la cartographie des inondations dans les zones à risque élevé.

M. Brad Vis: Madame la Présidente, j'ai effectivement voté contre le budget, et ce, pour une raison importante. L'autre jour, dans le *Globe and Mail*, Bill Curry a écrit que 600 milliards de dollars n'y étaient pas comptabilisés.

Pour qu'un gouvernement fonctionne, ce dernier doit se montrer transparent, ce que le gouvernement actuel ne fait pas, et ce, tout en dépensant plus d'argent que tout autre gouvernement dans l'histoire du Canada. Je me réjouis de la présence de ce poste dans le budget et je veux que le travail soit achevé pour que les compagnies d'assurance, les constructeurs d'habitations et les personnes qui veulent vivre leur vie, ainsi que les producteurs agricoles, puissent voir ces cartes. À ce jour, ils ne les ont pas encore vues, mais j'espère qu'ils le pourront bientôt.

[Français]

Mme Monique Puzé (Repentigny, BQ): Madame la Présidente, j'aimerais parler plus particulièrement de l'amendement des conservateurs sur le discours du Trône. Dans l'amendement, on dit entre autres qu'il y a une crise nationale qui oblige le gouvernement à respecter les compétences provinciales.

Or, hier, nous avons eu un vote sur un amendement du Bloc québécois qui demandait justement de respecter les compétences du Québec et des provinces et d'augmenter les transferts en santé de 35 %.

Pourquoi le parti de mon collègue a-t-il voté contre l'amendement du Bloc québécois?

[Traduction]

M. Brad Vis: Madame la Présidente, cette motion a été adoptée à l'unanimité.

Je peux simplement dire qu'on parle énormément du Québec. Il faut aussi parler de la Colombie-Britannique. Cette province n'est représentée que par six sénateurs. Et je pense qu'à l'heure actuelle, il n'y a pas de juge de la Colombie-Britannique à la Cour suprême.

En fait, la Colombie-Britannique doit avoir une voix forte au Parlement en ce moment. Je suis vraiment ravi d'avoir pu, au cours des dernières semaines, m'entendre avec un si grand nombre de collègues britanno-colombiens de toutes les allégeances politiques pour collaborer et défendre les intérêts de notre province à un moment où la situation est grave et les besoins bien réels. Je me réjouis d'être de retour au Parlement pour réclamer de meilleures infrastructures en cas d'inondation et tout ce dont la Colombie-Britannique a besoin et qui revêt une importance nationale. Je songe notamment aux ports, aux routes et à la protection de l'environnement.

● (1040)

Mme Leah Gazan (Winnipeg-Centre, NDP): Madame la Présidente, je transmets toute ma sympathie aux familles de Lytton, en Colombie-Britannique, qui ont perdu leur maison à cause de la catastrophe climatique qui vient de survenir.

Le député est-il déterminé à tout mettre en œuvre pour atténuer les conséquences de la catastrophe climatique qui frappe actuellement la Colombie-Britannique et à presser l'actuel gouvernement d'atteindre les cibles climatiques comme moyen à long terme d'y arriver? Des événements climatiques extrêmes se produiront tant que nous ne prendrons pas des mesures énergiques pour faire face à l'urgence climatique.

L'Adresse

M. Brad Vis: Madame la Présidente, il incombe au gouvernement du Canada de respecter les cibles établies il y a longtemps déjà par Stephen Harper et de faire progresser le Canada.

En ce qui concerne les changements climatiques, ce que mes concitoyens veulent, et ce que le village de Lytton souhaite à l'heure actuelle, ce sont des mesures concrètes d'adaptation aux changements climatiques lors de la reconstruction de leur maison et de leur communauté.

Il nous incombe de travailler tous ensemble afin que nos collectivités soient plus résilientes et mieux préparées à la prochaine grande catastrophe.

M. George Chahal (Calgary Skyview, Lib.): Merci, Madame la Présidente. Je partagerai mon temps de parole avec le député de Winnipeg-Nord.

Je prends la parole à la Chambre des communes à titre de nouveau député de Calgary Skyview...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Le député de Cumberland—Colchester invoque le Règlement.

M. Stephen Ellis: Madame la Présidente, je suis préoccupé par les allégations à l'encontre du député d'en...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je ne permets pas au député de poursuivre là-dessus. La question a été tranchée hier.

Je tiens à préciser que le député remet en question le droit d'un autre député à prendre part au débat. Le député a été dûment élu et assermenté, et dispose donc des mêmes droits et privilèges que les autres.

Qu'il y ait ou pas une enquête sur la conduite du député n'a aucune incidence sur sa capacité à participer aux débats. Je prie les députés, pendant ma lecture de cette déclaration, de bien vouloir s'abstenir de passer des remarques.

Comme on peut le lire à la page 254 de *La procédure et les usages de la Chambre des communes*: « Même s'il fait l'objet d'une accusation au criminel », ce qui n'est pas la question ici, « un député ne perd pas sa qualité de député. » Je rappelle également aux députés que la conduite d'un député peut être soumise à la Chambre seulement quand une accusation précise figure dans une motion de fond. Donc, aucun autre rappel au Règlement sur cette question ne sera accepté.

La parole est au député de Calgary Skyview.

M. George Chahal: Madame la Présidente, à titre de nouveau député de Calgary Skyview, je tiens d'abord à remercier tous les gens de ma circonscription qui sont allés voter aux élections fédérales de 2021. Quelles que soient les alliances politiques, leur participation au processus démocratique est extrêmement importante. J'ai l'honneur d'avoir été élu pour défendre les intérêts de chacun d'entre eux au cours de la 44^e législature du Parlement du Canada. Je vais tout faire pour être le député qu'ils méritent d'avoir: un député travaillant, responsable et toujours disponible.

Je tiens aussi à remercier mon épouse, Aman, et mes trois filles, Amita, Noor et Liv, de leur soutien indéfectible pendant la campagne électorale et la période de transition où je suis passé de conseiller municipal à député. Elles ont toujours été à mes côtés, et je leur suis immensément reconnaissant de leur amour et de leur soutien.

Je remercie aussi les centaines de bénévoles qui ont cru en moi, qui ont donné de leur temps, qui ont mis leurs talents à contribution et qui nous ont ainsi aidés à obtenir les résultats que nous avons eus et qui figurent parmi les plus décisifs de ces dernières élections. Je remercie enfin l'ancienne députée de Calgary Skyview, Jagdeep Sahota, d'avoir été au service de ses concitoyens.

Lorsque j'étais conseiller municipal dans le quartier 5 et même, dernièrement, lorsque j'étais candidat aux élections fédérales, j'ai souvent parlé de ce que les gouvernements peuvent faire pour améliorer la vie des Calgariens.

Des voix: Oh, oh!

• (1045)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): À l'ordre. Je rappelle aux députés qu'il n'est pas permis de chahuter. Il est inacceptable d'échanger des propos de part et d'autre de la Chambre pendant que quelqu'un a la parole. Je demande aux députés de respecter la personne qui parle.

Le député de Calgary Skyview a la parole.

M. George Chahal: Madame la Présidente, l'Alberta, et plus particulièrement ma circonscription, ont connu des moments très difficiles au cours des dernières années. Le ralentissement économique, une violente tempête de grêle en 2020 et la pandémie de COVID-19 ont eu de profondes répercussions sur ceux qui vivent dans le Nord-Est de Calgary. Quels que soient les défis, nous avons toujours uni nos efforts pour défendre ce qui est important pour nous: des quartiers sûrs, des familles en bonne santé, des emplois bien rémunérés et un brillant avenir pour nos enfants.

Je suis fier de faire partie d'un gouvernement qui a proposé des solutions audacieuses aux problèmes complexes auxquels notre ville est confrontée, tout en mettant l'accent sur une reprise équitable pour tous. Je tiens tout particulièrement à souligner que le gouvernement fédéral a versé à la province de l'Alberta les transferts par habitant les plus élevés pour l'aider à faire face à la pandémie et appuyer sa reprise économique. Le gouvernement fédéral nous a soutenus lorsque nous en avons le plus besoin. Plus que jamais, les Canadiens apprécient la valeur d'un gouvernement national fort qui fait preuve de leadership devant l'adversité.

La circonscription que je représente, l'une des plus diversifiées sur le plan ethnoculturel au Canada, rassemble des gens de partout dans le monde qui sont venus au Canada pour bâtir une vie meilleure pour leur famille. Malheureusement, les différents ordres de gouvernement ne sont pas toujours allés au bout de leurs engagements à investir dans les Néo-Canadiens et à lutter adéquatement contre le racisme et la discrimination.

Lorsque j'ai été élu conseiller municipal, je me suis engagé à être une voix forte pour mes concitoyens en m'attaquant immédiatement aux inégalités de longue date. Dans mon nouveau rôle de député, je continuerai à assumer mon devoir de poursuivre une grande partie de ce travail en investissant dans les gens et les infrastructures. Le gouvernement doit aider à transformer l'économie de Calgary tout en soutenant les travailleurs, en veillant toujours à ce que personne ne soit laissé pour compte. Je suis reconnaissant que le gouvernement se soit engagé à poursuivre son important travail de lutte contre les inégalités, le racisme systémique et la discrimination.

L'Adresse

Les travailleurs de Calgary nous ont grandement aidés à traverser la pandémie. Calgary Skyview abrite des milliers de travailleurs essentiels: travailleurs de la santé, travailleurs du transport en commun, chauffeurs de camion et de taxi, personnes travaillant dans des épicerie et à la préparation des aliments, travailleurs des services publics et gens de métier. Ces travailleurs n'ont pas eu le luxe de travailler à domicile et ont été directement exposés au virus durant la pandémie.

Il est facile de les remercier, mais nous devons faire beaucoup plus pour montrer notre gratitude. Les dirigeants doivent faire preuve de leadership, et nous, qui avons le privilège de siéger à la Chambre, devons travailler encore plus fort, que ce soit ici en personne ou dans nos circonscriptions. Le gouvernement fédéral a joint le geste à la parole en offrant des prestations essentielles à ceux qui ont perdu leur emploi et en fournissant des vaccins à tous les Canadiens.

J'ai encouragé tous les Calgariens à se faire vacciner et à suivre les consignes de santé publique. Je continuerai à défendre la santé publique au fur et à mesure que des vaccins seront disponibles pour nos enfants. Les travailleurs de Calgary, en particulier ceux qui font partie d'une minorité visible, ont souvent été critiqués pour les taux d'infection élevés, même lorsqu'ils sacrifiaient leur santé personnelle en assurant la sécurité des autres, en faisant du bénévolat et en partageant, ainsi qu'en faisant tourner l'économie en assurant le mouvement des marchandises. Aujourd'hui, le Nord-Est de Calgary affiche l'un des taux de vaccination les plus élevés au Canada, soit 99,3 %. Toutes les personnes de plus de 12 ans ont reçu au moins une première dose de vaccin. Le pourcentage de personnes vaccinées y est très probablement plus élevé que chez mes collègues conservateurs en face.

● (1050)

En fin de compte, je sais que mes concitoyens répondront à l'appel lorsque les temps seront durs. En tant que gouvernement, nous devons rester à leurs côtés en les soutenant et nous devons mériter leur confiance en travaillant aussi fort qu'eux.

Le coût de la vie est devenu l'une des préoccupations les plus importantes des familles canadiennes, et la situation n'est pas différente dans Calgary Skyview. Le gouvernement actuel a fait un excellent travail pour s'attaquer à la crise de l'abordabilité. L'Initiative pour la création rapide de logements en est un exemple. Dans Calgary Skyview, en face du Centre islamique Akram Jomaa, l'Initiative pour la création rapide de logements soutient un établissement d'hébergement pour personnes âgées en transformant un ancien hôtel en un établissement pour aînés dont on a grand besoin. Des organismes à but non lucratif locaux, comme le Dashmesh Culture Centre, font également preuve d'un leadership extraordinaire en collaborant avec le gouvernement pour construire le premier projet de logements de transition pour femmes dans le Nord-Est de Calgary. Des projets comme ceux-là sauvent des vies et donnent aux personnes dans le besoin la possibilité de se remettre sur pied et de vivre en sécurité, dans la dignité.

Il y a encore beaucoup de travail à faire, et le gouvernement est prêt à mettre en place plusieurs initiatives importantes, comme le crédit d'impôt pour la rénovation des maisons multigénérationnelles. Ce crédit toucherait des milliers de familles du Nord-Est de Calgary en les aidant à ajouter un deuxième logement à leur maison.

J'ai récemment eu le privilège de me joindre au premier ministre et à la ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social pour une annonce importante à Edmonton. Le gouvernement fédéral a conclu une entente avec la province de l'Alberta sur des services de garde abordables, ce qui donne suite à l'engagement que nous avons pris durant la campagne électorale d'améliorer la vie non seulement des familles, mais aussi celle de tous les Canadiens. Des milliers de familles de travailleurs de Calgary Skyview bénéficieront de la promesse du gouvernement de rendre la vie plus abordable grâce à des services de garde à 10 \$ par jour.

On ne saurait parler de la façon de bâtir des communautés résilientes et inclusives sans parler de la façon dont on s'y déplace. Je suis défenseur de longue date d'un système de transport en commun robuste et abordable. Les habitants de ma circonscription sont les plus grands utilisateurs du transport en commun à Calgary, et le gouvernement fédéral a toujours soutenu l'augmentation des investissements et de l'accès. Qu'il s'agisse de la ligne bleue ou de la ligne verte, nous soutiendrons le transport en commun à Calgary...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): J'ai essayé de faire signe au député pour lui indiquer que son temps de parole était écoulé. Il pourrait peut-être poursuivre pendant la période des questions et observations.

Le député de Battle River-Crowfoot a la parole. Je le prierais de faire preuve de prudence dans ses propos.

● (1055)

M. Damien Kurek (Battle River—Crowfoot, PCC): Madame la Présidente, je suis ravi de participer au débat et de poser des questions très importantes sur le contenu du discours du Trône.

Mes concitoyens ont fait savoir très clairement, au cours des deux dernières semaines, depuis le discours du Trône, que deux éléments font défaut. Le premier est un plan pour combattre la corruption et le manque d'éthique au sein du gouvernement canadien probablement le plus corrompu de l'histoire du Canada. Deuxièmement, le gouvernement présente un programme de « lutte contre la criminalité » qui laisse les criminels en liberté dans nos rues, ce qui a de graves répercussions, surtout dans les collectivités rurales que je représente. C'est pourquoi cette question est si pertinente.

Entre l'indulgence du programme de lutte contre la criminalité rurale et le manque d'éthique, je demanderais au député de parler de ce qui fait gravement défaut dans le discours du Trône du gouvernement.

M. George Chahal: Madame la Présidente, j'ai travaillé de très près à de nombreuses initiatives de lutte contre la criminalité à Calgary en tant que conseiller municipal, membre de la commission de police et président du groupe de travail sur la sécurité publique. Je peux dire au député que le gouvernement a appuyé la collaboration par l'entremise du groupe de travail sur la sécurité publique afin de proposer une consultation et un financement appréciables pour soutenir les municipalités dans leurs initiatives de prévention du crime, notamment en ce qui concerne les armes à feu et les gangs.

Le gouvernement s'est engagé à améliorer la vie et la sécurité de tous les Canadiens, contrairement aux conservateurs, qui veulent ramener les fusils d'assaut dans les rues du Canada.

L'Adresse

[Français]

M. Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Madame la Présidente, comme on le sait, avant d'être élu, je travaillais pour une papetière située à Alma. J'en profite d'ailleurs pour saluer mes collègues de l'usine Produits forestiers Résolu.

Je salue aussi mon collègue de Calgary Skyview. J'ai compris que pendant la période électorale, grâce à lui, on avait produit beaucoup plus de dépliants papier, tant chez les libéraux que chez les conservateurs. Je tiens donc à le remercier de cette façon de faire. Grâce à lui, davantage de papier à teneur politique a été produit.

Revenons au discours du Trône...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je dois interrompre le député pour lui rappeler que ses commentaires semblent se diriger dans une direction ayant déjà mené à une déclamation de ma part.

Je m'attends donc à ce que le député s'assure de poser une question en lien avec le sujet qui est présentement à l'étude.

M. Alexis Brunelle-Duceppe: Madame la Présidente, je le comprends. Je tenais simplement à féliciter mon collègue pour son beau travail.

Revenons au discours du Trône. On n'y trouve rien sur les droits de la personne. Pourtant, les libéraux nous ont dit à maintes reprises qu'ils étaient les champions des droits internationaux de la personne.

Ce que j'ai vu, mardi, c'est une motion qui a été refusée par les libéraux. Ils n'ont pas été capables de la faire adopter, alors que la majorité du caucus libéral était en faveur de ladite motion.

À son arrivée au pouvoir en 2015, le premier ministre a dit qu'il allait changer l'image du Canada à l'international. Personnellement, tout ce que j'ai vu, c'est quelqu'un qui s'était déguisé, en Inde. Est-ce que c'est la vraie réponse?

[Traduction]

M. George Chahal: Madame la Présidente, je ne sais pas si la première déclaration du député du Lac-Saint-Jean concernant le soutien aux travailleurs d'usine était une question ou un commentaire.

Le gouvernement a soutenu les travailleurs tout au long de la pandémie, par l'entremise de la PCU et des mesures destinées aux petites entreprises, afin de s'assurer que tous les Canadiens, partout au pays, qui ne pouvaient pas travailler pouvaient rester à la maison en toute sécurité afin de se protéger et de protéger leur famille.

En ce qui concerne votre question sur les droits de la personne, le Canada a fait preuve d'un solide leadership international dans le cadre de nombreuses initiatives en matière de droits de la personne. Nous sommes impatients de poursuivre notre travail dans ce domaine partout dans le monde.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je rappelle au député qu'il doit adresser ses questions et ses observations à la présidence. Il devrait penser à employer les pronoms « il » ou « elle », plutôt que d'utiliser le « vous ».

La députée de Vancouver-Est a la parole pour une question brève.

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Madame la Présidente, le gouvernement reconnaît que le besoin est grand en ce qui concerne les situations d'urgence en matière de santé. En ce mo-

ment même, nous avons une crise des surdoses dans la circonscription de Vancouver-Est. En fait, les surdoses y font plus de morts que la pandémie.

Le député est-il prêt à collaborer avec le NPD et à soutenir son appel à décriminaliser et à faire en sorte qu'il y ait un approvisionnement sûr afin de sauver des vies?

• (1100)

M. George Chahal: Madame la Présidente, toutes les municipalités canadiennes doivent faire face à des situations d'urgence en matière de santé. À Calgary, par exemple, bon nombre de nos concitoyens les plus vulnérables ont énormément de problèmes au centre-ville, surtout depuis le début de la pandémie. Nous avons des organisations locales extraordinaires, comme la Bear Clan Patrol, qui se mobilisent pour aider les membres de la collectivité dans le besoin.

Je serai ravi de collaborer avec les autres partis pour faire en sorte de proposer des solutions novatrices.

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Madame la Présidente, j'ai remarqué, et nous l'avons vu très récemment, que le Parti conservateur veut continuer ses attaques personnelles contre des députés. Depuis le début pratiquement, et nous pouvons remonter jusqu'à 2015 ou à la période où le chef du Parti libéral était le chef du troisième parti à la Chambre des communes, le Parti conservateur a pour priorité...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): À l'ordre, je vous prie. Il est très difficile d'entendre ce que dit le député quand les députés de ce côté-ci de la Chambre crient. Je dirai qu'il ne s'agit pas de simple chahut, et dans un cas comme dans l'autre, cette attitude est inacceptable lorsque quelqu'un a la parole. Je demande aux députés qui ont des questions et des observations de les prendre en note, s'ils pensent qu'ils risquent de les oublier, et ils auront l'occasion de s'exprimer après l'intervention du député.

Le député de Winnipeg-Nord a la parole.

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, je suggère à mes amis conservateurs de prêter un peu plus attention aux politiques que le gouvernement propose et de moins se préoccuper de lancer des attaques personnelles, comme celles contre le premier ministre et d'autres députés.

En fin de compte, peu importe les priorités que se donne le Parti conservateur, les nôtres continueront d'être le bien-être des Canadiens de tout le pays et des politiques publiques solides qui seront véritablement bénéfiques.

Je vais parler de certains éléments de la dernière campagne électorale, de certains des engagements que j'ai pris, comme celui de défendre les intérêts de nos concitoyens à la Chambre des communes et de veiller à ce que le gouvernement continue d'avancer dans des dossiers qui comptent vraiment.

J'ai parlé dans le passé du programme national de garderies et des millions de dollars, près de 10 millions ou même peut-être un peu plus que cela aujourd'hui, dépensés tous les mois à Winnipeg-Nord pour les enfants, et j'ai dit combien il est important que le gouvernement continue de soutenir ce programme. Historiquement parlant, jamais aucun gouvernement canadien n'a soutenu les enfants comme le gouvernement actuel au cours des six dernières années. Nous avons sorti des milliers d'enfants de la pauvreté, dont des centaines dans Winnipeg-Nord.

L'Adresse

Les conservateurs auront leurs propres priorités, mais je continuerai avec d'autres députés libéraux de défendre l'intérêt supérieur des enfants. C'est une des raisons pour lesquelles nous sommes très fiers d'aller de l'avant avec les garderies à 10 \$ par jour.

Le Parti conservateur ne comprend-il pas que nous gagnons tous à ce programme? Il permettra à plus de personnes de participer au marché du travail. Plus les Canadiens sont nombreux à travailler, mieux c'est pour notre PIB. Il suffit de regarder la merveilleuse province du Québec. Nombre de mes collègues québécois parlent du programme de garderies et de son incidence positive dans la province. Je suis certain que l'Ontario se joindra aux autres provinces à un moment donné, mais tout le Canada gagnera au programme de garderies à 10 \$ par jour. Il s'agit de montrer que nous sommes à l'écoute de nos concitoyens et que nous nous soucions d'eux. Il s'agit de défendre des programmes qui amélioreront la situation.

Un autre programme...

M. James Bezan: Il faudra 20 ans pour y arriver.

M. Kevin Lamoureux: Le député dit...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): À l'ordre, je vous prie. Les députés doivent faire preuve d'un peu de retenue par respect non seulement pour la personne qui a la parole, mais aussi pour ce lieu. Encore une fois, si les députés ont des questions et des observations, qu'ils les réservent pour la période réservée aux questions et aux observations.

Le député de Winnipeg-Nord a la parole.

• (1105)

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, le problème, c'est que je dispose de très peu de temps pour parler de toutes ces fantastiques initiatives. J'aimerais donc que les députés d'en face soient moins bruyants.

L'aide aux aînés est un autre domaine où le gouvernement a fait un excellent travail. Là encore, dès le début, nous avons augmenté sensiblement le Supplément de revenu garanti, qui est destiné à aider les aînés les plus pauvres du Canada. Nous avons procédé à des augmentations substantielles, environ 900 \$ par an, pour les aînés les plus démunis et, là encore, nous avons littéralement sorti de la pauvreté des milliers d'entre eux dans toutes les régions du pays. C'est arrivé même avant la pandémie.

Pendant la pandémie, nous avons fait des paiements directs aux aînés, avec un paiement supplémentaire pour ceux qui ont de très faibles revenus. Nous nous sommes engagés dans notre programme électoral à augmenter les paiements aux aînés à partir de 75 ans en raison de leurs capacités limitées et des coûts additionnels que cela entraîne. Nous parlions de 10 %, ce qui ne s'était jamais vu. Voilà le type d'engagements que le gouvernement a pris envers les aînés depuis le début et qu'il continue de prendre aujourd'hui.

Ce qui compte, c'est savoir écouter les électeurs de nos circonscriptions et proposer des programmes pertinents. C'est exactement ce que font les députés libéraux. J'encourage mes collègues conservateurs à apporter leur appui à certains de ces programmes plutôt que de laisser entendre, comme ils l'ont fait pendant la dernière campagne électorale, que le programme de garderies que nous proposons était inutile et qu'ils s'en débarrasseraient.

Nous avons maintenant le programme Nouveaux Horizons. Le gouvernement a majoré le financement de ce programme et conti-

nue d'en faire la promotion, car il répond aux besoins d'un grand nombre de personnes âgées du Canada. J'invite tous les députés à en prendre connaissance et à en faire la promotion dans leur circonscription, car c'est un programme qui donne déjà des résultats concrets partout au Canada.

Parallèlement à nos programmes d'aide pour les personnes âgées, comme celui que je viens de mentionner, nous avons aussi d'autres programmes pour les jeunes. Prenons l'exemple du programme d'emplois d'été pour les jeunes. Il a plus que doublé au cours des cinq ou six dernières années. C'est grâce à ce programme que des milliers de jeunes ont réussi à trouver un emploi, qui était bien souvent leur tout premier emploi. C'est donc un programme qui donne des résultats concrets sur le terrain, et il est important que les députés fassent la promotion de ce programme dans leur circonscription, comme ils le font pour le programme Nouveaux Horizons.

Quand j'ai été élu député pour la première fois en 1988, les soins de santé étaient alors l'un des enjeux principaux. Au risque de heurter les séparatistes du Bloc, je dois dire que la santé ne relève pas seulement de la compétence des provinces, et que les Canadiens tiennent énormément à leur système de santé. Pendant la pandémie, nous en avons appris beaucoup sur les faiblesses de ce système.

Je pense notamment à un système national de soins de longue durée. Nous devons offrir de meilleurs soins de longue durée à nos personnes âgées. Le gouvernement s'est engagé à le faire, et tous les députés libéraux défendent cet objectif dans leur circonscription. La question des médicaments est aussi un enjeu important. Depuis le début, nous avons investi des centaines de millions de dollars pour que le prix des médicaments reste aussi bas que possible.

• (1110)

Dans notre discours du Trône de septembre 2019, nous avons invité les provinces à discuter avec nous d'un programme national d'assurance-médicaments, car nous avons besoin de leur appui pour pouvoir mettre en place ce genre de programme national.

Pour la première fois, nous avons un premier ministre qui comprend l'importance de la santé mentale, et c'est pour cela que nous avons incorporé ce volet dans notre politique nationale. Tous les députés devraient appuyer cet objectif, car c'est ce que veulent les Canadiens. Ils veulent que le gouvernement joue un rôle plus important dans le secteur de la santé mentale, et notre gouvernement s'est engagé dans ce sens.

J'aimerais dire quelques mots sur la réconciliation, que les députés de l'opposition sont toujours prêts à critiquer. Je suis en mesure de vous dire que le gouvernement est en train de mettre en œuvre, d'une façon ou d'une autre, 80 % des 94 appels à l'action, et qu'un grand nombre d'entre eux sont déjà concrétisés. Qu'il s'agisse de langue, de garde d'enfants ou de congés fériés, notre gouvernement prend ces appels à l'action très au sérieux et il s'emploie activement à y donner suite.

Je suis prêt à répondre aux questions qui me seront posées.

Mme Michelle Ferreri (Peterborough—Kawartha, PCC): Madame la Présidente, je respecte tout à fait la passion qui anime mon collègue, mais ce n'est pas parce qu'il parle fort que ce qu'il dit est vrai.

Je salue ce qu'il a dit au sujet des garderies et des autres programmes, mais je me demande vraiment, étant donné que vous avez pris toutes ces initiatives, pourquoi les choses vont si mal. Certains de vos collègues ont observé que le coût de la vie n'avait jamais été aussi élevé, que la crise qui prévaut dans le secteur de la santé mentale n'avait jamais été aussi grave, bref que tout va de mal en pis, mais vous, pendant ce temps, vous nous dites que vous faites un travail extraordinaire.

Pourquoi les choses vont-elles si mal, puisque ce que vous faites est extraordinaire?

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Comme ce n'est pas moi qui ai dit ces choses à la députée, j'aimerais lui rappeler de s'adresser à la présidence quand elle pose des questions. Autrement dit, d'utiliser « il » ou « elle » au lieu de « vous ».

Le député de Winnipeg Nord a la parole.

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, depuis un certain nombre d'années, je me suis toujours considéré comme un défenseur de l'action du gouvernement. La députée peut toujours baisser le son si le volume est trop fort. Il est vrai que je m'exprime avec beaucoup de passion sur tous ces programmes parce que je suis convaincu qu'ils répondent aux meilleurs intérêts des Canadiens et des citoyens que je représente, et pour bien défendre quelque chose, il faut être sûr d'être entendu.

Je sais gré à la députée de reconnaître que les programmes que j'ai mentionnés sont importants. Je suis heureux qu'elle le reconnaisse, et c'est l'une des raisons pour lesquelles je lui recommande, au lieu de se contenter d'écouter la rhétorique des conservateurs, de se renseigner sur ce qu'on est en train de faire en ce moment...

Mme Michelle Ferreri: Posez la question aux gens de votre circonscription.

M. Kevin Lamoureux: ... parce qu'elle se rendrait compte que, pour beaucoup des questions qu'elle a soulevées, nous avons pris des mesures concrètes: des centaines de millions de dollars ont été engagés, et des discussions se poursuivent avec les parties prenantes, y compris les provinces, les territoires et les communautés autochtones.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je rappelle à la députée qu'elle a eu l'occasion de poser sa question et que, par conséquent, elle devrait maintenant écouter la réponse.

Nous passons aux questions et observations. La députée d'Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou.

[Français]

Mme Sylvie Bérubé (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, BQ): Madame la Présidente, j'aimerais que le député de Winnipeg-Nord nous parle davantage de la manière d'accroître l'économie. On sait qu'il y a une lutte contre l'inflation. Il y a deux solutions présentement: des services de garde et des logements abordables. Que fait le gouvernement? Il y a encore de la lenteur.

Que voulez-vous faire pour aider dans cette situation, pour aider les familles à acheter une première propriété? Est-ce que vous, le gouvernement, allez lutter contre l'inflation et agir enfin?

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je rappelle à la députée et à tout le monde à la Chambre qu'on doit s'adresser à la présidence et non directement aux autres collègues.

La parole est à l'honorable député de Winnipeg-Nord.

L'Adresse

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, ce que notre gouvernement peut faire pour lutter contre l'inflation, c'est notamment créer un environnement susceptible de donner un emploi à un plus grand nombre de personnes. Plus il y a de gens qui travaillent, plus les contributions au PIB augmentent, et c'est une façon de lutter contre l'inflation.

Les députés ne sont pas sans savoir que l'inflation, tout comme la pandémie, est un phénomène qui n'est pas propre au Canada puisqu'on l'observe dans tous les pays. Le Canada a su prendre un certain nombre de mesures, comme le programme de subvention salariale et la PCU, qui ont permis de venir en aide à des millions de Canadiens et à des milliers d'entreprises, de sorte que nous sommes mieux armés pour soutenir et relancer notre économie. En fait, le nombre d'emplois au Canada est plus élevé qu'avant la pandémie. C'est comme cela que nous allons réussir à nous en sortir.

• (1115)

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Madame la Présidente, je remercie mon collègue d'avoir rappelé une chose très importante, à savoir que la santé est une compétence partagée. Le gouvernement fédéral a son rôle à jouer. J'en veux pour preuve la Loi canadienne sur la santé, qui énonce les conditions dans lesquelles les provinces peuvent recevoir de l'argent. Ces conditions sont au nombre de cinq. Je signale en passant que l'expression « soins de santé » ne figure pas dans la Constitution, et que celle-ci mentionne uniquement que les provinces ont le pouvoir de construire et de gérer des hôpitaux. Je pense qu'il était important de le rappeler.

Le discours du Trône ne fait pas mention d'un programme d'assurance-médicaments. Le prix des médicaments n'a pas baissé depuis que le gouvernement est arrivé au pouvoir en 2015. Pourquoi les Canadiens devraient-ils croire le député lorsqu'il dit que le prix des médicaments va peut-être baisser grâce à un programme d'assurance-médicaments?

M. Kevin Lamoureux: Madame la Présidente, la possibilité de mettre en place un programme d'assurance-médicaments existe toujours. Dans le discours du Trône précédent, le gouvernement fédéral avait indiqué qu'il était à la recherche de partenaires provinciaux.

Le député sait pertinemment que la seule façon de mettre en place un programme efficace est d'avoir l'appui des provinces. Je suppose que nous allons continuer de rechercher des appuis provinciaux à cette fin.

M. Clifford Small (Coast of Bays—Central—Notre Dame, PCC): Madame la Présidente, c'est un honneur pour moi de prendre la parole dans cette auguste enceinte où sont rassemblés mes collègues de ce vaste pays, à titre de député de Coast of Bays—Central—Notre Dame et ministre du cabinet fantôme responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique.

Je tiens à remercier les électeurs de ma circonscription de m'avoir fait confiance pour les représenter pendant cette 44^e législature. Je voudrais également remercier ceux qui m'ont appuyé et qui ont travaillé pour moi pendant ma campagne, car sans eux, je ne serais pas ici aujourd'hui.

L'Adresse

J'adresse également toutes mes condoléances aux membres de la famille Starkes qui enterrent aujourd'hui leur mère et leur grand-mère, Ruby Starkes, à 14 heures, à Baie Verte, Terre-Neuve-et-Labrador. La famille Starkes m'a beaucoup aidé dans ma carrière, et elle a été un mentor exceptionnel.

Coast of Bays—Central—Notre Dame est une vaste circonscription qui couvre 40 % de l'île de Terre-Neuve-et-Labrador. Je suis originaire de Wild Cove, un petit village de pêcheurs situé à l'extrémité nord-ouest de la circonscription, dans White Bay. J'ai commencé à travailler dans la pêche dès mon plus jeune âge, avant de reprendre l'entreprise familiale, toujours dans la pêche, que j'ai gérée pendant neuf ans. Ensuite, pendant 17 ans, j'ai exploité plusieurs restaurants dont j'étais propriétaire. J'ai employé jusqu'à 60 personnes.

Comme je viens du milieu de l'entrepreneuriat, je sais ce que c'est que de me tenir la tête à deux mains, et de jongler avec une liste de paie. Je n'oublierai jamais ce que j'ai ressenti en entrant dans mes restaurants à la fin de mars 2020 en ne sachant pas s'ils allaient rouvrir en raison des inconnues de la pandémie. Je n'oublierai jamais non plus ce que c'est d'être en mer, pris dans un ouragan et de porter sur ses épaules la responsabilité d'un équipage et d'un navire. Aujourd'hui, une responsabilité différente m'incombe, et elle n'est pas moins lourde.

La circonscription de Coast of Bays—Central—Notre Dame et, à vrai dire, toute la province de Terre-Neuve-et-Labrador, fait face à un avenir incertain. Nos principaux moteurs économiques sont liés aux ressources naturelles, mais il n'y a rien dans le discours du Trône pour offrir le soutien nécessaire à nos industries primaires.

Le gouvernement libéral actuel n'a pas ménagé ses efforts pour démanteler l'industrie pétrolière et gazière extracôtière en alourdissant les formalités administratives, ce qui a détruit l'intérêt des investisseurs. Nous avons perdu 5 500 emplois en raison du ralentissement de notre industrie pétrolière. De son côté, l'industrie pétrolière extracôtière de la Norvège connaît actuellement une expansion rapide, le gouvernement norvégien ayant encouragé les entreprises au début de la pandémie, ce qui a attiré des investissements auparavant destinés à nos ressources extracôtières vers les leurs.

Le gouvernement fait croire aux gens de ma province qu'il n'y a pas d'avenir dans le secteur pétrolier et gazier et que ces emplois disparaissent progressivement, mais des pays comme le Brésil, Trinité-et-Tobago et le Guyana ont intensifié leurs programmes de forage et d'exploration. Pourquoi ce gouvernement répand-il de fausses informations et pourquoi force-t-il les hommes et les femmes de l'industrie pétrolière et gazière à quitter leur famille et à s'exiler dans des pays éloignés afin de trouver de l'emploi? Je parle de gens comme Luke Jarvis, de Harbour Breton, qui occupait l'un des 5 500 emplois perdus dans l'industrie pétrolière extracôtière. Il doit maintenant quitter sa famille et se rendre au Brésil pour travailler dans son domaine, l'industrie pétrolière.

L'attaque contre Terre-Neuve-et-Labrador ne s'arrête pas à l'industrie pétrolière et gazière. La pêche a également été mise en péril par la mauvaise gestion du gouvernement libéral pendant six ans. Les pêcheurs de ma circonscription craignent les plans visant à faire passer les zones de protection marine de 14 % à 30 % d'ici 2030. Ces zones sont choisies de façon arbitraire, avec très peu de consultation de l'industrie, comme si elles étaient peintes au pinceau. Dans la plupart des cas, les pêcheurs n'ont pas accès aux principaux lieux de pêche historiques et ne sont même pas autorisés à utiliser des engins de pêche à faible impact, comme des hameçons

et des lignes. Les pêcheurs doivent pouvoir pêcher là où se trouvent les poissons, et non là où on leur dit de pêcher.

Les données scientifiques du ministère des Pêches et des Océans constituent une autre pomme de discorde au sein de l'industrie de la pêche. Cette année, des pêcheurs comme Brad Rideout, de Robert's Arm, ont subi un dur coup lorsque le quota de maquereaux a été réduit de moitié. Les scientifiques américains ont laissé entendre que nous pourrions récolter 10 000 tonnes de façon durable, mais nos scientifiques ont fixé ce seuil à 4 000 tonnes. À mesure que les eaux se réchauffent, des espèces comme le maquereau migrent vers le nord. Par conséquent, les scientifiques doivent s'adapter et se déplacer là où ils étudient les espèces. Les pêcheurs de ma circonscription ont observé des quantités de maquereau jamais vues au cours de leur vie, et leur frustration augmente quand ils constatent la façon dont les quotas sont établis.

● (1120)

Toutes les espèces n'ont pas la chance qu'a le maquereau de migrer vers le sud avant que les phoques arrivent du nord pour les prendre d'assaut. Depuis les années 1980, la population de phoques est passée de 2 millions à plus de 10 millions. Les scientifiques estiment qu'à eux seuls, les 7,6 millions de phoques du Groenland consomment de quatre à huit kilos de poisson par jour. Autrement dit, les phoques du Groenland consomment le poids total de la prise débarquée dans la province en trois à six jours.

Dans la sous-division 3PS, qui comprend des collectivités comme Harbour Breton et Hermitage, la population de phoques gris a explosé. Auparavant, ce troupeau comptait environ 10 000 animaux. Maintenant, il en compte cinq fois plus. Les pêcheurs voient même des phoques consommer des homards. Ce n'est pas pour rien que cette année, on a interrompu la pêche sportive au saumon dans cette région et que le quota de morue a été réduit de moitié en l'espace de deux semaines. Les pêcheurs de la sous-division 3PS craignent que le ministre des Pêches impose un autre moratoire sur la morue en 2022.

L'industrie de la pêche réclame une solution à la prédation excessive par les phoques. En ramenant la population de phoques à son ancien niveau, notre industrie de la pêche ne générerait plus seulement 2 milliards de dollars, mais de 6 à 8 milliards de dollars. Si nous n'intervenons pas immédiatement, ce désastre écologique anéantira notre secteur des pêches. Nos industries du pétrole, du gaz et de la pêche présentent des possibilités infinies. Il ne nous manque que l'appétit politique pour réussir.

Parlant d'appétit, le discours du Trône n'a rien proposé pour améliorer la sécurité alimentaire dans notre province. C'est un enjeu que nous ne pouvons pas nous permettre de négliger. À Terre-Neuve-et-Labrador, nous ne produisons que 15 % de ce que nous consommons. La pandémie et la dévastation causée par les récentes inondations sur la côte ouest de l'île, qui ont interrompu l'approvisionnement en provenance du continent, ont jeté une nouvelle lumière sur ce problème. Généralement, nous avons sur l'île juste assez de nourriture pour nourrir la population pendant trois jours.

Quelles que soient nos réserves de nourriture, un segment de notre population subit de graves répercussions. Le pourcentage d'aînés dans notre province est plus élevé qu'il ne l'est dans les autres régions du Canada. Je reçois quotidiennement des courriels d'aînés qui sont obligés de choisir entre chauffer leur maison, acheter des médicaments ou acheter de la nourriture. Le gouvernement a vraiment manqué de vision en donnant d'une main aux aînés ce dont ils ont besoin et en leur enlevant de l'autre main. Les aînés sont particulièrement touchés par la hausse de l'inflation. Notre pays affiche un taux d'inflation de 4,7 %, le plus élevé depuis 2003, mais bien des habitants de ma province ont plutôt l'impression qu'il s'élève à 15 %.

La taxe sur le carbone de plus en plus lourde qui s'applique à toute la chaîne logistique a aggravé les effets de l'inflation dans les régions rurales de Terre-Neuve-et-Labrador, où on ne voit jamais de chèque de remboursement. Il s'agit d'une attaque honteuse contre les habitants de Terre-Neuve-et-Labrador de la part d'un gouvernement qui vante sans cesse sa vertu sans se soucier du coût humain. Nous devons tenir compte du coût humain et des répercussions des décisions prises dans cette auguste enceinte. Voilà qui semble échapper au parti d'en face. Les Terre-Neuviens et les Labradoriens ont du mal à joindre les deux bouts. Il faut agir.

Rappelons-nous que le gouvernement s'en est pris aux industries clés de ma province, c'est-à-dire celle du pétrole et du gaz et celle de la pêche au large des côtes, a régulièrement fait augmenter le coût de la vie pour les aînés et fait fi de l'inflation. Faut-il s'étonner que les Terre-Neuviens et les Labradoriens se sentent abandonnés par le gouvernement?

Le gouvernement prétend que personne n'est laissé pour compte. Je peux dire aux députés que les habitants de Terre-Neuve-et-Labrador se sentent laissés pour compte. Ils m'ont élu pour que je puisse parler librement de questions qui n'ont été abordées que d'un point de vue écologiste libéral radical au cours des six dernières années. Je suis libre de dire ce que mes six collègues d'en face aimeraient dire, sans pouvoir le faire. Je défendrai les intérêts de Coast of Bays—Central—Notre Dame et de toute la province de Terre-Neuve-et-Labrador.

• (1125)

M. James Maloney (Etobicoke—Lakeshore, Lib.): Madame la Présidente, je félicite le député de sa victoire électorale et de ses premières observations à la Chambre, qui étaient très intéressantes. J'ai eu l'occasion de passer du temps avec lui à l'extérieur de la Chambre. Comme il l'a souligné, il vient d'une petite ville, mais il est clair qu'il a beaucoup de personnalité et qu'il contribuera grandement aux travaux de la Chambre. En fait, au cours de certaines de nos discussions, j'ai pensé que nous étions d'accord sur un certain nombre de choses et qu'il était possible d'envisager un monde où nous pourrions travailler ensemble et peut-être même, un jour, siéger dans le même caucus, mais environ une minute et demie après le début de son discours, j'ai changé d'avis. De toute évidence, son entourage a déteint sur lui, même si le caucus était ici.

Ma question...

Des voix: Oh, oh!

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): À l'ordre. Le député d'Etobicoke—Lakeshore a la parole.

M. James Maloney: Madame la Présidente, ma question découle de la première minute et demie de l'intervention du député. Il a parlé de son expérience personnelle dans la gestion d'une entre-

L'Adresse

prise de restauration et il a dit à quel point il était heureux de pouvoir poursuivre ce qu'il a entrepris.

Pouvons-nous travailler ensemble et appuiera-t-il le projet de loi C-2?

M. Clifford Small: Madame la Présidente, je remercie le député d'en face de ses aimables paroles. S'agissant du projet de loi C-2, il y a beaucoup de choses dont il faut que nous discutons dans cette Chambre. Nous devons nous assurer qu'il répond aux besoins de mon industrie et à ceux de l'industrie de l'hôtellerie et du tourisme. Tous les jours je reçois des messages et des courriels de mes amis, partout au Canada, qui me disent qu'ils ont besoin d'aide et que je dois les défendre.

Je suis ici pour défendre leurs intérêts au sein de mon caucus et pour collaborer avec les députés d'en face. Ma priorité est de m'assurer que ce que propose le projet de loi C-2 répond bien aux besoins des personnes concernées.

[Français]

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Madame la Présidente, au cours de son discours, mon collègue a évoqué l'industrie des énergies fossiles.

Ce n'est pas le Bloc québécois, mais bien l'OCDE qui dit ce qui suit au sujet de la crise climatique: « Plus les pouvoirs publics tardent, plus ils s'exposent à une transition abrupte, marquée par des prix de l'énergie plus élevés et plus volatils. »

Je me demande vraiment pourquoi le parti de l'opposition officielle ne voit qu'une forme d'énergie issue de sources fossiles, qui va détruire l'environnement, notre santé, notre jeunesse et notre planète. Pourquoi n'est-il pas capable de voir qu'il existe d'autres formes d'énergie qui sont renouvelables et qui ne causent pas tous ces dommages?

[Traduction]

M. Clifford Small: Madame la Présidente, les combustibles fossiles sont très présents dans mon esprit, mais je constate aussi que la Chine est à l'origine de 28 % des émissions de la planète et qu'elle produit 4,5 millions de gigawatts d'électricité avec des centrales alimentées au charbon. La Chine couvre à peu près la même superficie que le Canada. Elle produit donc 28 % des émissions de la planète alors que le Canada n'en produit que 2 %. Si l'objectif est d'afficher une posture vertueuse, libre à vous, mais il n'en reste pas moins qu'il va falloir s'attaquer au problème, lequel concerne les gros producteurs d'émissions, et pas le Canada.

• (1130)

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Madame la Présidente, je compatis à la peine de mon collègue relativement au décès dont il a parlé au début de son intervention.

Je viens moi aussi d'une province où le pétrole et le gaz naturel sont des ressources très importantes pour l'économie. Il y a aujourd'hui très peu d'investissements dans ce secteur au Canada parce que nous n'avons pas démontré que nous faisons le maximum pour décarboner cette industrie.

Le député a-t-il quelque chose à nous proposer pour que les subventions accordées à ce secteur soient consacrées à la décarbonation? Pourrait-on utiliser ces subventions dans les énergies renouvelables afin de rendre ce secteur plus attrayant aux investisseurs étrangers, ce qui permettrait aussi de conserver des emplois pour les habitants de l'Alberta et des autres régions du Canada?

L'Adresse

M. Clifford Small: Madame la Présidente, si le monde ne produit plus qu'un seul baril de pétrole, ce devrait être du pétrole canadien. En effet, nous sommes capables de produire un pétrole éthique et sobre en carbone, et nous devons nous occuper de nos concitoyens. L'Europe est à la recherche de pétrole éthique. Or, Terre-Neuve-et-Labrador produit le pétrole le plus décarboné du monde, et il faut l'encourager.

M. Ryan Williams (Baie de Quinte, PCC): Madame la Présidente, je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui au nom des citoyens de Baie de Quinte. Je suis très fier d'être le premier député conservateur élu dans ma circonscription. Je tiens à remercier tous les bénévoles qui ont travaillé d'arrache-pied et n'ont pas ménagé leur temps durant la campagne électorale, surtout ma directrice de campagne, Susan Smith. Je sais que la tâche est immense, surtout pour me gérer.

Comme beaucoup de députés le savent, c'est aussi une histoire de famille. Ma mère, Heather, faisait partie des bénévoles les plus dévoués. C'est une Canadienne des provinces de l'Atlantique. Elle est née à Fredericton et a grandi à l'Île-du-Prince-Édouard. Il n'y a rien de surprenant à ce qu'il soit facile pour les habitants des Maritimes de frapper aux portes. Mes enfants ont tous participé aussi. Jack a 8 ans, Patrick en a 7 et Zoocy, 4. Je tiens bien sûr à remercier mon épouse, Allyson. La plupart d'entre nous savent que le plus grand sacrifice que demande ce travail, c'est notre famille et, en particulier, notre compagne ou compagnon. Je ne sais pas si c'était censé nous faire peur, mais notre première formation était un séminaire sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, et j'y ai appris que 75 % des députés finissent par divorcer. C'est beaucoup. J'ai déménagé tout près de chez mon beau-père à Ottawa, ce qui, à l'entendre, est à la fois une bénédiction et une malédiction. Le temps le dira. C'est un gros sacrifice d'être loin de sa famille. Je remercie infiniment mon épouse chérie, Allyson, qui est à la maison avec mes enfants en ce moment, et qui sacrifie son temps pour nous, afin que nous puissions améliorer les choses dans cette région et dans tout le pays.

Mon épouse et sa famille sont originaires de Thunder Bay, ou T Bay, comme ils l'appellent affectueusement. Les habitants de Thunder Bay sont des gens très solides. J'y suis allé une fois en hiver et je dirais que s'ils sont si solides, c'est parce qu'il fait tellement froid en janvier. Mon épouse a pour devise qu'il faut toujours choisir l'amour. En 2015, nous avons perdu notre fils Teddy à la naissance à cause d'une cardiopathie congénitale. Tous les ans, des milliers de Canadiens vivent la terrifiante expérience d'une fausse couche ou de la perte d'un bébé. Allyson a joué un rôle essentiel dans notre région en étant la porte-parole de femmes qui perdent un enfant. Elle a écrit un blogue intitulé « alwayschooselove.net » et elle continue de défendre inlassablement les femmes. Elle représente une lueur d'espoir pour tellement de personnes, et je l'aime tendrement.

Je m'en voudrais de ne pas parler également de mon grand-père et de mon père, qui ont tous deux été candidats aux élections provinciales de 1975 et de 2003 respectivement pour le Parti conservateur provincial, et qui n'ont pas eu l'honneur de représenter leurs concitoyens. Cela prouve que la troisième fois est la bonne. Ma grand-mère Audrey a dit qu'elle était heureuse de voir un Williams être élu à la Chambre. Les deux hommes ont beaucoup fait pour notre région. Mon grand-père, Don Williams, était entrepreneur. À partir de 1956, il a été à la barre de Stirling Motors pendant 20 ans avant de lancer avec succès Williams Hotels, qu'il dirige encore aujourd'hui. Il a sensibilisé la population au don d'organes au

Canada, ayant reçu l'une des premières greffes du cœur au cours de la première décennie, en 1991. De même, il a appuyé le Camp Quin-Mo-Lac et de nombreux organismes de bienfaisance locaux. Il incitait toujours les gens à signer leur carte de don d'organes. Mon grand-père m'a enseigné la ténacité.

Mon père, John Williams, a été maire de Quinte West pendant huit ans, avant de devenir colonel honoraire de la 8e Escadre/BFC Trenton. Mon père est décédé en 2020. Il aurait bien aimé être ici. Il avait pour devise « Fais ce qu'il faut ». Avec le député libéral provincial Hugh O'Neil, mon père a créé le monument commémoratif de l'Afghanistan dans le parc Bain, à Quinte West; il a assisté à chaque cérémonie de rapatriement pendant la guerre en Afghanistan, et il a contribué à la création de l'autoroute des Héros, sur l'autoroute 401, en hommage aux hommes et aux femmes des Forces armées canadiennes.

En tant que député, j'ai hâte de m'attaquer au défi de représenter les électeurs de ma circonscription à la Chambre et je me sens très privilégié d'être ici.

Nous n'avons jamais eu à relever les défis auxquels nous sommes confrontés maintenant. Nous savons tous que nous vivons dans le meilleur pays de la planète. Notre niveau de vie, notre histoire, notre culture et nos libertés sont parmi les plus vénérés au monde. Cependant, nous avons encore des problèmes persistants. Nous connaissons l'inflation la plus élevée depuis 20 ans. Cette semaine, des personnes âgées m'ont appelé et m'ont dit avoir du mal à décider si elles doivent payer l'épicerie ou le loyer. Nous entendons constamment dire que l'emploi est revenu à ses niveaux d'avant la COVID. Pourtant, on parle de plus de 1 million d'emplois vacants au pays. Je peux dire que nous avons 2 500 emplois spécialisés que nous ne pouvons pas pourvoir dans Baie de Quinte aujourd'hui. Des restaurants sont fermés depuis deux semaines chez nous.

• (1135)

Le logement est un désastre, et les prix ont doublé au cours de la dernière année. Le comté de Prince Edward, dans ma région, a connu l'une des hausses les plus importantes des coûts du logement au cours de la dernière année, soit 170 %, avec un prix moyen de 1,2 million de dollars le mois dernier. Comment une personne de 25 ou 30 ans peut-elle se payer une maison de 1,2 million de dollars?

Quelles sont les solutions? Je suis conservateur parce que je sais que les conservateurs croient à notre dignité comme Canadiens, et que les Canadiens que nous sommes avons le droit d'être libres, de vivre libres et de poursuivre ce qui nous motive le plus, non pas parce que quelqu'un ou le gouvernement dit que c'est la bonne chose à faire, mais parce que c'est un droit naturel, que nous tenons de Dieu. Je crois aussi que pour régler notre problème d'inflation dans l'immobilier et d'autres problèmes causés par l'impression d'une trop grande quantité d'argent, nous devons produire davantage des choses que l'argent peut acheter, et donc des logements. Cela signifie qu'il faut permettre aux constructeurs d'habitations de construire ce dont les Canadiens ont besoin. Cela signifie stimuler l'innovation canadienne et faire avancer les choses au Canada.

L'Adresse

Je viens du Canada rural. Si nous voulons régler les problèmes persistants auxquels sont confrontés les Canadiens et faire en sorte que le Canada soit un chef de file mondial au cours de la prochaine décennie, nous devons nous concentrer sur les régions urbaines et rurales du Canada qui produisent davantage de biens de consommation. Pour régler le problème de l'inflation, nous devons devenir une nation d'innovation, afin de produire plus de richesse. Cela signifie qu'il faut permettre aux gens d'ici de poursuivre ce qui les motive et veiller à ce que le gouvernement les aide à fabriquer des choses, à en faire pousser, à en imaginer et à en faire, afin que ces gens qui réalisent des choses dans une économie axée sur la libre entreprise créent de la richesse et des emplois et contribuent à contrer l'inflation et à faire en sorte que le Canada ne connaisse plus de déclin.

Je ne parle pas seulement du Canada urbain, qui compte 94 villes de plus de 100 000 habitants, mais aussi du Canada rural, où l'on retrouve plus de 3 700 municipalités. La clé de la croissance du Canada ne se trouve pas seulement dans les régions urbaines, mais aussi dans les régions rurales. Une nation axée sur l'innovation doit englober les 3 700 municipalités, leurs régions et les quelque 600 réserves des Premières Nations, des Métis et des Inuits.

En 2018, j'ai participé au premier Sommet canadien sur l'innovation rurale à Belleville, où nous avons accueilli des penseurs, des rêveurs et des gens d'action pour parler de la dynamisation des régions rurales du Canada, de l'expansion des entreprises et de la croissance de notre contribution à l'innovation au Canada. Le nombre de personnes qui quittent les régions rurales est alarmant. Dans les régions rurales, 80 % des jeunes partent pour aller dans les centres urbains, car c'est là que se trouvent les emplois. Plus jeune, j'ai perdu beaucoup de mes amis qui sont partis pour les grands centres urbains. Nous avons besoin de jeunes dans nos régions. Certains disent que les jeunes sont la voix de demain. Je crois que les jeunes de ce pays sont la voix d'aujourd'hui. Comment pouvons-nous vraiment être à l'écoute de nos enfants s'ils continuent de partir ailleurs? Comment peuvent-ils demeurer où nous aimerions qu'ils soient s'ils n'en ont pas les moyens?

Nous avons besoin de repenser complètement ce qui fera prospérer le Canada: ses régions rurales. Ce sont des régions comme la baie de Quinte qui ont beaucoup de potentiel. C'est un potentiel que nous avons vu en 2018, lorsque nous avons accueilli le premier Sommet canadien sur l'innovation rurale. Nous devons commencer à exiger ce qu'il y a de mieux de la part du Canada, et cela signifie précisément ce qu'il y a de mieux dans le Canada rural.

À l'heure actuelle, les entrepreneurs n'arrivent pas à maximiser la richesse qu'ils créent dans toutes les régions du Canada, rurales et urbaines. Nous devons renforcer l'innovation au pays et protéger les idées et les entreprises canadiennes. Notre propriété intellectuelle, la mesure des notions intellectuelles qui se traduisent en richesse dans notre pays, tire énormément de l'arrière par rapport à celle des autres pays. En 2019, avant la COVID-19, le Canada a produit 39 milliards de dollars de propriété intellectuelle. Ce n'est pas mal, mais en comparaison, les Américains en ont produit 6,6 billions de dollars, soit 169 fois plus que le Canada, alors que leur population n'est que 10 fois supérieure à la nôtre.

Nous ne protégeons pas ce qui crée de la richesse et juggle l'inflation, c'est-à-dire des maisons, de la technologie, des ressources naturelles, y compris du bois d'œuvre, et des nouvelles énergies propres de calibre mondial, comme notre pétrole et notre gaz naturel propres et éthiques, de même que la fabrication de pointe. L'On-

tario a annoncé ce matin qu'une nouvelle centrale nucléaire modulaire est en cours de développement dans la province. Cela va générer une somme considérable de PIB dans la province et au Canada. L'innovation signifie améliorer ce que nous faisons dans le monde et ici, au Canada, et nous pouvons faire beaucoup plus.

Les députés ne peuvent pas le voir, mais je porte des chaussettes rouges. Je porte des chaussettes rouges parce que c'est la couleur de notre drapeau et qu'elle symbolise le sacrifice que nos soldats ont fait pour que nous puissions vivre dans un pays libre et démocratique et aussi parce que je crois, comme nous l'avons constaté hier lorsque la Chambre a adopté à l'unanimité le projet de loi C-4, que la Chambre peut et doit travailler de concert plus souvent. Nos concitoyens comptent là-dessus.

Que Dieu bénisse le Canada. Joyeux Noël et joyeuses fêtes.

● (1140)

M. Marcus Powlowski (Thunder Bay—Rainy River, Lib.): Madame la Présidente, en tant que député de Thunder Bay—Rainy River, je tiens à féliciter chaleureusement le député de Baie de Quinte de son élection. Il est certainement une bonne personne puisqu'il est marié à une femme de Thunder Bay. Quand ses enfants ont commencé à jouer au hockey, je suis certain que cela leur est venu naturellement.

J'ai trouvé intéressant d'entendre le député mentionner que les entreprises de sa circonscription n'arrivent pas à recruter. Comme il le sait sans doute, nous avons le même problème à Thunder Bay et je pense que c'est la même chose partout au Canada. Nous avons pourtant accueilli 400 000 immigrants cette année. Ce n'est peut-être pas suffisant. Quelle est la position du député et de son parti concernant les taux d'immigration?

M. Ryan Williams: Madame la Présidente, j'aimerais d'abord dire au député de Thunder Bay—Rainy River que j'ai même appris à jouer au hockey bottine, un sport apparemment populaire chez lui. J'adore Thunder Bay, c'est une ville fantastique. Je la préfère toutefois en juillet plutôt qu'en janvier.

Nous sommes tout à fait favorables à une augmentation du nombre d'immigrants. Dans notre plateforme électorale, nous parlons d'immigrants qualifiés afin de nous assurer que nous aurons la main d'œuvre dont nos entreprises ont besoin pour croître. Notre pays ne pourra pas prospérer si nos entreprises ne prennent pas de l'expansion et si nous ne fournissons pas d'emplois aux Canadiens et aux immigrants qui arrivent ici pour contribuer à la croissance de notre pays.

Nous parlons du PIB de notre pays. Comme la moitié de notre PIB provient des ressources naturelles, nous devons nous assurer d'avoir des employés qui permettent à ces industries de prospérer. Comme je l'ai dit pour l'innovation rurale, nous avons besoin de travailleurs qui feront prospérer nos entreprises. C'est aussi simple que cela. Les entreprises prospères créent plus de richesse, elles contribuent à notre PIB et elles contribueront à résoudre la crise de l'inflation que nous connaissons actuellement.

[Français]

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Madame la Présidente, quelque chose m'a un peu fatigué dans le discours de mon collègue, dans lequel il admet que les loyers dans sa circonscription ont doublé et que les gens ont de la misère à se loger. Ce problème est vraiment généralisé au Québec et au Canada.

L'Adresse

Par contre, mon collègue croit que la solution est de construire plus de maisons. Cependant, nous n'avons pas besoin de maisons. En ce moment, au Québec, 500 000 ménages ont un besoin impérieux de se loger, soit parce qu'ils consacrent 30 % ou plus de leurs revenus à leur logement, soit que ce dernier est, bien souvent, insalubre, trop grand ou trop petit. C'est cela, le problème actuel.

Construire davantage de maisons n'est pas une mauvaise idée en soi. Lors de la dernière législature, nous avons travaillé à améliorer certains programmes du gouvernement libéral qui étaient mal adaptés. Toutefois, il reste du travail à faire. Il existe, par exemple, un programme d'aide à l'achat d'une première propriété, qui n'est pas mauvais, mais qui est trop restrictif et auquel personne n'a cotisé.

Ce qui manque, ce sont des investissements massifs pour loger les plus démunis, les plus vulnérables, les femmes victimes de violence conjugale, les gens qui ont des problèmes de santé mentale, de toxicomanie ou d'itinérance. Le Bloc québécois propose que le gouvernement investisse tout de suite 1 % de son budget pour loger les gens. Il y a 40 000 ménages...

• (1145)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je suis désolée d'interrompre l'honorable député, mais je lui rappelle qu'il s'agissait d'une question et non d'un discours.

L'honorable député de Baie de Quinte a la parole.

[Traduction]

M. Ryan Williams: Madame la Présidente, je suis en partie d'accord avec mon collègue. Nous avons de graves problèmes sociaux. Les gens ont du mal à payer leur loyer et leur logement. Cependant, ce n'est pas avec plus d'argent que nous réglerons le problème. C'est justement cela qui amplifie le problème de l'inflation que nous connaissons actuellement. Tout est devenu hors de prix.

La solution se situe du côté de l'offre. Nous devons augmenter l'offre de logements et, oui, tous les paliers de gouvernement doivent travailler ensemble pour faire en sorte que la création de logements ne soit pas uniquement l'affaire du gouvernement fédéral. Cela veut dire que nous devons collaborer avec les provinces, y compris avec le Québec, et avec les municipalités afin de permettre aux constructeurs de construire des maisons.

Le député a aussi parlé de santé mentale, de toxicomanie et de pauvreté. Actuellement, tous ces problèmes sont exacerbés par l'augmentation des coûts découlant de...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je dois permettre une brève question. Je suis désolée. Je tiens à rappeler aux députés qu'ils doivent s'en tenir à une minute pour les deux premières questions et à 30 secondes par la suite.

Je demanderais au député de Courtenay-Alberni d'être très bref dans sa question afin que nous puissions obtenir une courte réponse et passer à l'intervenant suivant.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, je tiens d'abord à féliciter mon collègue et à le remercier d'avoir parlé du coût pour nos familles de notre charge publique. Je lui en suis vraiment reconnaissant.

Il a parlé de la richesse qui quitte le Canada rural. Trop souvent, la richesse commence dans le Canada rural, puis elle le quitte. Il a parlé du logement. Au début des années 1990, 10 % de nos logements étaient des logements sociaux. Aujourd'hui, ce pourcentage

est inférieur à 4 %. En Europe, ce pourcentage est de 30 %. Le logement social est la solution.

La coalition libérale-conservatrice et les solutions du marché libre ne vont pas résoudre le problème du logement. Elles laissent des milliers et des milliers de personnes sans abri dans ma circonscription et dans tout le pays...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Encore une fois, je demande aux députés de tenir compte du temps.

Le député de Baie de Quinte peut donner une brève réponse.

M. Ryan Williams: Madame la Présidente, je ne vais pas répéter ce que j'ai déjà dit au sujet de l'injection d'argent et de ce qu'elle coûte, mais ce matin, il y avait un article qui disait qu'Ottawa n'a pas encore rendu compte de 600 milliards de dollars de ses dépenses de l'an dernier, et maintenant le gouvernement veut en dépenser davantage.

Nous savons pourquoi les prix ont augmenté. Nous savons pourquoi tout est exacerbé. Nous devons obtenir ces chiffres et nous devons les obtenir immédiatement afin de régler tout le reste.

M. Kody Blois (Kings—Hants, Lib.): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole aujourd'hui avec ma collègue de Mississauga—Erin Mills.

C'est un immense privilège d'être de retour à la Chambre pour présenter la voix, la perspective et l'opinion des bons gens de Kings-Hants. C'est la deuxième fois que j'ai le privilège d'être élu député de Kings-Hants, et même si ce n'est pas la première fois que je prends la parole au cours de la 44^e législature, je veux profiter de l'occasion pour remercier les habitants de Kings-Hants de m'avoir confié la tâche d'être leur voix et leur député.

Tous les députés savent bien que lorsque nous entrons dans la vie publique, nous devons avoir des gens à nos côtés. D'abord et avant tout, il y a notre famille, et je voudrais donc profiter de l'occasion pour remercier ma fiancée Kimberly. Elle est mon roc. Il y a des défis à relever lorsque nous devons être à Ottawa et que nous passons des soirées chargées sur la route à rencontrer des électeurs, alors je la remercie. Je remercie ma mère, mes grands-mères et toute ma famille; j'ai le meilleur système de soutien qu'on peut souhaiter. Je ne pourrais pas être ici sans eux.

Je remercie également ma directrice de campagne, Kristina Shannon. Elle et moi étions à l'école secondaire ensemble. Elle a acquis une expérience professionnelle auprès du premier ministre McNeil en Nouvelle-Écosse. Dale Palmeter, avant elle, a travaillé à ma campagne en 2019. Sans eux, je ne serais pas député ici, à la Chambre.

Je tiens également à remercier tous les bénévoles, et pas seulement ceux de mon équipe, envers qui je suis bien sûr très reconnaissant. La démocratie repose sur les bénévoles qui soutiennent les candidats de tous les partis pour contribuer à quelque chose de plus grand qu'eux-mêmes. Aux bénévoles qui soutiennent les candidats de Kings-Hants et de tout le pays, j'adresse mes remerciements pour leur travail et leur engagement envers la démocratie.

L'Adresse

Je voudrais décrire rapidement Kings-Hants à mes collègues et aux Canadiens qui nous regardent. Il s'agit d'une circonscription essentiellement rurale. La région de Kings-Hants, et plus particulièrement East Hants, comprennent des communautés que je qualifierais de suburbaines. Elles sont situées à environ 40 minutes de Halifax. Il y a quelques grands cantons ruraux, mais aussi des zones extrêmement rurales, où il peut y avoir un kilomètre entre deux maisons.

Je dis que c'est un mini-Canada. Il y a trois communautés autochtones: Sipekne'katik, la Première nation d'Annapolis Valley et la Première nation de Glooscap. Nous avons les marées les plus hautes du monde. Nous avons aussi un secteur vinicole en plein essor. J'invite d'ailleurs les députés et les Canadiens qui aiment boire un bon verre de vin à soutenir l'industrie vinicole de la Nouvelle-Écosse. Elle est très vigoureuse.

Je dirais que nous sommes également le cœur agricole du Canada atlantique. Nous avons le plus grand nombre de fermes assujetties à la gestion de l'offre à l'est du Québec, un certain nombre d'entreprises horticoles et les fameux pommiers de la vallée de l'Annapolis. Bien sûr, nous avons l'Université Acadia, qui compte des diplômés marquants et où étudient des personnes de partout au pays et du monde entier. Il y a aussi l'usine Michelin dans la vallée de l'Annapolis et, bien sûr, l'aéroport Halifax Stanfield, qui se trouve juste à l'extérieur de Kings-Hants, mais qui est un employeur important de la région. Enfin, Windsor, en Nouvelle-Écosse, est le berceau du hockey.

Le discours du Trône est un document qui, comme mes collègues le savent, est de nature très générale. Il énonce les principes que le gouvernement espère mettre en œuvre. Je veux prendre le temps de parler de certaines questions évoquées sur des pas de porte, des questions sur lesquelles, je l'espère, les parlementaires collaboreront pour faire avancer les choses.

Tout d'abord, il y a la main-d'œuvre et l'immigration. Le gouvernement était présent tout au long de la pandémie pour s'assurer que des mesures de soutien étaient en place pour les petites entreprises et les particuliers. Le fait que 101 % des emplois perdus pendant la pandémie ont été récupérés montre que nous avons réussi dans ce domaine, et particulièrement réussi compte tenu de la pandémie et des défis de l'immigration au cours des deux dernières années.

Comme nous l'avons entendu à la Chambre, dans tout le pays, la main-d'œuvre est un enjeu important, et je sais que le gouvernement concentrera ses efforts sur ce problème. Un domaine qui m'intéresse particulièrement est le Programme des travailleurs agricoles saisonniers. Plus de 1 500 personnes venant de pays comme la Jamaïque et le Mexique viennent chaque jour dans la vallée de l'Annapolis, et plus particulièrement dans Kings-Hants, pour soutenir le secteur agricole.

Dans notre programme, nous nous sommes engagés à mettre en place un programme d'entrée express et à réduire les formalités administratives. Cela aidera non seulement les employés venant d'un autre pays, mais aussi les employeurs de la communauté agricole. En tant que député, je travaillerai en étroite collaboration avec le gouvernement pour mettre en œuvre cette mesure prochainement.

• (1150)

Parlons du logement. Nous savons que le logement est un défi important dans les collectivités urbaines, mais il l'est aussi dans les collectivités rurales. L'un des aspects positifs de la pandémie est

que, au plus fort de celle-ci, de nombreuses personnes, des professionnels de la classe ouvrière, ont choisi de quitter les villes pour s'installer avec leur famille dans les régions rurales du pays. C'est extrêmement bénéfique pour les perspectives démographiques à long terme des collectivités rurales du Canada, mais cela a exercé une pression sur notre offre de logements.

Je vais vous donner un exemple. Je me souviens que lors des élections de 2019, j'étais dans la région de Hants, où la population est vieillissante. Il y avait un certain nombre de maisons qui étaient à vendre, et elles l'étaient depuis un certain temps. Aujourd'hui, il n'y a pas de logements disponibles à cet endroit, et le prix des logements a augmenté de 40 %.

Je sais que le gouvernement travaillera d'arrache-pied dans ce dossier, mais je tiens à souligner que ce dossier ne relève pas uniquement du gouvernement du Canada. Il faudra faire appel aux trois ordres de gouvernement, c'est-à-dire aux dirigeants fédéraux, provinciaux et municipaux. Nous savons que les collectivités autochtones doivent prendre part à cette conversation, de même que le secteur privé et les organismes à but non lucratif, compte tenu du travail qui doit être accompli.

Parlons du changement climatique. Je viens de mentionner que les marées de Kings-Hants sont les plus hautes du monde. C'est un rappel constant, quotidien, de l'importance du travail à accomplir. Au cours des deux dernières élections, ce thème a été prédominant. Mes concitoyens m'ont fait part de la nécessité pour le gouvernement d'en faire plus et d'avancer résolument dans ce sens.

Dans la foulée de la COP26, nous savons qu'il y a encore du travail à faire pour pouvoir limiter le réchauffement climatique mondial à 1,5 degré Celsius. Les incendies de forêt dans l'Ouest du Canada, combinés aux inondations qui ont eu lieu en Colombie-Britannique — et pas seulement dans cette province, puisqu'il y en a aussi dans ma province, la Nouvelle-Écosse, et même à Terre-Neuve-et-Labrador — rappellent à tous les Canadiens, et même à tous les parlementaires, que nous devons unir nos efforts à cet égard.

Le gouvernement a promis et mentionné dans le discours du Trône des plafonds pour la production de pétrole et de gaz et les émissions qui y sont associées, l'élimination des subventions aux combustibles fossiles et le développement de véhicules électriques. Ces mesures seront cruciales pour que nous puissions atteindre notre objectif.

En tant que député, j'ai l'intention de me concentrer sur la façon dont nous pouvons travailler avec la communauté agricole pour l'aider à réduire ses émissions. Les agriculteurs font un travail incroyablement important, mais parallèlement, nous devons être en mesure d'en faire plus. C'est sur ce point que je vais me concentrer. Je pense également que nous devons être attentifs à la façon dont nous pouvons attirer les investissements du secteur privé et à la façon dont le gouvernement peut y parvenir, car les investissements du gouvernement sous forme de subventions ont leurs limites.

J'ai mentionné trois collectivités autochtones. Nous venons d'entendre le discours du Trône prononcé par la première gouverneure générale autochtone de l'histoire du Canada. Je veux me concentrer particulièrement sur le logement, l'infrastructure et l'investissement dans les programmes sociaux pour les Autochtones. J'ai hâte d'établir des relations avec les chefs et les conseils en place et de pouvoir faire avancer les choses.

L'Adresse

À mon avis, les deux plus grands défis que nous devons surmonter en tant que parlementaires au cours de la 44^e législature, ceux qui se présenteront au fur et à mesure que nous nous sortirons de cette pandémie, seront de deux ordres: premièrement, assurer la croissance de notre économie pour pouvoir financer les dépenses que nous avons engagées pendant la pandémie et les investissements que le gouvernement prévoit pour les jours à venir, et deuxièmement, la lutte contre les changements climatiques et la réduction des émissions. Dans les deux cas, il faut accorder une attention particulière aux investissements nécessaires à la croissance de l'économie.

Je veux parler de l'agriculture. Comme je l'ai dit, elle est l'épine dorsale de l'économie de Kings-Hants, et je dirais même qu'elle est l'épine dorsale de l'économie du Canada. Un emploi sur huit au Canada est lié au secteur agricole. C'est une industrie de 130 milliards de dollars. Nous avons une occasion extraordinaire de développer ce secteur pour nourrir non seulement le Canada, mais le monde entier. Je pense notamment au rapport Barton et aux façons dont le gouvernement peut aller de l'avant.

C'est là-dessus que je vais porter mon attention. Je suis heureux de constater qu'il y a eu un engagement concernant la gestion des risques de l'entreprise. Pour aider à stimuler l'industrie vinicole au Canada, nous avons investi 101 millions de dollars. Cela aura de l'importance pour Kings-Hants et les fermes assujetties à la gestion de l'offre. Nous étions là pour les agriculteurs au plus fort des négociations sur le nouvel ACEUM. Nous serons là pour nous assurer qu'ils sont protégés dans les jours à venir.

Avant de terminer, je voudrais mentionner deux choses rapidement: d'abord, l'importance des services de garde d'enfants et ce que cela signifiera pour les gens de Kings-Hants, et en fait pour tous les Canadiens, pour que les parents retournent au travail et que ces services soient abordables. Enfin, nous devons travailler sur les moyens d'accroître le commerce interprovincial et de réduire les barrières dans le contexte du protectionnisme mondial.

• (1155)

M. Jeremy Patzer (Cypress Hills—Grasslands, PCC): Madame la Présidente, dans la circonscription de mon collègue, tout comme dans la mienne, l'agriculture est le principal moteur de l'économie. Au cours des 20 dernières années, les agriculteurs ont apporté des changements à leurs pratiques agricoles afin de rendre l'agriculture plus durable. En fait, selon un indice mondial, le Canada a l'agriculture la plus durable au monde.

Avant les élections, le gouvernement a dit qu'il allait réduire de 30 % les émissions d'engrais, sans toutefois préciser comment il allait s'y prendre. Les agriculteurs de ma circonscription sont extrêmement préoccupés par cette question, car sans l'utilisation d'engrais, la quantité de cultures qu'ils peuvent produire diminuera; nos exportations diminueront et l'insécurité alimentaire deviendra un problème. De plus, comme la prochaine vague est celle des biocarburants, nous aurons besoin de plus de canola pour répondre à cette demande, mais nous verrons moins de canola cultivé en raison de la réduction de 30 % des émissions d'engrais.

Je me demande si le député a des renseignements qu'il aimerait partager avec la Chambre sur la façon dont le gouvernement pourrait accomplir cela afin que les producteurs sachent à quoi s'attendre.

M. Kody Blois: Monsieur le Président, je suis heureux que le député et moi partagions la même compréhension de l'importance du secteur agricole pour tout le pays.

En ce qui concerne la question de la réduction des engrais, je me suis entretenu avec Fertilisants Canada sur la façon dont nous pourrions faire avancer les choses. Nous savons que le travail effectué par Environnement et Changement climatique Canada en ce moment, en ce qui concerne la compensation des émissions de carbone, sera un élément important de cette démarche.

Le gouvernement doit s'employer à combler l'écart entre la reconnaissance du travail que les agriculteurs font déjà et le fait de leur demander de faire partie de la solution et d'en faire encore plus. Je tiens à souligner que le dernier budget prévoyait 130 millions de dollars à cette fin, qu'il s'agisse de la gestion des risques de l'entreprise, de l'aide aux producteurs laitiers ou de certaines initiatives concernant le climat et l'agriculture.

Ce sont toutes des mesures importantes, et j'ai hâte de travailler avec le député pour les faire progresser.

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, dans son discours, notre collègue nous a parlé de l'importance de réduire les émissions de gaz à effet de serre et il a parlé des actions de son gouvernement.

Je me demande sincèrement s'il a lu le rapport du commissaire à l'environnement et au développement durable. Ce rapport est dévastateur pour son gouvernement, en particulier en ce qui a trait au Fonds de réduction des émissions, qui s'en va entièrement à l'industrie gazière et pétrolière. Le gouvernement libéral essaie de nous le faire avaler en nous disant que, en réduisant les émissions du secteur gazier et pétrolier, on va pouvoir augmenter la production.

Personnellement, j'ai déjà vu quelque chose d'aussi cynique. C'était dans les années 1990, quand les cigarettiers nous disaient qu'il existe une cigarette douce, une cigarette qui est bonne pour la santé.

Je me demande si cela peut entrer dans la tête d'un libéral normalement constitué: le pétrole n'est pas une bonne avenue pour lutter contre les changements climatiques.

J'aimerais entendre mon collègue à ce sujet.

• (1200)

[Traduction]

M. Kody Blois: Monsieur le Président, le Canada est le quatrième producteur de pétrole et de gaz en importance au monde. Bien que le député du Bloc, dont le but est de créer la souveraineté du Québec dans ce pays, ne reconnaisse peut-être pas son importance, le pétrole et le gaz représentent 25 % des exportations du Canada.

Notre gouvernement se concentre sur les façons dont nous pourrions réduire les émissions associées à la production dans le secteur du pétrole et du gaz. Nous n'avons pas la capacité de contrôler les éléments de production. C'est un domaine provincial. C'est une chose qu'il devrait respecter, comme député du Bloc. Il le réclame souvent à la Chambre.

L'Adresse

Nous nous concentrons sur la réduction des émissions et nous reconnaissons qu'une transition aura lieu, mais elle ne se fera pas du jour au lendemain. Nous sommes déterminés à aider les travailleurs canadiens et à faire progresser ensemble la lutte contre les changements climatiques et notre économie.

Mme Leah Gazan (Winnipeg-Centre, NPD): Monsieur le Président, mon collègue a parlé un peu des petites entreprises.

Le cœur de Winnipeg-Centre compte de nombreuses petites entreprises, et elles arrivent à peine à joindre les deux bouts parce qu'elles ont fait ce qu'il fallait faire pour assurer la sécurité de nos collectivités.

Actuellement, le remboursement du prêt consenti dans le cadre du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes est prévu pour décembre 2022. Nous sommes toujours en pleine pandémie. Cela va achever les entreprises. Mon collègue est-il prêt à repousser la date de remboursement des prêts du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes jusqu'à au moins 2024?

M. Kody Blois: Monsieur le Président, le député a mis le doigt sur le problème. Notre gouvernement a été présent tout au long de la pandémie et continue de l'être avec la présentation du projet de loi C-2, qui vise à soutenir les entreprises les plus touchées au pays.

Nous avons mis en place un programme qui prendra fin le 31 décembre 2022. Le fait est que c'est une chose que nous pourrions examiner. Notre cadre fiscal sera mis à l'épreuve, car nous venons de traverser une pandémie. Nous devons nous concentrer sur le soutien aux petites entreprises, mais je laisse à la ministre des Finances le soin de prendre la décision.

M. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Au cours de son intervention aujourd'hui, le député de Kings-Hants a dit que le berceau du hockey se trouvait en Nouvelle-Écosse. Je le renvoie à un article de la CBC datant du 6 janvier 2016, qui conteste cette affirmation. Il y est dit que le lieu de naissance est en fait Kingston, en Ontario.

Le vice-président: Il ne s'agit pas d'un rappel au Règlement. Pas plus que je n'appuie la déclaration du député.

M. Kody Blois: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Bien que je respecte le rappel au Règlement que vient d'invoquer le député de Kingston et les Îles, je suis fondamentalement en désaccord. Je l'invite à se fier aux historiens qui affirment que le hockey a vu le jour en Nouvelle-Écosse.

Lui et moi pouvons débattre de cette question à l'extérieur de la Chambre. Je lui suis reconnaissant d'avoir soulevé ce point pour le hansard.

Le vice-président: J'accueille bien les rappels au Règlement, mais il ne s'agit pas ici de rappels au Règlement. Il s'agit d'un débat.

Nous reprenons le débat. La députée de Mississauga-Erin Mills a la parole.

Mme Iqra Khalid (Mississauga—Erin Mills, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur et un privilège de prendre la parole à la Chambre aujourd'hui pour réagir au discours du Trône.

La semaine dernière, le gouvernement a présenté un plan complet pour faire avancer notre pays et terminer la lutte contre la pandémie de COVID-19. Au cours des 20 derniers mois, le gouvernement fédéral est resté concentré sur la nécessité de faire tout ce qu'il faut pour soutenir les Canadiens. Dans une crise sans précé-

dent, nous avons pris des mesures inégalées et, grâce à nos programmes fédéraux comme la PCU et la PCRE, nous avons permis à près de 9 millions de Canadiens de nourrir leur famille, nous avons aidé plus de 700 000 petites entreprises à se maintenir à flot et nous avons protégé plus de 3,9 millions d'emplois canadiens.

Il y a dans ma circonscription, Mississauga-Erin Mills, des entreprises locales qui ont eu une fin de semaine du Vendredi fou très réussie, uniquement parce qu'elles ont bénéficié de notre soutien pour survivre. Maintenant, alors que nous allons de l'avant, nous devons nous concentrer sur la relance économique. Cela signifie que nous devons nous concentrer sur l'emploi, sur l'abordabilité, sur la prise de mesures plus énergiques contre les changements climatiques, sur la voie de la réconciliation et sur l'accès de tous aux soins de santé. C'est ce que le discours du Trône de la semaine dernière a souligné.

Tout le monde sait que le prix des maisons n'a cessé de grimper en flèche partout au pays depuis quelques années. Nous en ressentons les effets dans la circonscription de Mississauga—Erin Mills. Depuis ma première élection en 2015, des centaines de résidents d'Erin Mills m'ont écrit pour me faire part de leurs inquiétudes face à la hausse du coût de la vie. Nos efforts pour favoriser la relance économique du Canada doivent continuer d'être axés sur l'abordabilité.

Depuis le tout début, le gouvernement actuel a fait du logement une grande priorité. Nous avons lancé la première Stratégie nationale sur le logement et investi plus de 72 milliards de dollars sur 10 ans, à compter de 2017, pour que les Canadiens aient un logement sûr et abordable. À ce jour, notre stratégie en matière de logement a permis la création de plus de 100 000 nouveaux logements et la remise en état de 300 000 autres.

Dans sa recherche constante de solutions aux problèmes de l'offre, le gouvernement a contribué à remettre l'accession à la propriété à la portée des Canadiens grâce à un incitatif plus souple pour l'achat d'une première maison, à un nouveau programme de location avec option d'achat et à une réduction des frais de clôture pour les acheteurs d'une première maison. Je me réjouis à la perspective de travailler avec notre nouveau ministre du Logement, de la Diversité et de l'Inclusion pour promouvoir l'adoption de la charte des droits des acheteurs de propriété, qui garantira l'équité et la transparence des transactions d'achat et de vente de propriétés. Nous agissons parce que tous les Canadiens méritent d'avoir un chez-soi sûr et abordable.

En faisant du porte-à-porte, l'été dernier, j'ai rencontré Janet. Janet est maman de deux jeunes enfants et travaille comme infirmière dans ma circonscription. Lorsqu'elle travaillait en première ligne durant la pandémie, elle a eu recours aux programmes de garde pour ses enfants. Entre les longues heures de travail et les coûts de ces services, elle a eu du mal à joindre les deux bouts. Pour des parents comme Janet, le plan du gouvernement visant la mise en place d'un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants change la donne. Nous avons investi 30 milliards de dollars dans ce plan qui a été acclamé par des intervenants de l'ensemble du Canada.

L'Adresse

Le gouvernement a toujours accordé la priorité aux investissements dans l'apprentissage et la garde des jeunes enfants parce que c'est la bonne chose à faire, non seulement pour les parents, mais aussi pour notre économie. Nous avons signé des ententes avec le Québec, l'Île-du-Prince-Édouard, Terre-Neuve-et-Labrador, le Yukon, la Nouvelle-Écosse, la Colombie-Britannique et, plus récemment, l'Alberta. Les parents de ces provinces verront ainsi leurs frais de garde réduits de moitié d'ici la fin de l'année prochaine, et en 2026, ils ne paieront plus que 10 \$ par jour.

Inutile de dire que dans la circonscription d'Erin Mills, nous attendons tous que l'Ontario et les autres provinces se présentent à la table de négociations. Le gouvernement ne ménagera aucun effort pour que tous les Canadiens aient une vie meilleure et plus abordable.

Cet été, nous avons été choqués, horrifiés et atterrés par la découverte de tombes non marquées et de sites d'inhumation situés près d'anciens pensionnats autochtones. Ces tombes, et les innombrables autres qui ne sont pas encore découvertes, confirment ce que disent les survivants depuis des générations. En tant que Canadiens, nous avons encore beaucoup à apprendre sur cette partie méconnue de notre pays et beaucoup de travail à accomplir. Pour avancer sur la voie de la réconciliation, nous devons veiller à ce que la vérité et l'histoire de ces tragédies ne soient jamais oubliées.

• (1205)

Notre gouvernement s'est engagé à continuer de soutenir les peuples autochtones de ces communautés en investissant dans une stratégie de santé mentale et de bien-être fondée sur les distinctions, en accélérant le travail concernant les femmes et les filles autochtones et les personnes 2SLGBTQ disparues et assassinées, et en nommant un interlocuteur spécial pour faire avancer la justice pour les personnes affectées par les pensionnats. Nous devons aller de l'avant pour donner suite aux appels à l'action restants de la Commission de vérité et réconciliation qui relèvent de la responsabilité du gouvernement fédéral, et continuer à pousser les autres partis et ordres de gouvernement nommés à faire leur part.

J'aimerais porter mon attention sur la crise climatique. À cet égard, la position de notre gouvernement n'a jamais changé. Les changements climatiques sont réels, et ils constituent l'un des plus grands défis de notre génération et des générations futures. C'est pourquoi nous agissons en augmentant le prix de la pollution et en laissant plus d'argent dans les poches des Canadiens. Nous investissons dans le transport en commun, nous mettons au point des énergies de remplacement, comme l'hydrogène, et nous rendons les véhicules à émission zéro plus abordables et accessibles à tous. Construire quelque chose de nouveau prend du temps, et cela demande des investissements. Les Canadiens veulent que nous fassions les investissements nécessaires aujourd'hui pour bâtir une économie plus propre, et c'est ce que nous faisons pour atteindre l'objectif d'un réseau d'énergie propre d'un bout à l'autre du pays, et de la carboneutralité d'ici 2050.

Les résidents d'Erin Mills ne veulent plus débattre de la légitimité de la crise climatique, et moi non plus. Les Canadiens veulent que tous les partis, tous les ordres de gouvernement, y compris les provinces et les municipalités, s'engagent et prennent la question au sérieux. Si nous travaillons ensemble et continuons de pousser nos ambitions plus haut, nous pouvons faire du Canada la preuve qu'un avenir propre est possible. Nos enfants nous regardent.

Au début du mois, j'ai entendu la classe de 10^e année de Mme Chen, à l'école secondaire Meadowvale, demander à notre gouvernement d'agir en matière de santé mentale. J'appuie entièrement cette demande. Au début de la pandémie, nous avons créé le portail Espace mieux-être pour offrir un soutien gratuit et confidentiel aux Canadiens de tous les âges. Au cours des deux premières semaines, ce portail a reçu plus de 1,2 million d'appels. Voilà qui indique qu'il faut continuer à rendre la santé mentale plus accessible à tous.

Nous avons investi 100 millions de dollars pour soutenir des projets de santé mentale partout au Canada et nous avons l'intention d'investir 4,5 milliards de dollars, au cours des cinq prochaines années, pour élargir l'accès aux services de santé mentale. Pour superviser ces investissements, le premier ministre a nommé la toute première ministre fédérale de la Santé mentale et des Dépendances. Il s'agit de la même personne qui, il n'y a pas si longtemps, a contribué à la création de l'Agence de la santé publique du Canada. Pour les jeunes, les aînés, les travailleurs de première ligne, les communautés autochtones, noires et de couleur et les Canadiens de tous les horizons, nous devons nous assurer que les services de santé mentale sont prêts et disponibles lorsqu'ils en ont besoin.

J'ai à peine effleuré ce que notre plan apportera aux Canadiens. Pour l'avenir, nous bâtissons un Canada plus propre, plus abordable et plus résilient pour tous. Je suis optimiste. Je suis optimiste parce qu'hier nous avons pu voir ce dont la Chambre est capable quand on met de côté la partisanerie pour le bien des Canadiens. Si nous pouvons aller de l'avant dans cet esprit d'unité et de coopération, nous y arriverons.

C'est un honneur d'être de retour à la Chambre pour représenter ma magnifique circonscription, Mississauga—Erin Mills. Je suis impatiente de travailler à ce programme progressiste avec les députés d'en face pour aller de l'avant vers un Canada meilleur et plus prospère pour tous. Tout commence par le discours du Trône.

• (1210)

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Monsieur le Président, il y a une question très importante pour les gens de la circonscription de Kenora et de tout le Nord de l'Ontario. Je ne crois pas qu'on l'ait mentionnée une seule fois dans le discours du Trône. Il s'agit de l'accès à un service Internet haute vitesse fiable et abordable. Ce n'est plus un luxe, nous le savons. C'est essentiel, d'autant plus que de plus en plus de Canadiens suivent des cours ou même accèdent aux services gouvernementaux à partir de chez eux. Dans la dernière campagne électorale, notre parti a mis de l'avant un plan exhaustif visant à brancher tous les foyers canadiens à Internet haute vitesse d'ici 2025.

La députée peut-elle s'engager, au nom de son gouvernement, à respecter cette échéance?

Mme Iqra Khalid: Monsieur le Président, je suis tout à fait d'accord avec le député d'en face pour ce qui est de la connectivité à l'échelle du pays.

J'ai eu le privilège cette année de me trouver à Terre-Neuve-et-Labrador, où j'ai pu constater par moi-même les problèmes de connectivité auxquels sont confrontées les collectivités rurales. Le gouvernement a fait d'importants investissements pour brancher le Canada. Nous avons vu toute l'importance de ce branchement pendant la virtualisation de notre espace de travail.

Le parti d'en face a peut-être des plans et peut-être des promesses. Quoi qu'il en soit, le gouvernement travaille sur ce dossier depuis plusieurs années.

L'Adresse

[Français]

Mme Caroline Desbiens (Beauport—Côte-de-Beaupré—Île d'Orléans—Charlevoix, BQ): Monsieur le Président, j'apprécie le discours de ma collègue d'en face. Cependant, quand nous avons entendu le discours du Trône, nous avons été préoccupés par la manière dont le gouvernement voulait aborder les problèmes que nous avons eus en matière de santé pendant la pandémie. Il nous impose encore une fois son ingérence dans les compétences du Québec. Pourtant, l'ensemble des provinces et le Québec demandent depuis très longtemps une augmentation des transferts en santé de l'ordre de 35 %. Au Bloc québécois, nous avons proposé au gouvernement un grand sommet sur la santé.

J'aimerais entendre ma collègue à ce sujet.

• (1215)

[Traduction]

Mme Iqra Khalid: Monsieur le Président, au cours des 20 derniers mois, nous avons constaté l'extrême importance des investissements dans les soins de santé. Nous devons collaborer avec les provinces et les territoires pour que les Canadiens aient accès aux soins de santé. Pendant la campagne électorale, nous nous sommes engagés à continuer d'investir dans les soins de santé, non seulement en ouvrant de nouveaux lits dans les hôpitaux, mais aussi en comblant la pénurie de main-d'œuvre et en embauchant plus de médecins et de professionnels de la santé. Nous avons hâte de travailler avec la députée d'en face pour donner suite à nos engagements.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, je vous félicite d'occuper le fauteuil.

Ma collègue a parlé de réconciliation. Elle sait fort bien que Chantel Moore a été abattue l'an dernier lors d'une vérification de l'état de santé, que Julian Jones a été abattu à Opitsah plus tôt cette année, et qu'une autre femme a subi le même sort à Hitacu. Ce sont trois personnes de la nation Tla-o-qui-aht dans ma circonscription.

Le discours du Trône dit:

Le gouvernement poursuivra également son travail de réforme du système de justice pénale et des services de police.

Il n'a même pas commencé, alors je ne sais pas d'où vient le « poursuivra ».

C'était très clair. Le Comité de la sécurité publique a rédigé le rapport intitulé « Racisme systémique au sein des services policiers au Canada ». Aucune des recommandations qui s'y trouvent n'a été mise en œuvre, et j'espère que ma collègue se fera la championne du retour de ce rapport et de la mise en œuvre des appels à l'action.

Les Tla-o-qui-aht veulent des réponses, notamment les mères des victimes. Les gens veulent un changement. Ils ne font plus confiance aux policiers là où je vis. Ils réclament une reddition de comptes, une réforme, de la surveillance et de la transparence. Les recommandations du rapport sont essentielles pour gagner la confiance des Autochtones du Canada, pour sauver des vies et pour éviter d'autres décès inutiles.

Mme Iqra Khalid: Monsieur le Président, je siège au Comité de la justice depuis six ans et nous avons fait un travail important sur l'accès à la justice. Nous savons qu'il existe du racisme institutionnalisé. C'est précisément pour cette raison que nous avons présenté le projet de loi C-3 qui vise à ce que les juges aient cette formation. C'est pourquoi nous continuons à faire des investissements au sein des forces policières et de notre système de justice pour assurer

l'accès à la justice. Le travail est en cours. Les dommages ont été causés sur une période de 150 ans. Nous devons les prendre au sérieux et continuer à les réduire, et progresser sur cette voie.

Le vice-président: Avant de poursuivre le débat, je note que nous savons que les députés sont très passionnés par les questions qu'ils posent et les réponses qu'ils donnent, mais s'ils s'éternisent, les autres députés n'auront pas la possibilité de poser des questions. Essayons de faire en sorte que nos commentaires et nos questions soient aussi brefs que possible afin que le plus de députés possible puissent intervenir.

Nous reprenons le débat. Le député d'Edmonton Mill Woods a la parole.

L'hon. Tim Uppal (Edmonton Mill Woods, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais tout d'abord exprimer ma profonde gratitude à la collectivité d'Edmonton Mill Woods pour la confiance qu'elle me témoigne en me confiant un nouveau mandat pour la représenter ici à la Chambre des communes. C'est un privilège et un grand honneur de prendre la parole au nom d'une collectivité aussi formidable et diversifiée qui a fait preuve d'une incroyable résilience en période d'incertitude et de grands défis.

Je tiens également à remercier ma famille pour son soutien inconditionnel, et à remercier personnellement mon incroyable équipe de campagne et le groupe de bénévoles dévoués qui ont travaillé sans relâche pendant la dernière campagne électorale. Je les remercie pour tous leurs efforts exceptionnels.

Monsieur le Président, je ne sais pas si vous êtes déjà allé à Edmonton Mill Woods, mais si vous y allez, vous trouverez une collectivité diversifiée dans tous les sens du terme. Il s'agit d'un groupe économiquement diversifié composé principalement de Canadiens de la classe moyenne qui travaillent fort. On y trouve de jeunes familles et des personnes âgées, et Mill Woods est vraiment connue pour sa diversité culturelle et religieuse. C'est ce qui en fait un endroit formidable.

Je suis fier d'avoir grandi à Mill Woods et fier que le fils d'un chauffeur de taxi immigrant puisse avoir un siège ici, à la Chambre des communes. Mon père est la personne la plus travaillante que je connaisse. Il conduit un taxi en ce moment parce qu'il ne veut tout simplement pas rester chez lui. Je crois que cela en dit long sur les gens d'Edmonton Mill Woods, sur le formidable pays dans lequel nous vivons et sur les possibilités qu'il offre.

Nav Bhatia, le super partisan maintenant devenu une icône canadienne, dit que le Canada est le paradis sur terre, et je suis d'accord avec lui. À Mill Woods, nous pouvons compter sur des organismes extrêmement généreux qui ont créé un réseau d'entraide au cours des dernières années.

Il s'agit notamment d'organismes comme l'Edmonton Care Closet, qui fournit de la nourriture et des vêtements dans les locaux de l'Église communautaire du Calvaire, et le club Rotary d'Edmonton-Sud-Est. La Fulton Meadows Community League fournit de la nourriture pour la banque alimentaire et une collecte de vêtements, la Millhurst Community League a créé une campagne de collecte de manteaux pour les enfants, la Leefield Community League a offert un souper de dinde à l'Action de grâce à des centaines de personnes, et Youth Rise offre un excellent soutien aux jeunes de notre collectivité.

L'Adresse

United Aid et Sikh Youth Edmonton se sont récemment associés au All India Super Market et à New Way Trucking pour faire des dons et envoyer de la nourriture gratuitement en Colombie-Britannique afin d'aider les victimes des récentes inondations dévastatrices.

Sangat Youth YEG fait un excellent travail. L'église Hope City offre du soutien dans notre collectivité. Notre mosquée locale, la mosquée Markaz-Ul-Islam, apporte également son aide. Ahmadiyya Jama'at Edmonton, la Hindu Temple Bhartiya Cultural Society, la Philippine Business Society of Alberta-Edmonton et Guru Nanak Free Kitchen sont tous des organismes de notre collectivité qui viennent en aide à leurs voisins. Je pourrais en énumérer beaucoup d'autres. Je les remercie de tout cœur, ainsi que leurs bénévoles, de leur excellent travail.

La raison pour laquelle ces organismes ont dû intervenir et aider leurs voisins plus qu'auparavant, c'est que la vie coûte de plus en plus cher aux Canadiens d'un océan à l'autre. On le voit partout, que ce soit à la pompe, dans les épiceries et même pour acheter des cadeaux de Noël. Les conservateurs ont maintes fois prévenu le gouvernement que ses dépenses inconsidérées coûteraient cher aux familles canadiennes. Pendant plus d'un an, nous avons répété que cette injection de fonds exacerberait l'inflation. Aujourd'hui, nous observons avec impuissance, en temps réel, les conséquences de l'économie réinventée du premier ministre.

Malheureusement, les priorités politiques que le premier ministre a annoncées dans son discours du Trône n'aident aucunement les travailleurs canadiens de la classe moyenne. La crise du coût de la vie que nous traversons a pour effet d'expulser des familles de leurs maisons et d'augmenter le coût des biens essentiels. Il est évident que le gouvernement actuel ne compte pas les familles de l'Alberta parmi ses priorités. Au lieu de présenter un plan économique pour les familles, les aînés et les petites entreprises qu'il a laissés pour compte, le gouvernement augmente encore le déficit, ce qui va entraîner une hausse des impôts. Une chose est claire: les Canadiens de la classe moyenne ne peuvent pas assumer cette augmentation des dépenses irresponsables du gouvernement libéral actuel.

• (1220)

Les Canadiens de la classe moyenne ne peuvent plus vivre confortablement. En fait, les Canadiens de la classe moyenne en Alberta, surtout les travailleurs du secteur énergétique, font face à des défis plus graves que les autres.

Le premier ministre est parti en guerre contre notre secteur de l'énergie. Le monde entier fait face à une crise énergétique, et le président des États-Unis demande à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et aux autres producteurs d'énergie d'augmenter leur production de pétrole et de gaz pour réduire la flambée des prix de l'énergie. De son côté, notre premier ministre et son nouveau ministre de l'Environnement veulent empêcher notre secteur énergétique de fournir au reste du monde l'énergie canadienne éthique et à faibles émissions dont il aurait désespérément besoin.

Dans son discours du Trône, le premier ministre continue de s'en prendre à nos travailleurs du secteur énergétique. Il ne mentionne l'énergie albertaine que pour annoncer le plafonnement de sa production. Il ne fait aucune mention de l'énergie de calibre mondial et de source éthique que nous produisons à l'aide d'une technologie de pointe pour réduire son empreinte environnementale.

La demande d'énergie ne va pas disparaître de sitôt. Le premier ministre ne comprend pas qu'au lieu d'acheter l'énergie canadienne

produite de façon éthique, le monde achètera celle d'autres pays dont la production est contraire à l'éthique. Il lutte contre le secteur énergétique non pas pour protéger l'environnement, mais pour faire progresser son programme libéral.

Cette vision à court terme du gouvernement libéral ne fera qu'encourager les dictatures étrangères productrices de pétrole. Son plan de limiter la production énergétique canadienne fera augmenter le prix du pétrole et du gaz, et les familles canadiennes paieront plus cher pour se rendre au travail et pour chauffer leur maison.

Les conservateurs savent qu'il est possible de collaborer avec le secteur énergétique, de réduire les émissions, de créer des emplois et d'ouvrir des débouchés pour le Canada. Nous devrions être fiers d'offrir au reste du monde, aux pays en développement, l'énergie durable et éthique d'un pays comme le Canada, qui applique des normes de calibre mondial dans les domaines de l'environnement et de la main-d'œuvre.

Non seulement nous faisons face à une hausse de l'inflation, à une hausse du prix des aliments et de l'essence, mais nous traversons actuellement l'une des pires crises du logement que le pays ait connues. Les Canadiens réalisent que le rêve de devenir propriétaire est maintenant hors de leur portée. Le prix des maisons au Canada a grimpé de plus de 20 % depuis 2020. Il faut réduire l'inflation. Nous devons accroître l'offre et la disponibilité des logements. Pour y parvenir, un gouvernement conservateur libérerait au moins 15 % des biens fonciers excédentaires du gouvernement fédéral afin de construire plus de logements. L'augmentation du coût des logements abordables est un problème grave qui exige un plan sérieux, et le gouvernement ne nous en présente aucun.

Plus tôt, j'ai parlé d'un certain nombre d'organisations formidables qui aidaient leurs concitoyens à Edmonton Mill Woods, et je sais qu'il existe des organisations de ce genre dans tout le pays. Nombre de ces organisations sont confessionnelles et culturelles et beaucoup d'entre elles n'ont peut-être pas les mêmes valeurs que les libéraux. Cependant, cela fait partie de notre diversité au Canada.

En 2017, le gouvernement libéral a exigé que les organisations adhèrent à un critère de valeurs afin de recevoir des fonds pour embaucher des étudiants d'été. En raison de ce critère de valeurs, de nombreuses organisations méritantes ont été exclues du programme simplement parce que leurs valeurs ne correspondaient pas à celles du Parti libéral. Heureusement, le gouvernement fédéral a changé de cap après un tollé général.

Aujourd'hui, j'entends de nombreuses personnes de ma collectivité s'inquiéter d'une promesse électorale des libéraux de retirer le statut d'exemption fiscale aux organisations qui ne correspondent pas aux valeurs libérales. Une fois de plus, les libéraux aiment la diversité, à condition que nous soyons tous d'accord avec eux. J'espère que les libéraux écouteront toutes les voix à travers le Canada et les représenteront toutes.

L'Adresse

Un autre problème est l'augmentation des crimes commis avec des armes à feu. C'est un problème dans de nombreuses grandes villes, y compris Edmonton, et nous devons trouver de solides solutions à ce problème. Au lieu de cela, le gouvernement continue sans relâche à s'en prendre aux propriétaires d'armes à feu respectueux de la loi, aux chasseurs, aux agriculteurs et aux tireurs sportifs. La situation est simple. Chaque fois que le gouvernement dépense un dollar pour retirer des armes à feu à un Canadien respectueux de la loi, c'est un dollar qui n'est pas utilisé pour lutter contre le problème central des crimes commis avec des armes à feu au Canada, à savoir les armes de contrebande.

Des Canadiens de partout au pays ont élu des conservateurs pour qu'ils demandent des comptes au gouvernement libéral, et c'est ce que nous faisons.

• (1225)

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, le Parti conservateur ne cesse de répéter que nous devons forer davantage de pétrole, alors que le monde est en train de s'orienter vers l'électrification. Il se vend plus de voitures électriques que jamais auparavant. Nous voyons des initiatives en place pour limiter et éliminer progressivement les véhicules fonctionnant aux combustibles fossiles d'ici le milieu de l'année 2035.

Pourquoi le Parti conservateur se concentre-t-il tant sur l'extraction de plus de pétrole alors qu'il a l'occasion de faire avancer les choses en créant ces nouveaux emplois en Alberta?

L'hon. Tim Uppal: Monsieur le Président, nous appuyons le secteur énergétique du Canada parce que nous appuyons la science. Le secteur énergétique canadien a réduit son empreinte écologique. Il utilise une technologie de pointe. Il s'agit d'une énergie produite de façon éthique ici même au Canada, qui soutient les emplois et les familles canadiennes, comme les familles de ma circonscription, Edmonton Mill Woods. Si nous pouvons prendre cette technologie et l'exporter dans le monde entier, nous ferions baisser les émissions mondiales, car les pays produiraient selon les mêmes normes élevées que nous.

Le gouvernement libéral devrait faire la promotion de notre industrie et de la façon dont nous faisons les choses dans le secteur de l'énergie en Alberta, et présenter cela comme son plan environnemental.

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, je me suis demandé pendant quelques secondes si mon collègue faisait dans l'humour et dans l'ironie, lorsqu'il a dit que le gouvernement avait déclaré la guerre au secteur de l'énergie.

C'est sûrement ce qu'on appelle une guerre douce et il a certainement fait friser les cheveux de la commissaire à l'environnement et du développement durable. En effet, pour les années 2018, 2019 et 2020, ce sont 14 milliards de dollars que le gouvernement a investis annuellement dans la filière gazière et pétrolière. J'aimerais rappeler à mon collègue qu'on a également acheté un pipeline.

Si le gouvernement veut faire la guerre à un secteur des ressources naturelles, je l'encourage à le faire au secteur du bois d'œuvre. Si c'est cela faire la guerre à un secteur, je suis preneur, n'importe quand.

• (1230)

[Traduction]

L'hon. Tim Uppal: Monsieur le Président, si le député veut voir la preuve de la guerre que mène le gouvernement libéral contre le secteur énergétique de l'Alberta, il n'a qu'à venir dans ma circonscription. Les gens avaient de bons emplois bien rémunérés dans le secteur de l'énergie et ils étaient en mesure de subvenir aux besoins de leur famille et de payer les études universitaires de leurs enfants. Ils n'ont plus d'emploi et ont maintenant de la difficulté à subvenir aux besoins de leur famille.

La guerre contre le secteur de l'énergie est réelle et elle a un impact réel sur les familles canadiennes.

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Monsieur le Président, c'est un classique pour les conservateurs. Ils ne se soucient pas de savoir si c'est vrai, pourvu qu'ils le répètent assez souvent.

Je n'arrête pas d'entendre parler du pétrole étranger et du pétrole éthique, alors qu'il n'y a presque pas de pétrole qui vient d'outremer au Canada. C'est un fait. C'est aussi un fait que l'Agence internationale de l'énergie affirme que le pétrole canadien à haute teneur en carbone nuit au marché.

Je n'ai pas entendu le député parler de l'hydrogène en Alberta. Je ne l'ai pas entendu parler de la géothermie. Je ne l'ai même pas entendu parler de la façon dont Jason Kenney essayait de faire sauter la calotte des montagnes Rocheuses pour trouver du charbon. Si l'Alberta prend du retard, c'est à cause du refus des conservateurs de défendre une nouvelle économie énergétique.

L'hon. Tim Uppal: Monsieur le Président, le pétrole qui arrive au Canada en provenance d'autres régions du monde est transporté par les mêmes pétroliers contre lesquels les gens protestent et qu'ils essaient d'arrêter.

Le fait est que le gouvernement a nui aux emplois et à la viabilité économique en Alberta. Nous devons défendre cette industrie et l'ensemble du secteur énergétique albertain. Oui, le pétrole et le gaz sont importants pour le secteur de l'énergie et du gaz, mais d'autres secteurs le sont aussi. Lorsque l'Alberta se porte bien et que le secteur de l'énergie se porte bien, cela permet la construction de routes, de ponts et d'écoles dans tout le pays.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, pour mon ami d'Edmonton Mill Woods, le problème est que le débat se déroule dans le mauvais cadre temporel. S'il avait prononcé ce discours il y a 20 ou 30 ans, j'aurais pu être d'accord avec lui pour dire que la réduction de notre empreinte écologique était importante. Ce qui compte aujourd'hui, c'est que nous vivons dans un budget carbone qui se réduit si vite que les chances de voir nos enfants vivre jusqu'à notre âge dans un climat habitable, dans lequel ils pourront vivre, disparaissent rapidement, et que nous devons abandonner tous les combustibles fossiles aussi vite que possible. Dans ce scénario, il n'y a pas de combustibles fossiles éthiques, il n'y a que des menaces pour la survie de nos enfants. De plus, nos travailleurs veulent passer à l'énergie renouvelable.

L'hon. Tim Uppal: Monsieur le Président, le problème est que le Parti vert et les libéraux ne comprennent pas que nous pouvons faire les deux. Nous pouvons réduire nos émissions, assurer notre avenir et utiliser ces ressources pour diversifier notre économie et produire de nouvelles technologies plus vertes. Nous pouvons utiliser le secteur de l'énergie pour nous guider vers l'avenir.

L'Adresse

M. John Barlow (Foothills, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur de prendre la parole pour mon premier discours de la 44^e législature. Je tiens à remercier les électeurs de Foothills de m'avoir encore une fois accordé leur confiance pour les représenter à Ottawa en tant que député.

Je veux aussi prendre un moment pour remercier mon équipe de campagne, Bryan Walton et l'équipe qu'il a constituée. Nous avons eu une équipe extraordinaire pour faire du porte-à-porte et poser des affiches dans une grande circonscription rurale, ce qui est toujours un défi.

Qui plus est, je veux remercier ma femme Louise et mes enfants Graeden, Kinley et McKenna. Ce fut une période éprouvante pour un élu. Je pense que nous tous, à la Chambre, comprenons ce qu'ont été ces deux dernières années. Souvent, nous rapportons cela à nos proches. Ma femme Louise est une conseillère, une confidente et ma meilleure amie. Je tiens à prendre un moment pour la remercier de son amour et de son soutien dans tout ce que représente le métier de politicien. Je ne pourrais certainement pas le faire sans elle.

C'est très agréable d'être de retour à Ottawa. Je suis sûr que ma présence à la maison aussi souvent, au cours des deux dernières années, l'impatientait.

Les Canadiens qui ont écouté le discours du Trône, qui cherchaient une inspiration et une stratégie claire pour la reprise économique, ont probablement été très déçus. Ils ont entendu plus de platitudes, plus de charabia et de vaines promesses. Qu'il s'agisse de budgets équilibrés, d'eau potable pour les Premières Nations, de logements abordables, de réseau Internet dans les zones rurales ou même de transparence et d'ouverture, le gouvernement libéral n'a cessé de manquer à ses promesses au cours des six dernières années.

Les déficits, l'endettement, une inflation désastreuse, une bulle immobilière, un coût de la vie plus élevé, une pénurie de main-d'œuvre et des relations qui se détériorent avec certains de nos partenaires commerciaux les plus fidèles, dont les États-Unis: voilà le bilan des libéraux. Je ne crois pas que nos relations avec notre voisin du Sud aient déjà été plus mal en point. Ces erreurs ont de réelles conséquences.

Les politiques libérales mettent nos finances sérieusement à mal. Il est évident que les libéraux n'ont aucun plan concret pour consolider l'assise financière du Canada. Nos fondations vacillent et rien n'est prévu pour les réparer.

S'il y avait eu un plan, les libéraux auraient certainement parlé de deux des secteurs d'activité les plus essentiels du Canada: l'agriculture et l'énergie. Mon collègue, le député d'Edmonton Mill Woods, a parlé avec éloquence du secteur canadien de l'énergie, je parlerai donc de l'agriculture.

L'agriculture emploie 2,1 millions de Canadiens. Un emploi canadien sur neuf est lié à l'agriculture et à l'agroalimentaire. Le secteur apporte 140 milliards de dollars au PIB canadien, soit environ 7 % de notre PIB total. On penserait que cela lui vaudrait une bonne place dans le discours du Trône des libéraux. Combien de fois l'agriculture y est-elle mentionnée? Aucune.

Lorsqu'un secteur primaire sur lequel le Canada compte, et qui pourrait faire partie intégrante de notre reprise économique après la pandémie, est totalement ignoré, j'en déduis que les libéraux n'ont aucun plan pour redresser les finances du Canada.

En fait, c'est l'inverse. Au lieu d'appuyer l'agriculture et l'agroalimentaire canadiens et de veiller à ce qu'ils aient les ressources nécessaires pour atteindre leur plein potentiel, les libéraux vont dans l'autre sens. Ils attaquent une de nos principales industries. Je vais prendre quelques minutes pour vous expliquer comment.

La ministre de l'Agriculture libérale a déclaré dernièrement qu'on ne peut pas adopter de loi pour faire baisser le prix des aliments. J'ai un message pour le gouvernement libéral. En fait, c'est faisable. Il suffit qu'il n'y fasse pas obstacle. Les politiques libérales, qu'on parle de la taxe croissante sur le carbone, de la limitation des engrais, des échecs commerciaux ou de la pénurie de main-d'œuvre, font augmenter tous les prix, y compris les prix à l'épicerie. Les familles agricoles en subissent le contrecoup dans tout le pays, et les aliments que nous mettons sur nos tables coûtent plus cher.

Imposer la taxe sur le carbone sur les carburants agricoles et faire passer cette taxe à 170 \$ la tonne serait catastrophique pour le secteur agricole canadien.

Je vous donne un exemple. Michel et Jeannette, de l'Ontario, ont contacté mon bureau au début de la semaine. Ils ont fourni à mes collaborateurs une feuille de calcul de l'impact que l'augmentation de la taxe sur le carbone aurait sur leur exploitation. À 170 \$ la tonne, ils paieront plus en taxe sur le carbone que pour le gaz naturel qu'ils utilisent pour chauffer les granges et sécher les céréales, pratiques essentielles dans l'agriculture moderne. À 170 \$ la tonne, ils paieront 19 477 \$ de taxe sur le carbone, alors que leur facture de gaz naturel s'élèvera à 8 800 \$. Ils perdront de l'argent à cause de la taxe sur le carbone croissante des libéraux. Il leur sera impossible de faire tourner leur exploitation.

• (1235)

Hessel Kielstra, dans ma circonscription, exploite la Mountain View Poultry. Aujourd'hui, il paie 25 000 \$ par mois de taxe sur le carbone pour chauffer ses poulaillers. Et la taxe n'est pas encore passée à 170 \$ la tonne. Si nous ne pouvons pas produire d'aliments, nous ne pouvons pas nourrir les Canadiens et nous ne pouvons pas non plus contribuer à nourrir le reste du monde. C'est aussi simple que cela. Les politiques libérales font que les prix agricoles canadiens ne seront plus concurrentiels.

Les libéraux ont également annoncé dernièrement, à la COP en Écosse, qu'ils vont plafonner les émissions et l'utilisation des engrais. Cette décision a de réelles conséquences. Ils veulent une réduction de 30 %, chiffre qu'ils ont tiré de leur chapeau. Ils n'ont pas consulté le secteur agricole, ni les intervenants, ni le secteur agroalimentaire. Ils ont juste lancé un chiffre et maintenant, le secteur agricole canadien doit essayer d'atteindre cet objectif. Cette décision a de réelles conséquences.

D'après une étude de MNP, la réduction de 30 % des engrais coûtera à notre économie quelque 48 milliards de dollars d'ici 2030. Qu'en est-il des provinces? Prenons le canola et le blé. En Alberta, la perte est de 2,95 milliards de dollars. En Saskatchewan, elle se chiffre à 4,61 milliards. Au Manitoba, avec le maïs, elle est de 1,5 milliard. Ce sont des fonds, de l'argent et des recettes que les collectivités locales et les entreprises rurales ne verront pas, et cela aura des répercussions sur les débouchés économiques ruraux.

Et c'est sans compter une taxe sur le carbone qui continue d'augmenter, la norme sur les carburants propres des libéraux et les marchés mondiaux perdus. Au fond, ce qui arrive, c'est que les politiques libérales vont acculer le secteur agricole canadien à la faillite. Est-ce que les libéraux peuvent apporter des changements pour réduire le prix des aliments? Certainement, en abandonnant leurs politiques idéologiques qui ont des effets dévastateurs sur un de nos principaux secteurs d'activité.

Mais ce n'est pas tout. Ils vont imposer des règlements, des démarches administratives et des chiffres imaginaires auxquels les agriculteurs canadiens vont devoir essayer de se plier, alors qu'ils ne reposent sur aucune réalité. Ils ne tiennent même pas compte de tout ce que les agriculteurs canadiens font pour améliorer leur empreinte carbone. Les agriculteurs et les éleveurs canadiens sont en première ligne en matière de conservation. Parlons des 4B, de la culture sans labour et de l'agriculture de précision. Rien de tout cela n'a été pris en compte quand ces chiffres et ces politiques ont été proposés. Nos rendements sont bien plus élevés avec beaucoup moins, mais ces mesures vont nous faire reculer de plusieurs décennies, et nous allons devoir produire plus sur plus de terres.

Nous avons aussi des problèmes sur le plan du commerce et du transport. Cette semaine, nous avons posé des questions au premier ministre sur la crise des conteneurs de transport, et il a répondu que c'est un problème qui touche les chaînes d'approvisionnement mondiales. Ce n'est pas une question de chaînes d'approvisionnement mondiales. Les Américains l'ont compris. Le président Biden a imposé des sanctions, il a nommé un grand responsable du transport maritime et il a réglé le problème. Résultat, les routes maritimes sont déviées du Canada vers les États-Unis. Pendant ce temps, les produits agricoles et les biens manufacturés canadiens sont bloqués dans les ports de Vancouver et de Montréal. Nos relations avec nos plus fidèles partenaires commerciaux en pâtissent. Nous perdons notre réputation de partenaire fiable et, par conséquent, les contrats vont à d'autres pays.

Nous voyons ce qui se passe avec les États-Unis, mais je tiens aussi à revenir à février 2018. Le premier ministre a fait une grande annonce. Il a déclaré que nous avions beaucoup progressé vers un règlement du dossier de la fumigation avec l'Inde. Nous sommes en 2021; la question n'est toujours pas réglée, et nous avons perdu notre marché indien des pois et légumineuses. Nous avons perdu notre marché chinois pour le canola. Toutes ces choses continuent de s'accumuler et peuvent conduire à une insécurité alimentaire et à une crise de la main-d'œuvre. Les députés peuvent comprendre pourquoi les agriculteurs et les éleveurs canadiens n'ont pas le sentiment d'avoir un allié dans le gouvernement libéral.

Ce qui est décevant à propos du discours du Trône, c'est que si les libéraux avaient vraiment eu un plan pour reconstruire l'économie canadienne au sortir de la pandémie, ils auraient fait en sorte que les secteurs canadiens de l'agriculture et de l'énergie en soient des acteurs clés. Tel n'est pas le cas. De toute évidence, ces secteurs ne sont pas prioritaires pour le gouvernement libéral.

• (1240)

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, avant les élections, j'ai rencontré la ministre de l'Agriculture au Manitoba. Nous avons parlé des inondations et nous avons pu tous deux visiter une ferme d'élevage de bovins. Après les élections, la ministre de l'Agriculture est revenue à Winnipeg, et nous sommes allés chez Merit Foods, entreprise ultramoderne dont nous aidons à élargir les marchés. La ministre de l'Agriculture

L'Adresse

continue de travailler de concert avec les différentes provinces et avec d'autres intervenants afin de se tenir au courant de ce dossier en particulier.

Ma question concerne plus le député et d'autres députés à présent qui ont parlé de la tarification de la pollution, ou de la taxe sur le carbone, comme ils l'appellent. J'ai du mal à comprendre et à voir où le Parti conservateur se situe sur cette question. Il n'y a pas si longtemps, les conservateurs déclaraient honnêtement, en fait, qu'ils s'opposaient à la taxe sur le carbone. Puis, juste avant les dernières élections, leur tout nouveau chef a dit qu'ils étaient favorables à une tarification de la pollution ou à une taxe sur le carbone.

J'entends dire que, maintenant, les conservateurs semblent tourner une nouvelle fois casaque. Peuvent-ils dire à la Chambre aujourd'hui quelle est leur position sur la taxe sur le carbone? Y sont-ils favorables ou pas?

• (1245)

M. John Barlow: Monsieur le Président, nous croyons dans la collaboration avec les intervenants pour qu'ils aient les ressources nécessaires et les politiques qui leur permettront de continuer de prospérer. Certaines politiques ont des effets dévastateurs sur l'agriculture canadienne. Je songe notamment à l'imposition d'une taxe sur le carbone de 170 \$ la tonne, au plafonnement à 30 % de l'utilisation d'engrais ainsi qu'au défaut d'intervenir dans la crise des conteneurs de transport et de chercher à améliorer les relations avec nos partenaires commerciaux les plus fidèles. Ces politiques ne nous feront pas avancer.

En revanche, les conservateurs collaborent avec les intervenants et leur font savoir que des politiques sont en place pour leur permettre de prospérer.

[Français]

Mme Monique Pauzé (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, le discours de mon collègue est très important, car il parle d'agriculture et donc d'alimentation. On s'entend sur le fait que c'est un besoin essentiel. Cependant, mon collègue met-il vraiment l'accent sur le bon problème?

Actuellement, la situation en Colombie-Britannique provoque des problèmes d'approvisionnement et d'accès à la nourriture dans certaines régions de la province, dont des pénuries de certains aliments comme le lait, les œufs et la volaille. L'approvisionnement est entravé pour encore un certain temps.

Or, les changements climatiques sont aussi à l'origine de la sécheresse des terres, ce qui entraîne l'abandon de troupeaux complets faute de pouvoir les nourrir. Pourquoi mon collègue n'est-il pas capable de faire le lien entre les changements climatiques et les problèmes que connaît le secteur de l'agriculture?

[Traduction]

M. John Barlow: Monsieur le Président, il ne fait aucun doute que nos producteurs sont en première ligne en matière de conservation et de gestion environnementale, et je suis conscient de la crise et de la catastrophe qui frappent la vallée du Fraser en Colombie-Britannique. Il s'agit d'un grenier à blé essentiel à notre pays, et la région mettra longtemps à se remettre. Il faudra des années pour reconstituer les troupeaux, les poulaillers, les granges, l'équipement et tout le reste.

L'Adresse

Il va sans dire que l'approvisionnement alimentaire s'en ressentira, mais c'est pour cela qu'il est tellement important d'avoir une résilience dans toute la chaîne d'approvisionnement, dans tout le pays, qu'il s'agisse des voies ferrées, des marchés ou d'autre chose encore. Ce sera un problème que nous devons tous nous atteler à régler.

Mme Heather McPherson (Edmonton Strathcona, NPD): Monsieur le Président, le député ne sera pas surpris de ma question aujourd'hui.

Je suis d'accord avec lui pour dire que l'agriculture devait occuper une place bien plus grande dans le discours du Trône, et je suis très déçue que tel n'ait pas été le cas. Néanmoins, je me suis entretenue avec des citoyens de sa circonscription qui sont très inquiets des répercussions qu'aurait sur l'eau l'éventuelle exploitation d'une mine de charbon, dans une région très sujette à la sécheresse.

Le député serait-il prêt à collaborer avec moi pour protéger notre eau, nos espaces naturels et nos espèces en péril que l'extraction du charbon menace dans sa circonscription?

M. John Barlow: Monsieur le Président, je constate que la députée d'Edmonton Strathcona continue de faire campagne pour un siège provincial en soulevant une question de compétence provinciale. Nous en avons parlé à plusieurs reprises. L'Alberta a procédé à des consultations publiques très approfondies sur ce dossier. Le projet dont elle parle a été soumis à la commission d'examen mixte compétente.

Il revient à l'Alberta de décider de l'utilisation du territoire dans sa province.

M. Yasir Naqvi (Ottawa-Centre, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Milton.

[Français]

Je suis heureux d'avoir l'occasion de m'exprimer au sujet du discours du Trône.

[Traduction]

Je tiens d'abord à remercier les habitants d'Ottawa-Centre de m'avoir fait l'insigne honneur de me donner la possibilité de les représenter à la Chambre.

Je souhaite aussi la bienvenue à tous les députés dans ma circonscription, Ottawa-Centre. Nous nous sentons très privilégiés, étant donné qu'on qualifie souvent Ottawa-Centre de circonscription numéro un au Canada. C'est ici que se trouvent toutes les institutions nationales et où sont prises les décisions pour le bien-être du pays. Je suis heureux qu'autant de députés fassent d'Ottawa-Centre leur deuxième chez-soi pendant qu'ils sont au service de leurs concitoyens à la Chambre.

J'habite Ottawa-Centre depuis des décennies. C'est ici que mes deux enfants sont nés et où ils vont à l'école. Mon fils, Rafi Naqvi, qui est âgé de 9 ans, et ma fille, Elliana Naqvi, qui est âgée de 5 ans, seront heureux d'apprendre que j'ai parlé d'eux à la Chambre aujourd'hui, étant donné que nous en avons parlé un peu hier.

[Français]

Mes enfants, Rafi et Elliana, fréquentent une école publique française locale.

[Traduction]

Ils me disent souvent maintenant que je dois perfectionner mon français ainsi que mon accent français, et je maintiens mon engagement à cet égard.

[Français]

Je m'engage à continuer à apprendre le français.

[Traduction]

Pour moi aussi c'est important.

J'ai le grand honneur de représenter les électeurs de la circonscription d'Ottawa Centre depuis près de 11 ans. J'ai donc l'occasion d'établir des liens solides au sein de la communauté. Je connais bien nos quartiers et j'ai de bonnes relations de travail avec leurs représentants sur des dossiers qui leur sont importants, qu'il s'agisse de la protection de nos cours d'eau, comme la rivière des Outaouais, la rivière Rideau ou le canal Rideau, ou de la promotion de nos établissements d'enseignement postsecondaire, comme l'Université Carleton, qui est située dans ma circonscription. Nous avons aidé un très grand nombre de personnes, que ce soient de nouveaux immigrants au Canada, de nouveaux arrivants à Ottawa ou de résidents de longue date. Encore une fois, je tiens à les remercier tous, de Carleton Heights au centre-ville d'Ottawa, en passant par Ottawa-Est et Westboro, d'avoir placé leur confiance en moi pour les représenter dans cette auguste enceinte.

Je m'en voudrais de ne pas prendre le temps de remercier mes parents, Anwar et Qaisar Naqvi. C'est avec eux que je suis arrivé au Canada il y aura bientôt 33 ans. Nous nous sommes d'abord installés à Niagara Falls et, comme beaucoup d'autres immigrants, mes parents ont travaillé fort pour nous assurer une vie meilleure. Les circonstances dans lesquelles mes parents ont dû quitter leur pays n'étaient pas idéales. Ils participaient tous les deux à un mouvement pro-démocratique dans le pays où je suis né. En fait, mon père avait organisé une manifestation en faveur de la démocratie. Il a été arrêté et jugé devant un tribunal militaire qui l'a condamné à neuf mois de prison, en tant que prisonnier politique. J'avais alors 10 ans. Les députés peuvent imaginer l'impact terrible que cela a eu sur moi, encore aujourd'hui. J'ai vu mon père se lever pour défendre la démocratie et j'ai vu ma mère lutter pour défendre les droits de son mari emprisonné, tout en s'occupant de sa famille et de son cabinet d'avocate. Les députés comprendront facilement pourquoi j'ai le souci de servir le Canada qui nous a donné la possibilité de nous établir dans un pays libre et qui m'a permis de consacrer ma vie professionnelle à ma communauté et à mon pays. De cela, je lui suis infiniment reconnaissant.

On m'a souvent demandé, pendant la dernière campagne électorale, pourquoi j'avais décidé de revenir en politique et de me présenter au poste de député d'Ottawa-Centre. J'y ai beaucoup réfléchi, et la réponse est très simple. Nous vivons une époque décisive. La pandémie a eu un impact sur tous les Canadiens. Elle a mis au jour les inégalités qui existent dans notre société, et nous avons maintenant l'occasion de bâtir un nouveau Canada plus inclusif, où personne ne sera laissé pour compte.

On parle souvent de rebâtir en mieux. Pour ma part, j'estime qu'on ne peut pas rebâtir en mieux si on rebâtit la même chose.

L'Adresse

• (1250)

Divers enjeux comptent beaucoup pour moi, comme de mettre un terme à l'itinérance chronique dans nos collectivités. Je veux m'y appliquer dans la ville d'Ottawa, où j'habite. Nous devons lutter contre les changements climatiques pour assurer un meilleur avenir à nos enfants. Nous devons mettre fin au racisme systémique et aux obstacles systémiques dressés contre les Autochtones, les Noirs et les gens de couleur. Voilà les enjeux sur lesquels je souhaite travailler avec tous les députés, et dont je veux me faire le champion à la Chambre. J'ai été très enthousiasmé et encouragé que le discours du Trône s'exprime très clairement sur ces trois enjeux. J'ai hâte de travailler avec le gouvernement et avec chacun des députés sur ces enjeux importants. C'est de cette manière que nous pourrions bâtir un pays inclusif.

Le temps passe vite, et je souhaite prendre un engagement dans le cadre de mon discours inaugural. Je vous invite à me demander des comptes si je ne respecte pas cet engagement. Je m'engage à me consacrer entièrement au service de ma communauté et de mon pays. Pour ce faire, je collaborerai avec tous les députés. Nous avons tous décidé de venir ici pour remettre en question le statu quo. Voilà pourquoi nous avons fait du porte-à-porte pour solliciter ce mandat. Bien que chacun propose une façon différente d'y parvenir, nous souhaitons tous bâtir un pays qui soit meilleur. Je veux travailler avec tous les députés, peu importe leur affiliation politique.

Il existe une expression latine qu'on me rappelle souvent: *audi alteram partem*. Cela signifie « écoute l'autre partie ». Je m'engage donc à écouter et à porter attention. Nous pouvons ne pas être d'accord et nous pouvons débattre, comme il se doit dans une société démocratique, mais nous devons travailler ensemble.

Je m'attends à travailler très fort au nom de ma communauté d'Ottawa-Centre. Je la remercie, de même que ma famille, de m'avoir permis d'arriver jusqu'ici.

[Français]

C'est un honneur pour moi de servir les citoyens de ma circonscription.

• (1255)

[Traduction]

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, nous savons que les libéraux se présentent comme les champions de la création rapide de logements, et qu'ils ont promis 1 milliard de dollars dans un premier temps. Mais nous savons aussi qu'il y a eu pour 5 milliards de dollars de demandes, et que 20 % seulement ont été financées.

L'une de ces demandes venait de ma circonscription de Port Alberni et visait à racheter l'ancien hôtel Beaufort, avec l'appui de l'Armée du Salut, Bread of Life, la KUU-US Crisis Line Society, l'Association canadienne pour la santé mentale et Lookout. Emploi et Développement social Canada avait dit que c'était une excellente demande, qui était appuyée par la ville, notre député provincial et la nation Tseshaht locale. Son objectif était de répondre aux besoins d'un segment de la population que la province de la Colombie-Britannique considérait comme le plus difficile à loger. La Commission des libérations conditionnelles avait même écrit une lettre de soutien, en disant qu'il n'y avait pas de logements pour les détenus qui étaient libérés. En fait, 98 % de ces détenus étaient autochtones. On savait également que les deux tiers des sans-abri de la région étaient autochtones.

Ils ont soumis une nouvelle fois leur demande, et on leur a tout simplement répondu qu'elle était rejetée. Cela signifie qu'un plus grand nombre de personnes vont mourir dans la rue. Nous dépensons plus de 75 milliards de dollars pour acheter des avions chasseurs mais nous n'avons que 1 milliard de dollars à offrir aux sans-abri. C'est une honte.

Mon collègue a pris un engagement, mais est-ce que cela va nous aider à conclure l'affaire, car sinon, la propriété va nous passer sous le nez d'ici au 1^{er} avril. J'espère qu'il va respecter son engagement.

M. Yasir Naqvi: Monsieur le Président, je partage la passion qui anime le député dans sa lutte contre l'itinérance. Je suis sûr que nous avons tous, chacun dans nos circonscriptions, des projets très importants qui méritent d'être financés pour que les personnes marginalisées puissent recevoir l'aide dont elles ont besoin.

Je me réjouis de faire partie d'un gouvernement qui a mis en place une stratégie nationale sur le logement. Lorsque j'étais député provincial, le gouvernement fédéral de l'époque ne s'occupait pas du logement. Nous avons aujourd'hui la possibilité réelle de mettre un terme à l'itinérance chronique. C'est ce qui est dit clairement dans le discours du Trône. J'ai hâte de travailler avec le député d'en face sur ce dossier important.

[Français]

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Monsieur le Président, je félicite mon collègue pour son premier discours. Malgré le signal que son gouvernement envoie en ayant nommé une gouverneure générale qui ne parle pas le français, lui, il a fait l'effort de dire quelques mots de français ici, à la Chambre. Je lui dis bravo. Par contre, je ne suis pas du tout d'accord avec lui quand il affirme que personne n'est laissé pour compte par son gouvernement.

Je prends l'exemple d'une dame dans ma circonscription, Mme Pauline Gagnon. Je ne sais pas son âge exact, mais elle a moins de 75 ans. Cette dame a trouvé scandaleux d'apprendre que le gouvernement avait décidé d'envoyer un chèque de 500 \$ à tous les aînés de 75 ans et plus, chèque d'ailleurs reçu le jour même du déclenchement de la campagne électorale. Or, le pouvoir d'achat des aînés a baissé, les médicaments, le logement et le panier d'épicerie coûtent cher. Madame Gagnon n'a jamais compris pourquoi le gouvernement avait créé deux classes d'aînés.

Mon collègue est-il d'accord pour dire qu'il serait temps aujourd'hui de s'engager à augmenter la pension de la Sécurité de la vieillesse pour tous les aînés, à partir de 65 ans, comme le demande le Bloc québécois?

[Traduction]

M. Yasir Naqvi: Monsieur le Président, en tant qu'immigrant établi en Ontario, j'ai dû commencer par apprendre l'anglais, mais oui, je suis résolu à apprendre le français.

[Français]

C'est très important pour moi d'apprendre cette langue et de la parler. Je travaille également en français avec mes collègues d'en face.

[Traduction]

Les personnes âgées ont été particulièrement touchées par la pandémie. Il y a eu trop de décès dans les établissements de soins de longue durée. Nous devons faire tout ce qu'il faut pour améliorer les conditions de vie des personnes âgées.

L'Adresse

• (1300)

M. Dan Mazier (Dauphin—Swan River—Neepawa, PCC): Monsieur le Président, il est encourageant de voir le député parler réellement de l'itinérance dans sa circonscription et de s'y attaquer. Au lieu de paroles, j'aimerais savoir s'il a une idée de l'échéancier à cet égard. Quand l'itinérance prendra-t-elle fin dans sa circonscription?

M. Yasir Naqvi: Monsieur le Président, j'aurais aimé que cela se termine hier, mais nous avons beaucoup de travail à faire parce que nous essayons de nous attaquer à un énorme arriéré qui date d'il y a quelque temps, lorsque les trois ordres de gouvernement n'ont pas travaillé ensemble pour régler ce problème vraiment important.

Comme je l'ai mentionné, j'ai travaillé à l'échelon provincial, et nous travaillions seuls en Ontario avec la municipalité. Le gouvernement fédéral, alors dirigé par son parti, était malheureusement absent de la conversation. Enfin, nous avons un gouvernement fédéral qui a élaboré une stratégie nationale pour le logement, et qui s'est engagé à mettre fin à l'itinérance chronique au Canada. Une grande occasion s'offre donc à nous. Uniquement dans ma circonscription, 1 700 nouvelles unités d'habitation ont été construites au cours des six dernières années. Je souhaite doubler ce chiffre et mettre fin à l'itinérance chronique dans ma circonscription.

M. Adam van Koeverden (Milton, Lib.): Monsieur le Président, comme c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre en cette 44^e législature, c'est un honneur pour moi de vous féliciter pour votre réélection à la présidence et de féliciter mes collègues de tous les partis pour leur élection et leur réélection. Je suis enthousiaste à l'idée de travailler avec tout le monde ici dans cette assemblée pour bâtir un pays meilleur.

J'aimerais également prendre un moment pour remercier les formidables résidents de Milton de m'avoir confié une fois de plus la responsabilité d'être leur voix ici à Ottawa. Je ne serais pas ici sans leur soutien continu. Je m'emploierai chaque jour à les défendre, à faire valoir leurs priorités, leurs idées et leurs points de vue à la Chambre et à ce qu'on réponde à leurs besoins.

Je ne serais pas ici non plus sans le travail incroyable de mon équipe de campagne, de nos extraordinaires bénévoles, de mes amis et de ma famille. Je tiens tout particulièrement à saluer ma mère Beata, mon père Joe, mon frère Luke, mon incroyable petite amie et meilleure amie Emilie, ainsi que mon chien Cairo qui travaille aussi très fort en période de campagne.

[Français]

C'est un privilège, dans ma vie, de pouvoir travailler ici au nom de mes voisins. Ils peuvent compter sur moi.

[Traduction]

Les gens de Milton m'ont envoyé ici pour travailler sur les dossiers qui leur tiennent le plus à cœur. Dans ma collectivité, et en particulier pour les jeunes de Milton, cela signifie défendre l'environnement. Nous devons lutter contre les changements climatiques afin d'assurer la santé et la sécurité de notre planète pour nous et pour les générations futures. Les terribles inondations en Colombie-Britannique et d'autres phénomènes météorologiques extrêmes nous ont durement rappelé l'urgence de donner la priorité à un avenir vert, propre et durable pour tous. Nous n'aurons peut-être pas d'autre occasion de faire les choses correctement.

Nous devons également continuer à avancer sur la voie de la vérité et de la réconciliation avec les peuples autochtones. Comme je

l'ai appris en siégeant au comité des affaires autochtones et du Nord lors de la législature précédente, nous devons établir des liens plus forts et plus coopératifs à l'avenir, tout en nous employant à réparer les torts du passé.

Milton est l'une des collectivités les plus diversifiées du Canada, mais si la diversité est un fait, l'inclusion doit se traduire par des mesures qui garantissent qu'aucun Canadien, où qu'il soit, ne sera la cible de violence ou de haine en raison de sa race, de sa religion, de qui il aime ou de son mode de vie. Ce n'est pas une mince tâche. Pour l'accomplir, il faudra une attention renouvelée, une détermination sans faille et un esprit de collaboration. Comme l'a montré l'adoption unanime du projet de loi C-4 hier, nous avons la capacité de nous unir et d'améliorer la vie de nos voisins et des Canadiens.

Si cette pandémie nous a appris quelque chose, c'est qu'il n'y a rien au monde de plus précieux que la santé et le bien-être collectifs. La bonne nouvelle, c'est que nous disposons de tous les outils nécessaires pour vaincre cette pandémie et bâtir un Canada plus sain pour la génération actuelle et les générations à venir. Le meilleur moyen pour combattre cette pandémie est la vaccination. Je prends un moment pour remercier le médecin hygiéniste de Halton, la Dre Hamidah Meghani, et son équipe, qui ont contribué à faire de la région de Halton l'une des collectivités les plus vaccinées au Canada. Maintenant que les personnes âgées de plus de 70 ans et les enfants de 5 à 11 ans sont admissibles, j'invite tout le monde à continuer à prendre rendez-vous. Je tiens également à remercier toutes les personnes qui ont travaillé ou fait du bénévolat dans une clinique, qui ont partagé un égoportrait de vaccination ou qui ont encouragé un voisin ou un membre de la famille hésitant à se faire vacciner. Nous avons fait un travail d'équipe.

Les répercussions de la COVID-19 vont bien au-delà de la maladie elle-même. Nous devons trouver des solutions aux interventions retardées et veiller à ce qu'il y ait davantage de moyens et de services disponibles pour faire face aux conséquences de ces deux dernières années sur la santé mentale. La pandémie a eu un effet dévastateur sur les familles, et sur les enfants en particulier. Et bien sûr, nous devons continuer à bâtir un système de soins de longue durée plus résilient dans ce pays.

Peu de mes collègues seront surpris d'apprendre que j'aimerais parler un peu du rôle que l'activité physique et les loisirs doivent jouer dans notre stratégie « Rebâtir en mieux ». Le Canada connaissait déjà une crise d'inactivité avant la pandémie et la COVID-19 n'a fait qu'aggraver la situation. Je veux souligner l'appel à l'action lancé par ParticipACTION pour s'attaquer à la crise de l'inactivité et ajouter mon nom à la longue liste des partisans qui font la promotion de solutions à ce problème.

Il ne suffit pas de dire à tout le monde de sortir, de faire du vélo et d'aller marcher. La solution n'est pas aussi simple. Même si tout cela est utile, important et que c'est la bonne chose à faire, tout le monde n'est pas en mesure de prendre ces décisions. Les Canadiens vulnérables et ayant peu de ressources n'ont ni l'infrastructure, ni le temps ni la liberté de prendre tout simplement une heure pour faire de l'exercice. Un meilleur accès aux programmes qui enseignent aux enfants et aux familles le savoir-faire physique est un élément essentiel de la solution à ce défi complexe. On entend par savoir-faire physique « la motivation, la confiance, la compétence physique, le savoir et la compréhension nécessaires pour s'adonner à des activités physiques choisies et intégrées au mode de vie d'une personne ». Bouger est essentiel pour notre santé physique, notre santé mentale et la santé de nos collectivités et de nos relations.

L'Adresse

C'est un de mes sujets de prédilection, et je pourrais parler pendant des heures des raisons pour lesquelles le sport, l'activité physique et les loisirs permettent de construire des collectivités plus résilientes. Il est temps de passer à autre chose et de parler des difficultés actuelles auxquelles notre pays est confronté du point de vue économique. Les problèmes que doivent surmonter nos voisins sur le plan de l'abordabilité sont à la fois réels et complexes. Les pénuries de main-d'œuvre et les difficultés liées aux chaînes d'approvisionnement et à l'inflation demanderaient à elles seules une intervention de 10 minutes, c'est pourquoi je me limiterai à parler de deux engagements de campagne qui représentent également des solutions concrètes: les services de garde d'enfants et le logement abordable.

Au cours de la dernière législature, j'ai rencontré des dizaines d'intervenants du milieu de la garde d'enfants pour discuter de la mise en place d'un programme de services de garde à 10 \$ par jour qui nous permettrait de faire économiser de l'argent aux familles canadiennes et de rebâtir notre économie de la manière la plus équitable possible. Parmi ces intervenants, il y avait le MCRC, le Milton Community Resource Centre. Je profite de l'occasion pour souligner l'excellent travail de Tina et de Rebecca et de leur équipe du MCRC, qui offrent aux familles de Milton des services de garde, des ressources, des solutions et des produits qui contribuent directement au développement sain des enfants et à la capacité des parents à aller travailler, à gagner un bon revenu et à payer leurs factures.

En tant que député de l'Ontario, je suis également ravi que le gouvernement provincial soit en pourparlers avec le gouvernement fédéral pour que les services de garde à 10 \$ par jour deviennent une réalité pour les familles de ma circonscription et de toute la province.

Pour ce qui est du logement, il s'agit d'un écosystème complexe. Je vais donc insister une fois de plus sur les solutions hors marché à la crise du logement.

Je suis fier d'avoir grandi dans une coopérative d'habitation. J'ai vécu à la coopérative Chautauqua avec ma mère et mon frère pendant toute mon enfance et même après l'université. Ma mère habite toujours à Chautauqua. C'est une bâtisseuse de coopérative qui travaille à la Briarview Co-op à Mississauga. Je sais que je suis partial, mais j'affirme que personne au Canada ne connaît mieux que ma mère le logement coopératif, son histoire et sa place dans notre avenir au Canada. La dernière fois que nous avons construit des coopératives d'habitation importantes dans ce pays, c'était en 1994, et il faut que cela change. Lorsque les Canadiens paient leur loyer, cela ne devrait pas servir à couvrir l'hypothèque de quelqu'un d'autre ou à générer d'énormes marges de profit et de la valeur pour les actionnaires.

• (1305)

[Français]

L'accès à un logement sécuritaire est un droit de la personne et il ne devrait pas être hors de portée pour quiconque.

[Traduction]

Les coopératives sont une passerelle vers la propriété pour certaines personnes parce qu'elles permettent aux jeunes, aux étudiants, aux nouveaux arrivants et aux familles de vivre selon leurs moyens, d'investir dans leur avenir et, s'ils le souhaitent, d'épargner pour acheter un jour une maison. Toutefois, l'accession à la propriété ne doit pas nécessairement être la seule visée du continuum du logement. Un logement sûr devrait être l'objectif, et ceux

et celles qui souhaitent vivre dans un logement sans but lucratif toute leur vie devraient pouvoir le faire. C'est un moyen de participer plus largement à l'économie. Pour ma mère, c'est grâce à la coopérative que nous avons pu, mon frère et moi, avoir accès à des clubs de canotage, à des leçons de guitare, à des camps d'été et à tout ce dont nous avons besoin.

[Français]

Le logement social n'est pas la seule solution à cette crise, mais il doit faire partie de notre plan pour l'avenir.

[Traduction]

Mes deux parents sont des immigrants. En augmentant les niveaux d'immigration et en réduisant les délais d'attente pour les nouveaux immigrants et citoyens, tout en aidant à la réunification des familles et en offrant un programme de premier ordre de réinstallation des réfugiés, nous continuerons à soutenir la croissance et la diversité de notre pays. J'ai rencontré des membres de la communauté afghane de Milton avant les élections, et je l'ai fait depuis, et je suis absolument convaincu que les 40 000 réfugiés afghans joueront un rôle important dans la croissance de notre économie et notre avenir.

Milton est une collectivité avant-gardiste en matière d'environnement. Nous sommes fiers d'accueillir des groupes comme Sustainable Milton, Halton Environmental Network et Fridays for Future Milton. Notre association locale, Conservation Halton, offre à notre région des solutions dans les domaines des loisirs, de l'éducation et de l'atténuation des inondations, un soutien pour les espèces en péril, et bien plus encore. C'est également mon meilleur partenaire pour la plantation d'arbres, et plus de 50 000 arbres ont été plantés localement l'an dernier.

J'ai confiance que nous réussirons à atteindre nos objectifs de plafonnement et de réduction des émissions provenant des secteurs pétrolier et gazier, tout en accélérant notre progression vers un avenir où l'électricité sera entièrement carboneutre. Ce sont des objectifs ambitieux sans équivalents dans le monde. Je sais que les investissements dans les transports en commun et l'infrastructure des véhicules électriques, et les subventions permettront d'avoir des collectivités plus vertes et un air plus pur.

De plus, je suis certain que notre plan créera plus de bons emplois verts et qu'ensemble, nous créerons une économie plus résiliente, plus durable et plus compétitive. En protégeant davantage de terres, de voies navigables et de littoraux, et en mettant en place l'agence canadienne de l'eau, nous sauvegarderons notre ressource naturelle la plus vitale, une eau douce et propre, ce qui protégera également nos agriculteurs. Milton a l'un des meilleurs marchés de producteurs agricoles du pays, et nous aimons manger et acheter local. Nous apprécions nos voisins agriculteurs et nous dépendons fortement d'eux. Ils méritent d'être reconnus et soutenus dans la transition que nous faisons vers un avenir plus vert.

L'Adresse

Nous savons que les changements climatiques ont des effets disproportionnés sur les personnes les plus vulnérables de la société et, tout en nous concentrant sur l'environnement, notre santé collective et la résilience de notre économie, nous devons également rester déterminés à mettre fin à la violence et à la haine dans nos collectivités. Je félicite le gouvernement d'avoir pris des mesures relatives aux armes d'assaut et à la vérification des antécédents à vie des délinquants, mais nous devons aller plus loin. Les armes de poing sont très souvent utilisées dans les violences commises par les gangs et les partenaires intimes. Je me joins aux groupes de victimes et au groupe Canadian Doctors for Protection from Guns en préconisant la mise en œuvre de mesures plus complètes de contrôle des armes à feu.

La peur et la haine sont au cœur de la violence. Nous devons continuer à lutter contre le racisme, l'homophobie, l'islamophobie, l'antisémitisme et d'autres formes de haine en adoptant rapidement les dispositions législatives contre la haine.

Je représente l'une des collectivités les plus diversifiées au pays. Lorsque la famille Afzal a été assassinée brutalement à London, l'an dernier, les gens de ma circonscription avaient peur de sortir marcher le soir. C'est inacceptable. Nous avons du travail à faire, et je m'engage, au nom de mes amis et de mes concitoyens de Milton, à veiller à ce que le Canada soit un milieu de vie sûr, inclusif et bienveillant. Je désire remercier et féliciter Tabassum Wyne et le Muslim Advisory Council of Canada pour le travail acharné qu'ils ont fait dans ce domaine.

• (1310)

[Français]

Nous devons comprendre que le travail d'équipe est la seule façon de bâtir un avenir meilleur pour le Canada. Je nous invite donc à collaborer.

[Traduction]

En terminant, je dirai simplement qu'il est temps de concrétiser les promesses que nous avons faites aux Canadiens quand nous sommes allés cogner à leur porte et de nous montrer à la hauteur de l'immense responsabilité dont ils nous ont investis en mettant en œuvre des mesures importantes et positives qui assureront à chacun un avenir meilleur.

J'invite mes collègues à me poser leurs questions.

M. Jeremy Patzer (Cypress Hills—Grasslands, PCC): Monsieur le Président, de 2014 à 2018, au moment où la production de pétrole et de gaz était à son zénith au Canada, nous avons augmenté la production de 38 %, mais réduit les émissions de gaz de torche de 22 %. Nous sommes le seul pays à faire cela. Si le monde adoptait les pratiques que nous avons ici au Canada, les émissions produites par le secteur partout dans le monde seraient réduites de 22 %.

Le gouvernement affirme avoir à cœur de réduire toutes les émissions, alors pourquoi ne parle-t-il pas des pratiques que nous avons au Canada et ne les fait-il pas connaître à l'étranger? Si les libéraux sont si préoccupés à ce sujet, pourquoi ne le font-ils pas?

M. Adam van Koeverden: Monsieur le Président, voilà une bonne question, et, en fait, nous discutons ici des solutions novatrices qui nous permettraient de lutter contre les changements climatiques.

Dans la foulée des catastrophes épouvantables survenues en Colombie-Britannique, les conservateurs, au cours de la dernière semaine, ont parlé des changements climatiques comme jamais auparavant, et j'en suis enchanté. Je félicite le député de défendre l'industrie énergétique présente dans sa circonscription et dans l'Ouest, parce qu'elle est importante. Toutefois, il est également très important d'effectuer une transition équitable.

Je chauffe ma maison avec du gaz naturel. Je conduis un véhicule, bien qu'il soit hybride. Je reconnais l'importance et la valeur du secteur énergétique au Canada. Toutefois, je reconnais également qu'il nous faudra réduire notre dépendance aux combustibles fossiles.

[Français]

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Monsieur le Président, nous vivons en ce moment au Canada plusieurs crises. Non seulement il y a la crise sanitaire, la crise climatique et, au Québec, la crise linguistique, mais il y a aussi la crise du logement. Mon collègue en a parlé un peu plus tôt.

Si on prend l'ensemble des programmes du gouvernement fédéral pour loger les plus vulnérables au Canada, cela crée — par exemple, à Montréal — des logements à 2 200 \$. Je ne sais pas du tout qui peut se payer un logement à 2 200 \$.

Par contre, le gouvernement a fait un bon coup au cours des dernières années. Il a lancé l'Initiative pour la création rapide de logements, l'ICRL, un programme qui vise à loger des gens grâce à la construction de logements sociaux pour les plus vulnérables.

C'est un très bon programme, mais le problème est qu'il est largement sous-financé. Il était doté d'une enveloppe de 1 milliard de dollars, mais il a reçu des projets totalisant 4 milliards de dollars. Je sais que M. Hussen, le ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion, souhaitait réinjecter de l'argent dans le programme.

Si mon collègue est intéressé par la question du logement, s'engage-t-il à faire pression à l'intérieur du caucus du Parti libéral pour que le programme de l'ICRL soit mieux financé à l'avenir?

Le vice-président: J'aimerais rappeler au député qu'il ne peut pas nommer les ministres par leur nom.

L'honorable député de Milton a la parole.

M. Adam van Koeverden: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question. Je tiens à lui dire que je partage ses préoccupations à l'égard du logement abordable au Canada.

[Traduction]

Je peux assurer le député que j'ai exercé des pressions auprès de notre gouvernement pour que soient mis en place des coopératives d'habitation, des logements à but non lucratif et des *logements sociaux*, selon le terme correct en usage au Québec, comme me l'a fait remarquer un autre collègue du Bloc. Voilà une des raisons pour lesquelles je suis entré en politique.

Comme je l'ai dit, j'ai grandi dans un milieu coopératif, et j'en suis fier. Je sais que la construction d'innombrables maisons unifamiliales ne permet pas de fournir un logement abordable aux familles. Les coopératives d'habitation, les logements à but non lucratif, les solutions de location avec option d'achat ainsi que les programmes de loyer proportionné au revenu donneront à tous les Canadiens accès à un logement sûr.

L'Adresse

• (1315)

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Monsieur le Président, je félicite le député pour sa première allocution à la Chambre. Il a beaucoup parlé des coopératives d'habitation et se dit lui-même issu du milieu coopératif. Je suis enchantée d'entendre cela.

La situation du logement est la suivante: la SCHL exécutait efficacement des initiatives de coopérative d'habitation et de logements sociaux, mais tout cela a été mis en pièces en 1993 lorsque le gouvernement libéral a annulé le programme national de logement abordable. Nous avons donc cessé de construire des logements comme nous le faisons auparavant. En fait, le Canada a perdu plus d'un demi-million de logements abordables, des logements qui auraient vu le jour si le programme n'avait pas été annulé.

Le député fera-t-il des pressions auprès du gouvernement libéral pour qu'il remette dans le budget les fonds nécessaires pour permettre à la SCHL de favoriser la construction de logements coopératifs et de logements abordables, avec des subventions et des services de soutien, comme cela était le cas auparavant?

M. Adam van Koevreden: Monsieur le Président, j'aimerais bien pouvoir en parler encore plus longtemps, parce que la question me passionne. Aux dernières élections, j'ai suivi de très près la campagne Votez logement et je ferai de mon mieux pour donner suite aux six demandes formulées pendant cette campagne.

Je vais raconter aux députés une petite histoire, étant donné que le député s'est concentré sur le gouvernement fédéral dans son allocution. En 1993, lorsque j'avais 11 ans, je résidais dans une coopérative d'habitation. Un jour, ma maman est arrivée à la maison et m'a dit qu'elle venait de perdre son emploi. Elle l'avait perdu parce que le gouvernement de Mike Harris avait annulé tous les programmes provinciaux. Elle ne pouvait donc plus s'occuper de la construction de coopératives d'habitation et devait se trouver un nouvel emploi. Depuis, elle travaille comme coordonnatrice communautaire dans le secteur du logement à but non lucratif et demeure la plus grande experte dans le domaine, alors, je suis très favorable à l'autre...

Le vice-président: Reprenons le débat. La parole est à la députée de Lethbridge.

Mme Rachael Thomas (Lethbridge, PCC): Monsieur le Président, je vous félicite pour le nouveau rôle que vous jouez à la Chambre. Je vais partager mon temps avec le député de South Shore-St.Margarets.

Comme c'est la toute première fois que j'ai l'occasion de prendre la parole à la Chambre, j'aimerais commencer par prononcer quelques mots de remerciement. C'est pour moi un immense honneur de prendre la parole ici, de siéger ici et d'y représenter les citoyens de ma circonscription. Du fond de mon cœur, je désire exprimer toute ma reconnaissance à mes concitoyens qui m'ont appuyée une fois de plus.

Ce que j'aime le plus dans une campagne, ce sont les bénévoles extraordinaires qui me donnent de leur temps, me font profiter de leurs talents et investissent de leur argent pour me faire gagner. À eux aussi, je tiens à exprimer mes remerciements sincères.

« Un peuple sans idéal est voué à mourir. » Voilà les mots gravés dans la pierre au-dessus de la fenêtre ouest de la tour de la Paix sur la Colline du Parlement. Ce sont des mots forts et vrais. Les humains ont cette capacité incroyable de rêver, d'élaborer une vision pour l'avenir et de se montrer inspirants. Ils devraient donc avoir la

capacité de réaliser leurs idéaux. Le discours du Trône est habituellement le moyen qu'utilise le premier ministre pour donner de l'espoir aux Canadiens et susciter chez eux un sentiment d'optimisme. Malheureusement, cela n'a pas été le cas cette fois-ci.

Je m'attendais à un plan détaillé fondé sur quatre mesures clés qui, selon moi, devraient être une priorité pour tout premier ministre fédéral, quelle que soit sa couleur politique, s'il veut exercer un bon leadership. Les voici: premièrement, garder le pays uni; deuxièmement, veiller à ce que les Canadiens profitent d'un milieu de vie sûr; troisièmement, favoriser un environnement propice à la prospérité économique; quatrièmement, faire progresser la place qu'occupe le Canada sur la scène mondiale. Malheureusement pour les Canadiens, tout cela a été passé sous silence dans le discours du Trône, lu sur un ton que je qualifierais de monotone par la gouverneure générale. Peut-être a-t-elle voulu simplement s'adapter au contenu terne du discours.

Avant le dépôt du budget, les citoyens de ma circonscription espéraient voir un plan réel pour rouvrir l'économie et leur redonner espoir et confiance dans l'avenir de notre magnifique pays. Les chômeurs espéraient un plan de création d'emplois et des possibilités de création de richesses. Les travailleurs du secteur pétrolier et gazier espéraient une aide pour ce secteur de classe mondiale. Les agriculteurs espéraient quelque chose pour eux également. Une marque d'appréciation aurait fait beaucoup de bien, mais il n'y en a pas eu. Les entreprises locales sur le point de fermer définitivement leurs portes espéraient un plan bien conçu, et non pas encore des subventions, pour retourner à la normale. Malheureusement, ils n'ont pas eu de chance.

Un gouvernement ne peut pas prendre la place d'une économie en santé. Peu importe les efforts qu'il déploie, un gouvernement ne pourra jamais dépasser ou réussir mieux...

• (1320)

Le vice-président: Nous avons un rappel au Règlement de la députée de Saanich—Gulf Islands.

Mme Elizabeth May: Monsieur le Président, je prie la députée de Lethbridge de bien vouloir m'excuser, mais je crois qu'il est possible qu'elle...

Une voix: Oh, oh!

Mme Elizabeth May: Excusez-moi. On me chahute pendant que j'essaie de lire un article du Règlement qu'elle est en train d'enfreindre.

L'article 18 du Règlement énonce ce qui suit: « Aucun député ne doit parler irrévérencieusement du souverain ou d'un autre membre de la famille royale, ni du gouverneur général [...] » Je crois que c'est tout particulièrement important, étant donné que nous avons notre première gouverneure générale autochtone. J'estime que les mots utilisés par la députée étaient offensants, mais cela n'est pas vraiment important. Ce qui importe, c'est que cela contrevient à l'article 18 du Règlement.

Le vice-président: Je vais demander à la députée de Lethbridge de retirer son commentaire et de le reformuler.

Mme Rachael Thomas: Monsieur le Président, je suis désolée que le premier ministre lui ait fourni un discours aussi épouvantable à lire.

L'Adresse

M. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Vous venez de décider que le commentaire de la députée était contraire au Règlement. La députée devrait présenter des excuses sincères sans tenter de faire de l'ironie. Ses remarques étaient offensantes envers la Couronne et la représentante de la Couronne au Parlement, et elle doit donc présenter des excuses.

Mme Karen Vecchio: Monsieur le Président, le rappel au Règlement soulevé par la députée du Parti vert parlait d'une attaque contre la souveraine. Aucune excuse n'a été demandée, et la députée n'avait pas à s'excuser. Elle a modifié sa déclaration en indiquant qu'elle ne visait pas la personne qui a prononcé le discours, mais le discours en soi. Les paroles prononcées par la députée concernaient le discours, et non la personne qui l'a lu.

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, je souhaite intervenir au sujet du même rappel au Règlement. Il importe de reconnaître que vous avez rendu une décision. Après avoir consulté le greffier, vous avez jugé que la députée avait effectivement enfreint notre Règlement, et il est assez clair que la députée a fait un commentaire sur la façon dont la gouverneure générale a prononcé le discours.

Des milliers de Canadiens seraient en désaccord avec les propos de la députée et s'en offusqueraient. Nous lui demandons de les retirer sans émettre le moindre commentaire, de s'excuser puis de passer à autre chose. Telle est ma recommandation: qu'elle respecte la décision du Président. Elle a enfreint le Règlement.

Le vice-président: Je sais que nous allions tenter une fois de plus d'obtenir une rétractation et de trouver une version plus appropriée qui ne serait pas considérée comme une attaque à l'endroit de la représentante de notre souveraine au Canada, puis tenter de poursuivre la présentation du discours.

Mme Rachael Thomas: Monsieur le Président, mes paroles n'avaient pas pour but d'attaquer la souveraine. Mes paroles étaient une critique à propos du ton du discours et de son contenu, qui était de nature médiocre.

Néanmoins, pour le bien de la Chambre et de ceux d'en face qui souhaitent tout contrôler et manipuler dans cette enceinte, je retire mes paroles.

M. Mark Gerretsen: Monsieur le Président, vous avez rendu une décision à ce sujet en tant que Président de la Chambre. Si la députée ne peut accepter votre décision, il est de votre devoir de l'expulser de la Chambre.

Le vice-président: À l'ordre. J'accepte le fait que la députée a retiré ses paroles. Nous allons poursuivre si nous voulons nous rendre à la période des questions.

La députée de Lethbridge a la parole.

Mme Rachael Thomas: Monsieur le Président, le discours du Trône n'était malheureusement qu'un exercice visant à faire encore augmenter la taille du gouvernement, ce qui signifie pour les Canadiens qu'ils devront encore davantage mettre la main à la poche à cause des hausses d'impôt et de l'inflation. Attardons-nous un peu sur ce sujet.

Dans le discours, il est dit que le premier ministre souhaite rendre la vie plus abordable pour les Canadiens. En fait, il fait l'opposé, mais je n'ai pas vraiment besoin de le dire aux députés ni à personne d'ailleurs. Quiconque a fait des courses à l'épicerie du coin, a mangé au restaurant, a payé ses factures de chauffage ou fait le plein de sa voiture le sait déjà bien. La vie devient plus chère.

Pourquoi? C'est à cause de l'inflation, laquelle est causée par des politiques gouvernementales désastreuses.

En décidant de dépenser l'argent qu'il n'a pas, le gouvernement pénalise certains citoyens plus que d'autres, comme les personnes âgées qui ont un revenu fixe, les personnes vivant avec un handicap qui survivent grâce à une petite allocation, et ceux qui subsistent d'un chèque de paie à l'autre en ayant du mal à joindre les deux bouts.

Monsieur le Président, je suis très gênée par les bruits de conversation d'en face. Serait-il possible d'intervenir?

• (1325)

Le vice-président: À l'ordre. Veillons simplement à maintenir le calme à la Chambre et peut-être même le silence.

La députée de Lethbridge a la parole.

Mme Rachael Thomas: Bref, les politiques du gouvernement constituent une attaque envers les plus vulnérables. Les banques alimentaires ont du mal à répondre à la demande. L'un des facteurs qui ont le plus changé au cours de la dernière année est le nombre de personnes qui, bien qu'elles occupent un emploi à temps plein, doivent recourir aux banques alimentaires parce qu'elles ne peuvent tout simplement pas payer leurs factures.

Le premier ministre affirme qu'il ne réfléchit pas beaucoup à la politique monétaire. Voilà qui est évident. Il s'est donné un chèque en blanc au printemps de 2020 et il imprime et dépense de l'argent depuis. Le gouvernement a donné des sommes exorbitantes en revenu d'urgence, mais les chiffres montrent qu'en fait, le revenu personnel disponible des Canadiens a augmenté durant la pandémie. Le revenu gagné a diminué considérablement, mais l'énorme aide gouvernementale a largement couvert cette perte. Résultat: l'économie est inondée par des tonnes d'argent supplémentaire, alors que la quantité de marchandises est la même, sinon moindre.

Il en résulte une hausse des prix. En effet, imprimer de l'argent sans compter alors qu'il y a une quantité limitée de produits fait augmenter les prix. Ce qui est triste, c'est que ce sont les biens nantis qui profitent d'une telle hausse parce qu'elle fait gonfler leurs profits. Les personnes à faible revenu, quant à elles, voient leur pouvoir d'achat diminuer et peinent à combler leurs besoins essentiels. Pendant ce temps, l'appareil gouvernemental prend de l'ampleur non seulement en dépensant tout cet argent supplémentaire, mais aussi en s'enrichissant au moyen des taxes et impôts.

Auparavant, un dollar valait un dollar. Aujourd'hui, un dollar ne vaut que 95 cents. Il y aurait probablement tout un tollé si le gouvernement augmentait le fardeau fiscal de 5 %. Or, c'est exactement ce qu'il a fait. C'est ce qu'on appelle la taxe d'inflation. C'est un nom tout simple pour désigner la situation actuelle.

Comme le député de Carleton l'a souligné, « dans les pays qui n'impriment pas d'argent pour payer leurs factures, le coût de la vie est demeuré faible, ce qui rend la vie abordable pour les citoyens. En revanche, les pays qui inondent leur économie d'argent ayant peu de valeur font grimper le coût de la vie », ce qui rend celle-ci moins abordable.

On semble avoir sciemment mis de côté une vérité qui dérange. Mettre un frein aux dépenses fiscales nécessiterait de réduire la taille de l'État. Bien sûr, c'est une contrainte horrible pour tout parti politique qui ne peut atteindre le pouvoir ou y rester que lorsque les gens dépendent des programmes et des largesses du gouvernement.

Les libéraux choisissent en fait de se montrer irresponsables sur le plan financier pour faire des gains politiques, et ils mettent notre avenir économique en grand danger. La solution? Il faut simplement cesser d'imprimer de l'argent, reprendre les choses en main et agir de façon financièrement responsable. Voilà ce que le pays mérite.

« Nous, le peuple » est une affirmation forte. N'est-ce pas? Lorsque le peuple se sent libre d'exploiter son potentiel, toute la société en profite, mais pour cela, le gouvernement doit s'enlever du chemin.

Mon travail de député m'a donné la possibilité extraordinaire de parler à de nombreux Canadiens du genre de Canada qu'ils désirent. J'ai entendu un nombre incalculable de témoignages de gens visionnaires qui veulent mettre des entreprises sur pied, inventer de nouvelles technologies, aider ceux qui souffrent et améliorer notre société dans des secteurs où nous avons failli. Toutes ces discussions et ces observations générales m'ont donné énormément d'espoir pour l'avenir de notre pays. La clé de notre réussite réside dans la capacité de laisser les Canadiens exploiter leur potentiel.

Les députés peuvent imaginer ce que ce serait si les tracasseries administratives et réglementaires étaient abolies et si les entrepreneurs avaient le loisir de prendre des risques, de faire des investissements, de prospérer et d'aider d'autres à prospérer. C'est le genre de Canada que nous voulons créer, non pas un Canada où le gouvernement verse des subventions gouvernementales et accroît les contrôles, mais un Canada où chacun peut tirer profit de ses talents et de ses capacités de prospérer.

Ce sont les Canadiens qui peuvent régler les problèmes et créer de la richesse, ce n'est pas le gouvernement. Peu importe les subventions consenties, nous n'avancerons pas. Un bon leader met les gens de l'avant. Malheureusement, ce n'est pas ce que le premier ministre a fait dans le discours du Trône. Ce n'est pas ce qu'il s'est efforcé de faire pour le bien-être de notre magnifique pays, et, pour cette raison, je ne peux pas appuyer le discours du Trône.

• (1330)

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, ma collègue nous a fait encore une fois la démonstration qu'elle était une parlementaire mesurée, comme elle l'avait fait lorsqu'elle parlait des artistes du Québec, mais c'est une autre question.

Les conservateurs utilisent souvent la marotte du plan. « On a un plan, il faut un plan. » Nous ne savons pas ce que c'est le plan, mais ils nous parlent du plan constamment. J'aimerais le voir.

Dans l'amendement du chef de l'opposition officielle, il y a un point qui demande de respecter les champs de compétence des provinces. Le chef de l'opposition officielle nous a dit cela et il a été très dur envers le gouvernement. Le seul moment où il a dit quelque chose de positif, c'était pour féliciter le gouvernement sur la création d'un ministère de la Santé mentale. Est-ce que c'est cela respecter les champs de compétence des provinces? Je me le demande.

J'aimerais que ma collègue me dise, dans sa grande sagesse, si la santé relève des provinces.

[Traduction]

Mme Rachael Thomas: Monsieur le Président, je serais très heureuse de répondre à toute question portant sur le sujet dont nous

L'Adresse

parlons, soit le discours du Trône. Toutefois, on vient juste de me poser une question qui n'y est pas liée, je ne vais donc pas répondre.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, ma collègue a beaucoup parlé de la nécessité que le gouvernement s'enlève du chemin. Parlons donc des frais imposés aux commerçants. Ceux dont les commerçants doivent s'acquitter au Canada sont parmi les plus élevés au monde. Au Royaume-Uni, ils s'élèvent à 0,3 %, en France, à 0,28 % et en Australie, à 0,5 %. Au Canada, nous avons un taux de 1,4 % pour les frais d'interchange.

Dans leur dernier budget, les libéraux ont dit qu'ils feraient quelque chose à ce sujet et plafonneraient les frais des commerçants, mais nous n'avons pas encore vu la moindre action de la coalition libérale-conservatrice. Ils protègent les grandes banques, les compagnies de cartes de crédit et les super riches.

Ma collègue convient-elle qu'il faut parfois que le gouvernement intervienne quand les petites entreprises se font flouer par les compagnies de cartes de crédit et les grandes banques?

Mme Rachael Thomas: Monsieur le Président, je crains que le député vienne de froisser les libéraux. Peut-être devrait-il s'excuser. Je ne suis pas certaine. Je vais laisser la présidence trancher la question.

Au bout du compte, le député demande si le gouvernement devrait intervenir davantage, en particulier en ce qui a trait aux frais imposés aux marchands.

Les gouvernements devraient avoir un rôle très limité dans l'évolution de notre société et du fonctionnement de notre pays. Son rôle devrait simplement consister à favoriser l'unité au pays, à assurer la sécurité aux frontières, à créer des conditions propices à la prospérité économique et à défendre nos intérêts sur la scène internationale. Si une mesure s'inscrit dans l'une de ces quatre catégories, prenons-la.

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, la députée a commencé son discours en parlant de la capacité de rêver des Canadiens, de leur capacité d'embrasser les nouvelles technologies et de saisir les occasions qui se présentent à eux. Pourtant, les conservateurs restent accrochés à l'époque révolue de l'extraction pétrolière. C'est tout ce qui leur importe. Ils ne parlent que de cela.

Si tel est le cas, pourquoi est-il si difficile pour la députée et le Parti conservateur de reconnaître qu'il existe un avenir après le pétrole et que nous devrions rechercher et saisir les occasions que cela représente?

Mme Rachael Thomas: Monsieur le Président, j'aimerais demander au député comment il s'est brossé les dents ce matin. J'espère au moins qu'il l'a fait. J'aimerais demander au député de quoi est fait son complet et si du pétrole est entré dans sa fabrication. J'aimerais lui demander si sa cravate, son épinglette, sa chemise, ses chaussures, son ordinateur ou même ses produits pour les cheveux contiennent du pétrole. J'aimerais demander au député de dire comment il est venu ici.

M. Mark Gerretsen: J'ai marché.

Mme Rachael Thomas: Vous avez marché à partir de votre circonscription? Ne mentez pas. Vous êtes tenu responsable de ce que vous dites ici.

L'Adresse

J'aimerais que le député me dise si nous devrions tout simplement éliminer entièrement le pétrole et le gaz. Souhaite-t-il s'asseoir nu dans une forêt? Évidemment, ce n'est pas ce que souhaite la grande majorité des Canadiens.

• (1335)

M. Rick Perkins (South Shore—St. Margarets, PCC) Monsieur le Président, alors que je me lève ici pour prononcer mon premier discours, comme tous les députés, j'éprouve un grand sentiment de responsabilité, d'honneur et d'engagement envers les résidents de ma collectivité qui m'ont chargé de les représenter.

Comme tous les députés, je suis ici en raison des efforts d'équipe déployés par la famille, les amis et les bénévoles qui croient en nous tous.

Dans mon cas, le parcours a été long. J'ai d'abord été adjoint ministériel dans les gouvernements Mulroney et Campbell pendant huit ans. J'en ai tellement appris auprès de ceux pour qui j'ai travaillé, du député Bill Attewell aux ministres Barbara McDougall et Peter McCreath. Je dois les remercier pour leur mentorat et leurs conseils.

Je suis également reconnaissant envers mon épouse, Wendy Waite, que j'ai rencontrée alors qu'elle travaillait pour Pat Carney et Kim Campbell. Le libre-échange nous a réunis. Je raconterai l'histoire aux députés à un autre moment. Elle a soutenu mon parcours d'une vie pour arriver jusqu'ici comme personne d'autre ne l'a fait.

Je suis reconnaissant envers mes parents, Rosemarie Borgald Perkins et William Perkins, qui m'ont fait voir les possibilités et m'ont appris qu'il fallait travailler fort pour les réaliser. La famille de ma mère est arrivée à Lunenburg il y a 277 ans, en 1753. Je fais partie de la huitième génération qui vit dans ma collectivité.

Je dois remercier deux autres personnes parmi les centaines de bénévoles. Il s'agit des responsables de ma campagne depuis sept ans dans la circonscription de South Shore—St. Margarets. Evelyn Snyder et Rick Muzyk m'accompagnent dans ce parcours depuis 2014. Tout a commencé lors de ma campagne d'investiture m'opposant à Richard Clark. Je ne pourrais pas être ici s'ils ne m'avaient pas soutenu et s'ils n'y avaient pas cru.

Mardi dernier, quand j'ai eu le grand privilège de me joindre à des députés de tous les partis pour aller écouter le discours du Trône, j'avais grand espoir que les questions qui préoccupaient ma collectivité seraient réglées. Je me tenais debout derrière notre Président pour écouter le discours et j'ai été terriblement déçu.

En écoutant les promesses non tenues reprises du programme libéral de 2015, je me suis rappelé l'une des citations les plus célèbres de Kim Campbell alors qu'elle parle d'un opposant politique. Elle a déclaré que le style « sans substance est une chose dangereuse. » Le style sans substance semble être le thème adopté par les rédacteurs de discours du Cabinet du premier ministre dans ce document. Je suis déçu parce que l'industrie la plus importante de ma province et de ma circonscription est la pêche. Le discours du Trône ne fait aucune mention de l'importance de la pêche. Pas un mot non plus sur l'industrie forestière ni sur le tourisme.

De Peggy's Cove à Chester, de Lunenburg à Liverpool, de New Ross à Mahone Bay, de l'île Cape Sable à Shag Harbour, la population espérait entendre parler de ses préoccupations dans le discours du Trône. Ces électeurs voulaient que le gouvernement s'engage à favoriser l'accès à la pêche commerciale pour les Premières Na-

tions et que cet accès soit accordé selon les mêmes règles et mesures d'application auxquelles tous les pêcheurs commerciaux étaient assujettis. Ce n'est pas un hasard si nous avons des saisons.

Mes concitoyens voulaient que le gouvernement s'engage à ce que toute politique publique sur la pêche de subsistance convenable soit conforme à l'arrêt Marshall rendu par la Cour suprême, et non sans en tenir compte comme ce fut le cas jusqu'à maintenant.

Quand j'ai parlé à Vincent Boutilier, Sandy Stoddard et Bobby Hynes, des pêcheurs de homard, ils m'ont dit ne pas être surpris par le discours du Trône. Ils ont ajouté qu'au cours des six dernières années, ils en sont venus à ne s'attendre à rien d'autre qu'à un alourdissement de la bureaucratie de la part du gouvernement libéral et à d'autres initiatives visant à rendre la vie des personnes qui tirent leur subsistance de la mer plus difficile. Ils ont dit que les attaques du gouvernement contre les pêches — qu'on parle de la réduction des quotas appuyée par des recherches douteuses, de l'alourdissement de la réglementation ou de la menace d'aires marines protégées ciblées visant à faire disparaître l'industrie — étaient des moyens insidieux que les libéraux utilisaient pour réduire la pêche commerciale, en invoquant la conservation.

Les personnes qui tirent leur subsistance de la mer voulaient que les libéraux reconnaissent la nécessité d'une politique sur la prédation, une politique sur les espèces envahissantes. Il y a une croissance explosive des phoques et des lions de mer, ce qui a des effets dévastateurs sur les espèces de poissons de l'Atlantique et du Pacifique. Le gouvernement se dit préoccupé par la biodiversité de nos océans, mais il n'a aucune politique et ne déploie aucun effort pour que nos océans retrouvent leur équilibre.

• (1340)

Les communautés de pêcheurs attendaient que le gouvernement reconnaisse avoir commis une grave erreur en récupérant la prestation liée à la COVID-19 que les pêcheurs ont reçue.

Lors du lancement de cette prestation pendant la pandémie de COVID, le gouvernement a déclaré: « Nos pêcheries fonctionnent selon une structure unique et ont été confrontées à des défis bien distincts tout au long de cette pandémie. » Les libéraux se sont vantés des efforts qu'ils ont déployés dans l'intérêt des pêcheurs, mais maintenant, ils se trompent et s'en prennent aux hommes et aux femmes à l'arrière du bateau.

Je vais m'expliquer. Presque tous les pêcheurs ne reçoivent pas un salaire normal, mais plutôt une part des profits tirés des captures. Il en est ainsi depuis l'époque de la chasse commerciale à la baleine. Je sais que tous les députés ont probablement lu le livre *Moby Dick*. Dans ce classique, le narrateur, Ishmael, explique ce qui suit: « Je savais déjà que pour les campagnes de pêche à la baleine, on ne paie pas de gages francs, mais que tout l'équipage d'un navire, capitaine compris, reçoit des parts proportionnées. »

Le vice-président: À l'ordre, s'il vous plaît. Je comprends qu'il est difficile de citer sans utiliser d'accessoires. J'aimerais toutefois que le député m'avertisse.

Le député de South Shore—St. Margarets a la parole.

M. Rick Perkins: Monsieur le Président, cette tradition a été intégrée au processus de demande de prestation pour les pêcheurs, reconnaissant que les prestations COVID pour les salariés traditionnels ne fonctionnaient pas pour les pêcheurs. La demande présentée par le gouvernement faisait état de cinq situations donnant droit aux prestations. Elle reconnaissait les siècles de structure des salaires pour les pêcheurs. La demande du MPO mentionnait que l'un des types de rémunérations admissibles était « les pêcheurs à la part... qui sont membres d'équipage touchant une part des revenus », ce qui est juste. Pourquoi donc le gouvernement leur retire-t-il cette somme? L'approche libérale consiste toujours à leurrer les gens.

Le gouvernement fédéral exige que 4 193 pêcheurs canadiens remboursent 25,8 millions de dollars d'aide liée à la COVID. Plus de la moitié des pêcheurs qui ont reçu des lettres concernant les trop-payés sont en Nouvelle-Écosse.

Travis Nickerson, de Clark's Harbour, dans ma circonscription, a reçu une lettre concernant le trop-payé. Il a qualifié la situation de gâchis. Il a déclaré: « Ils m'ont donné de l'argent quand j'en avais vraiment besoin, et maintenant ils veulent le récupérer. » Travis Nickerson reçoit une part des profits tirés des captures. Il a vu ses revenus chuter dans la première moitié de l'année 2020, lorsque la COVID-19 a anéanti la demande de homard dans le monde.

Les profits tirés des captures sont évidents, et des relevés d'emploi sont émis à tous les pêcheurs. C'est facile à voir, mais les ministères ne semblent pas s'entendre. Il est temps que la ministre des Pêches prenne ses responsabilités et fasse son travail pour tous les pêcheurs.

Je ne cesserai pas de défendre nos pêcheurs, nos travailleurs forestiers et agricoles ainsi que nos entreprises touristiques. Tous sont ignorés et lésés par le gouvernement. Lorsque le chapitre du gouvernement sera écrit dans les livres d'histoire, il sera bien mince en réalisations. Le titre sera sans doute tiré de cette excellente citation de Kim Campbell: « Le style sans substance ».

Comme mon ami Peter MacKay l'a dit un jour, il faudra plus que des belles chaussettes et des boucles frisées pour diriger un gouvernement qui se soucie des travailleurs canadiens dans notre industrie des ressources.

Cette guerre contre les industries des ressources doit cesser. Il est temps que le gouvernement reconnaisse que les programmes sociaux que nous aimons, les emplois dans les tours de bureaux de Toronto et l'avantage concurrentiel que nous avons en tant que pays sont tous le résultat de nos ressources. Leur destruction met en danger tout ce que nous chérissons.

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, les députés conservateurs n'ont pas tous le même point de vue au sujet de la PCU. Certains conservateurs critiquent le gouvernement pour ces prestations, alors que d'autres conservateurs parleront de leur importance.

Quelle est la position du caucus conservateur en ce qui concerne le projet de loi C-2, qui continue d'appuyer les travailleurs et les entreprises dans différentes situations? Le député appuie-t-il le principe du projet de loi C-2? À ce sujet, pourrait-il aussi nous dire si Revenu Canada devrait récupérer les sommes versées lorsque des erreurs sont commises?

• (1345)

M. Rick Perkins: Monsieur le Président, c'est drôle qu'un député libéral pose une question sur la cohérence puisque les libéraux

L'Adresse

ont promis des places en garderie pendant six campagnes électorales consécutives et nous attendons encore.

En ce qui concerne la PCU et la prestation destinée aux pêcheurs, le député ne sait et ne comprend probablement pas, puisqu'il vient d'une circonscription de Winnipeg-Nord où il n'y a pas de pêche — quoique je n'en suis pas certain —, que 99 % des pêcheurs sont payés en fonction d'un pourcentage des captures depuis des centaines d'années. C'est pourquoi ils n'étaient pas admissibles à la PCU. La PCU s'adressait aux employés qui touchaient un salaire normal. Les pêcheurs sont payés comme des vendeurs à commission lorsqu'ils sont à l'arrière du bateau.

Un programme spécial, que nous avons appuyé, a été conçu. Ce programme était bien conçu et bien appliqué. Le problème, c'est qu'il a été conçu par le ministère des Pêches et des Océans, mais Revenu Canada ne comprend pas comment les pêcheurs sont payés. Il se contente d'examiner le T4, de cocher que ce sont des employés et qu'il veut récupérer son argent. Les deux ministères ne se parlent pas. Tout ce qu'ils doivent faire est de consulter les revenus d'une semaine à l'autre sur le relevé d'emploi. C'est une solution simple, mais trop complexe pour le gouvernement libéral.

M. Don Davies (Vancouver Kingsway, NPD): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter mon honorable collègue pour sa victoire et lui souhaiter la bienvenue à la Chambre.

Il y a environ un an, des experts de la santé de partout dans le monde nous ont avertis que si nous ne vaccinons pas le monde entier, nous risquons que le virus mute et qu'il présente peut-être une résistance au vaccin, ce qui s'avérerait très problématique. Voilà que cette situation commence à se matérialiser alors que l'Afrique du Sud et l'Inde se sont adressées à l'OMC pour demander une exemption des dispositions relatives à la propriété intellectuelle afin de permettre aux pays de produire le vaccin partout dans le monde. Je sais que le Parti libéral s'est opposé à cette mesure. Je n'ai pas entendu la position du Parti conservateur à cet égard.

Mon collègue pourrait-il nous dire s'il appuie le NPD, qui réclame l'exemption de l'OMC de la réglementation sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, ou ADPIC?

M. Rick Perkins: Monsieur le Président, si je ne m'abuse, il n'a pas été question des droits de propriété intellectuelle dans le discours du Trône. Le gouvernement libéral fait donc fi, une fois de plus, des préoccupations de beaucoup de gens. C'est évidemment fantastique que des gens et des entreprises du monde entier aient uni leurs forces afin de développer rapidement un vaccin qui nous permettrait de freiner la propagation de la COVID. Tout cela a été possible grâce au travail acharné des entreprises internationales qui ont produit un vaccin à une vitesse record, une réussite dont nous devrions tous être reconnaissants.

[Français]

M. Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, je félicite mon honorable collègue pour son élection et je le remercie de son discours.

Dans le discours du Trône, la place du pétrole semble litigieuse ou problématique pour nos amis conservateurs. Il y a quelques minutes, la députée conservatrice de Lethbridge a fait un commentaire qui m'a laissé un peu perplexe, qui me remplit même d'inquiétudes concernant mon avenir. Elle a dit qu'un avenir sans pétrole voulait dire retourner vivre tout nu dans la forêt.

L'Adresse

Mon honorable collègue considère-t-il que l'avenir sans pétrole signifie de retourner vivre tout nu dans la forêt?

[Traduction]

M. Rick Perkins: Monsieur le Président, cette question m'a semblé à la fois préoccupante et éclairante. Personne ne souhaite voir le député de Kingston et les Îles, y compris lui-même, vivre nu dans la forêt.

Mme Lena Metlege Diab (Halifax-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Parkdale—High Park. J'aimerais souligner que je prends la parole sur le territoire non cédé du peuple algonquin anishinabe.

[Français]

Puisque c'est la première vraie occasion que j'ai de prendre la parole, j'estime important de commencer par adresser certains remerciements.

• (1350)

[Traduction]

Je remercie du fond du cœur les électeurs d'Halifax-Ouest de m'avoir accordé leur confiance. Ils savent que je m'efforcerai chaque jour d'améliorer leur qualité de vie et de léguer à la prochaine génération un Canada meilleur.

Je tiens à remercier spécialement ma famille, surtout ma mère, Houda; mes enfants, soit mon fils Antonios, qui a géré ma campagne électorale, et mes filles Stephanie, Monica et Marena; tous les bénévoles et les amis qui ont travaillé fort pour que je sois ici aujourd'hui; et mon père, Stephen, qui nous regarde de là-haut avec un large sourire et une larme au coin de l'œil. Je verrai à ce qu'il soit fier de moi.

[Français]

Il est difficile de trouver les mots pour décrire à quel point je suis profondément fière de me lever aujourd'hui pour la première fois comme députée d'Halifax-Ouest.

[Traduction]

Aujourd'hui, c'est avec beaucoup d'humilité que je prends la parole devant mes collègues députés à titre de première femme représentant ma collectivité à la Chambre des communes. La plupart des députés connaissent bien mon prédécesseur, l'honorable Geoff Regan, qui a déjà été Président de la Chambre, et j'espère poursuivre son excellent travail de collaboration et de sensibilisation.

Tous les députés connaissent le sentiment que j'éprouve. Il s'agit d'un mélange de fierté, d'enthousiasme et de passion pour notre région et notre pays. C'est un sentiment difficile à décrire, mais nous savons qu'il nous poussera à tout faire pour changer les choses dans la vie des gens qui nous ont élus.

[Français]

J'aimerais prendre cette occasion pour me présenter à mes nouveaux collègues et parler de ma circonscription.

[Traduction]

Ma circonscription, Halifax-Ouest, est la circonscription la plus diversifiée et multiculturelle à l'est de Montréal.

[Français]

J'aimerais aussi faire quelques réflexions au sujet du discours du Trône.

[Traduction]

Je m'appelle Lena Metlege Diab. Je suis fière d'être Néo-Écosaise d'origine libanaise. J'ai quatre enfants et quatre petits-enfants. Je possède une petite entreprise, je suis avocate et je fais du bénévolat dans ma collectivité. S'il est vrai que je suis nouvelle à la Chambre, la vie politique n'est pas une nouveauté pour moi.

Avant d'être élue ici, j'ai rempli deux mandats à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse, en votre compagnie d'ailleurs, monsieur le Président, lorsque vous y étiez. J'ai également été ministre provinciale de la Justice, de la Sécurité publique, de l'Immigration et de la Croissance démographique, du Travail et de l'Éducation postsecondaire, ainsi que des Affaires acadiennes et de la Francophonie. En 2013, j'ai été la première femme à être nommée procureure générale de la province.

Dans mes fonctions précédentes, j'ai travaillé avec acharnement pour faire avancer la cause de l'équité, relever les défis économiques et démographiques de la Nouvelle-Écosse, et soutenir les entreprises et les travailleurs. C'est pourquoi j'ai été si encouragée en voyant les thèmes et les priorités énoncés dans le discours du Trône de cette année. Ce qui m'a paru clair, c'est que le gouvernement comprend le type d'action que cette période exige. Plus que jamais, les Canadiens ont besoin d'un gouvernement actif, d'un gouvernement qui prend les rênes et qui trace la voie.

C'est la vision que je vois dans le discours du Trône de cette année, une vision audacieuse, tournée vers l'avenir et intentionnelle. Elle reconnaît le fait que nos plus grands problèmes ne se résoudront pas d'eux-mêmes, notamment l'urgence climatique, la pénurie de logements, les inégalités dont sont victimes de nombreux membres de nos collectivités, et les défis que représente la reconstitution de notre main-d'œuvre et de nos industries après un choc économique unique. Nous devons agir intentionnellement, conjointement et urgemment pour résoudre tous ces problèmes, et nous devons soutenir ces actions par des investissements réels et des changements politiques significatifs.

[Français]

Je reviens sur la diversité incroyable dans ma circonscription. En frappant aux portes à Halifax-Ouest, j'ai rencontré des gens de partout dans le monde. Plusieurs ne sont pas encore citoyens, mais leurs histoires sont touchantes et inspirantes pour moi. J'ai moi-même vécu la vie d'immigrante quand je suis venue au Canada à l'âge de 11 ans. Ce qui m'a le plus touchée, c'est leur grand espoir et leur fierté immense d'être ici et de bientôt se joindre à notre communauté et à notre famille canadienne.

[Traduction]

Je me souviens de l'époque où j'étais une jeune fille à l'école secondaire St. Agnes à Halifax, où je découvrais à peine ma ville. À l'époque, je m'efforçais encore d'apprendre l'anglais, et je ne comprenais pas vraiment ce que les autres enfants disaient de moi. Je savais qu'ils regardaient mon apparence, la façon dont je me coiffais, et je pouvais sentir qu'ils considéraient que j'étais différente d'eux.

Toutefois, après avoir été ministre de l'Immigration de la Nouvelle-Écosse pendant huit ans, je sais qu'aujourd'hui, le cœur des Néo-Écossais est plus ouvert que jamais. C'est pourquoi je suis si encouragée par le fait que le discours du Trône mentionne l'augmentation de l'immigration, la réduction des temps d'attente pour la réunification et le maintien de l'engagement à réinstaller les personnes déplacées de leur foyer. Ma collectivité me rappelle quotidiennement que notre diversité fait notre force.

[Français]

Je ne veux pas dire que nous n'avons aucun défi à relever, car c'est loin d'être le cas.

• (1355)

[Traduction]

Il y a bien des formes de haine et de discrimination dans nos collectivités et, pour vraiment y remédier, il faut des mesures soutenues et vigilantes émanant de tous les ordres de gouvernement, de même que la collaboration de tous les députés. C'est une question sur laquelle je m'engage à travailler pendant mon mandat et je constate qu'elle figure dans le discours du Trône. Pour enrayer le racisme dans nos collectivités, il faut une initiative renouvelée et active. Ma mission à la Chambre est essentiellement de faire tout en mon pouvoir pour que ma collectivité et mon pays soient accueillants pour toute personne et famille, peu importe d'où elles viennent.

En Nouvelle-Écosse, nous comptons les jours avant de franchir le seuil du million de résidents. Je ne pourrais être plus fière du travail qui a été accompli, puisque j'étais en première ligne. Il est évident dans le discours du Trône que le gouvernement comprend à quel point l'immigration est essentielle au renforcement de notre économie, de notre main-d'œuvre, de nos collectivités et de nos services publics en Nouvelle-Écosse et partout ailleurs au pays.

[Français]

Dans le même temps, nous devons agir intentionnellement pour assurer que l'économie que nous construisons après cette pandémie inclura tout le monde. Il m'est inconcevable que nous permettions à la pandémie de faire reculer la place des femmes et des communautés sous-représentées dans la main-d'œuvre.

[Traduction]

Je constate l'engagement du gouvernement à instaurer un système national et abordable de garderies et à investir dans l'épanouissement des Noirs, des personnes racisées et des peuples autochtones.

Ces priorités et cette visée sont encourageantes. Elles le sont parce que je suis venue ici pour transformer la vie des Canadiens, et je suis heureuse qu'on porte attention à ces questions urgentes, que j'ai entendues dans mon porte-à-porte.

[Français]

Je suis prête pour le travail qui nous attend, travail que je vais faire dans mes trois langues. En effet, je juge important d'apporter mon amour durable de la langue française à la Chambre chaque jour où j'aurai le privilège de siéger ici.

[Traduction]

Je suis fière de prendre la parole à la Chambre dans la belle langue arabe et je ferai tout en mon pouvoir pour représenter les nombreux résidents de Halifax-Ouest qui la parlent eux aussi.

L'Adresse

[La députée s'exprime en arabe.]

[Français]

Pour conclure, j'invite mes collègues à travailler avec un engagement renouvelé pour répondre aux besoins des Canadiens et pour concrétiser la promesse de rebâtir en mieux.

* * *

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je propose:

Que, nonobstant tout article du Règlement, ordre spécial ou usage habituel de la Chambre:

a) après les questions orales plus tard aujourd'hui, la Chambre procède à un vote par appel nominal sur la motion portant deuxième lecture du projet de loi C-2, Loi visant à fournir un soutien supplémentaire en réponse à la COVID-19;

b) le Comité permanent des finances soit composé des députés inscrits sur une liste que le whip de chaque parti reconnu déposera auprès du greffier de la Chambre au plus tard 24 heures après l'adoption de cet ordre et le greffier de la Chambre convoque une réunion dudit Comité au plus tard le lundi 6 décembre 2021;

c) le Comité permanent des finances soit composé de six membres du Parti libéral, quatre membres du Parti conservateur, un membre du Bloc québécois et un membre du Nouveau Parti démocratique;

d) advenant que le projet de loi C-2 soit lu une deuxième fois et renvoyé au Comité permanent des finances, la vice-première ministre et ministre des Finances soit invitée à témoigner devant le Comité dans le cadre de son étude du projet de loi et qu'elle réponde à des questions pour au moins deux heures après sa déclaration préliminaire;

e) le Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre soit constitué afin de dresser et présenter une liste de députés qui doivent faire partie des comités permanents et mixtes permanents de la Chambre, et que ce Comité soit composé de Bardish Chagger, Ryan Turnbull, Mark Gerretsen, Sherry Romano, Ruby Sahota, Greg Fergus, Michael Barrett, Blaine Calkins, Eric Duncan, Brad Vis, Alain Therrien et Rachel Blaney;

f) le greffier de la Chambre convoque une réunion du Comité permanent de la procédure et des affaires de la Chambre le vendredi 3 décembre 2021 à 12 h 30;

g) le rapport indiqué au paragraphe e) soit réputé adopté au moment de sa présentation;

h) le greffier de la Chambre convoque une réunion de chaque comité permanent au plus tard le vendredi 17 décembre 2021;

i) pour la durée de la 44^e législature,

(i) l'article 104(1) du Règlement soit modifié, par substitution, aux mots « 10 députés », des mots « 12 députés »;

(ii) l'article 104(2) du Règlement soit modifié par substitution aux mots « 10 députés », de ce qui suit: « 12 députés, sauf le Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique, le Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires, le Comité permanent des comptes publics et le Comité permanent de la condition féminine qui sont composés de 11 députés »;

(iii) l'article 106(4) du Règlement soit modifié par adjonction, après les mots « quatre membres dudit comité », des mots « qui représentent au moins deux partis politiques différents »;

(iv) les articles 104(5), 104(6)b), 114(2)e) et 114(2)f) du Règlement soient suspendus;

(v) l'article 108(1)c) du Règlement soit modifié par adjonction, après le mot « sous-comités », des mots « , composés de députés de tous les partis reconnus, »;

Déclarations de députés

j) le greffier de la Chambre soit autorisé à apporter les remaniements de textes et modifications corrélatives nécessaires au Règlement, y compris aux notes marginales.

• (1400)

Le Président: Que tous ceux qui s'opposent à ce que le leader du gouvernement à la Chambre propose la motion veuillent bien dire non. Comme il n'y a pas de voix dissidentes, le consentement est accordé.

La Chambre a entendu la motion. Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non. Comme il n'y a pas de voix dissidentes, je déclare la motion adoptée.

(La motion est adoptée.)

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LE BÉNÉVOLAT

M. Jaime Battiste (Sydney—Victoria, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord remercier les bonnes gens de Sydney—Victoria de m'avoir réélu comme député.

Les Cap-Bretonnais sont connus pour leur générosité et leur esprit communautaire. Aujourd'hui, j'aimerais rendre hommage à Alyssa Rose, une jeune femme remarquable qui a été élue citoyenne de l'année 2021 du Cap-Breton.

Il y a plusieurs années, Alyssa était une patiente au IWK Health Centre, l'un des plus importants centres de santé spécialisés pour les jeunes, les femmes et les familles des Maritimes. Elle y avait subi une intervention sérieuse destinée à la libérer d'une tumeur au cerveau.

Le travail des médecins de l'hôpital l'a à ce point touchée qu'Alyssa s'est sentie dans l'obligation de trouver un moyen de leur donner quelque chose en retour. Au cours des trois dernières années, elle a recueilli plus de 33 000 \$ pour le IWK Health Centre. Son sens de l'altruisme, de la charité et du service communautaire sont exactement les qualités que les habitants du Cap-Breton ont choisi d'honorer lorsqu'ils l'ont élue citoyenne de l'année.

Félicitations à Alyssa.

* * *

• (1405)

L'AGRICULTURE

M. Earl Dreeshen (Red Deer—Mountain View, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de revenir à la Chambre en tant que député de Red Deer—Mountain View. Je suis très reconnaissant à ma famille, à mes amis et aux bénévoles qui m'ont appuyé. C'est bien sûr avec beaucoup de fierté que je prends la parole à la Chambre au nom de tous les habitants de ma circonscription.

Le mois dernier, notre collectivité a tenu deux événements incroyables au parc Westerner de Red Deer. L'exposition agricole Agri-trade est l'un des grands événements agricoles du Canada. Cette exposition est une vitrine sur les meilleurs équipements, technologies et services, et elle met en valeur toute l'ingéniosité des agriculteurs. Nous avons aussi accueilli la 47^e édition des Finales canadiennes de rodéo, qui font non seulement partie de notre patri-

moine dans l'Ouest, mais soulignent aussi la contribution essentielle des sports et de l'agriculture à notre économie croissante.

L'agriculture est également la pierre angulaire de l'économie canadienne. Les événements comme ceux-ci favorisent les liens qui nous unissent à l'héritage des agriculteurs albertains, qui nous permettent de manger et qui sauvegardent l'environnement. Je suis tellement fier d'appartenir à une collectivité qui est un chef de file mondial dans la sécurité alimentaire et l'innovation.

* * *

LE SAUVETAGE À LA MINE TOTTEN

Mme Viviane Lapointe (Sudbury, Lib.): Monsieur le Président, récemment, dans ma circonscription, Sudbury, 39 mineurs se trouvaient sous terre à la mine Totten, à Vale, quand un accident a endommagé l'ascenseur.

[Français]

Les mineurs travaillaient à un niveau de plus de 1 200 mètres sous terre. Un plan a été mis en place pour ramener tous les mineurs à la surface.

[Traduction]

Il a fallu trois jours pour que les 39 mineurs grimpent à la surface sans se blesser et soient hors de danger. Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont participé au sauvetage des mineurs: les 56 membres de l'équipe de sauvetage minier de Vale, la Ville de Vale, le programme de gestion du stress dû à un incident critique de Vale, la section locale 6500 du Syndicat des Métallos, l'équipe de sauvetage minier de l'Ontario, le ministère du Travail de l'Ontario, le personnel de NEOMO et les Services de gestion des urgences de Sudbury.

[Français]

Je tiens également à saluer les 39 travailleurs ainsi que leurs familles qui sont restés calmes dans une situation pénible.

[Traduction]

Rien n'est plus important pour les travailleurs que d'effectuer leur journée de travail en toute sécurité et de retourner à la maison rejoindre leur famille.

* * *

[Français]

LA GUIGNOLÉE DES MÉDIAS

Mme Sylvie Bérubé (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, BQ): Monsieur le Président, c'est aujourd'hui que se déploie, dans la plupart des régions du Québec, La guignolée des médias qui recueille des dons pour venir en aide aux personnes et aux familles moins bien nanties à l'approche de la période des Fêtes. Chaque année depuis 22 ans, sauf l'année dernière, les différents médias sollicitent les passants aux abords des rues dans une atmosphère festive, cultivant la générosité des Québécois et des Québécoises qui donnent chaleureusement argent et denrées non périssables. De nombreux marchands mettent la main à la pâte et collectent des dons en denrées alimentaires, pendant que les dons en argent sont aussi recueillis en ligne à guignolée.ca.

Plus d'une centaine d'organismes communautaires redistribueront ensuite aux personnes et aux familles les fruits de la solidarité du Québec. Cette année, plus que jamais, avec la pandémie, le coût de la vie et de la facture d'épicerie ne cesse d'augmenter, et l'insécurité alimentaire touche plusieurs milliers de personnes au Québec.

Le Bloc encourage donc les Québécois à donner à la hauteur de leurs moyens, pour que tous puissent célébrer dignement durant les Fêtes.

* * *

CHÂTEAUGUAY—LACOLLE

Mme Brenda Shanahan (Châteauguay—Lacolle, Lib.): Monsieur le Président, personne à la Chambre ne sera étonné que je désire remercier du fond de mon cœur les citoyennes et les citoyens de Châteauguay—Lacolle d'avoir renouvelé leur confiance en moi, en notre gouvernement libéral et en notre premier ministre, le très honorable député de Papineau.

[Traduction]

Effectivement, personne à la Chambre ne sera surpris de savoir à quel point je suis fière d'avoir été témoin de la façon dont fonctionnent les freins et les contrepoids de notre système démocratique. Oui, chaque vote compte.

[Français]

Maintenant que les élections sont terminées, je répète ce que j'ai dit aux gens dans ma circonscription, peu importe la couleur partisane: je suis la députée de tout le monde dans la circonscription de Châteauguay—Lacolle.

J'espère qu'avec l'appui des collègues des deux côtés de la Chambre, bientôt, notre circonscription sera renommée Châteauguay—Les Jardins-de-Napierville.

* * *

[Traduction]

L'INDUSTRIE ÉNERGÉTIQUE À FAIBLES ÉMISSIONS DE CARBONE

M. Glen Motz (Medicine Hat—Cardston—Warner, PCC): Monsieur le Président, aujourd'hui, je tiens à parler du projet Clear Horizon, un projet d'infrastructures à grande échelle de captage, d'utilisation et de stockage de carbone dirigé par la Ville de Medicine Hat qui jouit d'un appui solide des sociétés Methanex et CF Industries. On prévoit que ce projet permettra de capter environ 3 millions de tonnes de CO₂ par année et qu'il pourra notamment produire de l'hydrogène.

Le projet Clear Horizon est la plus importante occasion d'encourager le maintien et l'expansion des entreprises dans le Sud-Est de l'Alberta. Methanex et CF Industries sont deux des plus importants employeurs et contribuables de la région, mais la flambée des prix du carbone rendra les activités actuelles non rentables. La capture du carbone est une industrie en plein essor qui nécessite un appui considérable du gouvernement. Le projet Clear Horizon représente l'avenir de l'industrie énergétique à faibles émissions de carbone du Canada.

Je demande au ministre des Ressources naturelles et au ministre de l'Environnement et du Changement climatique de se joindre à moi pour réclamer l'approbation de ce projet respectueux de l'environnement ainsi que l'appui inconditionnel du gouvernement.

Déclarations de députés

• (1410)

Le Président: À l'ordre.

Je rappelle seulement aux députés que c'est la période des déclarations de députés. Il est très important de les écouter pour savoir ce qui se passe dans les différentes circonscriptions.

Le député de Cape Breton—Canso a la parole.

* * *

L'ÉQUIPE DE SOCCER CHAMPIONNE DE SPORT UNIVERSITAIRE DE L'ATLANTIQUE

M. Mike Kelloway (Cape Breton—Canso, Lib.): Monsieur le Président, il y a environ un mois, j'ai assisté au championnat de soccer de Sport universitaire de l'Atlantique, qui avait lieu à l'Université du Cap-Breton. Pour ma première intervention au cours de la présente session, j'ai la grande fierté de féliciter l'équipe masculine de soccer de l'Université du Cap-Breton d'avoir remporté pour la cinquième année consécutive le championnat de SUA. Sa victoire lui permet ainsi d'établir une dynastie sportive dans la région de l'Atlantique.

Il y a deux semaines, la même équipe était ici, à Ottawa, lorsqu'elle a remporté la médaille de bronze en demi-finale nationale après une fin de semaine enlevante. Après près de 18 mois d'inactivité, les Capers ont connu une saison on ne peut plus impressionnante. Grâce à leur détermination, à leur volonté et à leur passion pour ce sport, ils ont encore une fois fait la fierté des étudiants, des anciens et de tous les gens de la région.

En pensant déjà à ce qu'ils pourront accomplir l'an prochain, je ne peux m'empêcher de m'écrier: « Allez, les Capers! »

* * *

LE BÉNÉVOLAT

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour saluer des gens formidables de ma circonscription, Kingston et les Îles, qui étudient à l'Université Queen's.

La semaine dernière, le conseil de direction des athlètes universitaires de l'Université Queen's a organisé une collecte d'aliments pour soutenir l'organisme Martha's Table, un organisme sans but lucratif local qui offre gratuitement des repas nourrissants et des produits d'hygiène personnelle à des résidents de Kingston. Cette initiative était menée par les coprésidents du conseil, Sydney Hutchinson, membre de l'équipe féminine de water-polo, et Colton Celetano, membre de l'équipe masculine de crosse.

Au total, 21 équipes sportives universitaires ont préparé 60 paquets d'aliments et de produits d'hygiène comprenant 21 articles pour subvenir aux besoins d'une famille de quatre personnes. Je sais que de nombreux étudiants de l'Université Queen's comme Sydney et Colton travaillent tous les jours pour aider notre collectivité et la rendre encore meilleure. Ils le font discrètement sans s'attendre à une reconnaissance ou à une récompense, simplement parce que c'est la bonne chose à faire et parce qu'ils veulent aider les autres.

Je remercie Sydney, Colton et tous les athlètes universitaires qui ont participé à cette initiative de l'aide qu'ils ont apportée à leur collectivité.

*Déclarations de députés***SIMCOE—GREY**

M. Terry Dowdall (Simcoe—Grey, PCC): Monsieur le Président, aujourd'hui, je prends la parole pour la première fois depuis le début de cette 44^e législature.

Je tiens à remercier les bonnes gens de Simcoe—Grey de m'avoir encore une fois envoyé ici, à Ottawa, pour parler en leur nom. Je tiens également à remercier ma femme, Colleen, mes deux filles, Lexi et Sarah, mon association de circonscription et les nombreux bénévoles qui m'ont aidé à reprendre ma place dans cet endroit particulier qu'est la Chambre des communes.

Au cours de la dernière législature, mes concitoyens m'ont beaucoup parlé de la nécessité des services Internet haute vitesse, ainsi que du besoin d'accorder un soutien accru aux personnes âgées et de mieux épauler les petites entreprises. Ces priorités demeurent les plus importantes, mais les problèmes dont j'entends parler aujourd'hui comme jamais auparavant sont les niveaux d'endettement records constatés au Canada et l'augmentation générale du coût de la vie. Mes concitoyens s'inquiètent du prix des produits alimentaires, des coûts de chauffage et de ce que leur coûtera leur hypothèque si les taux d'intérêt augmentent dans le contexte actuel.

Le gouvernement libéral nous a mis dans cette situation et, comme beaucoup de Canadiens, je veux voir un vrai plan qui nous permettra d'en sortir: un plan conservateur.

* * *

MARKHAM—UNIONVILLE

M. Paul Chiang (Markham—Unionville, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi d'intervenir pour la première fois à la Chambre des communes et je le fais avec beaucoup d'humilité à titre de nouveau député de Markham—Unionville.

Je profite de l'occasion pour remercier les électeurs de ma circonscription de m'avoir accordé leur confiance et leur appui. En tant qu'ancien policier à la retraite, je ne prendrai pas à la légère le privilège que j'ai de les représenter.

Du même souffle, je salue et je remercie également les gens qui m'ont appuyé et qui m'ont aidé à être élu. Les membres dévoués de mon équipe de campagne ont fait du porte-à-porte, et les conversations qu'ils ont eues ont permis d'amplifier la voix des Canadiens et de faire avancer notre mouvement.

Mon épouse Monica, ma campagne depuis 40 ans, mes trois enfants adultes et leurs conjoints et mes six petits-enfants sont toujours restés à mes côtés et m'ont appuyé dans toutes mes entreprises. Je ne saurai jamais les remercier assez et j'avoue que sans eux, je ne serai pas arrivé où j'en suis maintenant.

Aujourd'hui, je promets aux gens de Markham—Unionville que je travaillerai sans relâche pour les représenter tous sans exception et sans égard à leur race, origine ethnique, genre ou orientation. Je lutterai pour assurer la sécurité, la santé et l'inclusivité de nos collectivités pour l'ensemble des Canadiens.

Enfin, je félicite les députés qui ont été réélus ainsi que les nouveaux venus à la Chambre, et j'espère collaborer avec tous.

• (1415)

LA SAISON DE LA PÊCHE AU HOMARD

M. Chris d'Entremont (Nova-Ouest, PCC): Monsieur le Président, hier matin, après deux jours de retard, les pêcheurs dans les zones de pêche du homard 33 et 34 ont lancé leur saison de pêche. De génération en génération, être pêcheur n'est pas un simple emploi pour eux. C'est une passion et une raison de vivre, et ils en sont très fiers.

Aujourd'hui, c'est avec la même fierté que je leur fais part de ma profonde admiration et de mon respect pour ce qu'ils font, et je leur souhaite une excellente saison. Surtout, je leur demande d'être prudents sur l'eau et de ne pas oublier tous les pêcheurs que nous avons malheureusement perdus au fil des ans.

Je tiens aussi à profiter de l'occasion pour souhaiter au nom de ma famille et de mon personnel un très joyeux Noël à mes concitoyens de Nova-Ouest ainsi qu'à mes collègues à la Chambre. Je souhaite à tout le monde des rassemblements joyeux et demande à tous d'être prudents lors de leurs déplacements.

[Français]

À tous mes concitoyens de West Nova et à mes collègues de la Chambre, je souhaite un joyeux Noël en famille et entre amis.

Que le bonheur et la santé les accompagnent et, surtout, qu'ils soient prudents afin d'entreprendre une nouvelle année du bon pied.

* * *

[Traduction]

PORTAGE—LISGAR

L'hon. Candice Bergen (Portage—Lisgar, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole à la Chambre aujourd'hui en cette 44^e législature pour remercier les gens de Portage-Lisgar de m'avoir élue députée pour la cinquième fois. Ils m'ont accordé leur confiance et je leur en suis très reconnaissante.

Ma circonscription a traversé une période difficile. Certains habitants de la circonscription craignent le vaccin et se méfient du gouvernement, mais beaucoup plus nombreux sont ceux qui font confiance aux conseils de leurs médecins et des experts. Cette question a été un sujet de discorde pendant les élections et l'est toujours.

C'est pourquoi je réitère aujourd'hui, en cette Chambre, mon engagement à faire tout mon possible, en tant que députée, pour être une leader rassembleuse, pour tendre l'oreille, pour faire preuve de gentillesse et de respect, et pour incarner les valeurs chrétiennes que l'on m'a inculquées dans mon enfance dans le Sud du Manitoba.

Les gens de ma région, et les mennonites en particulier, sont reconnus pour leur générosité et pour l'amour qu'ils portent à leur prochain. Ces valeurs n'ont pas changé. Je n'ai pas la solution à tous ces défis, mais je sais une chose: aucune pandémie n'empêchera les gens de ma région du Sud du Manitoba d'accomplir la destinée qui leur a été léguée. Pour reprendre les mots de Paul l'apôtre, quand tout le reste s'efface, quand tout le reste échoue, l'amour ne périt jamais.

LES THÉRAPIES DE CONVERSION

M. Blake Desjarlais (Edmonton Griesbach, NPD):

Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour souligner l'événement historique qui s'est produit à la Chambre hier. En tant que personne bispirituelle nouvellement élue à la Chambre des communes, j'ai été rempli d'espoir quand j'ai vu les députés oublier leurs différences partisans pour adopter une mesure législative interdisant les thérapies de conversion, mesure qu'on attend déjà depuis trop longtemps.

Kinanaskomtinawaw aux députés. Je souhaite remercier particulièrement le ministre de la Justice, qui a déposé ce projet de loi marquant, le député de Fundy Royal, qui a présenté une motion de consentement unanime, et le député d'Esquimalt—Saanic—Sooke, dont les années d'efforts acharnés ont conduit à ce résultat.

Plus important encore, je souhaite remercier les survivants de la communauté 2SLGBTQI, qui n'ont jamais cessé de lutter pour que ces pratiques néfastes soient interdites. Cette victoire leur appartient.

Les thérapies de conversion sont inacceptables et néfastes. Il faut les interdire. Je demande à nos collègues du Sénat d'adopter rapidement le projet de loi C-4, eux aussi, pour qu'il puisse devenir loi.

* * *

[Français]

LA JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE

M. Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, aujourd'hui marque la Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage. Je vais saisir l'occasion pour parler d'un peuple qui en est victime: les Ouïghours.

Ils sont au minimum un demi-million en travail forcé dans les champs de coton en Chine. Pas moins d'un vêtement en coton sur cinq vendu dans le monde entier est composé en partie de l'esclavage des Ouïghours. Je dis bien un vêtement sur cinq. Cela ne s'arrête tragiquement pas au travail forcé; les Ouïghours sont carrément victimes d'un génocide, dont l'esclavage n'est qu'une des tragiques composantes.

Pourtant, le gouvernement du Canada se couche devant la Chine. Avant-hier, il a refusé de faire de la pression diplomatique avec Jeux olympiques pour convaincre la Chine d'autoriser une enquête sur les exactions dont sont victimes les Ouïghours.

Aujourd'hui, je veux interpeller mes collègues libéraux.

Je sais qu'ils sont au courant de la situation. Je leur parle. Je sais que plusieurs d'entre eux préféreraient se tenir debout. Je leur demande donc de réfléchir parce qu'aujourd'hui, en la Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage, leur gouvernement s'est campé du mauvais côté de l'histoire.

* * *

● (1420)

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

Mme Lianne Rood (Lambton—Kent—Middlesex, PCC): Monsieur le Président,

Permettez-moi une petite distinction.

Questions orales

Certains disent que la crise qui sévit dans notre grande nation n'est que de l'inflation.

Je repense à la prorogation et aux manœuvres pour éviter la reddition de comptes, quelle déception.

Nous devrions reconnaître l'humiliation de voir l'économie canadienne prise dans une telle stagnation.

Les gens exigent une indemnisation parce que le gouvernement ne voit rien de mal à causer la faillite des futures générations.

Un jour nous nous éveillerons à cette réprobation formulée sans hésitation.

Il aurait mieux valu faire preuve de conservatisme au lieu de répéter cette mauvaise excuse: « Ce n'est que de l'inflation. »

* * *

[Français]

LA JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE

M. Greg Fergus (Hull—Aylmer, Lib.): Monsieur le Président, le grand William Faulkner a écrit: « Le passé n'est jamais mort. Il n'est même pas passé. » Malheureusement, nous pouvons le constater avec le fléau de l'esclavage.

Aujourd'hui est la Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage des Nations unies. L'esclavage, ainsi que ses formes contemporaines, comme l'exploitation sexuelle, le travail forcé, les mariages forcés et le recrutement d'enfants dans les conflits armés, persistent.

Depuis 1834, l'esclavage a été aboli au Canada, libérant ainsi les Autochtones et les Noirs de ces sévices les plus dégoûtants. Cependant, selon les dernières estimations, plus de 40 millions de personnes sont toujours victimes de l'esclavage moderne. Presque trois quarts sont des femmes et des filles, et plus d'un quart sont des enfants.

Nous, les parlementaires canadiens, qui sommes parmi les plus privilégiés du monde, devons dénoncer l'esclavage moderne sur toutes les tribunes et agir sagement avec tous les moyens dont nous disposons. Le monde, surtout ceux et celles qui se trouvent sous le joug de l'esclavagisme, nous observe.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, d'après les dernières nouvelles qui circulent, il y aura d'autres dépenses massives de la part du gouvernement libéral, qui vient tout juste de reconnaître son rôle dans la crise de l'inflation. L'agence de presse Reuters rapporte que la ministre des Finances ne fournira que des renseignements limités dans sa mise à jour économique. Le gouvernement a déjà refusé d'expliquer 600 milliards de dollars de dépenses, et il a maintenant l'intention de dépenser davantage sans rendre des comptes.

Pourquoi le gouvernement dissimule-t-il ses dépenses effrénées?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je suis vraiment heureuse de répondre à la question d'ordre économique posée par le chef de l'opposition officielle. Cela me donne l'occasion de le féliciter d'avoir reconnu, la semaine dernière, à l'instar de Stephen Poloz et de la plupart des économistes sérieux, que « l'inflation est un phénomène mondial ».

Questions orales

Le député de Durham semble maintenant faire marche arrière, mais je suppose que les volte-face du chef conservateur ne surprennent guère les électeurs canadiens ni d'ailleurs le caucus conservateur.

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, voilà une réponse très ironique de la part de la députée, sachant qu'elle est la seule, parmi tous les parlementaires canadiens, à avoir reçu un avertissement de Twitter pour avoir induit les Canadiens en erreur.

Comme la ministre l'a dit un jour, il est toujours possible de faire mieux, alors cela vaut aussi pour le premier ministre. J'ai une question toute simple pour elle. Les prix augmentent partout. Elle a la possibilité de demander à la Banque du Canada de ramener l'inflation à 2 %. Le fera-t-elle, oui ou non?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, les conservateurs semblent ne pas comprendre une nuance économique très élémentaire: la différence entre la politique monétaire et la politique financière. Les décisions de politique monétaire, qui concernent les taux d'intérêt et la masse monétaire, sont du ressort de la Banque du Canada. Les décisions de politique financière, qui portent sur les dépenses et les impôts, sont, quant à elles, du ressort du gouvernement.

Je pense que les Canadiens auraient raison de se demander si un parti qui ne comprend même pas cette nuance fondamentale pourrait un jour être digne de confiance en tant que parti au pouvoir.

• (1425)

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, j'espère que la ministre des Finances informera enfin le premier ministre, après six ans, d'une notion élémentaire d'économie, à savoir que les budgets ne s'équilibrent pas d'eux-mêmes. Cela n'est-il pas vrai, madame la ministre?

Les dernières données d'août de Statistique Canada révèlent une augmentation de 24 % du nombre de fermetures. Des milliers d'entreprises familiales sont en difficulté. L'inflation frappe aussi de plein fouet les petites entreprises. La ministre augmentera-t-elle les charges sociales de ces entreprises familiales?

Combien faudra-t-il encore de fermetures de petites entreprises pour que la ministre assimile enfin les notions élémentaires d'économie?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, depuis 10 ans, les conservateurs parlent beaucoup des dépenses gouvernementales, qu'ils jugent maintenant excessives. Or, il y a à peine quelques semaines, pendant la campagne électorale, les sommes que les conservateurs promettaient de dépenser au cours du présent exercice étaient supérieures à ce que nous avons nous-mêmes promis. Nous promettions un déficit de 156,9 milliards de dollars en 2021-2022 alors que les conservateurs en promettaient un de 168 milliards de dollars.

Le parti du député nous a habitués aux volte-face. Le député pourrait-il dire aux Canadiens ce qu'il en est maintenant de la position de son parti?

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, l'inflation est à la hausse partout au pays. En fait, le premier ministre a déclaré il y a quelques années qu'il n'enregistrerait jamais de déficit de plus de 10 milliards de dollars. À cause de l'in-

flation, il s'engage maintenant à ne jamais enregistrer de déficit supérieur à 500 milliards de dollars.

Quand la ministre des Finances et le gouvernement s'engageront-ils auprès des Canadiens, qui voient le prix des maisons dans leur quartier devenir inabordable à cause de la crise de l'inflation, à équilibrer enfin un budget?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, *The Economist* a publié cette semaine son classement annuel des villes où le coût de la vie est le plus élevé au monde. Voici les 10 villes qui figurent en tête de liste: Tel-Aviv, Paris, Singapour, Zurich, Hong Kong, New York, Genève, Copenhague, Los Angeles et Osaka. Quel est le point commun de ces 10 villes? Aucune d'entre elles ne se trouve au Canada.

[Français]

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, j'ai une question au sujet des grandes villes canadiennes.

L'inflation et le coût de la vie ne sont pas des priorités pour le gouvernement libéral. Le premier ministre a même dit ceci lors de la campagne électorale: « [...] pardonnez-moi si je ne pense pas à la politique monétaire. »

Les Canadiens et les Québécois sont fatigués de vivre d'un chèque à l'autre. Quand ce premier ministre décidera-t-il de vraiment aider les Canadiens à joindre les deux bouts?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, permettez-moi de lire la liste des 11 villes les moins abordables au monde, selon *The Economist*: Oslo, Séoul, Tokyo, Vienne, Sydney, Melbourne, Helsinki, Londres, Dublin, Francfort et Shanghai.

Qu'est-ce que ces 11 villes ont en commun? Aucune d'entre elles ne se trouve au Canada.

* * *

L'INDUSTRIE FORESTIÈRE

M. Alain Therrien (La Prairie, BQ): Monsieur le Président, en février dernier, quand le premier ministre a rencontré Joe Biden pour la première fois afin d'élaborer une feuille de route commune, ils ont dû parler d'une cinquantaine de dossiers.

Or, ils n'ont même pas parlé de bois d'œuvre. Ils n'ont évidemment pas parlé de la priorité d'abolir les tarifs et ils n'ont surtout pas parlé d'un traitement distinct pour le Québec.

C'est au mois de mai, quand Washington a pensé à doubler les tarifs, que le premier ministre s'est réveillé et qu'il s'est rappelé qu'on avait un conflit commercial.

C'est toujours la même histoire avec ce gouvernement: nous sommes tout le temps en attente. Si on ne dit pas aux libéraux quoi faire, quand le faire et comment le faire, ils ne font rien.

Quand ce gouvernement va-t-il se tenir debout pour l'industrie forestière du Québec?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je sais que je ne suis pas capable de gagner à un jeu de mots en français contre mon honorable collègue du Bloc.

Questions orales

Cependant, j'espère que mon collègue comprend que notre gouvernement veut sincèrement travailler en étroite collaboration avec lui pour les Québécois et les Québécoises.

Le dossier du bois d'œuvre est très important pour moi et pour tout notre gouvernement. Nous travaillons en étroite collaboration avec les syndicats, de même qu'avec l'industrie.

Nous continuerons de défendre l'intérêt du Canada et du Québec, comme nous l'avons fait avec l'aluminium.

• (1430)

M. Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ): Monsieur le Président, le Québec est la principale cible des États-Unis dans ce nouveau chapitre du conflit du bois d'œuvre.

Ottawa ne se tient pas debout devant les Américains pour défendre notre industrie. Ottawa aurait dû faire reconnaître aux Américains que le Québec a un régime forestier complètement distinct, qui doit être étudié séparément de celui du reste du Canada, car il respecte les règles du commerce nord-américain.

Aujourd'hui, la ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique est à Washington pour parler de bois d'œuvre. Exigera-t-elle un traitement distinct pour le Québec?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je connais très bien l'industrie du bois d'œuvre au Québec. Je connais les représentants des syndicats et les leaders de l'industrie. Tous les Québécois et les Québécoises et tous les Canadiens et les Canadiennes doivent être fiers de l'industrie du bois d'œuvre partout au pays et au Québec.

Je promets à tous les Canadiens et les Canadiennes et à tous les Québécois et les Québécoises que nous continuerons de travailler très fort pour défendre cette importante industrie.

* * *

[Traduction]

LA SANTÉ

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, les Canadiens sont profondément inquiets au sujet du variant Omicron. Ils sont inquiets pour leurs familles. Ils sont inquiets pour leurs collectivités. Les Canadiens comprennent qu'il est important de prendre des précautions pour voyager et d'avoir des mesures de sécurité appropriées, mais ces mesures de sécurité et ces précautions doivent être claires et cohérentes. C'est ce que l'on ne cesse de reprocher au gouvernement: les Canadiens ne connaissent pas les règles et ne savent pas quand elles s'appliquent.

Le premier ministre a-t-il l'intention de présenter un ensemble de règles claires afin que les Canadiens qui voyagent sachent à quoi s'en tenir?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je pense que nous sommes d'accord avec le chef du NPD et son parti pour dire que la lutte contre la COVID est la politique la plus importante de notre pays sur le plan de la santé et de l'économie, et nous sommes assurément d'accord pour dire que la vaccination est un outil essentiel dans cette lutte.

Pour ce qui est des nouvelles mesures que nous mettons en place pour faire face au variant Omicron, je tiens vraiment à remercier les autorités de la santé publique du Canada d'avoir réagi aussi rapide-

ment. Ce que je veux dire à l'ensemble des Canadiens, c'est qu'il s'agit là d'un coupe-circuit qui nous donne le temps de prendre nos précautions.

[Français]

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, le variant Omicron est tellement inquiétant. Les gens ont peur pour leurs familles et leurs communautés, mais ils comprennent la nécessité d'avoir des mesures sanitaires pour prévenir la propagation de ce variant.

Cependant, on doit avoir des mesures claires et cohérentes. Ce gouvernement libéral continue d'être critiqué pour son manque de cohérence et de clarté dans les mesures sanitaires, particulièrement en lien avec les voyages.

Le premier ministre est-il prêt à proposer un plan clair et cohérent pour aider les Canadiens à savoir ce qu'ils doivent faire s'ils décident de voyager?

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le leader du NPD de sa question.

Je suis d'accord avec lui que la lutte contre la COVID-19 reste la politique la plus importante pour l'économie, ainsi que, évidemment, pour la santé des Canadiens et des Canadiennes.

Je veux vraiment remercier tous les fonctionnaires de l'Agence de la santé publique du Canada et de nos services frontaliers pour leur réaction si rapide afin de tous nous défendre contre le variant Omicron.

* * *

[Traduction]

LES PÊCHES ET LES OCÉANS

M. Rick Perkins (South Shore—St. Margarets, PCC): Monsieur le Président, les pêcheurs ont vu leurs revenus s'effondrer en 2020 à cause de la COVID. Des milliers de pêcheurs canadiens ont reçu des prestations spéciales liées à la COVID parce qu'ils reçoivent une part des profits réalisés plutôt qu'un salaire hebdomadaire. Cette année, le gouvernement a fait volte-face et a exigé de ces travailleurs qu'ils remboursent les prestations que le gouvernement leur avait accordées.

Est-ce que les pêcheurs qui reçoivent une part des profits réalisés plutôt qu'un salaire auront droit à la prestation destinée aux pêcheurs en réponse à la COVID, oui ou non?

• (1435)

L'hon. Joyce Murray (ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, Lib.): Monsieur le Président, je veux d'abord souligner l'incroyable travail accompli par les pêcheurs canadiens le long de toutes les côtes du pays et l'importance de leur travail pour leurs collectivités et pour le gouvernement.

La prestation destinée aux pêcheurs en réponse à la COVID a été versée en deux tranches. Il fallait faire une estimation de la réduction du revenu, estimation qui a été rajustée une fois que les valeurs réelles ont été connues.

Nous allons continuer de collaborer avec les pêcheurs pour nous assurer qu'ils obtiennent toute l'aide possible.

Questions orales

M. Rick Perkins (South Shore—St. Margarets, PCC): Monsieur le Président, de toute évidence, la ministre ne comprend pas que le gouvernement a envoyé 5 000 lettres aux pêcheurs pour leur demander de rembourser les sommes versées.

La saison hivernale de la pêche au homard a commencé hier en Nouvelle-Écosse. Ces pêcheurs travaillent au péril de leur vie, affrontant le froid glacial de l'Atlantique Nord et les vagues de l'océan Atlantique qui s'abattent sur eux, pour nous ramener la nourriture dont nous avons besoin. Ils ne devraient pas avoir à se soucier de rembourser les milliers de dollars des mesures d'aide liées à la COVID-19 alors qu'ils y étaient admissibles.

Le gouvernement permettra-t-il aux pêcheurs qui reçoivent une part des profits, et non un salaire, de conserver leurs versements de la prestation destinée aux pêcheurs, oui ou non?

L'hon. Joyce Murray (ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, Lib.): Monsieur le Président, de toute évidence, c'est plutôt le député d'en face qui ne comprend pas la situation. Quand ce programme d'aide a été lancé, l'admissibilité aux versements reposait sur une estimation de la réduction des revenus. L'année suivante, quand les chiffres exacts ont été disponibles, il s'est avéré que ces travailleurs n'étaient pas admissibles à cette aide financière. Il ne s'agit pas d'un processus de récupération, car les règles étaient claires. Dès le départ, il était entendu que l'admissibilité des prestataires serait calculée à partir de la réduction réelle de leurs revenus et non d'une estimation.

Je tiens à exprimer mon appui aux pêcheurs et à leurs communautés. Le gouvernement va continuer de déployer des efforts pour les soutenir.

M. Mel Arnold (North Okanagan—Shuswap, PCC): Monsieur le Président, en juin dernier, le gouvernement a annoncé l'Initiative de la Stratégie relative au saumon du Pacifique. Il a parlé d'une mesure audacieuse et révolutionnaire. Pendant ce temps, la ministre des Pêches a de nouveau refusé de mettre en œuvre rapidement les mesures éprouvées qui s'imposent pour renouveler les stocks de saumon du Pacifique. Cinq mois se sont écoulés, et les populations de saumon sont encore en difficulté.

La ministre des Pêches peut-elle nous dire quelles sont les cinq espèces de saumon du Pacifique et nous indiquer quelles sont celles qui sont le plus à risque?

L'hon. Joyce Murray (ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, Lib.): Monsieur le Président, la protection des populations de saumon sauvage est une priorité pour le gouvernement, notamment en raison des problèmes complexes qui touchent cette espèce. Tout le long de nos côtes, des problèmes nuisent à la remontée, y compris celle des principales espèces de saumon. Ces poissons sont très importants pour les Britanno-Colombiens, en particulier les communautés autochtones de la province qui considèrent le saumon comme un élément essentiel de leur alimentation et de leurs pratiques culturelles et cérémoniales. Nous investissons 647 millions de dollars dans une initiative...

Le Président: La députée d'Haldimand—Norfolk a la parole.

Mme Leslyn Lewis (Haldimand—Norfolk, PCC): Monsieur le Président, les arrêts Marshall sont les décisions de la Cour suprême les plus importantes à l'égard des droits de pêche commerciale des Autochtones.

L'ancienne ministre des Pêches a admis qu'elle n'avait pas lu ces arrêts, et la nouvelle ministre des Pêches a dit n'être au fait que de certains éléments clés.

Étant donné que la relation la plus importante pour le gouvernement est celle qu'il entretient avec les peuples autochtones du Canada, la ministre des Pêches a-t-elle lu les arrêts Marshall en entier, oui ou non?

L'hon. Joyce Murray (ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, Lib.): Monsieur le Président, ce que je comprends, c'est que la conservation, la protection et le rétablissement de nos stocks, autrefois abondants, sont d'une importance capitale pour les collectivités et les pêcheurs du pays, ainsi que pour les Canadiens en général. C'est ce qui sous-tend toutes les mesures que nous prenons au ministère des Pêches et des Océans.

La Cour suprême a reconnu aux Premières Nations...

• (1440)

Le Président: Je vais interrompre la ministre.

Une voix: Dites-lui de répondre à la question.

Le Président: J'ai de la difficulté à entendre la réponse. Je prie la ministre de reprendre sa réponse du début pour que je puisse tout entendre. Il y aura peut-être moins de bruit.

La ministre a la parole.

L'hon. Joyce Murray: Monsieur le Président, je pense que cette réponse devrait intéresser les conservateurs d'en face, car elle est importante pour nous tous.

Les Premières Nations disposent d'un droit de pêcher issu de traités, confirmé par la Cour suprême, et le gouvernement n'a jamais cessé de travailler à la mise en œuvre de ce droit.

Tout ce que fait le ministère des Pêches et des Océans repose sur la conservation, la protection et le rétablissement de nos stocks de poissons, autrefois abondants, et de leurs habitats. La collaboration avec les collectivités autochtones est une priorité. Mon premier déplacement visait à rencontrer...

Le Président: Le député de Montmagny-L'Islet-Kamouraska-Rivière-du-Loup a la parole.

[Français]

M. Bernard Généreux (Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup, PCC): Monsieur le Président, il n'y a rien de plus important pour la ministre que de comprendre les décisions dans l'affaire Marshall, alors qu'il s'agit de la relation la plus importante pour le gouvernement.

La ministre doit savoir que le rapport du comité des pêches en 1999 a bien dit que la Cour a confirmé l'autorité du ministère d'être le seul à régir les pêches et ne confiait aucun droit à une entreprise de pêche distincte.

La ministre va-t-elle se conformer à cette décision lors de la mise en œuvre de toute décision à venir concernant la pêche commerciale, oui ou non?

L'hon. Joyce Murray (ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question.

La Cour suprême du Canada a reconnu le droit de récolte aux fins de subsistance raisonnable aux 35 Premières Nations de la région de la Gaspésie au Québec et en Atlantique. Mon ministère travaille avec des collectivités pour mettre en œuvre ce droit.

J'ai eu l'occasion de visiter la côte atlantique et j'ai eu des entretiens avec les leaders de la pêche autochtone des Micmacs et c'était bien, c'était important et je vais continuer ces actions.

M. Bernard Généreux (Montmagny—L'Islet—Kamouraska—Rivière-du-Loup, PCC): Monsieur le Président, le refuge marin proposé par Pêches et Océans Canada à l'est de la plateforme néo-écossaise mettrait fin à la pêche commerciale. Ce plan va mettre fin au développement économique du flétan, du crabe et du homard pour les pêcheurs, tant chez les Autochtones que chez les non-Autochtones.

La ministre va-t-elle arrêter de faire mal aux pêcheurs commerciaux et autochtones et va-t-elle cesser de nuire à l'économie de l'Atlantique, oui ou non?

L'hon. Joyce Murray (ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question. Je suis heureuse d'avoir l'occasion de dire encore une fois que les économies basées sur la pêche et la production des pêches sont très importantes pour moi et pour mon ministère. Je sais que c'est aussi important pour les peuples côtiers et pour toutes les communautés de pêche.

Je vais travailler étroitement avec les communautés, les individus et les organisations, y compris les Autochtones afin de gérer d'une façon qui...

Le Président: À l'ordre. L'honorable député de Rivière-du-Nord a la parole.

* * *

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

M. Rhéal Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, je salue la volonté du gouvernement de participer au sommet sur la violence armée convoquée par la mairesse de Montréal pour le 26 janvier. Cela ne doit surtout pas l'empêcher d'agir en attendant. C'est un sommet, et non une échappatoire pour gagner du temps.

Le Québec et Montréal ont déjà demandé au fédéral d'en faire davantage pour lutter contre le trafic d'armes. C'est aujourd'hui qu'il doit resserrer les contrôles aux frontières. C'est aujourd'hui que ce gouvernement doit créer l'escouade mixte proposée lundi par ma collègue du Bloc québécois. C'est la responsabilité exclusive du gouvernement fédéral.

Le ministre va-t-il oui ou non prendre ses responsabilités?

L'hon. Marco Mendicino (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier mon collègue de sa question.

Il y a eu trop de tragédies causées par la violence armée. C'est le problème que nous voulons résoudre avec nos propositions et nos investissements. Nous avons déjà investi plus de 350 millions de dollars pour ajouter plus de ressources à la frontière. Cette semaine encore, une saisie de plus de 60 armes à feu a eu lieu à la suite d'un partenariat entre la GRC et la Sûreté du Québec. La coopération est donc là.

• (1445)

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Mapédia, BQ): Monsieur le Président, le ministre doit tout mettre en œuvre pour contrer le trafic d'armes et ce n'est tout simplement pas le cas actuellement.

Questions orales

Même les douaniers nous le disent. Je cite le président de leur syndicat: « Que ce soit par exemple nos chiens détecteurs, nos agents de renseignements, nos méthodes pour lutter contre la dissimulation des armes, etc., toutes ces expertises ne sont pas utilisées entre les postes-frontière. »

Il y a des moyens, des solutions qui existent. De l'expertise pourrait être sollicitée et mieux utilisée. Quand le ministre va-t-il le faire et resserrer le contrôle aux frontières?

L'hon. Marco Mendicino (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, je veux assurer à tous les députés à la Chambre que ce gouvernement prend des mesures concrètes et cherche toujours des solutions concrètes. Nous avons ajouté des ressources à la frontière, nous avons interdit les armes d'assaut, nous avons proposé de créer de nouveaux partenariats avec le gouvernement du Québec et les municipalités, y compris Montréal, pour interdire les armes de poing, avec un investissement d'au moins 1 milliard de dollars. Nous allons continuer sur cette voie pour résoudre ce problème.

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Mapédia, BQ): Monsieur le Président, des propositions concrètes, nous en offrons justement au gouvernement: nous proposons un front commun des corps policiers pour contrer le trafic d'armes.

Cependant, c'est exactement le contraire qui se produit du côté du fédéral. L'an dernier, la GRC a retiré des enquêteurs de l'Escouade nationale de répression du crime organisé du Québec. Un policier retraité confiait ce qui suit à *La Presse* cet été: « C'est clair qu'aujourd'hui, il n'y a pas le même niveau d'échanges entre la GRC et la SQ qu'il y a quelques années. Aujourd'hui, les corps de police se respectent, mais ne se parlent pas. »

Pourquoi le ministre refuse-t-il de rétablir la collaboration et de créer une escouade mixte?

L'hon. Marco Mendicino (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, ce que propose ma collègue à la Chambre est déjà fait. Il existe plusieurs forums conjoints avec les États-Unis et plusieurs autres avec le gouvernement du Québec. Il y a beaucoup de collaboration entre nos forces policières pour arrêter le trafic d'armes à feu à la frontière. Est-ce qu'il y a d'autres possibilités? La réponse est « absolument » et, comme je l'ai déjà dit, ma porte est toujours ouverte pour les étudier.

* * *

[Traduction]

LA DÉFENSE NATIONALE

L'hon. Kerry-Lynne Findlay (Surrey-Sud—White Rock, PCC): Monsieur le Président, la Russie a rassemblé environ 100 000 soldats à la frontière de l'Ukraine et 32 000 dans la Crimée occupée par la Russie. Un tiers de la puissance de combat terrestre de la Russie est en mouvement. RT News rapporte que la Russie a prévu l'Ukraine qu'une action militaire est fortement envisageable.

Le Canada dispose en Ukraine d'un petit contingent de formation de 200 soldats. La semaine dernière, il a été rapporté que le ministre envisageait l'envoi de troupes et de matériel supplémentaires. Aujourd'hui, le chef d'état-major de la Défense, le général Eyre, a répondu par la négative.

J'ai une question pour le ministre. Quelles options de recours à la force seront déployées pour venir en aide à l'Ukraine, et qui est responsable...

Questions orales

Le Président: La ministre de la Défense a la parole.

L'hon. Anita Anand (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, je tiens à dire que le Canada continuera de soutenir fermement l'Ukraine, surtout face à l'agression importune de la Russie. Pour ce faire, nous apporterons un appui constant à l'OTAN, à nos partenariats multilatéraux et à l'ordre international fondé sur des règles. Nous continuerons de travailler avec nos partenaires et nos alliés pour défendre la paix, la sécurité et nos partenariats multilatéraux qui protègent la démocratie et la paix dans le monde.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills, PCC): Monsieur le Président, les États-Unis manquent de pétrole. Le président Biden a déclaré qu'il voulait voir la production pétrolière augmenter. Il réclame que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole en pompe davantage. Il a puisé dans la réserve de pétrole et il le fait en coordination avec d'autres pays — mais pas le Canada —, qui font de même. La semaine dernière, le sénateur le plus puissant de Washington, le démocrate Joe Manchin, a réclamer que le Président Biden approuve le projet Keystone XL.

Le premier ministre a-t-il soulevé la question avec le président et la délégation du Congrès des États-Unis lors de leur rencontre, il y a deux semaines?

• (1450)

L'hon. Jonathan Wilkinson (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, nous sommes saisis de bon nombre des dossiers mentionnés par le député. Nous travaillons très fort pour appuyer les efforts de l'industrie, des travailleurs et des collectivités de l'Ouest canadien et de Terre-Neuve-et-Labrador. Nous soulevons ces questions à la moindre occasion.

J'ai exprimé un certain nombre de préoccupations concernant le secteur, y compris la canalisation 5, avec mon homologue, la secrétaire Granholm, lors de notre entretien à la COP26. Nous allons certainement continuer à défendre les intérêts du Canada.

L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills, PCC): Monsieur le Président, sous le gouvernement actuel, notre relation avec Washington s'est détériorée. Notre principal partenaire commercial et allié a besoin de pétrole. Comment en sommes-nous arrivés à ce que le président exhorte l'OPEP à produire davantage de pétrole, qu'il ordonne de puiser 50 millions de barils dans la réserve stratégique de pétrole et qu'il demande à des pays comme le Royaume-Uni, le Japon et l'Inde de libérer une plus grande partie de leur réserve de pétrole? Comment le gouvernement a-t-il pu laisser une telle chose se produire?

L'hon. Jonathan Wilkinson (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement travaille d'arrache-pied pour assurer la prospérité économique de toutes les régions du pays, notamment celles qui produisent du pétrole et du gaz. Nous avons fait énormément de choses pour soutenir et pour promouvoir activement les intérêts du secteur pétrolier et gazier au pays, comme procéder à l'expansion du pipeline Trans Mountain, défendre les intérêts du Canada dans le dossier de la canalisation 5, et soutenir le projet d'oléoduc Keystone XL.

Nous continuerons à défendre les intérêts canadiens et à travailler d'arrache-pied pour assurer un avenir prospère à chaque province et à chaque territoire du pays.

[Français]

M. Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, NPD): Monsieur le Président, le rapport du commissaire à l'environnement et au développement durable est sans équivoque: le gouvernement fédéral va d'échecs en échecs. Les libéraux ne vont même pas atteindre leur propre cible climatique. C'est pitoyable et irresponsable.

Selon une étude, ce gouvernement investit quatre fois et demie plus dans les combustibles fossiles que dans les énergies renouvelables. Soit ils n'ont rien compris, soit ils continuent à aider une énergie du passé pendant que les gens subissent la crise climatique.

Qu'attendent les libéraux: que nous soyons tous inondés avant de mettre vraiment fin aux subventions aux industries pétrolières?

L'hon. Jonathan Wilkinson (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, je veux souligner que, depuis 2015, notre gouvernement a concentré un effort national intensif pour mettre en œuvre les mesures nécessaires et mettre le Canada sur la voie d'une réduction importante des émissions, de manière à ce que tous les secteurs et toutes les régions du pays puissent participer et prospérer.

Nous prenons des mesures concrètes en matière de climat et nous élaborons des solutions climatiques qui réduiront la pollution et créeront de nouveaux emplois.

[Traduction]

M. Charlie Angus (Timmins—Baie James, NPD): Monsieur le Président, Joe Biden s'est présenté à la COP26 en promettant un avenir axé sur l'énergie propre et, pour y arriver, des investissements de 2 billions de dollars qui créeront des emplois syndiqués bien rémunérés. Entretemps, notre premier ministre va d'échec en échec, comme le signale le commissaire à l'environnement, puisque les émissions de gaz à effet de serre ne cessent d'augmenter.

Sous sa gouverne, le Canada se situe au bas de la liste des pays du G20 pour ce qui est des investissements dans les énergies renouvelables, au même niveau que la Russie et l'Arabie saoudite, ce qui n'est pas peu dire. Où sont les investissements massifs nécessaires pour que les travailleurs canadiens du secteur de l'énergie et leurs familles soient des chefs de file, et non des perdants, lors de la transformation qui s'en vient?

L'hon. Jonathan Wilkinson (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, je félicite mon collègue de sa nomination à titre de porte-parole en matière de ressources naturelles. Je dirais que, au cours des six dernières années, aucun pays du G7 ou du G20 n'a été aussi ambitieux que le Canada pour ce qui est de la lutte contre les changements climatiques. Évidemment, ces efforts ont été reconnus lors de la COP26.

On demande où sont les investissements. Nous nous sommes engagés à injecter 100 milliards de dollars dans la lutte contre les changements climatiques. Ces investissements permettront non seulement de réduire les émissions, mais aussi de stimuler l'activité économique et de créer des emplois et de la croissance dans toutes les régions du pays. Mentionnons entre autres les efforts déployés pour assurer une transition équitable dans le cadre de l'élimination progressive du charbon.

Évidemment, le gouvernement a...

Le Président: La députée de London-Ouest a la parole.

L'ÉCONOMIE

Mme Arielle Kayabaga (London-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, de nombreuses familles au Canada peuvent compter sur le gouvernement pour les soutenir, que ce soit en instaurant des allègements fiscaux, en créant l'Allocation canadienne pour enfants ou en rendant la vie plus abordable grâce aux accords sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.

La ministre des Finances pourrait-elle informer la Chambre de la date à laquelle les Canadiens peuvent s'attendre à une nouvelle mise à jour économique et financière?

• (1455)

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais souhaiter la bienvenue à la députée à la Chambre. La priorité, pour le gouvernement, c'est de terminer la lutte contre la COVID et de soutenir la relance pour sortir de la récession provoquée par la COVID. Nous savons qu'il est important pour les Canadiens que nous gérons les finances du pays avec prudence et de manière transparente. Voilà pourquoi je suis heureuse d'annoncer que je communiquerai aux Canadiens une mise à jour économique et financière le 14 décembre.

* * *

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, nos plus proches alliés — les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie et la Nouvelle-Zélande — ont tous banni l'équipement de Huawei de leur réseau 5G parce qu'ils ont des inquiétudes par rapport à l'espionnage et à la sécurité nationale. Pourtant, il reste un pays qui n'a pas encore dit non à Huawei: c'est le Canada.

Voilà des années que le premier ministre promet une décision dans ce dossier, mais, comme d'habitude, il n'a pas tenu sa promesse. Pourquoi ne prend-il pas ce problème au sérieux et quand finira-t-il par dire non à Huawei?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord féliciter le député de sa nomination au rôle de porte-parole en matière d'industrie.

Une décision très importante doit être prise pour notre pays. Nulle décision n'est plus importante que celles qui touchent la sécurité de notre réseau, pas seulement pour la génération d'aujourd'hui, mais pour les générations à venir. En matière de sécurité, les Canadiens savent que nous ne ferons aucun compromis. La sécurité nationale passe en premier. Nous allons nous assurer de prendre la meilleure décision pour la génération d'aujourd'hui et les prochaines générations de Canadiens.

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, j'apprécie les bons mots du député, mais il doit accorder toute son attention à ce dossier. Le temps est venu d'interdire Huawei. Tous nos alliés l'ont fait, mais le Canada fait cavalier seul en tergiversant. Depuis plus de deux ans, le gouvernement promet qu'il prendra une décision, qui devrait être connue dans quelques semaines. Entre-temps, les entreprises de télécommunications dépensent des milliards de dollars pour de l'équipement de Huawei.

Quand le ministre apprendra-t-il à se tenir debout et opposera-t-il un refus catégorique à Huawei?

L'hon. François-Philippe Champagne (ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président,

Questions orales

je pense que je n'ai eu que de bons mots pour le député et je suis très étonné de sa réplique. Cependant, je comprends que tout cela est de la politique.

Les Canadiens savent que, de ce côté-ci de la Chambre, nous prenons la sécurité nationale très au sérieux. Nous allons prendre la meilleure décision pour la génération d'aujourd'hui et les générations à venir pour protéger nos réseaux.

* * *

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

M. Jamie Schmale (Haliburton—Kawartha Lakes—Brock, PCC): Monsieur le Président, le Bureau du directeur parlementaire du budget a estimé que, si le gouvernement libéral avait donné suite à ses promesses, tous les avis de faire bouillir l'eau auraient pris fin en 2020. En effet, le premier ministre n'a pas tenu sa promesse de mettre fin à tous les avis il y a neuf mois. Pire encore, la ministre des Services aux Autochtones a dit hier qu'elle refuse de fixer une nouvelle date cible pour la levée des 44 avis qui visent toujours des réserves. En fait, elle veut encore mener des consultations.

Si la ministre ne pouvait pas boire l'eau chez elle, combien de temps attendrait-elle avant d'agir?

L'hon. Patty Hajdu (ministre des Services aux Autochtones et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, il ne fait aucun doute que chaque personne mérite d'avoir accès à de l'eau potable, peu importe où elle vit au pays. C'est pourquoi nous avons investi des milliards de dollars dans les infrastructures d'approvisionnement en eau potable, en partenariat avec les collectivités des Premières Nations de partout au pays. Nous nous sommes également engagés à verser 100 % des fonds pour le fonctionnement et l'entretien. Nous travaillons avec les partenaires qui sont toujours visés par des avis concernant la qualité de l'eau potable et nous arriverons à régler la situation.

Ma date cible, c'est aussitôt que possible.

M. Jamie Schmale (Haliburton—Kawartha Lakes—Brock, PCC): Monsieur le Président, ces promesses de financement ne signifient rien lorsqu'un enfant ne peut pas boire de l'eau potable. Nous savons tous qu'il est impossible de faire fonctionner une entreprise, une ferme, une école, un hôpital, une collectivité ou même un ménage sans eau potable. Malheureusement, le 15 octobre, 44 avis à long terme de faire bouillir l'eau étaient toujours en vigueur dans les réserves. En fait, le rapport du directeur parlementaire du budget souligne que les dépenses proposées pour l'entretien et l'exploitation des réseaux d'eau potable et des installations de traitement des eaux usées au cours des cinq prochaines années laissent entrevoir un manque de financement annuel de 138 millions de dollars.

Au lieu d'inclure en erreur les communautés autochtones, quand le gouvernement va-t-il enfin faire le nécessaire?

Questions orales

● (1500)

L'hon. Patty Hajdu (ministre des Services aux Autochtones et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, je ne sais pas si le député est au courant, mais en novembre 2015, lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, il y avait 105 avis à long terme de faire bouillir l'eau dans les réseaux publics des Premières Nations au pays. Nous avons travaillé avec les communautés, qui avaient chacune leur lot de défis particuliers. Nous avons affecté des milliards de dollars et nous avons été en mesure de lever la majorité de ces avis.

Nous continuerons jusqu'à ce que le travail soit fait. Nous l'avons promis. Nous tiendrons cette promesse.

* * *

[Français]

LES AÎNÉS

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, tout le monde sait que les aînés à faible revenu ont été les plus durement frappés par la pandémie, mais, aujourd'hui, c'est moins la pandémie que l'incohérence et le manque de compassion du gouvernement qui les frappent le plus durement.

Aujourd'hui, les travailleurs aînés doivent choisir quel médicament ils devront couper pour arriver à la fin du mois, parce que le fédéral leur coupe leur Supplément de revenu garanti. Certains ont même de la misère à payer leur loyer ou leur épicerie. Ils sont pénalisés dans le calcul de leurs prestations pour avoir touché la PCU, à laquelle ils avaient pourtant droit.

Quand la ministre va-t-elle enfin corriger la situation?

[Traduction]

L'hon. Kamal Khera (ministre des Aînés, Lib.): Monsieur le Président, je pense que nous pouvons tous convenir que la pandémie a été très difficile pour les aînés. Le gouvernement a été là à toutes les étapes pour soutenir les aînés, surtout les plus vulnérables, en bonifiant le Supplément de revenu garanti.

Nous sommes aussi intervenus très rapidement pour fournir immédiatement de l'aide financière directement aux aînés cette année. En ce qui concerne la PCU et le Supplément de revenu garanti, nous sommes conscients du problème. Je tiens à assurer à la députée que nous ne ménageons aucun effort pour trouver la bonne solution afin d'aider les personnes touchées et, comme toujours, nous serons là pour eux.

[Français]

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, on avait déjà levé le drapeau rouge lors des vacances de la construction.

Hier, le premier ministre a dit que ses ministres travaillaient là-dessus, mais les aînés attendent et on est à la veille des Fêtes. Le gouvernement prive des aînés parmi les moins fortunés de plusieurs centaines de dollars par mois, à cause de son manque de jugement. Alors qu'au Québec on commence à parler de générosité, de guinolées et de paniers de Noël, Ottawa est en train de couper les prestations des travailleurs aînés.

La ministre va-t-elle enfin ouvrir les yeux sur la situation et s'assurer, comme nous le proposons, qu'aux fins du calcul du Supplément

de revenu garanti, la PCU sera simplement considérée comme un revenu de travail? C'est urgent.

[Traduction]

L'hon. Kamal Khera (ministre des Aînés, Lib.): Monsieur le Président, le renforcement de la sécurité du revenu des aînés est une priorité pour notre gouvernement, et c'est pourquoi il a bonifié le Supplément de revenu garanti pour les aînés vulnérables. Nous avons versé des paiements uniques pendant la pandémie pour aider les aînés à se procurer les choses dont ils avaient besoin. Nous augmenterons le soutien offert aux personnes âgées de 75 ans et plus par l'intermédiaire de la Sécurité de la vieillesse. Nous reconnaissons que les modifications apportées au Supplément de revenu garanti ont été difficiles pour certains aînés cette année. Je peux assurer à la députée et à tous les députés que nous travaillons d'arrachepied pour trouver une solution qui aidera les personnes touchées. Comme toujours, nous serons là pour elles.

* * *

[Français]

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

M. Richard Lehoux (Beauce, PCC): Monsieur le Président, le ministère de l'Emploi a un sérieux retard dans le traitement des études d'impacts sur le marché du travail.

Oui, il a embauché plus de personnel, mais pourquoi ne communique-t-il pas avec le ministère de l'Immigration pour l'informer des retards? Il y a une grave pénurie de main-d'œuvre et le ministère de l'Immigration envoie des avis aux travailleurs, leur annonçant qu'ils doivent quitter le Canada dans les 90 jours parce qu'ils n'ont pas reçu les EIMT à temps.

Qu'est-ce que ces deux ministres ont à dire? Je le leur demande ici à la Chambre, car aucun d'entre eux n'a eu la décence de répondre à mes courriels.

L'hon. Sean Fraser (ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Lib.): Monsieur le Président, cette année, nous avons accueilli un nombre record de travailleurs étrangers.

Nous avons établi la cible d'immigration la plus ambitieuse de notre histoire. Cette année, nous avons déjà appuyé plus de 345 000 nouveaux résidents permanents. Mois après mois, nous appuyons un nombre record d'immigrants, qui contribuent à notre communauté. Nous allons continuer à innover et à moderniser notre système, car nous savons que l'immigration est essentielle à notre relance économique.

* * *

[Traduction]

L'EMPLOI

M. Larry Brock (Brantford—Brant, PCC): Monsieur le Président, la pénurie de main-d'œuvre dans Brantford—Brant est dévastatrice. Les fabricants, les restaurants et de nombreuses autres entreprises ne sont pas en mesure de pourvoir des centaines, voire des milliers de postes. À cause de cela, moins de produits et de services sont offerts aux habitants de ma circonscription, et les propriétaires d'entreprises perdent leurs revenus. Or, plutôt que de s'attaquer à la pénurie de main-d'œuvre et à de nombreux autres problèmes économiques, les libéraux ont décidé de tenir des élections en plein milieu d'une pandémie.

Pourquoi le premier ministre a-t-il donné la priorité à ses ambitions politiques plutôt qu'aux intérêts des entreprises canadiennes?

• (1505)

L'hon. Carla Qualtrough (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap, Lib.): Monsieur le Président, en raison de la vigueur de notre économie, certains secteurs ne parviennent pas à trouver suffisamment de travailleurs. C'est pour cette raison que nous avons fait l'investissement le plus important de l'histoire du Canada dans la formation professionnelle.

Pour remédier à ces pénuries de main-d'œuvre, nous avons un plan qui mise sur l'accueil de travailleurs talentueux au Canada, des services de garde à 10 \$ par jour pour permettre aux parents de retourner au travail, un soutien à la formation et aux programmes destinés aux jeunes, la rétention des travailleurs expérimentés sur le marché du travail, l'accroissement de la participation de Canadiens de différents horizons et la prise en compte des besoins particuliers des secteurs en évolution. Nous sommes en train de voir à ces enjeux.

* * *

L'AGRICULTURE ET L'AGROALIMENTAIRE

M. Jeremy Patzer (Cypress Hills—Grasslands, PCC): Monsieur le Président, compte tenu de l'inflation et des problèmes dans les chaînes d'approvisionnement, la relance économique et financière est la priorité des années à venir. Toutefois, les libéraux ont aggravé l'incertitude dans le milieu agricole canadien avec l'annonce d'une réduction draconienne des engrais et ce, malgré le leadership éprouvé des agriculteurs en environnement.

MNP estime les pertes potentielles à 48 milliards de dollars, dont 4,6 milliards de dollars en Saskatchewan. Il y aura aussi des pénuries touchant l'approvisionnement, la transformation et les exportations.

Pourquoi le gouvernement insiste-t-il pour rendre la nourriture plus chère et limiter la production agricole?

L'hon. Marie-Claude Bibeau (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.): Monsieur le Président, je peux assurer aux députés que nous travaillons dur pour soutenir les agriculteurs sur plusieurs fronts. Nous voulons être là pour les aider à s'adapter aux changements climatiques. C'est pour cette raison que nous avons investi près d'un demi-milliard de dollars dans des incitatifs pour les agriculteurs et des mesures qui rendent plus abordable l'acquisition d'équipement moins énergivore.

* * *

[Français]

LE LOGEMENT

Mme Soraya Martinez Ferrada (Hochelaga, Lib.): Monsieur le Président, le logement est une priorité pour un grand nombre de citoyens et de citoyennes du Québec, notamment dans ma circonscription d'Hochelaga.

Le ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion peut-il informer la Chambre de ce que le gouvernement va faire pour que les gens dans ma circonscription et partout au Québec trouvent un toit sûr et abordable?

L'hon. Ahmed Hussen (ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion, Lib.): Monsieur le Président, je voudrais remercier ma collègue d'Hochelaga de sa question.

Questions orales

Récemment, j'étais au Québec pour parler aux intervenants de leurs besoins en matière de logement. En mai dernier, j'ai eu le plaisir de me joindre à ma collègue pour une annonce importante de 100 millions de dollars pour plus de 500 logements abordables.

Nous continuerons à travailler pour que chaque Canadien ait un chez-soi abordable.

* * *

[Traduction]

L'INDUSTRIE DE L'AVIATION

M. Blaine Calkins (Red Deer—Lacombe, PCC): Monsieur le Président, les libéraux modifient les procédures d'approche aux instruments pour beaucoup de petits aérodromes au pays, y compris celui de Ponoka, dans ma circonscription. Ce changement purement bureaucratique vise à se conformer aux normes internationales et ne tient pas compte de l'utilisation réelle de ces installations au Canada. L'incidence de ce changement est toutefois bien réelle.

Au centre de l'Alberta, ce changement doublerait le nombre de jours où il n'est pas possible d'effectuer d'évacuation médicale ni de transport aérien à partir de ces aéroports. En pleine pandémie, c'est courir au désastre.

Pourquoi le gouvernement met-il en danger la vie de Canadiens avec ce projet qui ne vise qu'à occuper les bureaucrates?

L'hon. Omar Alghabra (ministre des Transports, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à rassurer mon collègue de même que tous les Canadiens: le gouvernement collabore avec les intervenants du secteur de l'aviation. Ils ont répondu présents pendant la pandémie. En période de crise économique et sanitaire, les travailleurs du secteur de l'aviation ont redoublé d'efforts et veillé au maintien des chaînes d'approvisionnement.

Nous allons continuer de travailler avec tous les intervenants pour veiller à la sécurité de tous et à la vigueur de notre croissance économique.

* * *

LES RESSOURCES NATURELLES

Mme Kelly Block (Sentier Carlton—Eagle Creek, PCC): Monsieur le Président, les mines d'uranium et l'énergie nucléaire joueront un rôle important dans toute stratégie visant à réduire rationnellement les gaz à effet de serre.

D'après un rapport récemment publié par Clean Energy Canada, il nous faudra augmenter drastiquement notre production nucléaire pour atteindre l'objectif de carboneutralité du Canada d'ici 2050.

Le ministre des Ressources naturelles peut-il nous dire si le ministre de l'Environnement et du Changement climatique soutient totalement l'expansion de notre parc nucléaire ou continue-t-il à nier la réalité scientifique?

• (1510)

L'hon. Jonathan Wilkinson (ministre des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement a des cibles très ambitieuses en matière de climat et dispose d'un des plans les plus détaillés et concrets au monde.

Questions orales

Pour opérer cette transition vers une économie à faible émission de carbone et atteindre nos cibles de carboneutralité, nous devons envisager d'utiliser toutes les technologies n'émettant pas de gaz à effet de serre, comme les énergies éolienne, solaire, hydroélectrique et bien sûr nucléaire. Le nucléaire représente déjà un large pourcentage des sources d'énergie non émettrices utilisées au Canada. Ce secteur emploie de nombreux Canadiens sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. L'industrie nucléaire canadienne est une cheffe de file du secteur, notamment dans le domaine des petits réacteurs modulaires.

Le gouvernement continuera de travailler avec l'Ontario, la Saskatchewan, le Nouveau-Brunswick et d'autres régions pour aider à évaluer les possibilités d'implantation de cette technologie.

* * *

LES ANCIENS COMBATTANTS

M. Frank Caputo (Kamloops—Thompson—Cariboo, PCC): Monsieur le Président, il y a deux semaines, un ex-gestionnaire de cas d'Anciens Combattants affirmait que la charge de travail au ministère était énorme, que le soutien y était insuffisant et que l'environnement de travail était toxique. La semaine dernière, un représentant du syndicat des employés d'Anciens Combattants a publié un communiqué pour dire que les gestionnaires de cas étaient au bord de la catastrophe.

Est-ce que le ministre était au courant des problèmes au sein de son ministère? S'il ne l'était pas, pourquoi? S'il l'était, pourquoi n'a-t-il rien fait?

L'hon. Lawrence MacAulay (ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, je peux assurer à mon collègue que le gouvernement a comme priorité de veiller à ce que les vétérans et leur famille reçoivent toute l'aide et les services dont ils ont besoin. C'est pour cette raison que nous avons embauché plus de 450 gestionnaires de cas depuis que nous sommes au pouvoir et que nous en ferons encore plus pour que les vétérans canadiens reçoivent les sommes auxquelles ils ont droit.

* * *

LES PERSONNES HANDICAPÉES

M. Irek Kusmierczyk (Windsor—Tecumseh, Lib.): Monsieur le Président, le 3 décembre est la Journée internationale des personnes handicapées. Le thème de cette année est « Leadership et participation des personnes handicapées pour construire un monde post-COVID-19 inclusif, accessible et durable ». Il est temps que nous nous concentrons tous sur les effets que la pandémie a eus sur les personnes handicapées et que nous soulignons le leadership et la participation des personnes handicapées pour construire un monde inclusif, accessible et durable.

La ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap pourrait-elle faire part à la Chambre des efforts que le gouvernement a déployés pour créer une nation inclusive et accessible?

L'hon. Carla Qualtrough (ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais féliciter le député de Windsor—Tecumseh de son retour à la Chambre ainsi que de son soutien et de sa défense indéfectibles à l'égard des personnes handicapées.

Aucun autre gouvernement n'a fait davantage pour les personnes handicapées, mais il nous reste encore beaucoup à faire. Dans l'esprit du principe du « rien ne doit se faire sans nous », nous faisons fond sur les mesures prises depuis 2015, dont l'historique Loi canadienne sur l'accessibilité. Nous préparons aussi le tout premier plan d'action pour l'inclusion des personnes handicapées, ainsi que la nouvelle prestation canadienne pour les personnes handicapées.

J'invite tous les députés à participer aux discussions et à en apprendre davantage sur les importantes contributions des personnes handicapées dans nos collectivités au quotidien, et pas seulement le 3 décembre.

* * *

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

Mme Niki Ashton (Churchill—Keewatinook Aski, NDP): Monsieur le Président, le rapport sur l'eau potable publié hier par le directeur parlementaire du budget a confirmé ce que les Premières Nations savaient déjà: le premier ministre ne se soucie pas de leurs droits fondamentaux.

Il est inacceptable que trois Premières Nations du Nord du Manitoba soient restées aussi longtemps sans eau potable: Mathias Colomb, 76 jours; Shamattawa, 726 jours; Tataskweyak, 1 660 jours. C'est ce qu'on appelle un échec du gouvernement libéral.

Combien de rapports faudra-t-il encore pour que le premier ministre règle ce qu'il a promis de régler il y a des années?

L'hon. Patty Hajdu (ministre des Services aux Autochtones et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, je remercie la députée de sa passion, puisque nous la partageons. La levée des avis à long terme de faire bouillir l'eau est une priorité absolue pour le gouvernement. C'est pourquoi nous avons fait des investissements de plusieurs milliards de dollars et travaillons en étroite collaboration avec des collectivités comme celles qu'elle a mentionnées.

Nous allons venir à bout de ce problème, en partenariat avec les collectivités des Premières Nations.

* * *

[Français]

L'ENVIRONNEMENT

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, la situation est grave: le racisme environnemental sévit à Kanesatake.

[Traduction]

Sur les territoires mohawks de Kanesatake, il y a un dépôt de déchets toxiques. Des fuites de produits chimiques nocifs se produisent, ce qui a des répercussions sur la faune, la flore et les poissons, entre autres. Ce n'est pas comme si le gouvernement n'avait rien dit à ce sujet. Une directive, datée du 18 novembre 2020, a été remise au dépôt en question, et malgré cela, les écoulements de déchets toxiques se poursuivent.

La ministre pourrait-elle faire le point sur les mesures prises pour éliminer le dépôt de déchets toxiques de Kanesatake?

L'hon. Joyce Murray (ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier la députée de Saanich—Gulf Islands de ses efforts soutenus pour défendre l'environnement et ses concitoyens.

En ma qualité de ministre, la protection et le rétablissement des stocks de poisson et de leurs habitats dans nos cours d'eau sont une de mes priorités absolues. Éliminer les déchets de cette façon est un danger pour les gens, l'environnement et les stocks de poissons. C'est une pratique inacceptable. C'est d'ailleurs pour cela que le gouvernement a modernisé la Loi sur les pêches afin de protéger et de rétablir l'habitat du poisson, qu'un gouvernement précédent avait exclu de la Loi. Quiconque enfreindra cette loi devra répondre de ses actes.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

• (1515)

[Traduction]

LOI VISANT À FOURNIR UN SOUTIEN SUPPLÉMENTAIRE EN RÉPONSE À LA COVID-19

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 22 novembre, de la motion portant que le projet de loi C-2, Loi visant à fournir un soutien supplémentaire en réponse à la COVID-19, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité.

Le Président: Comme il est 15 h 15, conformément à l'ordre adopté plus tôt aujourd'hui, la Chambre passe maintenant au vote par appel nominal différé, à l'étape de la deuxième lecture du projet de loi C-2.

[Français]

Convoquez les députés.

• (1535)

[Traduction]

(La motion, mise aux voix, est adoptée par le vote suivant:)

(Vote n^o 5)

POUR

Députés

Aldag	Alghabra
Ali	Anand
Anandasangaree	Arseneault
Arya	Atwin
Badawey	Bains
Baker	Battiste
Beaulieu	Beech
Bendayan	Bennett
Bergeron	Bérubé
Bibeau	Bittle
Blair	Blanchette-Joncas
Blois	Boissonnault
Bradford	Brière
Brunelle-Duceppe	Carr
Casey	Chabot
Chagger	Chahal
Champagne	Champoux
Chatel	Chen
Chiang	Collins (Hamilton East—Stoney Creek)
Cormier	Coteau
Dabrusin	Damoff
DeBellefeuille	Desbiens
Desilets	Dhaliwal
Dhillon	Diab
Dong	Drouin

Dubourg	Duclos
Duguid	Duncan (Etobicoke North)
Dzerowicz	Ehsassi
El-Khoury	Erskine-Smith
Fergus	Fillmore
Fisher	Fonseca
Fortier	Fortin
Fragiskatos	Fraser
Freeland	Fry
Gaheer	Garneau
Garon	Gaudreau
Gerretsen	Gould
Guilbeault	Hajdu
Hanley	Hardie
Hepfner	Holland
Housefather	Hussen
Hutchings	Iacono
Ien	Jaczek
Jones	Jowhari
Kayabaga	Kelloway
Khalid	Khera
Koutrakis	Kusmierczyk
Lalonde	Lambropoulos
Lamoureux	Lapointe
Larouche	Lattanzio
Lauzon	LeBlanc
Lebouthillier	Lightbound
Long	Longfield
Louis (Kitchener—Conestoga)	MacAulay (Cardigan)
MacDonald (Malpeque)	MacKinnon (Gatineau)
Maloney	Martinez Ferrada
May (Cambridge)	May (Saanich—Gulf Islands)
McDonald (Avalon)	McGuinty
McKay	McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam)
McLeod	Mendès
Mencicino	Miao
Michaud	Miller
Morrice	Morrissey
Murray	Naqvi
Noormohamed	Normandin
O'Connell	Oliphant
O'Regan	Perron
Petitpas Taylor	Plamondon
Powlowski	Qualtrough
Robillard	Rodriguez
Rogers	Romanado
Sahota	Sajjan
Saks	Samson
Sarai	Savard-Tremblay
Scarpaleggia	Schieffe
Serré	Sgro
Shanahan	Sheehan
Sidhu (Brampton East)	Sidhu (Brampton South)
Simard	Sinclair-Desgagné
Spengemann	Ste-Marie
St-Onge	Sudds
Tassi	Taylor Roy
Thériault	Therrien
Thompson	Trudeau
Trudel	Turnbull
Valdez	Van Bynen
van Koeverden	Vandal
Vandenbeld	Vignola
Virani	Vuong
Weiler	Wilkinson
Yip	Zahid
Zuberi— 183	

Ordres émanant du gouvernement

Travaux de la Chambre

CONTRE

Députés

Aitchison	Albas
Allison	Angus
Arnold	Ashton
Bachrach	Baldinelli
Barlow	Barron
Benzen	Bergen
Berthold	Bezan
Blaney	Block
Boulerice	Bragdon
Brassard	Brock
Calkins	Cannings
Caputo	Carrie
Chambers	Chong
Collins (Victoria)	Cooper
Dalton	Davidson
Davies	Deltell
d'Entremont	Dowdall
Dreeschen	Duncan (Stormont—Dundas—South Glengarry)
Ellis	Epp
Falk (Battlefords—Lloydminster)	Falk (Provencher)
Fast	Ferreri
Findlay	Gallant
Gazan	Généreux
Gladu	Godin
Goodridge	Gourde
Gray	Green
Hallan	Hughes
Idlout	Johns
Julian	Kelly
Kmiec	Kram
Kramp-Neuman	Kurek
Kusie	Kwan
Lake	Lantsman
Lawrence	Lehoux
Lewis (Essex)	Lewis (Haldimand—Norfolk)
Liepert	Lloyd
Lobb	MacKenzie
Maguire	Martel
Masse	Mathysen
Mazier	McCaulley (Edmonton West)
McLean	McPherson
Melillo	Moore
Morantz	Morrison
Motz	Muys
Nater	O'Toole
Patzer	Paul-Hus
Perkins	Poilievre
Rayes	Redekopp
Reid	Richards
Roberts	Rood
Ruff	Schmale
Seeback	Shields
Shiple	Small
Soroka	Steinley
Stewart	Strahl
Stubbs	Thomas
Tochor	Tolmie
Uppal	Van Popta
Vecchio	Vidal
Vien	Viersen
Vis	Wagantall
Warkentin	Waugh
Webber	Williams
Williamson	Zarrillo
Zimmer— 129	

PAIRÉS

Aucun

Le Président: Je déclare la motion adoptée.

[Français]

En conséquence, ce projet de loi est renvoyé au Comité permanent des finances.

(Le projet de loi, lu pour la deuxième fois, est renvoyé à un comité.)

[Traduction]

Le Président: Je signale à la Chambre qu'en raison du vote par appel nominal différé, l'étude des ordres émanant du gouvernement sera prolongée de 19 minutes.

La députée de North Island—Powell River invoque le Règlement.

Mme Rachel Blaney: Monsieur le Président, au cours du vote, un député a quitté la Chambre après avoir voté, mais son vote n'a pas été retiré. Je vous demanderais de rappeler à la Chambre que les mêmes règles s'appliquent et que les députés qui sont présents pendant le vote doivent demeurer sur place jusqu'à ce que le vote soit terminé.

Le Président: Je tiens à rappeler aux députés que, lorsqu'ils votent, ils doivent demeurer à leur place jusqu'à ce que le compte des votes ait été annoncé. Je remercie la députée de North Island—Powell River.

* * *

[Français]

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, il est toujours agréable, le jeudi, de faire le point sur le travail parlementaire qui a été réalisé et sur celui qui s'en vient dans les prochains jours.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que nous avons démontré sans l'ombre d'un doute que nous sommes capables, de ce côté-ci de la Chambre, de travailler pour accélérer le processus parlementaire dans certaines situations. La démonstration en a été bien faite hier.

J'invite mon collègue ministériel à informer la Chambre et tout le Canada du travail parlementaire qui nous attend au cours des prochains jours.

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, je remercie mon honorable collègue de l'autre côté de la Chambre de sa collaboration. Il a raison de dire qu'il y a un bon esprit de collaboration. J'espère que cela va continuer.

Cet après-midi, la Chambre poursuivra le débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône.

[Traduction]

Demain, la Chambre entamera un débat à l'étape de la deuxième lecture du projet de loi C-3, qui modifierait le Code criminel et le Code canadien du travail afin d'accorder aux travailleurs des secteurs sous réglementation fédérale 10 jours de congé de maladie payé et d'ériger en infraction le fait d'intimider des patients ou de les empêcher de se faire soigner. Nous allons poursuivre ce débat lundi.

Décision de la présidence

[Français]

J'informe aussi la Chambre que, lundi après-midi, la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse va faire une déclaration ministérielle pour commémorer les événements vraiment tragiques qui ont lieu à l'École polytechnique de Montréal.

[Traduction]

Mardi et jeudi prochains seront des jours désignés, et mercredi et vendredi seront des jours réservés au débat sur l'Adresse.

Enfin, je tiens à informer la Chambre que les débats en comité plénier, conformément à l'article 81(5) du Règlement, pour examiner le budget supplémentaire des dépenses (B) auront lieu mardi et mercredi de la semaine prochaine.

* * *

PRIVILÈGE

L'ACCÈS DES DÉPUTÉS À LA CITÉ PARLEMENTAIRE — DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le Président: Je suis maintenant prêt à me prononcer sur la question de privilège soulevée le 23 novembre 2021 par le député de Banff-Airdrie et la députée de Salaberry-Suroît concernant la décision du Bureau de régie interne sur la vaccination obligatoire contre la COVID-19 pour les députés souhaitant entrer dans les lieux de la Chambre des communes.

Pendant son intervention, le député de Banff-Airdrie, s'appuyant sur un certain nombre de sources et de précédents, a déclaré que le Bureau ne possède pas — et ne s'est pas vu déléguer par la Chambre — le pouvoir de prendre la décision à laquelle il est arrivé le 19 octobre 2021, celle d'exiger que, pour être en mesure d'accéder aux édifices, les députés soient entièrement vaccinés contre la COVID-19 ou qu'ils fournissent une exemption médicale valide de même que la preuve de résultats négatifs à des tests de dépistage.

Le leader du gouvernement à la Chambre a indiqué que le Bureau avait agi dans les limites du mandat que lui confère l'article 52.3 de la Loi sur le Parlement du Canada, selon lequel il est chargé de toutes les questions financières et administratives intéressant la Chambre, ses locaux, ses services et les députés. Le leader du gouvernement a fait remarquer que la décision du Bureau tenait compte de l'intérêt collectif et de la santé de tous les députés dans le but de permettre à la Chambre de s'acquitter de ses fonctions.

● (1540)

[Français]

La députée de Salaberry—Suroît a pris la parole par la suite au sujet d'une question semblable, affirmant que le refus du Parti conservateur de divulguer le statut vaccinal de ses députés constituait une violation des privilèges de la Chambre. Elle a souligné que les privilèges des députés à titre individuel étaient subordonnés aux privilèges collectifs de la Chambre lorsqu'il était question de la santé et de la sécurité des députés.

La présidence souhaite répondre à cette préoccupation en assurant à tous que toutes les exemptions médicales, qu'elles soient présentées par les députés ou des employés, sont examinées par le personnel responsable de la santé et de la sécurité au sein de l'Administration de la Chambre. Quiconque ayant une exemption valide doit fournir la preuve d'un résultat négatif à un test récent de dépistage de la COVID-19 pour pouvoir accéder aux édifices.

[Traduction]

On demande à la présidence d'examiner si la question de l'interaction entre la décision du Bureau et les privilèges de la Chambre mérite qu'on lui accorde la priorité par rapport à tous les autres travaux.

Le Bureau de régie interne est l'organe directeur, constitué par la loi, de la Chambre des communes. Ses pouvoirs lui sont conférés par la Loi sur le Parlement du Canada, la Loi sur les relations de travail au Parlement et le Règlement de la Chambre. Il se compose de députés de tous les partis reconnus, et le Président en assume la présidence. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, il a mis en place diverses mesures relatives à la santé et à la sécurité afin de protéger quiconque travaille dans les lieux de la Chambre des communes et d'assurer le maintien des activités de celle-ci.

[Français]

Entre autres privilèges, droits et pouvoirs, la Chambre a le droit de réglementer et d'administrer son enceinte et celui de bénéficier de la présence et des services des députés. Comme on peut le lire à la page 122 de *La procédure et les usages de la Chambre des communes*, troisième édition:

Les privilèges de la Chambre des communes comprennent « les droits qui lui sont nécessaires pour agir en toute liberté dans son domaine de compétence, et les pouvoirs qu'il lui faut posséder pour exercer ces droits quand les circonstances l'y contraignent ». Il est bien établi que, par extension, la Chambre a la compétence entière et exclusive de réglementer et d'administrer son enceinte sans ingérence extérieure, y compris d'en contrôler l'accès.

[Traduction]

Si l'on doit limiter l'accès des députés aux édifices parlementaires, il serait conforme à ces principes que ce soit la Chambre elle-même qui établisse les limites. Il importe toutefois de tenir compte du contexte particulier dans lequel le Bureau a pris sa décision. Alors que le Parlement était dissous, le Bureau a été appelé à prendre une décision au sujet de la vaccination obligatoire des personnes désirant accéder aux lieux de la Chambre des communes. Il a pris sa décision après avoir examiné les recommandations de divers responsables de la santé publique pour limiter la propagation de la COVID-19 en temps de pandémie, et ce, afin d'assurer la santé et la sécurité de quiconque travaille dans les édifices de la Chambre. Celle-ci n'ayant pas encore été convoquée, elle n'était pas en mesure de se prononcer sur la question.

● (1545)

[Français]

La décision du Bureau de restreindre l'accès aux édifices de la Chambre des communes uniquement aux personnes — ce qui inclut les députés — qui sont entièrement vaccinées ou qui ont une exemption médicale valide a pour effet d'assujettir à des conditions la participation des députés aux délibérations de la Chambre. Depuis que la question de privilège a été soulevée, la Chambre a adopté une motion qui traite de ce sujet, ce qui signifie qu'elle a explicitement approuvé la décision du Bureau de régie interne et les conditions qu'elle impose aux députés qui veulent prendre part aux délibérations. Bien que la question de la vaccination obligatoire des députés soit réglée, la présidence est d'avis que l'interaction entre les droits et privilèges de la Chambre et les pouvoirs du Bureau demeure un problème, et que le Bureau semble avoir outrepassé ses pouvoirs d'une manière qui n'est pas compatible avec les privilèges de la Chambre.

Privilège

[Traduction]

Par conséquent, la présidence conclut que la question de privilège est fondée de prime abord.

La présidence a lu la motion suggérée par le député de Banff—Airdrie dans son avis écrit et, vu l'évolution des choses, croit qu'elle dépasse la portée limitée de ce type de motion. Comme l'indique *La procédure et les usages de la Chambre des communes*, troisième édition, à la page 150: « L'usage veut qu'il soit généralement mentionné dans ce genre de motion que la question est renvoyée pour étude à un comité [...]. » Dans une décision datant du 16 juin 2021, à la page 8552 des Débats de la Chambre des communes, la présidence a déjà affirmé, en pareilles circonstances: « [...] étant donné que les balises entourant ces motions sont claires et que les usages sont bien établis, la motion proposée devrait en être une de blâme ou constituer un renvoi au comité compétent pour étude. »

Le député de Banff—Airdrie peut compter sur l'aide et les conseils de la présidence et des greffiers au Bureau pour rédiger sa motion.

Par conséquent, la présidence réserve sa décision finale et en fera part à la Chambre dès que le député sera prêt à présenter la motion appropriée.

Je remercie les députés de leur attention.

LA NON-CONFORMITÉ ALLÉGUÉE À UN ORDRE DE LA CHAMBRE

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole pour répondre à la question de privilège soulevée par mon collègue d'en face à propos de l'ordre adopté par la Chambre à la législature précédente, qui demandait que des documents de l'Agence de la santé publique du Canada sur le Laboratoire national de microbiologie de Winnipeg soient rendus publics.

Je mettrai de côté la question de la pertinence ou de la possibilité d'appliquer à une législature un ordre adopté à une législature précédente. Plutôt, je m'en tiendrai au fond de la question qui a été soulevée à la législature précédente et à la volonté du gouvernement de collaborer avec les partis de l'opposition afin de trouver un mécanisme approprié permettant de gérer les demandes de documents qui contiennent de l'information confidentielle pour des raisons de sécurité nationale.

Comme nous le savons tous, à la 43^e législature, tous les partis de l'opposition ont pressé le gouvernement de rendre publics des documents qui contenaient des renseignements liés à la sécurité nationale, ce qui aurait nui à la réputation du Canada auprès de ses partenaires internationaux en matière de sécurité. Au cours de la législature précédente, les députés devraient savoir que l'Agence de la santé publique a travaillé avec diligence pour essayer de respecter l'ordre de la Chambre. Dans le cadre de ce travail, l'Agence a tenté de trouver un juste équilibre entre le droit des parlementaires d'avoir accès à l'information et le devoir du gouvernement de protéger cette information d'une divulgation publique.

[Français]

En conséquence, l'ancienne ministre de la Santé a renvoyé l'affaire au Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement, vu l'expertise des membres du Comité en matière de sécurité nationale.

Le Comité, composé à la fois de membres de la Chambre et du Sénat, a un mandat large et peut examiner toute activité menée par un ministère en lien avec la sécurité nationale ou le renseignement.

Le gouvernement continue d'être d'avis qu'il s'agit d'un mécanisme approprié pour l'examen des documents par des parlementaires et le meilleur moyen d'assurer la protection des renseignements assujettis à la confidentialité en matière de sécurité nationale.

Malheureusement, ce n'était pas une approche acceptable pour les partis de l'opposition.

● (1550)

[Traduction]

Si cette question est relancée au cours de la présente législature au moyen d'une motion de fond, le gouvernement croit qu'avec la coopération des autres députés, il sera possible de trouver une solution à cette impasse.

Dans cet esprit, je voudrais évoquer la décision du Président Milliken du 27 avril 2010, concernant le droit de procéder à des enquêtes et d'ordonner la production de documents. Je cite la décision du Président Milliken:

Certes, selon les propos que j'ai entendus, il semble évident à la présidence que les députés prennent au sérieux le caractère sensible des documents en question ainsi que la nécessité de protéger les renseignements confidentiels qu'ils contiennent. La présidence doit conclure que la Chambre n'a pas outrepassé ses pouvoirs en demandant les documents visés dans l'ordre qu'elle a adopté le 10 décembre. La question à trancher me semble maintenant être la suivante: Est-ce possible d'instaurer un mécanisme par lequel ces documents pourraient être mis à la disposition de la Chambre sans compromettre la sécurité et la confidentialité des renseignements qu'ils contiennent? Autrement dit, est-il possible pour les deux côtés de travailler ensemble dans l'intérêt véritable des Canadiens qu'ils servent, afin de trouver un moyen qui puisse concilier les intérêts de chacun? Ce n'est certainement pas un souhait utopique.

En s'appuyant sur l'approche adoptée par la Chambre en 2010, le gouvernement estime qu'il y a de bonnes raisons d'espérer la résolution de ce différend. J'aimerais décrire aux députés le mécanisme d'examen que nous proposons. Ce mécanisme autoriserait certains parlementaires à voir une version non caviardée des documents sans compromettre la confidentialité des renseignements de nature délicate.

Le mécanisme proposé se fonde sur le comité spécial formé de parlementaires et le groupe d'arbitres auxquels la Chambre a eu recours en 2010 pour examiner les documents liés au transfert de détenus afghans des Forces armées canadiennes aux autorités afghanes.

Le modèle proposé établit un juste équilibre entre deux principes clés: premièrement, la reddition de comptes au Parlement, en optimisant la divulgation d'information et la transparence; et deuxièmement, la protection des renseignements sensibles et confidentiels dont la divulgation pourrait nuire au Canada. Il reflète la compréhension, de la part du gouvernement, du rôle de la Chambre des communes pour ce qui est d'exiger des comptes du gouvernement et de son besoin d'avoir accès à des renseignements complets et exacts pour s'acquitter de ce rôle.

En même temps, il reflète la compréhension, de la part de la Chambre des communes, des responsabilités du gouvernement en ce qui a trait à la sécurité nationale, à la défense nationale et aux relations internationales. De plus, il reflète la reconnaissance de longue date, par le Parlement, de la nature sensible des renseignements protégés par le secret professionnel ou le secret du Cabinet et de la nécessité, parfois, d'en maintenir la confidentialité.

J'aimerais maintenant décrire la composition du comité et du groupe d'arbitres, les mesures de sécurité appropriées pour protéger les renseignements et les méthodes de vérification des documents.

Commençons par la composition proposée du comité et du groupe d'arbitres. Le gouvernement et les partis de l'opposition signeraient un protocole d'entente en vue de créer le comité et de nommer un groupe d'arbitres. Le comité serait formé d'un député de chacun des partis signataires et d'un remplaçant par parti. Le groupe d'arbitres pourrait être formé de trois juges choisis par consensus des partis signataires.

Deuxièmement, je voudrais parler des mesures de sécurité visant à protéger l'information. Les membres du comité spécial mèneraient leurs travaux dans des locaux sécurisés du gouvernement et devraient suivre les mesures de sécurité appropriées afin de protéger les renseignements de nature sensible ou confidentielle. Cela comprend des mesures de sécurité physiques et techniques et des procédures de sécurité, ainsi que l'obligation pour les membres du comité d'obtenir la même cote de sécurité que les membres du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement. Les travaux du comité spécial et du groupe d'arbitres seraient appuyés par des fonctionnaires non partisans ayant obtenu la cote de sécurité nécessaire.

Les députés membres du comité recevraient les versions caviardées et non caviardées des documents produits par le gouvernement. S'il devait y avoir un désaccord concernant l'information à rendre publique, le comité renverrait la question au groupe d'arbitres. Ce dernier, dont la composition serait approuvée par tous les partis, prendrait une décision finale sur la façon de communiquer l'information concernée aux députés et de la rendre publique sans compromettre la sécurité nationale, la défense nationale et les relations internationales. Les solutions possibles seraient de caviarder les documents, de publier des résumés de l'information ou de rendre publics les documents en tout ou en partie.

Enfin, je voudrais aborder la question de l'examen des documents. Le modèle proposé comprend une méthode pour l'examen de documents qui contiennent des renseignements dont la divulgation porterait une atteinte grave à la sécurité nationale, à la défense nationale ou aux relations internationales, ce qu'on appelle documents contenant des informations confidentielles relatives à la sécurité nationale.

• (1555)

[Français]

Comme vous pouvez le constater, madame la Présidente, notre gouvernement a pris au sérieux la nécessité de proposer un mécanisme de contrôle raisonnable pour l'examen des documents contenant des informations confidentielles relatives à la sécurité nationale, comme le mentionne la décision d'avril 2010 du Président Milliken.

Les députés noteront la similitude avec l'approche adoptée en 2010, qu'une majorité de partis reconnus à l'époque avait jugé être à la fois raisonnable, et un équilibre efficace entre les intérêts des parlementaires d'obtenir les renseignements dont ils ont besoin, tout en voyant à ce que les renseignements confidentiels en matière de sécurité nationale soient traités avec la discrétion nécessaire pour protéger l'intérêt des Canadiens et de notre grand pays.

L'Adresse

[Traduction]

J'étais porte-parole en 2010 et je peux affirmer que le système se montrait très efficace pour atteindre l'équilibre.

J'espère que les délibérations seront fructueuses avec les députés des partis de l'opposition et, comme l'a indiqué le Président Milliken, ce n'est certainement pas un souhait utopique que d'espérer la collaboration entre tous les partis. Je remercie les députés de l'attention qu'ils portent à cet enjeu important, ainsi que de leur indulgence quant à la réponse à cette question de privilège.

En terminant, nous croyons que cette proposition constitue un effort de bonne foi du gouvernement afin de régler cette question de manière responsable. Elle reconnaît le rôle de la Chambre des communes tout en respectant l'obligation gouvernementale de protéger les Canadiens contre les préjudices qui pourraient découler de la diffusion de renseignements de nature délicate sur la sécurité nationale. En fin de compte, nous partageons tous cette responsabilité en tant que députés. Nous devons faire notre travail dans cette enceinte et nous devons remplir nos obligations de manière responsable pour respecter les principes de sécurité nationale qui nous sont destinés afin de protéger ce grand pays.

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Je remercie le leader du gouvernement à la Chambre de son intervention. La question sera prise en délibération, et la décision sera communiquée dès que possible.

DISCOURS DU TRÔNE

[Traduction]

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une adresse soit présentée à Son Excellence la gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement.

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Madame la Présidente, il y a tellement de choses à commenter dans le discours du Trône. Personnellement, j'ai beaucoup réfléchi à la question des garderies. Quelle est, selon ma collègue, l'une des mesures qu'elle a hâte de voir se concrétiser dans les jours à venir lorsqu'on songe au discours du Trône? Y a-t-il quelque chose de particulier pour les gens de sa circonscription?

Mme Lena Metlege Diab (Halifax-Ouest, Lib.): Madame la Présidente, bienvenue au fauteuil. C'est la première fois que j'ai l'occasion de prendre la parole et de vous voir assise là-bas, alors je suis ravie d'être en votre présence.

[Français]

Je veux remercier mon collègue.

[Traduction]

Lorsque j'étais ministre et députée provinciale à l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse, j'avais éprouvé beaucoup de fierté le jour où le premier ministre et l'actuel ministre de l'Immigration, ainsi que certains députés de l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse se sont rendus dans ma circonscription pour faire une annonce très importante sur les garderies. C'était à l'Université Mount Saint Vincent. Il s'agissait d'un précédent pour la province, et ce sera le cas pour le pays.

L'Adresse

Mes filles, qui ont des enfants, vont en bénéficier. Comme nous le savons tous, les garderies et le coût de la vie peuvent occasionner de grandes difficultés, mais j'ai très hâte que toutes les provinces du pays participent à cette initiative.

• (1600)

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Madame la Présidente, j'aimerais souhaiter la bienvenue à la Chambre à la députée d'en face.

Dans ma circonscription, Sarnia—Lambton, nous avons beaucoup de personnes âgées. Même si elles touchent une pension de la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti, nombre d'entre elles doivent aussi travailler pour joindre les deux bouts. Lorsque la pandémie a frappé, elles ont touché la PCU, si bien que maintenant, elles ne reçoivent plus de Supplément de revenu garanti ou en reçoivent moins qu'avant. J'essaie de faire régler ce dossier depuis environ un an et demi. Entre ce problème et l'augmentation de la pension de la Sécurité de la vieillesse qui ne vise que les personnes âgées de 75 ans et plus, bien des aînés vont souffrir.

Je n'ai pas entendu grand-chose dans le discours du Trône à ce sujet. La députée pourrait-elle en parler?

Mme Lena Metlege Diab: Madame la Présidente, je remercie ma collègue de m'avoir souhaité la bienvenue à la Chambre. Je suis très heureuse d'être ici et de pouvoir collaborer avec elle et tous ses collègues.

C'est une très bonne question, que j'ai beaucoup entendue quand je faisais campagne dans ma circonscription. J'en ai parlé à nos collègues de ce côté-ci de la Chambre, et c'est une question dont la ministre est très consciente. C'est un dossier auquel j'attends avec impatience que son ministère travaille, et j'ai reçu l'assurance qu'il le fait.

Je sais que les personnes âgées ont reçu le remboursement au cours de l'été, et que la plupart d'entre elles l'ont très bien accueilli. Comme je l'ai dit, j'attends avec impatience que la ministre et le ministère se penchent également sur cette question.

M. Jamie Schmale (Haliburton—Kawartha Lakes—Brock, PCC): Madame la Présidente, je suis heureux de pouvoir poser une question à la députée d'en face. Je la remercie de ses propos et la félicite pour sa victoire électorale.

La députée a fréquemment mentionné les services de garde d'enfants dans son discours, ainsi que dans ses questions et commentaires. Étant donné que le gouvernement fédéral accusait un déficit important avant la pandémie et que les libéraux affichent maintenant un déficit colossal, comment les services de garde d'enfants seront-ils financés? Seront-ils financés par des dépenses déficitaires que devront supporter les enfants qui fréquenteront les garderies lorsque l'argent commencera à circuler et que les places seront créées?

Mme Lena Metlege Diab: Madame la Présidente, je suis très heureuse de répondre à cette question, car notre pays et nos familles dépendent de ces investissements et il s'agit là d'une façon de permettre à un plus grand nombre de familles, d'hommes et de femmes de réintégrer le marché du travail. Nous savons tous que nous connaissons des pénuries de main-d'œuvre. Nous devons faire en sorte que les personnes retournent au travail et nous savons tous que les services de garde d'enfants sont très coûteux. Il s'agit d'un investissement dans nos enfants, et dans mon cas, dans mes petits-enfants, et je m'en réjouis. Il s'agit d'un investissement. C'est une

chose que mon père m'a apprise quand j'étais enfant. Il s'agit d'investissements et non de dépenses. C'est ainsi que je vois les choses.

M. Blake Richards (Banff—Airdrie, PCC): Madame la Présidente, en réponse à la décision rendue par votre collègue il y a quelques instants, je tiens d'abord à lui offrir mes remerciements. Je crois que la présidence a sans contredit établi le principe selon lequel le Bureau de régie interne n'a pas le pouvoir indépendant de refuser aux députés l'accès à la Cité parlementaire. Par conséquent, je suis satisfait de la décision, ainsi que du précédent qui vient d'être établi à ce sujet. Je remercie la présidence de sa décision.

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Cette réponse à la décision nous paraît un peu inhabituelle. Nous en prenons bonne note et nous y reviendrons, au besoin.

Nous reprenons le débat. Le député de Parkdale—High Park a la parole.

• (1605)

M. Arif Virani (Parkdale—High Park, Lib.): Madame la Présidente, je suis heureux d'avoir l'occasion d'intervenir pour la première fois à la Chambre des communes en cette 44^e législature.

Je prends la parole depuis ma circonscription, Parkdale—High Park, qui est située sur le territoire traditionnel des Anishnabes, des Chippewas, des Haudenosaunee, des Hurons-Wendat et, plus récemment, des Mississaugas de Credit. Toronto est bien connue comme ville où l'on trouve encore aujourd'hui diverses communautés des Premières Nations, inuites et métisses.

Avant de parler de mesures législatives, j'aimerais profiter de ma première intervention en cette 44^e législature pour remercier certaines personnes importantes qui m'ont amené jusqu'ici.

D'abord et avant tout, je remercie ma famille: mes deux fils, Zakir et Nitin, et mon épouse, Suchita, qui, en plus de m'appuyer dans mes projets politiques, travaille à protéger notre pays contre la COVID-19 en tant que membre de l'incroyable équipe de l'Agence de la santé publique du Canada, qui s'occupe des contrôles sanitaires aux frontières et des procédures de mise en quarantaine. Un grand merci à Suchita pour tout ce qu'elle fait dans le but d'assurer la sécurité de notre pays.

Je tiens également à remercier les innombrables bénévoles qui m'ont aidé à me rendre là où je suis aujourd'hui.

Je voudrais aussi remercier tous les membres de ma famille et mes amis qui ont pris le temps de frapper aux portes, de poser des affiches et de faire tout le travail en coulisse, sans quoi la campagne électorale n'aurait pas été possible.

Je me sens très honoré que les membres de ma collectivité m'aient demandé d'être leur porte-parole au Parlement, et ce, pour la troisième fois de suite. Il s'agit d'un privilège et d'une responsabilité que je ne prends pas à la légère. Au cours de la présente législature, mes priorités demeurent celles dont me parlent mes concitoyens et celles qui me tiennent à cœur. Il y a la lutte contre les changements climatiques et l'abordabilité du logement, qui préoccupent considérablement les habitants de Parkdale—High Park, ainsi que des dossiers auxquels j'ai consacré ma vie, comme la promotion des droits de la personne à l'étranger et au pays, ainsi que la lutte contre la discrimination et le racisme partout où ils se manifestent.

L'Adresse

Pour ce qui est du discours du Trône, j'estime qu'après avoir élu le gouvernement pour une troisième fois de suite, les Canadiens ont clairement indiqué quelles sont leurs priorités pour la 44^e législature. Il s'agit fondamentalement de terminer la lutte contre la COVID-19 et de rebâtir l'économie de manière à la rendre plus inclusive qu'à l'époque où les mots « coronavirus » et « COVID-19 » ne faisaient pas encore partie de notre vocabulaire.

Dans mon intervention d'aujourd'hui, je parlerai d'abord des soins de santé, compte tenu de la propagation actuelle d'un autre variant du virus, le variant Omicron.

En ce qui concerne les soins de santé et la COVID-19, je tiens tout d'abord à faire écho à ce qui a été dit dans le discours du Trône. Je présente mes condoléances non seulement à la famille de la sénatrice Forest-Niesing, qui est décédée à cause de la COVID, mais aussi aux familles des 29 714 personnes qui ont perdu la vie à cause de la COVID-19, en date du début décembre de cette année.

À l'heure actuelle, les statistiques démontrent que nous menons l'une des campagnes de vaccination les plus réussies au monde: 86 % de tous les Canadiens âgés de 12 ans et plus sont pleinement vaccinés. Dans ma ville, Toronto, le taux est de 85 %, ce qui dépasse celui de nombreuses autres grandes villes comme Londres, en Angleterre, New York, Chicago et Los Angeles. Jusqu'à présent, nous avons fourni 60 millions de doses de vaccin, y compris les doses de rappel et les premières doses destinées aux jeunes, et en tant que gouvernement, nous poursuivrons sur cette lancée.

Pour en revenir aux jeunes, les députés m'ont déjà entendu parler de Zakir et Nitin, mes fils de 10 et 7 ans, respectivement. Ils ont reçu leur première dose dimanche dernier dans une clinique sans rendez-vous de Toronto, et leur mère Suchita et moi sommes très fiers de nos deux petits garçons. Loin d'hésiter à se faire vacciner, ils se sont montrés plutôt impatients et se sont même chamaillés pour savoir qui passerait en premier.

Mes parents, tous les deux âgés de près de 80 ans, se font vacciner pour la troisième fois cette semaine. Maintenant que j'ai atteint l'âge vénérable de 50 ans, il semble que je serai admissible à ma troisième dose en Ontario, car c'est ce qui se passe avec les injections de rappel pour les personnes de plus de 50 ans. Je fais maintenant partie de ce petit groupe.

Je crois que ce qui importe, c'est que le gouvernement est connu pour fournir gratuitement des vaccins à tous les Canadiens qui souhaitent être vaccinés. Je suis fier de cette réputation et du fait qu'il a rendu la vaccination obligatoire pour les fonctionnaires fédéraux, les employés des industries sous réglementation fédérale et les voyageurs interprovinciaux.

Je suis également très fier que l'une des premières mesures du gouvernement libéral ait été de déposer une mesure législative, le projet de loi C-3, qui vise à créer une nouvelle infraction pour les personnes qui intimident les travailleurs de la santé ou qui cherchent à empêcher quelqu'un d'accéder à des traitements. Je ne parle pas seulement de mon épouse ici. Je parle des milliers d'autres travailleurs de la santé qui ont tant fait pour nous protéger de la COVID-19 au cours des 22 derniers mois. Ces personnes méritent nos louanges et notre gratitude, pas notre mépris ou notre violence.

● (1610)

Toutefois, je sais qu'il faut investir dans notre système de santé et éliminer les obstacles pour les populations vulnérables si nous voulons mettre un terme à cette pandémie. Je pense à Joyce Echaquan

et à l'expérience que vivent les Autochtones dans le système de santé de ce pays. Il faut aussi remédier aux retards dans le traitement des cas de COVID-19. Il faut réduire les temps d'attente, renforcer les protections dans les établissements de soins de longue durée du pays et protéger nos aînés, améliorer l'accès aux services en santé mentale et de traitement des dépendances — et je suis fier que nous ayons maintenant un ministre qui s'y consacre entièrement —, et empêcher la privatisation de notre système de soins de santé.

Les députés m'ont entendu dire que le climat est une de mes priorités et une des priorités de mes concitoyens. Les changements climatiques préoccupaient tout le monde lors des élections de cet automne, pas uniquement dans ma circonscription, mais partout au pays. Évidemment, nos prières et pensées accompagnent tous nos voisins de Colombie-Britannique qui, en quelques mois seulement, ont subi des incendies de forêt et doivent maintenant gérer de tragiques coulées de boue. Lutter contre les changements climatiques n'est pas strictement l'affaire de la Colombie-Britannique. C'est l'affaire du Canada. C'est l'affaire du monde entier. Nous avons été élus avec le mandat d'agir, et c'est exactement ce que nous faisons. C'était précisé dans le discours du Trône.

Nous allons augmenter la tarification de la pollution et l'incitatif à agir pour le climat, qui permet aux Canadiens d'apporter des changements dans leur vie personnelle. Nous allons interdire les plastiques à usage unique. Nous allons rendre impossible l'achat d'une nouvelle voiture ou d'un nouveau véhicule utilitaire léger qui n'est pas électrique en 2035 et nous allons favoriser cette mesure en offrant de généreux remboursements fédéraux pour l'achat de véhicules électriques et en fournissant davantage d'infrastructures de recharge pour les véhicules électriques. Nous allons plafonner les émissions de gaz à effet de serre du secteur des hydrocarbures et nous assurer que le Canada atteigne la carboneutralité d'ici 2050 grâce à des cibles quinquennales imposées par la loi. Nous allons mettre fin aux subventions accordées aux combustibles fossiles d'ici 2023.

En ce qui concerne le réseau électrique, nous allons éliminer progressivement le charbon comme source d'énergie partout au pays d'ici 2030. Les libéraux ont réussi à éliminer le charbon en Ontario il y a plus d'une décennie. Quelle incidence ces mesures ont-elles sur mes concitoyens? Dans les circonscriptions comme la mienne, Parkdale—High Park, nous avons bonifié le service de partage de vélos et augmenté le nombre de bandes cyclables. Il y a neuf nouvelles stations de partage de vélos pour promouvoir le transport actif. Nous avons versé près de 4 millions de dollars pour les infrastructures vertes au zoo de High Park et au centre de la nature de High Park pour des projets d'énergie durable.

En matière de logement, nous renforçons l'économie du pays en veillant à ce que les logements soient abordables. Pendant la campagne, j'ai entendu à maintes reprises des représentants de tous les secteurs parler de logements supervisés, de logements locatifs et de logements pour ceux qui veulent acheter. Nous répondons aux besoins de collectivités comme la mienne par des mesures comme la Stratégie nationale sur le logement, les subventions aux locataires des coopératives de logement sous contrôle fédéral et l'injection de 1,2 milliard de dollars dans la Toronto Community Housing Corporation pour aider à l'entretien, la réparation et la rénovation des logements. Nous avons également mis en œuvre l'Initiative pour la création rapide de logements et nous l'avons bonifiée, ce qui a permis l'octroi de 14 millions de dollars pour la construction de nouveaux logements dans ma circonscription. Ce sont là des mesures essentielles pour assurer la reprise inclusive que nous préconisons.

L'Adresse

J'ai également parlé des droits de la personne et de la lutte contre la discrimination. Je suis arrivé ici en tant qu'avocat spécialisé en droit constitutionnel et en droits de la personne en 2015. L'orientation que j'ai et mon engagement à protéger les libertés fondamentales n'ont pas faibli. Au cours des six dernières années, j'ai eu le grand privilège de travailler sur de nombreux aspects tels que l'installation des réfugiés syriens, la réactivation d'une stratégie nationale de lutte contre le racisme, la lutte contre l'islamophobie, l'obtention d'une aide juridique pour les demandeurs d'asile et le dépôt lors de la dernière législature d'un projet de loi visant à lutter contre la haine en ligne.

Cet important travail de défense des droits de la personne doit se poursuivre. Je promets à mes concitoyens de continuer à défendre ardemment les droits de la personne pour ceux qui, en Europe de l'Est, sont menacés par Vladimir Poutine et la Russie, comme les Ukrainiens et les Polonais. Je réitère également mon engagement auprès de mes concitoyens tibétains qui ne veulent rien de plus que la simple permission de la part de la République populaire de Chine de parler leur langue et de pratiquer le bouddhisme tibétain. L'approche de la Voie du Milieu, préconisée par le dalaï-lama, peut nous y aider, et je continuerai à défendre cette approche.

Sur le plan national, la défense des droits de la personne doit porter sur le renouvellement de l'engagement vers la réconciliation. Lors de la 42^e législature, j'ai eu le privilège de travailler sur la Loi sur les langues autochtones et j'ai appris tellement de choses sur la situation actuelle et le chemin qu'il nous reste à parcourir. Tout comme moi, mes concitoyens ont découvert avec horreur qu'il y avait des tombes anonymes sur les anciens sites des pensionnats. Je me suis engagé publiquement auprès de mes concitoyens et je m'engage ici et maintenant à ce que mon travail de lutte contre la discrimination se concentre sur la discrimination contre les Autochtones. Il reste encore tellement à faire, notamment pour les avis de faire bouillir l'eau et la discrimination au sein du système de protection de l'enfance.

Pour finir, je m'engage à faire tout le travail nécessaire pour la communauté LGBTQ2. Hier fut une journée historique au Parlement avec l'adoption du projet de loi C-4 avec un consentement unanime, mais le travail n'est pas terminé tant que ce projet de loi ne sera pas adopté au Sénat et n'aura pas reçu la sanction royale. C'est seulement après cela que l'égalité des droits de la communauté LGBTQ2 canadienne et de tous les Canadiens sera effective.

Voici donc mes engagements pour le climat, pour le logement, pour la lutte contre les inégalités et la discrimination et pour les droits de la personne au Canada et à l'étranger. Le discours du Trône expose les grandes lignes d'action de notre gouvernement, et je suis très fier de pouvoir participer à ce travail.

• (1615)

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Madame la Présidente, je sais que le député est une personne d'une grande intelligence, puisqu'il est avocat, et qu'il lutte pour protéger les droits de la personne. La Charte garantit aux Canadiens le droit d'entrer au Canada et d'en sortir librement. Les politiques des libéraux empêchent toutefois près de 3 millions de Canadiens non vaccinés de prendre l'avion ou le train; ils ne peuvent pas non plus franchir une frontière terrestre. Ils sont donc essentiellement coincés au Canada.

Le député convient-il que cette situation contrevient aux droits garantis par la Charte? Quels arrangements raisonnables le gouvernement serait-il prêt à mettre en place pour rectifier la situation?

M. Arif Virani: Madame la Présidente, je félicite la députée de Sarnia—Lambton d'avoir été réélue. Elle soulève un point important. Les libertés fondamentales ont été sujettes à controverses dans le contexte de la COVID et des mesures de lutte contre la pandémie. Quand on parle des droits garantis par la Charte et du droit à la mobilité, il faut toutefois souligner très clairement que les gens ont le droit d'entrer au pays, d'en sortir et d'y revenir. Même les dernières restrictions que nous avons mises en place — à l'intention des personnes qui sont allées dans des pays ou des endroits où il y a une épidémie du variant Omicron — n'empêchent pas les Canadiens de revenir au Canada. C'est le premier point que je souhaite souligner.

Deuxièmement, il faut comprendre que tous les droits garantis par la Charte sont sujets à ce qu'on appelle la clause d'exemption, à l'article 1. Selon celle-ci, ils ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d'une société libre et démocratique. La pandémie actuelle constitue une situation d'urgence comme on n'en avait pas vu depuis 100 ans. Il a été nécessaire d'instaurer des mesures importantes, et parfois des limites importantes, pour protéger les gens. C'est un but sur lequel la députée de Sarnia—Lambton et moi-même nous entendons sûrement, et il est fondamental...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Nous passons aux questions et observations. Le député de Mirabel a la parole.

[Français]

M. Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Madame la Présidente, d'abord, j'aimerais remercier du fond du cœur le député de Parkdale—High Park de son intervention.

Je vois que c'est un homme très sensible à la question de la santé et du financement de cette dernière, ainsi que de la santé mentale.

Je dois faire une confession aujourd'hui. La seule fois que j'ai lu la Constitution canadienne, c'était la version française, dans laquelle la santé est une compétence exclusive des provinces.

J'aimerais que mon collègue m'instruise sur ce qui est écrit dans la version anglaise, s'il vous plaît.

M. Arif Virani: Madame la Présidente, je remercie le député de Mirabel de sa question et je lui souhaite la bienvenue à la Chambre.

Actuellement, la santé est partagée entre les deux ordres de gouvernement. Je peux donner plusieurs exemples, mais le premier est la Loi canadienne sur la santé, qui divise les pouvoirs en matière de santé et en donne certains au gouvernement fédéral.

[Traduction]

Il y a aussi la Loi réglementant les produits du tabac, qui permet au gouvernement fédéral de prendre des règlements concernant la santé et qui a été confirmée dans des litiges comme relevant de la compétence fédérale en matière de soins de santé.

Bien entendu, il y a aussi le fait qu'à l'échelle nationale, le gouvernement fédéral a compétence sur les soins de santé offerts aux Premières Nations.

Par conséquent, l'affirmation du député est malheureusement inexacte. Le gouvernement fédéral partage la compétence en matière de santé.

Mme Lindsay Mathysen (London—Fanshawe, NPD): Madame la Présidente, j'ai remarqué avec beaucoup d'intérêt que le député de Parkdale—High Park a parlé de la lutte contre tous les types de haine — en particulier l'islamophobie — auxquels nous sommes confrontés dans nos collectivités. Comme je viens de London, en Ontario, cela me préoccupe vivement, et j'ai été très heureuse lorsque la Chambre a adopté à l'unanimité ma motion visant à demander la tenue d'un sommet sur la lutte contre l'islamophobie.

Ce sommet a eu lieu l'été dernier, et j'aimerais beaucoup que le député nous dise ce que son gouvernement compte faire des recommandations émises par les incroyables organismes du pays qui ont participé à ce sommet, et à quelle vitesse il compte le faire.

M. Arif Virani: Madame la Présidente, je comprends la douleur dont parle la députée de London—Fanshawe à propos de décès des membres de la famille Afzaal, qui a été assassinée si tragiquement dans une attaque terroriste quand une camionnette a quitté la chaussée pour les frapper de plein fouet. C'est une attaque terroriste horrible et il faut faire tout notre possible pour éviter que cela se reproduise. Je remercie la députée d'avoir organisé le forum sur l'islamophobie.

À cet effet, notre plateforme comprend deux engagements très précis pour découvrir pourquoi des personnes se radicalisent au point d'entretenir une haine qui les amène à tuer leur prochain. En premier lieu, il s'agit de présenter à nouveau, dans un délai de 100 jours, des mesures législatives pour lutter contre la haine en ligne et, en second lieu, de présenter à nouveau, dans un délai de 100 jours, des mesures législatives pour réglementer les géants du Web qui tolèrent malheureusement la haine et la propagent même parfois.

● (1620)

[Français]

M. Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Madame la Présidente, j'aimerais partager mon temps de parole avec la députée de Shefford.

J'aimerais prendre quelques secondes pour remercier les bénévoles du Centre d'entraide de Saint-Colomban, de la paroisse Saint-François-d'Assise d'Oka et du Carrefour d'entraide de Saint-Placide pour l'organisation de leur guignolée. Ce sont de grands gestes de don de soi et je les salue.

J'aimerais aussi, au passage, saluer une citoyenne de ma circonscription, Mme Jasmine Bikarski-Lalande.

En tant que nouveau parlementaire à la Chambre, j'espérais entendre de grandes choses ici et plus particulièrement dans le discours du Trône. Ce discours, pour moi, était le moment crucial où le gouvernement allait nous présenter les grandes lignes de son programme et, sans expliquer chacune de ses politiques en détail, au moins faire part de ses ambitions pour les quatre prochaines années. En effet, je présume que les libéraux auront compris qu'on ne déclenche pas des élections chaque fois qu'on a une saute d'humeur.

J'avais des attentes en lisant le discours du Trône, mais — on excusera l'universitaire en moi — je cherchais les notes en bas de page parce que ce discours n'avait pas de contenu, ce qui m'a fait de la peine. Durant la difficile campagne électorale, j'ai rencontré les gens de Mirabel qui remettaient en cause le déclenchement des élections et le fait qu'ils devraient se rendre dans des bureaux de vote en plein été et en pleine pandémie. Ces gens, ces familles, ces jeunes, dont les gens de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, qui ont subi des

L'Adresse

crues épouvantables, me parlaient aussi d'environnement et de changements climatiques.

Je m'attendais à trouver des réponses dans le discours du Trône. Au Bloc québécois, cela fait des années que nous sonnons l'alarme et que nous disons que le gouvernement n'agit pas, qu'il s'agisse du précédent ou de l'actuel. On nous répond que c'est une vue de l'esprit, nous répliquons que le gouvernement ne respecte pas ses cibles, on nous réitère que c'est une vue de l'esprit et que le gouvernement agit.

C'était une vue de l'esprit jusqu'à ce que le commissaire à l'environnement et au développement durable publie son rapport il y a quelques jours, dans lequel il estime que le gouvernement n'a pas répondu aux attentes. Le Canada est le cancre des pays du G7, il ne respecte même pas ses cibles et, en plus, il utilise la référence de 2005 plutôt que celle de 1990 pour cacher 15 ans d'exploitation débridée de pétrole sale. C'est inacceptable. Les autres pays qui se respectent, dont le Québec et l'Europe des 27, utilisent la référence de 1990.

Faisant montre d'ouverture d'esprit, j'étais curieux de voir comment le ministre expliquerait ces faits. Le ministre nous a dit que c'était à cause de l'ère Harper. Il a dit cela même si le rapport du commissaire de l'environnement couvrait toutes les années du gouvernement actuel.

Comme je l'ai dit, cependant, je suis un homme d'écoute; j'ai donc continué à écouter. Le gouvernement nous a dit que les libéraux agissaient, mais que le gouvernement Harper avait été tellement épouvantable qu'on en subissait encore les conséquences. J'ai donc décidé de faire une petite recherche pour voir ce que ce gouvernement avait fait pour le climat. C'est vrai, il a agi, je l'admets: il est allé dans l'Ouest pour acheter un pipeline qui a coûté 4,5 milliards de dollars de fonds publics.

N'étant pas très intelligent, je n'ai pas bien compris pourquoi le gouvernement avait fait cela. On nous a donné comme explication que ce pipeline serait tellement profitable que le gouvernement pourrait utiliser les profits pour combattre les changements climatiques.

Étant un bon chercheur, j'ai donc consulté les documents du directeur parlementaire du budget. Je me suis dit que le gouvernement fédéral devait faire de l'argent avec cela puisque le ministre dit toutes les 15 minutes que le gouvernement agit en matière de changements climatiques. Or, le taux de rendement de l'argent public investi dans le pipeline est de 0,5 %. En comparaison, comme les conservateurs le répètent, le taux d'inflation est de 5 %. On peut donc constater que l'environnement n'a à peu près aucune importance pour le gouvernement.

Je voulais faire une blague. Je voulais calculer combien d'arbres on pourrait planter avec les profits dégagés de ce pipeline, mais je me suis rendu compte que, sans les aides fiscales de l'Alberta, le pipeline serait dans le rouge. Pour que ma blague fonctionne, il faudrait aller dans la forêt et arracher des arbres, ce qui n'a aucun sens.

● (1625)

J'ai donc poursuivi ma réflexion. Je suis un homme très serein, très cartésien. Je me suis dit qu'il se passait sûrement quelque chose que je ne comprenais pas. Il y a tellement de gens intelligents, ici, qui sont en train de sauver la planète. C'est alors que j'ai vu la suite.

L'Adresse

La suite, c'est qu'il faut grossir le pipeline. Nous, nous ne l'avons pas compris, mais il faut réinjecter au moins 12 autres milliards de dollars d'argent public. Si on grossit le pipeline, qu'on y fait passer plus de pétrole et qu'on augmente la production, qu'est-ce qui va arriver? On va avoir plus d'argent pour combattre les changements climatiques.

On le comprendra, c'est ce genre de discours qui fait que les citoyens, les Québécois, les Canadiens deviennent cyniques. Toutefois, si les Canadiens et les Québécois ne comprennent pas l'entière du message envoyé par le gouvernement, les marchés financiers, eux, l'entendent.

Quel est donc ce message envoyé par ce gouvernement aux marchés financiers? Le message est le suivant. Si on est une compagnie étrangère, qu'on vient s'installer dans l'Ouest du Canada et qu'on décide de faire un mauvais investissement dans un pipeline qui, en plus d'être non rentable, n'est pas capable de fédérer la société civile, le Parti libéral sera là pour nous sauver. Si on rate notre coup, qu'on n'est pas bon, le Parti libéral sera là pour nous sauver. En anglais, cela s'appelle *too big to fail*.

Ne soyons pas surpris d'avoir des problèmes par la suite et qu'une importante partie du pays s'engluie dans cette industrie.

Le Bloc québécois est un parti de propositions. Ce que cette situation nous montre, c'est qu'il faut s'attaquer au capital qui est dirigé vers ces provinces et vers cette industrie. Quand on regarde les faits, on se rend compte qu'au cours des cinq dernières années, nos propres banques ont investi dans cette industrie 700 milliards de dollars provenant de l'argent des épargnants, des familles, des gens qui mettent l'argent dans le petit cochon.

Nous proposons donc une plateforme de finance verte. C'est très simple: on dit qu'on devrait obliger les banques canadiennes à déclarer publiquement leurs investissements dans le secteur pétrolier. C'est une question de transparence. Il faut afficher les choses. On affiche les aliments, on affiche les produits chimiques, on est obligé d'afficher le contenu des oreillers en plume, mais on n'est pas capable de savoir, quand on dépose son argent dans une institution financière canadienne, si on a un compte brun ou vert. C'est ce que nous demandons.

Je sais que, du côté des conservateurs, on ne m'aimera pas. Ce sont des adeptes du libre marché et cela tombe bien, parce que je suis professeur d'économie. La première chose qu'on montre aux étudiants du Cégep, c'est qu'une économie de marché fonctionne quand il y a de la transparence, quand les gens savent où ils mettent leur argent, quand ils savent ce qu'ils font. C'est ce que nous demandons.

En conclusion, je dirai une chose: on sait que les provinces de l'Ouest sont des victimes. Jean Chrétien a lui-même dit que, s'il avait donné autant d'argent au Québec qu'à l'Alberta, il aurait remporté tous les sièges au Québec. Personnellement, je pense que les Québécois ont plus de jugement que cela. Néanmoins, le message est là.

L'industrie pétrolière de l'Ouest, c'est une entreprise d'État subventionnée et aidée par divers paliers de gouvernement. C'est pour cette raison que nous voulons aussi proposer la péréquation verte. Nous laissons même notre cœur sur la table. Ce programme, qui profitera aux provinces qui feront le meilleur effort pour réduire leurs émissions, prendra en compte la péréquation et les subventions actuelles au pétrole.

Nous tendons la main et espérons que, de chaque côté de la Chambre, il y aura un peu d'introspection. À la page du dictionnaire où se trouve le mot « introspection », je garantis qu'il n'y a actuellement pas beaucoup de traces de doigt. Pour être capable de régler le problème, il faut être capable de l'admettre. Nous sommes un pétro-État. Les Québécois sont victimes de ce pétro-État. L'économie québécoise est victime de ce pétro-État. Il faut plafonner la production, il faut qu'elle décline, il faut aller vers l'avenir. C'est une réalité.

● (1630)

[Traduction]

M. Tim Louis (Kitchener—Conestoga, Lib.): Madame la Présidente, je souhaite la bienvenue au député d'en face et le félicite de son élection.

Puisqu'il s'agit de la première fois où je prends la parole depuis le début de la 44^e législature, j'aimerais aussi prendre le temps de remercier la population de Kitchener—Conestoga qui m'a accordé sa confiance pour la représenter dans cette enceinte. Je remercie également les bénévoles et tous ceux qui m'ont soutenu, surtout les membres de ma famille: mon épouse, Brenda; mon fils, Satchel, et ma fille Brooklyn. Leur confiance est très importante pour moi et je vais travailler sans relâche pour les soutenir.

Je viens du monde des arts. L'un des aspects que je respecte le plus chez les députés du Bloc est leur soutien indéfectible pour les arts au Québec et d'un bout à l'autre du pays.

Je tiens à donner la possibilité au député de se vanter un peu des artistes et des groupes de Mirabel qui le rendent si fier d'être leur représentant à la Chambre.

[Français]

M. Jean-Denis Garon: Madame la Présidente, je pourrais lui répondre avec les paroles de Gilles Vigneault:

Un monde finit, un autre commence
Tu peux ravalier ta romance
J'ai tout compris, je pense
Qu'on n'est plus du même pays

[Traduction]

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Madame la Présidente, étant moi-même originaire du Québec, j'ai trouvé cela magnifique.

Dans les derniers jours, je sais que le député a parlé notamment des problèmes liés aux armes à feu et aux gangs qui touchent les grandes villes du pays, dont Montréal.

Dans le discours du Trône, on n'a pas dit grand-chose à ce sujet, et je me demande si le député peut en témoigner. Quelles sont les solutions que le député aurait à proposer pour résoudre ce problème?

[Français]

M. Jean-Denis Garon: Madame la Présidente, je remercie mon honorable collègue de soulever cette question.

L'Adresse

Depuis plusieurs jours, nous avons très clairement énoncé notre proposition: nous demandons que le ministre mette immédiatement en place une escouade mixte, car cela relève de son pouvoir. Le fait que nous soyons obligés de le demander à répétition démontre bien que le gouvernement fédéral ne fait pas son travail et qu'il y a beaucoup plus à faire. Pour une fois qu'un dossier relève d'Ottawa, il faudrait que le gouvernement fédéral prenne ses champs de compétence en main et qu'il fasse son travail.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, j'espère que ma question ne sera pas un supplice parce que ce n'est pas dans le discours du Trône.

Je sais que la circonscription de Mirabel inclut la région de Kanesatake. J'ai soulevé mes inquiétudes durant la période des questions orales en lien avec les déchets toxiques qui se trouvent dans la circonscription, sur le territoire mohawk et dans la communauté de Kanesatake. Mon collègue a-t-il quelque chose à ajouter à ce sujet?

M. Jean-Denis Garon: Madame la Présidente, c'est une question qui suscite beaucoup d'émotion chez nous et je remercie l'ancienne cheffe du Parti vert de la soulever.

Nous avons présentement de la difficulté à connaître l'étendue des territoires pollués visés. Nous nous attendons à ce que le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral fassent équipe et la lumière sur cette situation et que cette collaboration mette fin au ping-pong sur ce dossier.

C'est une question qui est cruciale pour les gens de chez nous, que ce soit à Oka, à Saint-Benoît, à Saint-Placide, à Saint-Joseph-du-Lac ou à Kanesatake, où les gens sont les premiers à en souffrir. Cela touche une grande partie de ma circonscription et je remercie l'honorable députée de l'avoir souligné à la Chambre.

Mme Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon érudit collègue de Mirabel de son discours. J'aime tellement l'entendre parler de la finance verte que j'ai le goût de le relancer, au cas où il voudrait nous dire autre chose.

Je pense notamment à l'argent que les banques investissent dans le pétrole et les forages. J'ai cru entendre quelque part que cet argent reste là longtemps et ne sert à rien, alors qu'on pourrait faire autre chose avec. Qu'en pense mon collègue?

M. Jean-Denis Garon: Madame la Présidente, la finance qui nous intéresse, c'est celle qui génère des investissements à long terme. En effet, la croissance à long terme est générée par de l'investissement qui est durable. De son côté, la pollution à long terme est générée par des investissements durables dans les marchés les plus polluants.

Nous voulons effectivement accroître la transparence des banques parce que nous pensons que les consommateurs vont y réagir en toute connaissance de cause. De plus, nous pensons qu'il faut utiliser davantage la fiscalité pour finir par inciter les institutions financières et les fonds de placement à investir dans les technologies du futur ainsi qu'à réduire les risques qui...

• (1635)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): À l'ordre. L'honorable députée de Shefford a la parole.

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Madame la Présidente, c'est un peu intimidant de prendre la parole après mon si brillant collègue économiste de Mirabel. Je ne sais pas ce que je vais pouvoir faire pour réussir à être à sa hauteur, mais je vais me lancer.

C'est avec beaucoup de gratitude que je prends la parole aujourd'hui pour mon premier discours de cette 44^e législature. Je tiens d'abord à remercier tous mes bénévoles, les membres de l'équipe à mon bureau, de même que ma famille et mon conjoint. Je m'arrêterai ici pour ce qui est des remerciements, parce que j'aurais peur d'en oublier, mais également parce que je souhaite garder du temps pour mon discours. Toutefois, juste avant de commencer, je veux quand même remercier les électeurs de Shefford, qui m'ont accordé leur confiance pour un deuxième mandat, et ce, dans un contexte particulier. Ces élections ont eu lieu en pleine pandémie, et nous pouvons finalement dire: « tout ça pour ça ».

Ainsi, nous nous retrouvons avec un nouveau discours du Trône. Ma première impression est que ce discours est rempli d'ingérence dans les champs de compétence du Québec et des provinces, notamment en ce qui concerne le logement, la réforme des services policiers, la santé mentale, la gestion des ressources naturelles, la prévention en matière de violence et les services aux femmes. Par ailleurs, il y a de grands manques en matière de transferts en santé, de transition énergétique, de financement vert, de réforme de l'assurance-emploi, d'agriculture et, surtout, en ce qui concerne les aînés.

Mes collègues comprendront qu'en tant que porte-parole de la condition féminine, de l'égalité des genres et des aînés, j'aborderai mon intervention sous les angles suivants: les aînés, la santé, les femmes et la relance économique.

Tout d'abord, j'ai remarqué que les aînés sont complètement absents du discours du Trône, alors qu'on a pu voir qu'ils continuent de subir les effets de la pandémie. Leur situation financière, qui était déjà précaire bien avant la pandémie, a été exacerbée par la crise. Il n'y a donc rien pour les aînés de 65 ans à 74 ans, qui sont toujours les grands oubliés par le gouvernement.

Le gouvernement aurait pu profiter du discours du Trône pour corriger aussi une injustice, c'est-à-dire cette idée qui ne passe tout simplement pas auprès des groupes d'aînés que j'ai consultés, celle de créer deux classes d'aînés: les 75 ans et plus, et les 74 ans et moins. Tous doivent avoir droit, comme le propose le Bloc québécois, à une hausse de la Sécurité de la vieillesse de 110 \$ par mois dès l'âge de 65 ans.

Il y a pire encore. Dans son discours du Trône, le gouvernement n'a rien dit du tout sur les aînés. Je vais peut-être me répéter, mais il aurait pu aussi s'attaquer aux coupes dans le Supplément de revenu garanti, coupes que subissent les aînés qui ont reçu la PCU.

Dès le printemps 2020, des groupes d'ACEF ont interpellé la ministre du Revenu national pour lui faire part de leurs inquiétudes sur cette question, mais ils n'ont obtenu aucune réponse.

En août 2021, j'ai envoyé une lettre à l'ancienne ministre des Aînés, et mon collègue le député de Joliette a envoyé une correspondance à la ministre des Finances. La campagne électorale est arrivée et rien n'a bougé. Nous avons, depuis, renvoyé une lettre à nos ministres respectives, soit la nouvelle ministre des Aînés et la ministre des Finances.

Rappelons que notre solution est pourtant simple: à situation exceptionnelle, solution exceptionnelle. Nous proposons que la PCU soit, dans ce cas, considérée comme un revenu de travail et non comme une prestation autre — ce qu'elle est, en fait.

L'Adresse

Les aînés qui ont dû quitter leur emploi à cause de la pandémie avaient droit à la PCU. Ils n'ont pas à subir des baisses de 400 \$ en moyenne sur leur chèque. Tous doivent avoir droit à la révision de leur dossier en fonction de leur revenu actuel. Les conséquences sur le revenu mensuel sont immenses: choix de médicaments, mauvaise alimentation, perte de logement. Bref, l'état de santé de certains déperit à vue d'œil.

Si la sortie de la pandémie demeure une priorité de ce gouvernement, il devra aider les aînés les plus vulnérables à se sortir de la misère tout en investissant massivement en matière de santé. Au lieu de s'ingérer dans les champs de compétence du Québec et des provinces, comme il veut le faire avec des normes dans les CHSLD et dans la santé mentale, il devrait se concentrer sur ce qu'il doit et peut faire, c'est-à-dire répondre au front commun des provinces et du Québec en haussant la contribution du fédéral dans les transferts en santé de 22 % à 35 %, en les faisant passer de 42 milliards de dollars à 60 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 28 milliards de dollars par année.

Le gouvernement n'indique pas clairement ses intentions sur les transferts en santé, alors qu'il s'agit d'un enjeu primordial et crucial dans un contexte qui a révélé les lacunes du sous-financement chronique du système. En effet, depuis les années 1990, les conservateurs et les libéraux n'ont pas suffisamment investi. Ils ont même fait des coupes dans leurs transferts en santé.

L'augmentation des transferts en santé fait l'objet d'un consensus, tant au Québec qu'au Canada. Seuls les libéraux font obstacle au règlement du sous-financement chronique des systèmes de santé, malgré une motion qui a été adoptée à la Chambre des communes — sur laquelle les libéraux se sont retrouvés isolés — et malgré l'appui des dirigeants de la FTQ, de la CSN, de la CSQ et de la CSD.

En troisième point, parlons d'un dossier qui me tient particulièrement à cœur en tant que porte-parole en matière de condition féminine, soit les violences envers les genres.

Le Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe est déjà en place, et un plan décennal, sur 10 ans, c'est beaucoup trop long. On doit cesser les études et agir en transférant les sommes nécessaires à Québec.

● (1640)

En effet, si le fédéral ne sait pas quoi faire, le Québec sait quoi en faire. Le Bloc québécois a toujours soutenu que les fonds pour la lutte contre la violence conjugale devraient être puisés à même les transferts canadiens en matière de santé.

En réalité, en matière de politique familiale, sociale et selon la structure de son réseau de solidarité, le Québec fait encore une fois classe à part. Le Québec a un réseau unique, cohérent et intégré de services de santé et de programmes sociaux. Les politiques fédérales uniformes viennent souvent dédoubler et complexifier l'application des programmes québécois lorsque le gouvernement du Québec n'en a pas la pleine et complète maîtrise.

Cette réalité ne peut pas être ignorée et doit être prise en compte pour qu'une intervention fédérale soit pensée en étant à la fois efficace et respectueuse de la différence québécoise.

La prise en compte de la spécificité québécoise est consubstantielle. C'est une intervention fédérale qui doit être positive pour le Québec et favorable aux femmes et aux filles du Québec.

J'aurais pu aborder beaucoup d'autres enjeux, mais c'est ce que je souhaite voir être mis de l'avant dans la prochaine législature, mais avec beaucoup plus de mordant que ce que l'on a pu lire dans ce beaucoup trop mince document qu'est le discours du Trône. Que ce soit pour les changements climatiques où le gouvernement ne devra pas se limiter à dire que le Canada doit passer de la parole aux actes et que le temps presse, il doit prendre beaucoup plus d'engagements. Par exemple, il faut plafonner la production de gaz et de pétrole, et non pas l'intensifier en s'orientant vers l'énergie fossile. Il n'y a pas de pétrole ou de charbon propre. Il faut que cesse l'éco-blanchiment libéral.

Le gouvernement n'a pas encore déposé de plan détaillant les mesures concrètes qui lui permettrait de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'atteindre la cible de 2030. Il faut admettre l'inutilité du projet d'expansion de l'oléoduc Trans Mountain et annuler ce projet. Les sommes économisées devront financer la transition énergétique, viser une relance verte telle que l'a déjà proposée le Bloc québécois dès la rentrée en septembre 2020 en rendant public son plan de relance de l'après-COVID-19. Il proposait de lancer une véritable finance verte en poussant les banques à investir massivement dans la relance écologique, les énergies propres, les technologies vertes et l'efficacité énergétique qui, à terme, permettra d'offrir une véritable protection de notre environnement.

Il faudra aussi s'assurer de faire croître l'économie avec un soutien ciblé et prudent des dépenses, notamment par la prolongation des mesures d'aide, ainsi que des aides ciblées pour les industries affectées comme la culture et le tourisme, des secteurs économiques si importants pour la circonscription de Shefford.

Nous surveillerons de près la mise en application du projet de loi C-2 et y proposerons des améliorations. Il faudra aussi mener une lutte contre l'inflation et la très importante question de la pénurie de main-d'œuvre pour laquelle le Bloc québécois a fait sept propositions très intéressantes durant la dernière campagne.

Il faudra aussi travailler sur la réunification familiale, sur un programme de rétablissement des réfugiés et, en général, sur la question de l'immigration qui demeure problématique et qui occupe tellement mes adjoints à mon bureau, tout comme la question du logement social et de l'itinérance.

En conclusion, je pourrais dire qu'une sortie de crise qui appelle un plan clair, on n'a pas vu cela dans le discours du Trône.

Pour boucler la boucle, revenons sur les aînés. Un des moyens de protéger la population contre les effets de l'inflation est d'assurer un pouvoir d'achat décent, notamment chez les aînés. C'est pourquoi il faudra s'indigner.

Comme l'a déjà dit le grand humoriste québécois Yvon Deschamps, « vaut mieux être riche et en santé que pauvre et malade ». Si cela était vrai dans les années 1960, c'est malheureusement encore vrai en 2021 pour beaucoup trop d'aînés défavorisés.

Indignons-nous contre l'indifférence vécue par celles et ceux qui ont bâti le Québec et le Canada, et agissons.

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Madame la Présidente, là où je pourrais être d'accord avec la députée, c'est lorsqu'elle dit que certains dossiers, comme la santé et l'environnement, sont très importants pour les Canadiens. Là où j'ai tendance à ne pas partager son avis, c'est lorsqu'elle dit qu'il n'y a pas de plan.

L'Adresse

Ce n'est pas parce qu'une députée de l'opposition dit qu'il n'y a pas de plan que c'est vrai. En fait, c'est plutôt le contraire qui est vrai. Il y a un plan détaillé. Il suffit de le lire ou d'écouter ce que les députés du caucus libéral ont à dire. Il y a un plan concret. Même pendant la campagne électorale, des sources indépendantes ont dit très clairement que le Parti libéral avait le meilleur plan en matière d'environnement.

La députée ne convient-elle pas que des gens de toutes les régions du pays, y compris le Québec, ont reconnu que le gouvernement fédéral doit jouer un rôle plus important à l'égard des établissements de soins de longue durée et en matière de santé mentale? Ce sont deux dossiers très importants pour les gens de ma circonscription, et je dirais que cela vaut aussi pour les résidents de la circonscription de la députée. Compte tenu des attentes des résidents de nos circonscriptions respectives, la députée ne convient-elle pas que le gouvernement fédéral a un rôle à jouer?

• (1645)

[Français]

Mme Andréanne Larouche: Madame la Présidente, pour ce qui est des études qui démontrent qui avait le meilleur plan pour l'environnement, on repassera. On a entendu toutes sortes de choses. On a vu dans le dernier mandat que, quand vient le temps de donner du mordant à une loi et de faire en sorte que les objectifs ne soient pas que de grandes paroles, il est important de mettre des cibles précises dans une loi pour rendre le ministre redevable. Nous n'en avons pas été capables. Les libéraux se sont opposés à cela dans le dernier mandat.

Le gouvernement continue à investir massivement dans le pétrole et l'industrie du charbon. On a vu ce qui s'est passé à Glasgow. Manifestement, en matière d'environnement, les libéraux devront montrer un peu plus que les bottines suivent les babines.

Pour ce qui est de la santé mentale, c'est de l'ingérence dans les champs de compétence du Québec. Je suis tannée de voir le gouvernement fédéral jouer un rôle paternaliste, nous donner la leçon et essayer de s'ingérer dans la santé qui relève de nous. Pourquoi ne nous transfère-t-il pas la santé? Il faut me croire, le Québec va être capable de...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): À l'ordre. Nous passons aux questions et aux observations.

Je cède la parole à la députée d'Elgin—Middlesex—London.

[Traduction]

Mme Karen Vecchio (Elgin—Middlesex—London, PCC): Madame la Présidente, c'est merveilleux de vous revoir au fauteuil. C'est aussi merveilleux de poser une question à ma collègue, avec qui j'ai collaboré très étroitement dans les dossiers touchant les femmes.

Depuis le début de la pandémie, nous avons constaté une augmentation du nombre de décès et de cas de violence familiale, qui ont décuplé. Nous avons constaté d'énormes changements dans les statistiques.

J'aimerais que la députée nous fasse part de ses solutions à ces problèmes. Comme nous le savons, rien n'a été fait et nous continuons de voir les chiffres augmenter. Quelles mesures le gouvernement pourrait-il prendre pour assurer la sécurité des femmes?

[Français]

Mme Andréanne Larouche: Madame la Présidente, ce qu'on a surtout vu durant la pandémie, c'était des femmes coincées 24 heures sur 24 en présence de leur agresseur, des femmes qui avaient de la difficulté à sortir de ce cercle de la violence. Comme je l'ai mentionné dans mon discours, les plans d'action sur 10 ans sont trop longs, car c'est maintenant qu'il faut agir. On est rendu à 18 féminicides au Québec cette année et c'est beaucoup trop.

L'argent pourrait passer par Québec, qui a déjà un comité transpartisan et un plan d'action pour lutter contre la violence faite aux femmes, dont la mise en œuvre dépendra évidemment des transferts que Québec va recevoir. Il faudrait donc qu'Ottawa transfère de l'argent à Québec.

C'est la même chose en matière de logement, parce que l'autre problème, c'est qu'il faut être capable de loger ces femmes. En ce moment, les transferts aux centres qui accueillent les femmes victimes de violence sont bloqués. Celles-ci ont donc de la misère à se trouver un logement. C'est pour cela que j'ai mentionné dans mon discours l'importance d'agir et de transférer des sommes pour plus de logements et pour permettre à Québec de mettre en œuvre son plan d'action pour lutter contre la violence faite aux femmes.

Ottawa va présenter prochainement des projets de loi relevant du ministère de la Justice et que devra étudier avec attention le Comité permanent de la condition féminine. Je sais que ma collègue et moi allons nous retrouver à ce comité et j'ai hâte de travailler avec elle.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, je remercie ma chère collègue de Shefford. Je veux lui poser une question, parce qu'elle a parlé de l'oléoduc de Trans Mountain. Je suis tout à fait d'accord pour éliminer cet oléoduc. Il n'est pas possible d'atteindre les cibles de Paris si l'on augmente la production des sables bitumineux. Toutefois, beaucoup de députés semblent mal comprendre quelque chose.

[Traduction]

Je vais m'exprimer en anglais parce que je veux que ce soit bien clair. Il y a deux pipelines. Il y a l'ancien, qui fuit et qu'on a acheté dans les années 1960. Jusqu'à ce que les inondations frappent, il acheminait du pétrole brut de l'Alberta jusqu'à une raffinerie à Burnaby. Il me semble que ce pipeline-là ne posait problème à personne. Il fonctionnait depuis longtemps, mais il était vieux, tout simplement, et nous y avons consacré beaucoup trop d'argent.

Le projet que tout le monde veut annuler est le projet d'expansion qui acheminerait un produit différent pour l'exporter dans des pétroliers. Il s'agit du bitume dilué, qui est essentiellement un produit de faible valeur pour lequel il n'existe pas de marchés, qui est impossible à nettoyer en cas de déversement, et qui est massivement...

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Je suis vraiment désolée, mais je dois permettre à la députée de répondre brièvement.

Il reste 10 secondes à la députée de Shefford.

[Français]

Mme Andréanne Larouche: Madame la Présidente, j'ai déjà mené des combats dans ma vie contre la notion de plus de pétrole dans un oléoduc. La question avec les oléoducs, ce n'est pas de savoir s'il va y avoir une fuite un jour, mais bien quand cette fuite se produira. Cela explique toute la problématique par rapport à l'environnement. C'est pourquoi il faut arrêter les investissements dans tout nouvel oléoduc et effectuer une transition énergétique.

L'Adresse

• (1650)

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): À l'ordre. Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera à l'heure de l'ajournement ce soir, à savoir: l'honorable député de Stormont—Dundas—South Glengarry, La santé; l'honorable députée de Port Moody—Coquitlam, Le logement; et l'honorable députée de North Island—Powell River, Les aînés.

[Traduction]

M. Gary Anandasangaree (Scarborough—Rouge Park, Lib.): Madame la Présidente, j'ai le plaisir de m'adresser à la Chambre depuis les terres non cédées des Algonquins. Ma circonscription, Scarborough—Rouge Park, compte de nombreuses nations autochtones, dont les Mississaugas de Credit.

Je tiens d'abord à remercier les gens de Scarborough—Rouge Park de leur soutien exceptionnel. Lors des dernières élections, j'ai réussi à obtenir plus de 63 % des suffrages, et c'est la troisième fois que je suis élu pour défendre les intérêts des gens remarquables de Scarborough—Rouge Park.

Je n'aurais évidemment pas pu me faire réélire sans les extraordinaires bénévoles. Plus de 600 bénévoles ont travaillé jour et nuit pour ma campagne. Nous avons cogné à plus de 115 000 portes. Les jeunes hommes et les jeunes femmes qui étaient à pied d'œuvre toute la journée m'inspiraient beaucoup. Pour la campagne que je voulais mener, j'ai dû placer la barre très haut. Ce fut une campagne très positive. Il ne s'agissait pas de démolir l'opposition, mais plutôt de présenter une vision très positive du Canada. C'est ce que j'ai fait tout au long de la campagne, et j'en suis très fier.

Je tiens à prendre le temps de remercier ceux et celles qui formaient le cœur de mon équipe, notamment Shauna, David, Waleed, Gavin, Piyush, Ella, Anojini et Asma, qui ont travaillé avec diligence pour obtenir les résultats que nous avons obtenus; mon président de scrutin, Gowthaman, et mes directeurs de campagne Joshua et Dorine. Ils ont tous fourni des efforts exceptionnels. Je tiens également à remercier les donateurs, ceux qui ont cuisiné, ceux qui ont posé des affiches, ceux qui ont vérifié les résultats, ceux qui ont fait tout ce qui était possible pour que ces élections soient un succès, y compris le personnel très compétent d'Élections Canada.

Une activité comme la politique demande l'engagement de toute la famille et je m'en voudrais de ne pas souligner le soutien indéfectible de mon épouse aimante Harini et de mes enfants Sahanah et Bairavi qui semblent gagner en âge et en sagesse au fil des élections, mais qui continuent de me guider dans tout ce que je fais. Je me dois enfin de remercier ma mère, qui a toujours été mon roc et ma force.

Je tiens à féliciter tous mes collègues qui ont été élus pour la première fois ou réélus, ainsi que leurs familles pour les sacrifices qu'elles ont dû faire.

Je vais maintenant répondre au discours du Trône. Je partagerai mon temps de parole avec ma chère amie d'Oakville-Nord—Burlington.

Au cours des deux dernières années, le principal objectif de notre gouvernement a été de mettre fin à la lutte contre la COVID. Il s'agit d'une lutte très importante qui a coûté la vie à de nombreux Canadiens, mais nous savons que nous menons ce combat de front, notamment en achetant des vaccins et en veillant à ce que les Canadiens soient vaccinés. Parmi les personnes admissibles, 82,3 % ont

reçu leur première dose et 79,6 % leur deuxième, ce qui est un exploit incroyable pour n'importe quel pays. Nous sommes également sur le point d'administrer la troisième dose aux Canadiens.

Cette lutte a toujours été menée par les travailleurs de première ligne et les travailleurs essentiels, dont beaucoup sont issus de communautés très marginalisées. Je tiens à les remercier et à souligner les efforts incroyables qu'ils ont déployés au cours des deux dernières années. Dans ma collectivité, le Réseau de santé de Scarborough, le Centre de santé communautaire TAIBU, la ville de Toronto, dirigée par la Dre Eileen de Villa, et d'autres ont joué un rôle déterminant dans cette lutte. Je m'en voudrais de ne pas les remercier et les saluer, ainsi que leurs familles, pour leurs services.

Depuis deux ans, plusieurs choses ont attiré notre attention, dont la santé mentale. Nous avons perdu beaucoup de gens en raison de problèmes de santé mentale ces dernières années, et surtout pendant la pandémie. Un de mes bons amis s'est enlevé la vie, et je sais que beaucoup d'autres peinent à s'en sortir. Le discours du Trône répond directement aux questions liées à la santé mentale et aux dépenses.

Les établissements de soins de longue durée posent des difficultés majeures. Dans ma circonscription, dans un établissement en particulier, plus de 53 personnes sont décédées, y compris un préposé aux services de soutien à la personne. Le discours du Trône répond à cela.

La semaine dernière, j'ai eu le privilège de visiter le Tony Stacey Centre, un foyer pour anciens combattants. J'ai pu y rencontrer le président du conseil d'administration et une partie du personnel. Partout au pays, il y a des établissements de soins de longue durée dans un état semblable de délabrement. Toutefois, grâce au travail acharné de sa direction et du personnel, mais aussi au système de santé universel, ce foyer a réussi à limiter les décès au minimum. C'est une bien triste réflexion sur l'état de nos établissements de soins de longue durée. C'est un secteur où le gouvernement fédéral a un rôle très important à jouer, un rôle qui est précisé dans le discours du Trône.

• (1655)

Je veux parler de la résilience de notre économie. Il y a un certain nombre de choses que nous devons faire, mais il est surtout réconfortant de constater que nous avons réussi à récupérer 100 % des emplois qui ont été perdus pendant la pandémie et que notre PIB se rapproche du niveau d'avant la pandémie. Aux dires de tous, notre économie commence à fonctionner à plein régime.

Cependant, nous devons tirer de grandes leçons de la pandémie, notamment en ce qui concerne les besoins en matière de services de garde. Pour notre part, nous avons proposé des garderies à 10 \$ par jour. Je pense qu'il y a maintenant huit provinces qui ont souscrit au programme, mais l'Ontario et le Nouveau-Brunswick ne l'ont pas encore fait. C'est une initiative très importante qui est essentielle pour les familles.

Quand nos enfants étaient petits, nous avons dû faire des choix difficiles pour concilier le travail et d'autres aspects de la vie, notamment les services de garde, ce qui était le plus important à cette époque. Ce programme transformera la vie des familles et donnera aux femmes la capacité de travailler à temps plein. Je suis très emballé par cette initiative. J'espère que l'Ontario souscrira bientôt aux services de garde à 10 \$ par jour.

On a entendu parler de l'abordabilité du logement et du coût de la vie. Les mesures qui sont proposées, notamment les services de garde d'enfants, les incitatifs à l'achat d'une première propriété et le programme de location avec option d'achat, aideront les familles de Scarborough—Rouge Park et celles de partout au Canada.

La nécessité de la lutte contre les changements climatiques est on ne peut plus évidente, avec les inondations qui sévissent à la fois sur la côte Est et la côte Ouest, ainsi qu'avec les fluctuations erratiques de température que l'on constate dans le monde entier. Certains pays pourraient même disparaître dans une décennie ou deux. Voilà pourquoi il est si important d'accélérer la lutte contre les changements climatiques.

J'aimerais souligner quelques éléments à propos de ma circonscription, Scarborough—Rouge Park. Plus tôt cette année, le gouvernement fédéral s'est engagé à investir 2,26 milliards de dollars pour le prolongement de la ligne de métro de Scarborough. Il s'agit de l'investissement le plus important jamais réalisé par le gouvernement fédéral à Scarborough, en plus de constituer un atout très important pour la lutte contre les changements climatiques. Il faudrait également prolonger la ligne de train léger de Scarborough en direction est jusqu'à Malvern. La Ville de Toronto y a consenti 1,3 milliard de dollars, et j'espère que le gouvernement fédéral, avec un financement permanent pour les transports en commun, sera en mesure d'y contribuer.

Autre mesure de lutte contre les changements climatiques: le parc urbain national de la Rouge, qui constitue un modèle pour le reste du Canada. Je sais que l'on s'en inspirera pour la construction de parcs nationaux dans d'autres centres urbains, comme Windsor, Saskatoon et Halifax.

J'aimerais souligner les récentes découvertes de sépultures d'enfants à Kamloops et ailleurs au pays, qui sont déchirantes. Nous devons tous redoubler d'efforts, collectivement, non seulement pour donner suite aux 94 appels à l'action, mais aussi pour assurer qu'il y ait vérité, responsabilité et justice. Nous devons faire des progrès dans ce dossier pour que les survivants qui ont besoin de tourner la page y arrivent, que ce soit par un redressement interlocutoire ou d'autres appuis que peut fournir le gouvernement fédéral.

Il y a beaucoup d'autres éléments dans le discours du Trône, mais je dirai que je m'engage à travailler de concert avec les députés d'en face. Je veux que, comme ce fut le cas avec le vote historique qui a eu lieu hier, nous soyons en mesure de collaborer pour améliorer la vie des Canadiens, assurer que justice soit rendue pour les survivants des pensionnats et nous engager dans la voie de la réconciliation.

• (1700)

M. Jamie Schmale (Haliburton—Kawartha Lakes—Brock, PCC): Madame la Présidente, je remercie le député d'en face de son discours ainsi que du travail qu'il a fait à la législature précédente au comité des affaires autochtones et du Nord.

Mon collègue a parlé de la garde des enfants. Je vais lui poser la même question que j'ai posée à sa collègue il y a quelques instants. Le gouvernement enregistrait déjà des déficits considérables avant la pandémie. Puis, la pandémie s'est déclarée et il a augmenté les dépenses. En fait, il s'est mis à imprimer de l'argent, provoquant une hausse de l'inflation. La solution du premier ministre pour remédier à l'inflation semble d'instaurer encore un autre programme du gouvernement.

L'Adresse

Nous savons que rien ne fonctionne de ce côté de la Chambre. Les collectivités autochtones attendent toujours la levée des avis de faire bouillir l'eau. Les anciens combattants attendent toujours que leurs demandes soient traitées. Sans compter la crise du logement. Je doute qu'il soit judicieux d'instaurer un nouveau programme alors que nous n'arrivons pas à roder ceux que nous avons.

Qu'en pense le député? Est-il juste de faire payer plus tard aux enfants d'aujourd'hui leurs propres frais de garde, même s'ils ne le savent pas encore?

M. Gary Anandasangaree: Madame la Présidente, j'ai toujours plaisir à travailler avec mon collègue. Il s'est montré très constructif au sein du comité.

Cependant, je ne partage pas son avis. La garde d'enfants est absolument fondamentale pour les familles du Canada. Lorsque je faisais du porte-à-porte, j'ai parlé avec de nombreuses familles du besoin de services de garde d'enfants abordables. L'Ontario est une rare exception, car cette province n'a pas encore adhéré. J'ai bon espoir qu'elle le fera. Ce projet sera transformateur, et il permettra à un plus grand nombre de personnes de rejoindre le marché du travail, en particulier des femmes.

Il s'agit d'une étape majeure. Nous avons tiré une leçon importante de la pandémie, et il est grand temps de la mettre en application. Nous attendons depuis longtemps un programme national de garde d'enfants. Le programme de services de garde à 10 \$ par jour permettrait d'atteindre cet objectif. J'ai hâte de travailler avec mon ami d'en face sur les autres initiatives que présentera le gouvernement.

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Madame la Présidente, j'ai bien écouté le discours de mon collègue. J'ai une question pour lui en matière d'immigration.

Au Québec, il y a une grave pénurie de main-d'œuvre et l'immigration apparaît comme l'une des solutions. Par contre, on remarque que le ministère de l'Immigration est l'un des plus dysfonctionnels du gouvernement fédéral. Je ne pense pas qu'il soit normal que les adjoints dans nos bureaux de députés passent la moitié de leur journée à régler des cas d'immigration parce qu'ils stagnent sur les bureaux. J'ai l'impression qu'il n'y a pas assez de ressources, pas assez de gens qui travaillent au ministère de l'Immigration pour traiter les dossiers qui s'accumulent.

Selon mon collègue, quelles sont les solutions? Est-ce qu'on doit mettre plus de ressources immédiatement au ministère de l'Immigration? Est-ce qu'on doit transférer certaines de ces compétences à Québec pour que, au moins, tout soit à la même place et qu'il y ait moins de renvois de balles entre les deux paliers de gouvernement? Quelles sont les solutions selon lui?

[Traduction]

M. Gary Anandasangaree: Madame la Présidente, l'immigration revêt une très grande importance. Je sais que nous sommes engagés à faire venir 40 000 réfugiés afghans. Nous veillerons à ce que l'immigration soit équitable.

L'Adresse

Nous avons beaucoup d'excellents programmes pour l'avenir, notamment un programme que nous avons introduit récemment et qui prévoit 250 places par an pour des défenseurs des droits de la personne. Il s'agit d'un programme tout à fait unique, et le Canada y a adhéré. J'ai bon espoir qu'avec les difficultés auxquelles nous faisons face en matière d'immigration, nous serons en mesure de sortir de la pandémie et de faire en sorte que le traitement des demandes soit équitable, adéquat et rapide.

Je suis absolument certain que nous y parviendrons très prochainement.

• (1705)

M. Matthew Green (Hamilton-Centre, NPD): Madame la Présidente, je veux féliciter le député d'avoir pris la parole. Lors de la session précédente, c'était lui le rempart du parti pour les questions relatives au processus de vérité et de réconciliation que le gouvernement a entrepris en réponse aux atrocités découvertes concernant les pensionnats autochtones au pays.

La Commission de vérité et réconciliation a dénoncé la doctrine de la découverte. Quatre des appels à l'action de la Commission, les appels à l'action 45, 46, 47 et 49, exhortent le gouvernement à rejeter les notions racistes fondées sur le suprémacisme blanc de la doctrine de la découverte. La Cour suprême du Canada a affirmé à plusieurs reprises que la réconciliation reposait sur la conciliation des droits préexistants des peuples autochtones avec l'assertion de la souveraineté de la Couronne. Au Canada, « assertion de la souveraineté de la Couronne » est un euphémisme pour parler de doctrine de la découverte.

Le pensionnat Mohawk Institute, qui se trouve près de ma circonscription, a commencé la difficile tâche de récupération des corps. Comme nous le savons, près de 7 000 enfants ont été retrouvés dans l'ensemble du pays jusqu'à maintenant. Compte tenu du lien entre la doctrine de la découverte et le décès de plus de 7 000 jeunes Autochtones, le député serait-il prêt à dénoncer cette doctrine?

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Le député de Scarborough—Rouge Park a cinq secondes pour répondre.

M. Gary Anandasangaree: La réponse est oui, madame la Présidente.

* * *

PRIVILÈGE

L'ACCÈS DES DÉPUTÉS À LA CITÉ PARLEMENTAIRE — DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès): Plus tôt aujourd'hui, le Président a conclu qu'il y avait, de prime abord, atteinte au privilège relativement à la décision du Bureau de régie interne sur la vaccination obligatoire contre la COVID-19 pour les députés souhaitant entrer dans les lieux de la Chambre des communes. Cependant, le Président a signalé qu'il réservait sa décision finale en attendant que le député de Banff—Airdrie soit prêt à présenter la motion appropriée. Puisque le député de Banff—Airdrie a depuis fait savoir qu'il est satisfait de la décision de la présidence et qu'aucune motion n'a été présentée par la suite, la présidence considère l'affaire close.

Nous reprenons le débat. La députée d'Oakville-Nord—Burlington a la parole.

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE EN RÉPONSE

La Chambre reprend l'étude de la motion portant qu'une Adresse soit présentée à Son Excellence la gouverneure générale en réponse au discours qu'elle a prononcé à l'ouverture de la session, ainsi que de l'amendement.

Mme Pam Damoff (Oakville-Nord—Burlington, Lib.): Madame la Présidente, j'aimerais souligner que je m'exprime aujourd'hui à partir du territoire non cédé du peuple algonquin.

Je tiens d'abord à remercier les habitants d'Oakville-Nord—Burlington pour la confiance qu'ils m'ont accordée en m'élisant pour la troisième fois à la Chambre. Notre circonscription a été créée en 2015, et je suis honorée d'en être la première et unique députée.

Je tiens également à remercier mon incroyable équipe de bénévoles et de donateurs, sans laquelle je ne serais pas ici, ainsi que mon personnel, qui, à mon avis, est le meilleur du Parlement. Je les remercie infiniment.

Enfin, et surtout, je voudrais remercier ma famille, qui m'a soutenue à chaque étape du processus. Mon fils, Fraser, a fait du porte-à-porte à l'âge de 9 ans, alors que nous essayions d'empêcher la fermeture d'une piscine locale. Aujourd'hui, plus de 20 ans plus tard, il a amené son fils — mon petit-fils — Cameron, pour l'accompagner, avec sa gardienne, pendant la dernière campagne électorale.

Je me suis lancée en politique pour améliorer ma communauté. Je continue d'être motivée par le désir de laisser derrière moi un monde meilleur que celui que j'ai connu. Le discours du Trône de notre gouvernement énonce un certain nombre de priorités qui permettront d'atteindre cet objectif.

Les changements climatiques constituent le plus grand défi de notre époque. En tant que chef de file en matière de climat, le Canada a mis en place des mesures pour réduire la pollution et parvenir à une économie carboneutre d'ici 2050. Pour créer une économie plus résiliente, générer des emplois et faire croître la classe moyenne, le Canada doit prendre des mesures climatiques fortes et audacieuses. C'est pourquoi nous allons plafonner et réduire les émissions du secteur pétrolier et gazier, investir dans le transport en commun et exiger que les véhicules vendus soient des véhicules zéro émission.

Le gouvernement fédéral a travaillé en partenariat avec les réseaux de transport en commun d'Oakville et de Burlington, et a versé plus de 60 millions de dollars au cours des cinq dernières années afin de moderniser et d'électrifier nos flottes de véhicules de transport en commun. Il a également collaboré avec la société Ford du Canada Limitée en investissant 295 millions de dollars pour faire de l'usine d'Oakville la plaque tournante de la fabrication de véhicules électriques au Canada.

Depuis mon élection, je réclamais une stratégie pour rendre les gens plus actifs et les encourager à se déplacer à pied et à vélo. Je suis ravie que nous ayons annoncé cet été notre toute première stratégie sur le transport actif, dotée d'un financement de 400 millions de dollars sur cinq ans. Je suis impatiente de travailler avec les villes d'Oakville et de Burlington et de les aider à accéder à ce financement afin de mieux relier nos collectivités et d'étendre notre réseau de sentiers déjà magnifique.

Ensemble, nous devons faire plus et plus vite en matière de climat, pas uniquement pour protéger notre environnement, mais aussi pour stimuler notre économie de façon à soutenir tous les travailleurs, sans exception.

Bâtir un meilleur avenir commence par contrôler la pandémie et mettre un terme à la pénurie de main-d'œuvre. C'est parce que tous les Canadiens font des efforts que plus de 86 % des 12 ans et plus sont doublement vaccinés et que les enfants de 5 à 11 ans, comme Roisin et Tiernan O'Meara, se font vacciner.

Le Bureau de santé de la région de Halton fait un travail de vaccination extraordinaire dans notre communauté. Le leadership de la Dre Meghani, notre médecin-hygiéniste, est exceptionnel, et je tiens à les remercier, ses collègues et elle, pour tout ce qu'ils font afin d'assurer la sécurité de notre communauté.

Pour bâtir un avenir sain, toutefois, nous devons faire plus que des piqûres. Nous devons renforcer notre système de santé et les services de soutien en santé publique pour tous les Canadiens, surtout les aînés, les anciens combattants, les personnes ayant une incapacité, les personnes vulnérables dans nos collectivités et celles qui vivent de la discrimination au sein même du système qui est censé les soigner. Beaucoup de travail reste à faire en santé mentale et dans le traitement des dépendances, dans l'amélioration des soins de longue durée et de l'accessibilité, de même que dans la collecte intégrée de données pour étayer les décisions futures et obtenir les meilleurs résultats possible en santé publique.

Au cours de la dernière année et demie, des entrepreneurs et des particuliers m'ont dit ne pas savoir comment ils auraient pu survivre sans l'aide du gouvernement. On m'a constamment parlé de la pénurie de main-d'œuvre au Canada. Chacun d'entre nous dans cette enceinte peut être un leader dans sa communauté en parlant aux entreprises et aux chambres de commerce du potentiel inexploité des personnes ayant une incapacité. Quelque 25 % des Canadiens ont une incapacité, et 70 % d'entre eux sont sans emploi ou sous-employés. Voilà une belle occasion pour un cabinet d'avocats d'accueillir une personne en fauteuil roulant ou pour une personne ayant une déficience intellectuelle d'obtenir un poste sur une chaîne de montage ou dans une garderie.

• (1710)

Nous faisons des progrès dans le dossier des services de garde sûrs, abordables, inclusifs et accessibles à tous. Neuf provinces et territoires ont déjà adhéré à ce régime. À la naissance de mon fils, j'avais quatre mois de congés de maternité. C'est ce que prévoyait alors la loi. Lorsqu'est venu le temps de retourner travailler, le coût des services de garde dépassait ce que nous pouvions nous permettre. J'ai failli ne pas retourner travailler, mais mon extraordinaire patron a doublé mon salaire, il m'a permis de rester un mois de plus à la maison et il m'a promis que je pourrais prendre tout le temps dont j'aurais besoin pour mon fils. J'ai alors regagné mon emploi.

N'eût été Ken Field, ma vie aurait été très différente, et je sais que ce que j'ai vécu est l'exception plutôt que la règle. Les femmes ne devraient jamais avoir à décider entre donner naissance à un enfant et poursuivre leur carrière. Notre régime de services de garde à 10 \$ par jour, auquel l'Ontario n'a pas encore adhéré, est une bonne chose pour les enfants et les familles, mais, quand les femmes pourront contribuer pleinement à l'économie, il fera aussi croître notre PIB de plusieurs milliards de dollars.

La découverte de tombes et de lieux de sépulture anonymes près des anciens pensionnats autochtones a horrifié les Canadiens. Notre pays et le gouvernement doivent continuer de faire connaître la vérité sur ces tragédies afin que nous puissions redresser les torts du passé et aller de l'avant dans un esprit de réconciliation.

L'Adresse

On me parle beaucoup de l'accession à la propriété chez les jeunes. Nous allons donc favoriser l'accès à la propriété en instaurant une mesure incitative pour les acheteurs d'une première maison, en mettant en œuvre un nouveau programme de location avec option d'achat et en réduisant les frais de clôture.

Les femmes autochtones constituent la population carcérale à la croissance la plus rapide au Canada, et ce, depuis un certain temps déjà. La plupart de ces femmes sont en prison à cause de la pauvreté, de traumatismes, de maladies mentales, de toxicomanie ou de violence fondée sur le sexe. J'ai récemment visité l'établissement pour femmes Grand Valley et j'ai parlé à certaines des femmes qui s'y trouvent. Malheureusement, en raison du grand nombre de femmes autochtones qui entrent dans le système de justice pénale, nous n'avons plus de place pour elles dans les établissements à proximité de leurs communautés, si bien qu'elles ont été transférées hors de leurs communautés d'origine. Aujourd'hui, 65 femmes autochtones sont détenues à Grand Valley, alors qu'elles n'étaient que 13 il y a quelques années.

Nous devons modifier les peines minimales obligatoires et mettre en œuvre d'autres réformes du système de justice pénale, notamment la justice réparatrice, afin d'enrayer la tendance à condamner de manière disproportionnée les femmes autochtones à la prison fédérale. On a dit que lorsqu'on condamne une femme à la prison, on condamne aussi l'enfant. Bien que l'initiative mère-enfant à Grand Valley soit remarquable, trop d'enfants de ces mères sont placés en famille d'accueil. Nous devons faire mieux.

Pendant la campagne électorale, j'ai encore une fois été la cible du lobby des armes à feu. Je suis une ardente défenseuse du renforcement de la sécurité publique au moyen du contrôle des armes à feu, notamment grâce à la vérification approfondie des antécédents prévue dans le projet de loi C-71 et à l'interdiction des fusils d'assaut de type militaire. Plus de 80 % des Canadiens appuient ces mesures, contrairement au Parti conservateur et au lobby canadien des armes à feu. Ces derniers, qui m'ont représentée dans des caricatures humiliantes et misogynes et ont distribué des dépliants dans des résidences de ma circonscription, sont de plus en plus indissociables et déconnectés des préoccupations des Canadiens. Je sais que mes concitoyens appuient en très grande majorité nos efforts pour contrôler les armes à feu, et je suis impatiente de travailler avec le gouvernement dans ce dossier.

Quand je faisais du porte-à-porte, les Canadiens m'ont dit à maintes reprises qu'ils souhaitent nous voir travailler ensemble au Parlement. Ils ont été sensibles à la collaboration qui nous a animés au début de la pandémie. J'espère sincèrement que nous mettrons de côté la partisanerie quand nous sommes ici, comme nous l'avons fait hier pour l'adoption du projet de loi C-4, qui vise à mettre fin à la thérapie de conversion. En cas de désaccord, ce qui se produira, agissons de manière aimable. Les Canadiens ne s'attendent à rien de moins de notre part.

L'Adresse

• (1715)

M. Tom Kmiec (Calgary Shepard, PCC): Madame la Présidente, je remarque que la députée a parlé de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété, un programme que je critique depuis longtemps. En fait, il a permis à seulement 9 100 Canadiens d'acheter une maison parce que le gouvernement a modifié les critères d'admissibilité. En date du présent discours du Trône, nous en sommes à la troisième série de critères depuis septembre 2019. Si on tient compte uniquement des maisons qui ont été vendues en 2020, qui était une année de pandémie, plus de 550 000 maisons ont changé de propriétaire et été achetées par un acquéreur consentant, ce qui représente 1,6 % de la population.

Le gouvernement admettra-t-il tout simplement, et la députée conviendra-t-elle avec moi, que ce programme est un échec et qu'il est temps d'y renoncer pour faire autre chose, par exemple adopter le plan conservateur pour le logement?

Mme Pam Damoff: Madame la Présidente, je remercie le député de sa question, mais je ne suis pas du tout d'accord avec lui.

Nous bonifions l'Incitatif à l'achat d'une première propriété. J'ai un fils qui vient tout juste d'acheter une première maison, et bon nombre de ses amis ont fait de même. Je sais qu'ils se réjouissent de notre soutien, mais nous devons en faire davantage.

Il n'y a pas qu'une seule solution à la crise du logement chez les jeunes. Voilà pourquoi nous avons présenté une série de programmes qui aideront les gens, contrairement au programme conservateur qui, à mon avis, n'aurait pas aidé les jeunes à acheter une nouvelle maison.

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Mapédia, BQ): Madame la Présidente, je remercie ma collègue de son discours. J'ai bien aimé travailler avec elle au Comité permanent de la sécurité publique et nationale. J'espère qu'elle y siègera encore lors de cette législature.

Elle a parlé du contrôle des armes à feu. À la précédente législature, nous n'avions pas eu le temps d'étudier le projet de loi C-21, qui, de toute façon, ne plaisait à personne, ni au propriétaire d'armes à feu ni à ceux qui veulent qu'on bannisse les armes d'assaut et toutes les autres, parce que le rachat des armes d'assaut de type militaire n'était pas obligatoire.

Les libéraux se sont engagés à rendre le rachat obligatoire, ce qui est une très bonne chose. Cependant, le problème avec la liste des armes interdites établie en mai 2020 est que des armes similaires ou des variantes comme le SKS sont toujours disponibles sur le marché.

Pourquoi ne pas essayer de définir dans le Code criminel ce qu'est une arme d'assaut de type militaire? Ainsi, nous saurions quel type d'armes est à bannir au lieu d'établir une liste d'armes interdites en laissant des armes similaires sur le marché.

Qu'en pense ma collègue?

[Traduction]

Mme Pam Damoff: Madame la Présidente, c'est un plaisir de travailler avec la députée, et je sais que nous avons en commun beaucoup de valeurs et d'objectifs en ce qui concerne le contrôle des armes à feu et la sécurité publique.

Nous n'avons pas présenté un nouveau projet de loi. Quel que soit mon rôle au sein des comités, je serai heureuse de travailler

avec la députée et d'écouter les suggestions qu'elle aurait à formuler pour que nous soyons des plus efficaces dans l'interdiction des fusils d'assaut de type militaire.

J'ai hâte de collaborer avec elle, et il est très important que nous allions de l'avant dans le dossier du rachat obligatoire. D'ailleurs, un résidant de ma circonscription qui possède deux AR-15 a déjà dit qu'il faudra attendre qu'il soit mort avant que nous puissions les arracher de ses mains. Je dormirais beaucoup mieux la nuit en sachant que ces armes ne sont pas en sa possession.

Mme Laurel Collins (Victoria, NPD): Madame la Présidente, je remercie la députée des efforts qu'elle déploie pour faire avancer la cause des garderies et la réforme pénitentiaire. Ce sont des enjeux qui me tiennent à cœur, moi aussi.

Cela dit, la députée a utilisé l'expression « chef de file en matière de climat » pour décrire le Canada et le gouvernement. Bien que le gouvernement continue d'expliquer comment il compte obtenir un A, pour le moment son bilan lui vaut plutôt un F. Le commissaire à l'environnement dit lui-même que le Canada va « d'échec en échec ». Nous n'avons atteint aucune des cibles de lutte contre les changements climatiques que nous avons établies.

Ce ne sont pas les gestes qu'on attend d'un gouvernement qui prend la crise climatique au sérieux. Je me demande comment la députée peut continuer de défendre un gouvernement qui continue de ne rien faire pour régler la crise climatique.

• (1720)

Mme Pam Damoff: Madame la Présidente, j'ai le plus grand respect pour la députée d'en face. J'ai écouté le discours qu'elle a prononcé la semaine dernière et j'ai été impressionnée par son militantisme.

Je suis très fière des mesures que prend le gouvernement pour lutter contre les changements climatiques. Nous avons mis un prix sur la pollution. Nous avons d'ailleurs dû nous battre jusqu'en Cour suprême contre ma province, l'Ontario, dans ce dossier. Nous agissons dans le domaine des changements climatiques parce que nous savons que c'est un enjeu crucial pour les Canadiens, pour notre santé et pour l'économie du pays.

C'est la plus grande crise à laquelle nous sommes confrontés actuellement. Je suis fière des gestes que nous posons.

Mme Karen Vecchio (Elgin—Middlesex—London, PCC): Madame la Présidente, je comprends certaines des préoccupations soulevées au sujet des armes à feu, mais il est également préoccupant de constater que bon nombre des crimes commis dans le centre-ville de Toronto, non loin de la circonscription de la députée, sont commis avec des armes à feu provenant des États-Unis. Ces armes franchissent les points d'entrée de l'Agence des services frontaliers du Canada. Il est absolument horripilant que de telles choses se produisent.

Quoi qu'on dise, on sait que la majorité de ces crimes sont commis avec des armes à feu illégales. La députée peut-elle me dire comment le gouvernement compte s'attaquer à ce problème? Au cours de la dernière législature, le gouvernement entendait réduire les peines minimales obligatoires relatives aux armes à feu.

Que fera le gouvernement en ce qui concerne les criminels et les armes à feu?

Mme Pam Damoff: Madame la Présidente, 75 % des décès par arme à feu sont des suicides; la question des armes à feu ne peut donc pas être réglée par une approche unique. Nous avons réinvesti 500 millions de dollars dans les services frontaliers, car le gouvernement conservateur qui a précédé le gouvernement actuel avait saisi leur financement. Nous adoptons une approche à plusieurs volets à l'égard des armes à feu, comme il se doit.

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Madame la Présidente, je suis très heureux de prendre la parole aujourd'hui. Je partagerai mon temps de parole avec la députée d'Hastings—Lennox and Addington. Nous sommes ravis d'être ici, à la Chambre.

Avec votre permission, je prendrais une ou deux minutes pour remercier certaines personnes, mais permettez-moi d'abord de souligner le fait que la députée d'Hastings—Lennox and Addington est la cousine de la mairesse d'Innisfil, une des villes que je représente. Je pense que la mairesse Lynn Dollin nous regardera ce soir.

Il y a tellement de gens à remercier. C'est la première fois au cours de la 44^e législature que je prends la parole à la Chambre des communes pour participer aux débats. C'est la troisième fois que les habitants de Barrie—Innisfil m'ont élu pour les représenter. J'en suis très ému. Depuis 2006, je suis titulaire d'une charge publique. D'abord, j'ai été conseiller municipal à Barrie pendant neuf ans, et je suis maintenant le député de Barrie—Innisfil depuis six ans. J'en suis extrêmement honoré, et c'est avec humilité que je m'acquitterai de ces fonctions.

Personne ne peut se faire élire sans l'aide d'une équipe: une énorme équipe composée non seulement de bénévoles de campagne électorale, mais aussi d'amis et de membres de la famille. J'aimerais en saluer quelques-uns maintenant, si je puis, comme Rob Decker, qui était mon directeur de campagne et qui a travaillé avec un groupe de personnes ayant des capacités d'organisation hors pair. Je salue aussi Robin McClennan et les membres de ce que j'appelle ma « bande des grandes affiches »: Al, Richard, John, Kevin, Barry et, bien sûr, mon père, qui me soutient depuis le début de ma carrière politique. Je remercie aussi les nombreux membres de la « bande des petites affiches ». Depuis 2015, on n'a jamais placé autant de mes affiches qu'au cours de la dernière campagne. On nous demandait sans cesse de nouvelles affiches; c'était franchement difficile de répondre à la demande.

Disons-le franchement, les 20 derniers mois n'ont pas été de tout repos. Les membres de mon personnel de circonscription ont travaillé sans relâche sur le terrain pour répondre à des préoccupations liées à la pandémie. Je tiens absolument à remercier les gens qui m'ont épaulé: Susan, Sara, Brandon et Jennifer, mes anciennes employées Rhea, Andrea et Chelsea, et bien sûr, ma famille. Sans le soutien indéfectible de notre famille, aucun d'entre nous n'aurait pu se rendre jusque dans ce lieu emblématique de notre démocratie où nous travaillons non seulement pour les gens de notre circonscription, mais pour l'ensemble des Canadiens. Je remercie ma mère, Doreen, mon père, Jean-Guy, mes sœurs, Cathy et Linda, et bien sûr, les membres de ma famille: mon épouse Leanne et mes quatre enfants. Ils m'ont soutenu depuis le début, non seulement lorsque j'étais pompier, mais aussi dans le cadre des fonctions que j'occupe actuellement en tant que député de Barrie—Innisfil. Je ne pourrais pas faire ce travail sans le soutien de ces personnes, plus particulièrement mon épouse, Leanne.

Nous ne prenons pas souvent le temps de le faire lorsque nous faisons campagne dans nos circonscriptions, mais je tiens à saluer mes adversaires, Lisa-Marie Wilson, Aleesha Gostkowski et Corra-

do Brancato, qui ont fait campagne respectivement pour le Parti libéral, le Nouveau Parti démocratique et le Parti populaire. Je tiens à les saluer, parce qu'il n'est pas facile de se porter candidat et de faire campagne.

Peu après les élections, je me suis assis avec Aleesha Gostkowski du NPD. J'ai pris un café avec elle. Nous avons parlé des questions qui ont été soulevées pendant la campagne électorale. Nous avons constaté que nous avions des préoccupations similaires sur bon nombre des questions abordées. Elles portaient sur l'abordabilité du logement, l'accessibilité au logement et la sécurité alimentaire des personnes qui ont de la difficulté en raison des pressions financières qu'elles subissent à l'heure actuelle. J'ajouterais à cela la question de la sécurité énergétique.

Nous assistons présentement à une augmentation du coût de tout et à une crise de l'inflation qui a des répercussions sur un grand nombre de personnes dans ma circonscription, notamment en ce qui a trait au logement abordable. Les loyers ont augmenté. Il devient de plus en plus difficile pour les gens de mettre un toit au-dessus de leur tête, certes, mais aussi de le garder, et surtout pour les jeunes. Il y a une crise du logement dans notre pays que nous n'avons pas vue depuis plusieurs générations.

● (1725)

Le problème ne se limite pas au logement. C'est le coût de tout. Le coût des nécessités de la vie augmente sous l'effet des pressions inflationnistes. L'essence, l'épicerie, le chauffage et l'électricité: tous les prix sont à la hausse. La situation est de plus en plus difficile. L'anxiété par rapport à l'abordabilité est bien présente chez les gens que je représente. Je sais que dans l'ensemble des discours en réponse au discours du Trône, nous en avons entendu parler, non seulement du côté de l'opposition, mais aussi du côté du gouvernement.

Nous venons à la Chambre des communes pour être la voix de la population. Je reçois — tout comme mes collègues, j'en suis sûr — de nombreux courriels sur la crise de l'abordabilité qui frappe en ce moment et sur les répercussions directes qu'elle a sur les gens. Je vais être concis, mais il est important que je lise des extraits de ces courriels à la Chambre pour montrer que je suis loin d'être le seul à parler de cette question. Je me fais donc le porte-voix de gens que je représente.

Un jeune homme dénommé Justin m'a écrit un courriel. Il a dit: « Les gens de mon âge se sont fait baiser — faute d'un meilleur terme, même s'il est non parlementaire — par rapport au logement. Nous sommes cuits. Nous payerons un loyer de 3 000 \$ par mois ou plus pour toujours; nous serons incapables d'économiser quoi que ce soit pour acheter une maison et nous parviendrons tout juste à joindre les deux bouts. »

« J'ai été consternée d'apprendre que des promoteurs achètent des maisons individuelles dans le but de les louer à prix fort », écrit Sherry.

Sean m'écrit: « Je constate que c'est à Barrie que les loyers sont les plus élevés au pays. Je suis propriétaire d'une maison. Je sais que le loyer est lié à la valeur de la maison, mais la situation est en train de dégénérer. Pour plusieurs dans ma tranche d'âge, les 25 à 35 ans, et pour les plus jeunes, le rêve de faire l'acquisition d'une maison s'est envolé. »

L'Adresse

Parlant de l'aide à l'achat d'une première propriété, Greg m'écrit: « Il est vraiment difficile de se qualifier et il serait temps qu'un peu de politique non partisane règle ce problème dans l'intérêt du pays. »

Kim m'écrit: « J'aide deux amis à se trouver chacun un logement à louer dans le comté de Simcoe et je n'en reviens pas de voir à quel point c'est compliqué pour les deux. C'est un problème grave. »

Le message qui suit est particulièrement troublant. Steph et Christie m'écrivent: « Nous sommes sept dans notre famille. Il y a deux mois, notre loyer était de 800 \$, mais le propriétaire a vendu la maison, et le nouveau propriétaire a fixé le loyer à plus de 1 500 \$ par mois. »

C'est le genre de situation qu'on rencontre présentement pas seulement dans ma circonscription, Barrie—Innisfil, mais partout au pays. Les gens sont anxieux. Ils s'inquiètent de l'abordabilité de leur loyer et de ce qu'ils pourront faire pour payer le loyer, mais aussi pour payer les choses indispensables.

Dans le discours du Trône, il n'est guère question de l'agriculture. On n'y trouve rien de substantiel à ce sujet. Dans la grande région rurale que je représente, les producteurs s'inquiètent de l'augmentation des coûts — le coût des intrants agricoles, mais aussi celui du chauffage, des séchoirs, des granges, etc. — et, plus particulièrement, de l'incidence de la taxe sur le carbone sur ces coûts.

Il y est également très peu question des armes à feu et des gangs. Au cours de la dernière semaine, nous avons discuté de ce dossier, des difficultés qui existent et du fait que les mesures prises pour y remédier sont insuffisantes.

On n'y trouve rien non plus au sujet de l'armée. Un point qui m'a préoccupé est le fait que les anciens combattants sont complètement passés sous silence.

Comme je l'ai dit au début, nous avons vécu 18 mois d'enfer. Or, nous nous sommes concentrés sur la colonne des dépenses, entraînées notamment par les différents programmes et mesures de soutien mis en place, mais nous devons commencer à nous pencher sur la colonne des revenus et sur la façon dont nous allons payer la facture. Pour y arriver, il faudra compter sur la puissance de l'économie canadienne, dont le moteur est les entreprises: les gens qu'elles emploient, les produits qu'elles fabriquent et les services qu'elles fournissent dans tous les secteurs et régions du pays. Cela ne requiert pas de grande intervention gouvernementale. Il nous faut être compétitifs tant au niveau national qu'international, et ce n'est pas avec des interventions gouvernementales massives que nous y parviendrons. Il nous faut une approche ciblée et tactique pour assurer la reprise économique.

Enfin, pour conclure, en cette période des Fêtes, les entreprises ont plus que jamais besoin de notre soutien. Elles ont été durement éprouvées au cours des 20 derniers mois, et j'encourage tout le monde, tant dans la circonscription de Barrie—Innisfil que dans l'ensemble du pays, à acheter localement et à soutenir les entreprises locales.

● (1730)

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord m'associer aux propos tenus à l'instant par le député. Magasinons chez nous et encourageons les citoyens de nos circonscriptions à reconnaître les temps difficiles auxquels nos entreprises ont dû faire face depuis 18 mois. L'une des façons dont nous pouvons les soutenir est d'acheter local.

Il y a une autre chose que nous pouvons faire collectivement à la Chambre. Nous comprenons maintenant que le projet de loi C-2 sera renvoyé au comité, et j'ai bon espoir qu'il franchira cette étape et jouira ensuite de l'appui nécessaire à son adoption, car il représente une autre façon de soutenir les petites entreprises.

Ma question porte sur le logement. Au fil des ans, nous avons vu des sommes d'argent historiques investies dans les logements sociaux. Une stratégie sur le logement a également vu le jour, ce qui ne s'était jamais vu par le passé au Canada, du moins pas depuis des générations.

Selon le député, quelle initiative précise améliorerait la situation, car il existe déjà de nombreuses initiatives qui donnent de bons résultats?

M. John Brassard: Monsieur le Président, c'est une question importante, car nous avons vu une hausse de la valeur des actifs qui est directement attribuable à l'impression d'argent par les gouvernements et les banques. C'est incontestable à ce stade.

J'ai parlé à des agents immobiliers locaux, à l'Ontario Real Estate Association et à l'Association canadienne de la construction. Tous disent aux organisations que nous devons intervenir pour augmenter l'offre. Nous devons veiller à ce que les maisons soient construites sans aucun fardeau réglementaire et que l'offre sur le marché soit suffisante pour que les jeunes aient les moyens non seulement de louer un logement, mais aussi d'acheter une maison.

Il y a beaucoup de choses que les trois ordres de gouvernement peuvent faire, et nous devons travailler ensemble. C'est pourquoi nous avons été élus, et le résultat de l'élection me porte à croire que les Canadiens veulent que nous travaillions ensemble pour résoudre ces problèmes de taille.

● (1735)

[Français]

M. Rhéal Fortin (Rivière-du-Nord, BQ): Monsieur le Président, j'ai apprécié le discours de mon collègue. J'apprécie et trouve intéressant le fait qu'il est originaire du Québec. Je me demande si nous partageons d'autres préoccupations.

Ainsi, cette semaine, ma collègue d'Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia a proposé que l'on constitue une escouade spéciale formée de policiers américains, canadiens, québécois et autochtones dans le but d'enrayer le trafic d'armes.

Cette semaine encore, une cinquantaine d'armes à feu ont été saisies, qui étaient exportées d'Akwesasne à Cornwall. Aujourd'hui, une dame de 80 ans est morte assassinée, semble-t-il, puisqu'on a retrouvé des douilles de fusil à côté d'elle à Coaticook.

Qu'est-ce que mon collègue pense de l'idée de former une escouade spéciale pour lutter contre les importations d'armes illégales?

M. John Brassard: Monsieur le Président, je suis né à Montréal et je suis issu d'une famille francophone. Mon père, Jean-Guy Brassard, est vraiment francophone. Toute ma famille habite à Montréal, du côté francophone.

L'Adresse

[Traduction]

Il s'agit d'une question difficile. Le problème des armes à feu et des gangs est un problème d'armes à feu et de gangs. Ce n'est pas un problème de propriétaires d'armes à feu respectueux des lois. Ces derniers ne déclenchent pas des fusillades dans les rues de Montréal, de Vancouver ou de Toronto.

Il faut s'attaquer au problème de la contrebande d'armes à feu au Canada. Dans notre programme, nous avons parlé des armes à feu et des gangs ainsi que de la façon de remédier au problème, notamment en accordant plus de ressources aux services de police partout au pays et en créant des groupes de travail spéciaux. Voilà ce que nous devons faire au lieu de nous en prendre aux propriétaires d'armes à feu respectueux des lois, qui sont les plus responsables et respectent les lois sur les armes les plus strictes au monde.

Ce sont les armes à feu illégales et les gangs illégaux qui posent problème au Canada, et il est temps que le gouvernement et tous les parlementaires s'y attaquent sérieusement.

Mme Lisa Marie Barron (Nanaimo—Ladysmith, NDP): Monsieur le Président, je remercie tout particulièrement le député pour ce dont il nous fait part à propos des gens de sa circonscription. J'aime toujours avoir des échos des électeurs.

Les gens de ma circonscription me parlent beaucoup des centres de soins de longue durée et de leurs inquiétudes en ce qui concerne leurs proches qui y vivent et les travailleurs. Le député pourrait-il nous dire ce qu'il pense de la nécessité d'instaurer des normes nationales afin de mieux aider les résidents des centres de soins de longue durée?

M. John Brassard: Monsieur le Président, personne ne comprend mieux le dossier des centres de soins de longue durée que moi. C'est ce que nous avons vécu à Roberta Place, qui est dans ma circonscription.

Tous les ordres de gouvernement ont un rôle à jouer, bien qu'il s'agisse d'une compétence provinciale. Nous pouvons tout de même collaborer avec les gouvernementaux provinciaux afin d'instaurer des normes qui permettront de répondre aux besoins aux personnes âgées qui habitent dans les centres de soins de longue durée. Les centres de soins de longue durée s'améliorent et protègent bien les personnes âgées. Ma belle-mère vit actuellement à Roberta Place, et je suis très content qu'elle y soit parce que le personnel et les gens prennent bien soin d'elle.

Le vice-président: Avant de passer au prochain intervenant, je rappelle aux députés que plus les questions et les réponses seront courtes, plus ils seront nombreux à pouvoir prendre la parole. Il reste peu de temps.

Nous reprenons le débat. La députée de Hastings—Lennox and Addington a la parole

Mme Shelby Kramp-Neuman (Hastings—Lennox and Addington, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole remplie d'humilité par l'énorme responsabilité que m'ont confiée les électeurs d'Hastings—Lennox and Addington. Dans un monde idéal, les personnes qui ont rendu ce moment possible seraient à mes côtés. Même si elles n'y sont pas, je ne les oublie certainement pas.

Des dizaines de bénévoles et d'amis ont mis leur vie en suspens lors de la campagne électorale. Je tiens à ce qu'ils sachent que je les considère comme des membres de ma famille politique. Je serai toujours reconnaissante de leurs efforts et je les remercie sincèrement de faire partie de mon cercle de confiance.

Je tiens à remercier mon mari, Tadum, de croire en moi et de m'épauler. Notre vie est magnifiquement chaotique, et je le remercie d'être capable de m'appuyer et de m'avoir permis de me rendre ici.

Je tiens aussi à dire que je suis extrêmement fière de mes filles, Tori et Reese, ma joueuse de volleyball et ma joueuse de hockey. Elles s'efforcent toujours d'être authentiques et sincères. Je remercie sincèrement mes deux sœurs et leur famille, qui forment un village de soutien pour nous aider avec nos filles.

Je tiens aussi à remercier mes parents, Daryl et Carol Ann Kramp.

Ma mère m'a appris à être courageuse, respectueuse et responsable. C'est un modèle incroyable, et je sais très bien d'où provient mon énergie.

Mon père est grandement respecté ici, à Ottawa, et ce qu'il a apporté à ma circonscription au fil des ans est remarquable. Mon père et moi sommes dans une situation très inhabituelle dans le monde politique canadien: il est député provincial d'Hastings—Lennox and Addington, et je suis maintenant la députée fédérale. C'est mon mentor politique et, plus important encore, mon papa. J'espère suivre son exemple tout en traçant ma propre voie.

Je tiens à dire aux gens d'Hastings—Lennox and Addington que je ne perdrai jamais de vue la tâche qui m'a été confiée: celle de demander des comptes au gouvernement. Je ne serai pas seulement une opposante: je proposerai des solutions tout en représentant les gens de la circonscription, et je défendrai toujours les intérêts de notre circonscription. Certaines personnes n'ont plus d'intérêt pour la politique. J'espère les inspirer et rétablir leur confiance envers cette merveilleuse institution.

Mardi dernier, la gouverneure générale a lu le discours du Trône, ce document qui présente le programme et la vision du gouvernement pour la législature qui commence. Malheureusement pour les gens d'Hastings—Lennox and Addington et des autres circonscriptions rurales de ce grand pays, le discours ne proposait rien à leur intention. Il n'a pas été question des services à large bande dans les régions rurales, du secteur agricole ni de la reconstruction des économies locales. Le gouvernement a signalé que ces enjeux ne l'intéressaient pas.

Il n'existe aucun plan pour réduire l'inflation ni pour gérer les pénuries de main-d'œuvre ou régler les problèmes liés aux chaînes d'approvisionnement. Il n'y a aucun plan pour alléger le fardeau financier qui pèse sur les propriétaires d'entreprise en difficulté. Le gouvernement actuel aime beaucoup parler d'argent. Il parle des montants d'argent promis, engagés ou dépensés, mais les résultats ne sont tout simplement pas au rendez-vous. Il y a davantage de consultants, d'études et de bureaucratie. La dette augmente et le sentiment de déception aussi. Il faut savoir que la reddition de comptes et la transparence ont de l'importance. Selon moi, nous avons le gouvernement le plus corrompu et controversé de l'histoire du pays. C'est important et nous devons faire mieux.

L'Adresse

Il y a trop de Canadiens qui souffrent de dépression, d'anxiété et d'épuisement professionnel. Au Canada, la crise de la santé mentale s'est aggravée. La santé mentale fait partie de la santé et nous devrions apporter notre soutien tous ensemble de manière non partisane. J'invite les gens qui sont personnellement touchés à demander de l'aide. Je suis convaincue que les six personnes qui porteraient leur cercueil à leurs funérailles préfèrent les aider à traverser un moment difficile. Nous pensons à toi, Matt.

J'aimerais maintenant parler des perspectives de notre secteur agricole, qui sont peu encourageantes. Les agriculteurs, les éleveurs de bétail et les producteurs laitiers qui habitent aux quatre coins de Hastings—Lennox and Addington sont encore une fois une considération secondaire pour le gouvernement. Dans un document de quelque 3 000 mots, notre secteur agricole n'a été mentionné qu'une seule petite fois. Je tiens à dire clairement que le caucus conservateur uni est conscient que ce sont les agriculteurs, comme ceux de Stirling et de Napanee, qui nourrissent les Canadiens d'un bout à l'autre du pays. Il est grand temps que les députés d'en face s'en rendent compte.

J'ai toutefois été heureuse qu'il soit question de la réconciliation avec les Premières Nations du Canada dans le discours du Trône. J'ai la chance de compter les Mohawks de la baie de Quinte dans ma circonscription.

• (1740)

La première semaine après mon entrée en fonction, les gens de Tyendinaga ont voté en faveur de la ratification d'une entente de règlement partiel des revendications territoriales qui restituerait 300 acres de terres au territoire mohawk. Par souci de réconciliation, je demande au gouvernement de régler rapidement et avec équité les autres revendications territoriales.

À titre de ministre du cabinet fantôme pour les aînés, j'aimerais maintenant parler d'une question qui est chère à bien des Canadiens. Dans le discours du Trône, le gouvernement libéral a envoyé un signal inquiétant aux personnes les plus vulnérables du Canada. À l'exception d'une simple mention en passant, le gouvernement a choisi de passer complètement sous silence certains problèmes très graves. Il n'y est nullement question de lutte contre l'isolement social et la maltraitance des personnes âgées. Il n'y est nullement question d'accès aux soins palliatifs, ni de la hausse du prix des biens essentiels, comme les aliments et les médicaments. Il s'agit d'une tendance inquiétante.

Lors de la dernière législature, tous les députés, quel que soit leur parti ou leur province, recevaient des appels, des courriels ou des lettres d'aînés très inquiets de leur circonscription. Les doléances étaient pratiquement toujours les mêmes: le Supplément de revenu garanti avait été grandement amputé, voire, dans certains cas, complètement éliminé après le nouveau calcul, en juillet dernier. Du jour au lendemain, le Supplément de revenu garanti, sur lequel ces aînés comptaient pour se nourrir, se loger et acheter des médicaments, leur avait été arraché. Les gens qui ont bâti le Canada se sont soudainement sentis abandonnés par leur pays en raison de la mauvaise communication du gouvernement.

Lorsqu'elle a pris conscience des très graves conséquences de la réduction soudaine et non prévue du revenu disponible des aînés, ma collègue la députée de Battlefords—Lloydminster a envoyé rapidement une lettre à la ministre des Aînés pour lui demander de régler le problème. Celle-ci ne lui a jamais répondu.

Non seulement les aînés perdent de leur pouvoir d'achat, mais ils ont aussi moins d'argent dans les poches au départ. En outre, de nombreuses personnes âgées sont gênées de se manifester. Elles sont embarrassées d'aller dans les banques alimentaires ou de demander de l'aide. Traditionnellement, les personnes âgées, comme notre pays, ont toujours été autonomes. Or, cela devient de plus en plus difficile pour elles. À la page 16 du budget fédéral de 2021, on peut lire: « Nous avons une grande dette envers nos aînés. Il s'agit là d'un remboursement partiel. » Dans les mois qui ont suivi, le gouvernement n'a pas seulement échoué de façon spectaculaire à rembourser partiellement nos aînés: il a en fait alourdi notre dette envers eux. Je sais que le gouvernement n'a pas les meilleurs antécédents en matière d'équilibre budgétaire, mais en tant qu'ancienne conseillère financière, je peux lui assurer qu'il est évident que ses politiques ont gonflé sa dette envers nos aînés, au lieu de la rembourser.

C'est un privilège de représenter à la Chambre les électeurs de Hastings—Lennox and Addington, ou de n'importe où ailleurs dans ce beau pays. Nous devons toujours nous rappeler qui nous a envoyés ici et constamment nous battre pour eux. Peut-être suis-je naïve, mais j'ai l'intime conviction que toute personne qui passe les portes de la Chambre souhaite faire de notre pays un endroit meilleur pour nous, pour nos enfants et pour nos aînés. J'ai grandi en tirant énormément de fierté de l'autonomie, de la résilience et de la richesse du Canada. Je prie les députés de souhaiter avec moi le retour de ces qualités. Travaillons ensemble pour donner à nos jeunes leaders les outils et les ressources nécessaires pour que ce pays demeure fort et libre.

Nous abordons tous les progrès souhaitables de façon différente, mais c'est cette volonté qui nous anime, le principe fondamental du service public, qui nous unit. C'est ce qui fait de ce lieu une institution si auguste et puissante. Peu importe nos responsabilités, nous devrions toujours nous en acquitter en donnant le meilleur de nous-mêmes. Il faut toujours apprendre, s'améliorer et avoir un impact.

En conclusion, j'ai eu la chance d'apprendre beaucoup auprès d'un parlementaire extraordinaire. Ce savoir et cette relation ont fait de moi la personne que je suis aujourd'hui et c'est pour cette raison que je suis ici. Apprendre ainsi auprès d'un parlementaire m'a tellement apporté que je suis impatiente de voir ce que les 337 autres m'apprendront.

Je remercie ma mère et mon père pour leurs sages propos: nous devrions toujours croire en nous-mêmes et toujours garder notre porte ouverte. Pour que quelque chose arrive, il faut le provoquer. Nous devons être aimables, aimer la vie et constamment chercher le bonheur. Dieu vous bénisse.

• (1745)

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, la députée et moi-même avons une chose en commun. Son père est un député provincial et elle est députée fédérale. Ma fille est députée provinciale à l'Assemblée législative du Manitoba et je suis député fédéral. Tout comme je suis très fier de ma fille, je suis certain que le père de la députée est extrêmement fier d'elle.

Nous avons une autre chose que nous avons en commun. Ma fille est une ardente défenseuse des aînés, tout comme veut l'être la députée d'en face. J'ai discuté avec ma fille de la nécessité d'une collaboration entre les différents ordres de gouvernement. Je suis convaincu que la députée comprend l'importance de voir les différents ordres de gouvernement travailler de concert.

La députée ne convient-elle pas qu'en ce qui concerne les aînés, il est important de reconnaître ce que les deux ordres de gouvernement peuvent faire? Nous pouvons travailler ensemble pour apporter des changements positifs aux répercussions favorables pour les aînés, peu importe où ils vivent dans notre grand pays.

• (1750)

Mme Shelby Kramp-Neuman: Monsieur le Président, je félicite le député de la relation et du lien spécial qu'il a tissé avec sa fille. Les deux sont au service du public.

L'importance cruciale de la coordination entre les différents ordres de gouvernement ne fait aucun doute. J'ai servi 15 ans dans une administration municipale. Je peux voir les relations et l'importance de la collaboration entre le municipal, le provincial et le fédéral. C'est ainsi que les choses se réalisent. La beauté de la collaboration et de la coopération est l'esprit même de la démocratie.

[Français]

Mme Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de Hastings—Lennox and Addington. C'est toujours plaisant d'entendre de nouveaux collègues à la Chambre.

Moi aussi, j'ai envie de poser une question sur les aînés, parce que nous avons aussi cet enjeu à cœur au Bloc québécois. Je l'ai entendue sur la question du Supplément de revenu garanti qui a été coupé depuis juillet. Je suis absolument d'accord sur cela. Cependant, le Bloc québécois demande déjà depuis 2019 d'augmenter la Sécurité de la vieillesse, puisque le pouvoir d'achat des aînés diminue depuis plusieurs années. Les prestations n'ont pas été augmentées à la hauteur du salaire industriel moyen.

J'aimerais savoir si ma collègue est d'accord avec nous sur le fait que cela prendrait au moins une hausse de 110 \$ par mois.

[Traduction]

Mme Shelby Kramp-Neuman: Monsieur le Président, il ne fait aucun doute que les personnes âgées sont au cœur de ce que nous avons accompli en tant que nation. Nous devons soutenir nos aînés. Nous devons engager un dialogue.

Nos aînés doivent vivre dans la dignité, se sentir à l'aise et ne pas s'inquiéter de savoir s'ils pourront se nourrir, subvenir aux besoins de leur famille ou jouir de la même qualité de vie que celle à laquelle ils étaient habitués.

J'ai également évoqué dans mon discours le fait qu'il peut être intimidant d'admettre qu'on peut avoir des problèmes ou des inquiétudes. Il est important d'éliminer les obstacles et de faire en sorte que les gens se sentent à l'aise.

Mme Lindsay Mathyssen (London—Fanshawe, NPD): Monsieur le Président, je suis heureuse de féliciter moi aussi la députée. Comme quelques-uns d'entre nous ici aujourd'hui, j'ai aussi l'honneur de suivre les traces d'un parent. Comme elle le sait peut-être, ma mère était l'ancienne députée de London—Fanshawe. J'ai tellement appris d'elle et je continue de le faire. J'apprécie également cette filiation et cette lignée.

J'aimerais poser une question allant dans le même sens que celles de mes collègues concernant la protection de nos aînés. Certaines personnes âgées de ma circonscription se sont manifestées. On récupère leur Supplément de revenu garanti parce qu'elles ont touché la PCU. Elles en sont rendues au point de ne plus pouvoir payer leur loyer. On est en train de les réduire à l'itinérance.

L'Adresse

La députée pourrait-elle me dire si elle et son parti appuieraient les pressions exercées par le NPD pour que le gouvernement modifie cette récupération du Supplément de revenu garanti?

Mme Shelby Kramp-Neuman: Madame la Présidente, il va sans dire qu'il y a un très grand nombre d'aînés qui se retrouvent en situation vraiment difficile à cause du piètre déploiement de la PCU par le gouvernement. Pour des raisons indépendantes de leur volonté, on leur retire la pension de la Sécurité de la vieillesse et le Supplément de revenu garanti.

Je suis tout à fait d'accord pour dire que le gouvernement doit faire machine arrière et que nous devons permettre aux aînés de recevoir l'argent qu'ils ont gagné. Nous devons donner l'exemple. Nous devons le leur montrer. Nous devons remporter ces débats ensemble. Les aînés n'ont pas besoin d'être instrumentalisés à des fins politiques.

Mme Sonia Sidhu (Brampton-Sud, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureuse de prendre part aux débats de la 44^e législature. Je partagerai mon temps de parole avec la députée d'Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill.

D'abord, j'aimerais vous féliciter, monsieur le Président, pour votre élection à cette fonction. Nous avons déjà travaillé étroitement ensemble au sein du Comité permanent de la santé. Je sais que vous ferez du bon travail.

J'aimerais aussi remercier les gens de Brampton-Sud de m'avoir accordé un troisième mandat. Les représenter est le plus grand honneur de ma vie. Je m'engage à continuer d'être une voix forte pour eux et à représenter les intérêts de Brampton à Ottawa.

Chacun des 338 députés peut compter sur une solide équipe de bénévoles qui assure son élection. J'ai une fabuleuse équipe de bénévoles et je ne serais pas ici aujourd'hui sans leur soutien indéfectible.

Évidemment, je remercie sincèrement ma famille. Je sais qu'elle est déjà fière du travail que nous faisons. C'est la force vive qui me propulse. Je tiens à remercier mon fils, Akash, qui me soutient toujours, surtout en campagne. Il est toujours à mes côtés.

C'est un honneur de m'adresser à la Chambre au nom des résidents de Brampton-Sud pour appuyer le discours du Trône, qui a présenté la vision du gouvernement pour l'avenir de notre pays. Je parlerai des priorités des résidents de ma circonscription, puisqu'on les retrouve dans le discours du Trône.

J'ai discuté avec des centaines de résidents dans ma communauté au cours des derniers mois, et ils se disent optimistes à propos de la fin de la pandémie. À Brampton, les entreprises remontent la pente. Elles savent que le gouvernement est prêt à piloter la relance, à relever les défis et à bâtir une économie inclusive.

La vision définie dans le discours du Trône de la semaine dernière comprend un plan pour terminer la lutte contre la COVID-19, pour faciliter l'accès à la propriété, pour rendre la vie plus abordable, pour affronter les défis de sécurité publique et pour prendre des mesures énergiques de lutte contre les changements climatiques, tout en créant des emplois et en faisant croître l'économie.

L'Adresse

La vaccination demeure l'outil le plus important pour lutter contre la COVID-19. C'est le seul moyen de mettre fin à la pandémie. Presque 90 % des personnes de 12 ans et plus ont déjà reçu au moins une dose de vaccin, et le gouvernement continue d'inciter la population à se faire vacciner. La vaccination a été rendue obligatoire pour les fonctionnaires fédéraux et pour les travailleurs sous réglementation fédérale. Depuis mardi, toutes les personnes qui souhaitent voyager par avion ou par train doivent être vaccinées.

Beaucoup d'entre nous considèrent que cette décision est la bonne. J'ai entendu des experts internationaux dire qu'ils souhaitent avoir le même système dans leur pays. Cela aidera à rouvrir notre économie, mais aussi à protéger notre système de santé et nos travailleurs essentiels.

Au plus fort de la pandémie, la région de Peel, en particulier Brampton, était l'une des collectivités les plus durement touchées du pays, avec des sommets de plus de 400 nouveaux cas par jour. Nous sommes une collectivité de travailleurs essentiels. Ces travailleurs ont continué à se rendre à leur travail tous les jours pour que d'autres puissent rester à la maison. Nous sommes également une collectivité très diversifiée: plus de 100 langues différentes sont parlées à la maison.

Je tiens à remercier le Dr Lawrence Loh et son équipe de la santé publique de Peel, tous les travailleurs de la santé de première ligne de Brampton, les cliniques de dépistage et de vaccination ainsi que tous les partenaires de la communauté multiculturelle, les chefs religieux et les organismes de service qui ont participé aux efforts de vaccination. Grâce à leur travail de sensibilisation, et malgré les barrières linguistiques et les horaires de travail compliqués, nous sommes maintenant l'une des collectivités les plus vaccinées au Canada.

Nous allons surmonter cette crise sanitaire mondiale. Notre gouvernement sera là pour travailler avec les provinces afin d'apporter les changements nécessaires pour améliorer les soins de santé. Cela comprend la santé mentale et la toxicomanie, les soins de longue durée et l'administration des doses de rappel du vaccin et les vaccins pour les enfants.

Le logement est la principale dépense du budget mensuel de la plupart des Canadiens. Qu'il s'agisse d'un loyer ou d'un paiement hypothécaire sur une maison récemment achetée à Brampton, dans la région du Grand Toronto ou dans bien d'autres régions du pays, ce sont des coûts qui deviennent inabornables.

C'est un problème dont mes concitoyens me parlent régulièrement. Voilà pourquoi notre gouvernement a un plan pour s'attaquer à l'augmentation de ces coûts. Pour ce faire, notre gouvernement entend travailler avec les municipalités pour aider ces dernières à accroître l'offre au moyen du Fonds pour accélérer la construction de logements, offrir un soutien accru aux acheteurs d'une première maison et mettre en œuvre un programme novateur de location avec option d'achat qui aidera les Canadiens à accéder à la propriété.

Tous les députés de la Chambre conviennent que nous devons construire plus de logements et les construire plus rapidement.

• (1755)

Au chapitre des efforts déployés pour sortir des centaines de milliers d'enfants de la pauvreté, le bilan du gouvernement est sans équivoque. Des milliers de familles de Brampton-Sud ont bénéficié de l'Allocation canadienne pour enfants, instaurée par le gouvernement depuis quelques années.

Dans ma circonscription, les frais de garderie constituent également l'un des coûts les plus élevés pour les familles ayant de jeunes enfants. À Brampton, il n'est pas rare que les frais atteignent, dans bien des cas, 1 500 \$, voire 2 000 \$ par mois pour chaque enfant. Notre collectivité se constitue de travailleurs essentiels, dont beaucoup n'ont pas l'option de faire du télétravail. Ces frais élevés sont inabornables pour un trop grand nombre de personnes. Au bout du compte, l'un des parents — habituellement la mère — finit par quitter le marché du travail. Ce n'est pas parce qu'elle le souhaite, mais parce qu'il lui est impossible de trouver une garderie. Au comité de la condition féminine, lors de la dernière législature, j'ai souvent entendu parler de l'importance cruciale de cette question et de la nécessité d'élargir les options de garderies abordables. J'ai entendu la même priorité lorsque je faisais du porte-à-porte dans ma circonscription. Notre programme de garderies à 10 \$ par jour permettra aux familles de Brampton d'économiser plus de 9 200 \$ par année à partir de 2022. Cela représente une année de paiement des frais de scolarité futurs de l'enfant ou une année d'épicerie. D'ici 2026, les familles de Brampton auront économisé près de 16 000 \$. C'est beaucoup. La différence que notre programme de garderies peut faire dans la vie d'une jeune famille est considérable. En plus de permettre à de nombreuses femmes de rester sur le marché du travail, notre plan fédéral contribuera à la croissance de la production économique à Brampton et dans tout l'Ontario, une fois que la nouvelle entente aura été signée.

J'ai aussi été rassurée de voir que le gouvernement prenait des mesures pour assurer la sécurité de nos collectivités. Nous avons pris des mesures pour restreindre l'accès aux armes à feu et en interdire certaines et nous continuerons à collaborer avec les municipalités et les forces de l'ordre pour lutter contre la violence commise au moyen d'une arme à feu. Toutefois, comme de nombreux habitants de Peel le savent, le principal motif des appels au 911 dans la circonscription est la violence familiale ou la violence conjugale. La police de Peel reçoit en moyenne deux appels par heure, surtout provenant de femmes. Malheureusement, il y a beaucoup de cas de violence faite aux femmes d'un océan à l'autre. Beaucoup de ces cas impliquent des femmes de couleur, des femmes racialisées ou des femmes autochtones. C'est inacceptable. Il était important pour moi que le gouvernement prenne cette question au sérieux en continuant à financer les refuges ainsi que les centres de femmes. Comme dans le cas de l'engagement à lutter contre la violence faite aux femmes grâce au Plan d'action national de 10 ans, ce plan tiendra compte des femmes de toutes les couleurs, de toutes les capacités, de tous les âges et de tous les horizons.

Au début de l'année, j'ai eu le plaisir de discuter avec des élèves du niveau scolaire intermédiaire. La question la plus importante dont ils m'ont parlé est les changements climatiques. Les changements climatiques sont réels, et nous en voyons les conséquences horribles en Colombie-Britannique, à Terre-Neuve et en Nouvelle-Écosse. Les changements climatiques ne sont pas sujets à débat, ils sont réels. Le gouvernement a un plan qui nous permettra d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Nous investirons dans le secteur des technologies vertes pour pouvoir créer de bons emplois verts pour l'avenir.

Les aînés de Brampton se souviennent des inondations dévastatrices qui ont frappé la ville dans les années 1950 et 1960. En investissant dans des projets d'atténuation des catastrophes, comme le projet Riverwalk de Brampton par le passé, nous nous engageons à travailler avec les municipalités à des projets d'infrastructure verte et durable.

Le gouvernement répond aux besoins d'infrastructure de nos collectivités tout en luttant contre le changement climatique. L'une des plus grandes annonces auxquelles j'ai participé l'an dernier est celle où la ville de Brampton a reçu 400 millions de dollars de la Banque de l'infrastructure du Canada pour assurer la transition complète de son parc de 450 autobus vers des véhicules électriques d'ici 2027. Il s'agit d'un exemple concret de l'aide apportée aux villes du pays pour qu'elles deviennent des chefs de file dans la lutte contre le changement climatique. Je me réjouis à la perspective de poursuivre ce travail au cours des prochaines années.

Nous devons construire une nation plus propre, plus saine et plus prospère pour les générations futures. En tant que mère, c'est ce que je veux laisser à mes enfants et aux générations futures. Je demande à tous les députés de souscrire aux valeurs de ce discours afin que nous puissions travailler ensemble à bâtir un Canada meilleur.

• (1800)

[Français]

M. Luc Desilets (Rivière-des-Mille-Îles, BQ): Monsieur le Président, il y a beaucoup de contenu dans le discours de notre collègue. Elle fait allusion, entre autres, à des investissements prévus par le gouvernement fédéral en santé mentale. C'est un sujet qui nous touche tous et auquel nous sommes tous sensibles.

La députée peut-elle cependant m'expliquer en quoi la santé mentale relève des champs de compétence du gouvernement fédéral?

• (1805)

[Traduction]

Mme Sonia Sidhu: Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député pour son élection.

C'est une question qui me tient vraiment à cœur, et je sais que le député partage cette passion.

Si les provinces sont d'accord pour dire que ces domaines doivent être améliorés, alors elles devraient accueillir favorablement la stratégie. La grande majorité de nos concitoyens nous disent qu'ils veulent une action nationale. Nous sommes prêts à travailler avec les provinces et à faire en sorte que cela se produise. C'est une question importante, et je me réjouis à la perspective de travailler avec les députés à améliorer la vie des Canadiens.

Mme Karen Vecchio (Elgin—Middlesex—London, PCC): Monsieur le Président, j'ai eu l'occasion de travailler avec la députée, et nous avons passablement discuté des aînés aujourd'hui.

J'aimerais savoir ce que la députée pense du fait que les taux d'inflation sont si élevés que le coût de la vie fait maintenant en sorte que, pour les aînés, il existe un déséquilibre marqué entre leurs revenus et leurs dépenses. J'aimerais connaître la solution de la députée et savoir comment le gouvernement compte soutenir les aînés.

Mme Sonia Sidhu: Monsieur le Président, j'aime le dévouement dont fait preuve la députée dans ce dossier. Nous avons travaillé en

L'Adresse

étroite collaboration dans le passé, et la situation des aînés me tient aussi beaucoup à cœur.

Les aînés ont été frappés très durement par la pandémie, en particulier dans les établissements de soins de longue durée. Tout comme le gouvernement, je suis très préoccupée par les questions qui concernent les aînés. Pendant la pandémie, les Forces armées canadiennes ont dû intervenir pour aider les aînés d'un établissement de soins de longue durée de ma circonscription. Depuis, le gouvernement est venu en aide aux établissements de soins de longue durée de ma circonscription en y améliorant notamment la ventilation, et il a pris beaucoup d'autres mesures partout au pays.

Je sais que nous devons en faire plus. J'ai hâte de travailler avec les députés, et les aînés méritent effectivement une meilleure vie.

Mme Bonita Zarrillo (Port Moody—Coquitlam, NPD): Monsieur le Président, en tant que mère, je tiens à remercier la députée pour ses paroles.

Nous n'entendons pas souvent de telles paroles à la Chambre. Par contre, dans ma circonscription, j'entends souvent parler de ces mères qui occupent des postes essentiels, en première ligne, et qui ont des horaires atypiques. Je remercie les habitants de la circonscription de la députée pour le travail essentiel de première ligne qu'ils ont accompli pendant cette pandémie de COVID.

Ces travailleuses de première ligne à l'horaire atypique comptent sur des membres de leur famille — pères, mères, frères, sœurs — pour les aider à s'occuper des enfants. Toutefois, elles sont trop nombreuses dans ma circonscription à être incapables d'obtenir des visas de séjour pour des membres de leur famille afin qu'ils puissent venir les aider à s'occuper de leurs enfants et de les soutenir tant sur les plans émotionnel que physique.

La députée peut-elle nous dire ce que nous pouvons faire, ou ce que le gouvernement peut faire pour accélérer le traitement de ces visas?

Mme Sonia Sidhu: Monsieur le Président, je rappelle à la députée d'en face que le gouvernement libéral précédent était en voie d'instaurer un programme de garderies, mais attendait que le reste des provinces et des territoires signent l'accord. Cet accord aidera les jeunes familles de Brampton et du pays entier à économiser et aidera les femmes à intégrer la population active. Le gouvernement continuera ses démarches en ce sens jusqu'à ce que toutes les familles canadiennes ayant de jeunes enfants aient accès à des services de garde de qualité et abordables. La Colombie-Britannique a signé l'accord, et les familles de cette province en récoltent déjà les avantages, ce qui est une excellente nouvelle.

J'ai hâte de travailler avec la députée. J'espère que l'Ontario signera l'accord sous peu de sorte que les jeunes familles de Brampton, en particulier les mères, puissent en bénéficier.

Mme Leah Taylor Roy (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, Lib.): Monsieur le Président, je suis très heureuse de prendre la parole à titre de nouvelle représentante d'Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, située sur les terres du Traité n° 13 et des Traités Williams. Durant une période échelonnée sur plusieurs siècles, de nombreux peuples des Premières Nations y ont vécu. Aujourd'hui, c'est le domicile des Autochtones de l'île de la Tortue.

L'Adresse

Je suis très fière d'être ici pour travailler pour tous les habitants d'Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill. Je suis déterminée à écouter respectueusement tous leurs points de vue et toutes leurs préoccupations ainsi que ceux de mes collègues dans cette enceinte pour pouvoir en tenir compte et faire de mon mieux pour trouver des solutions.

Bien entendu, je ne serais pas ici aujourd'hui sans le soutien de ma famille et des centaines de bénévoles dans ma communauté qui ont passé des années à mes côtés pour faire du porte-à-porte et des appels téléphoniques.

Peter, mon époux des 27 dernières années, m'a offert son soutien indéfectible pour que je réalise mon rêve de servir mes concitoyens, même si cela a chamboulé nos vies. Nos six enfants — Peter Jr., Chris, Kyle, Tristan, Nadiya et Kristina — m'ont tous appuyée de diverses manières dans mon parcours politique. Toutefois, j'aimerais souligner l'apport de ma plus jeune, Kristina, qui est sortie de sa zone de confort — le travail auprès des chevaux — pour rencontrer les citoyens en faisant du porte-à-porte avec moi.

Mes parents, Kate et Tom Taylor, m'inspirent et me soutiennent depuis ma naissance, mais c'était encore plus frappant lors de la dernière campagne électorale pendant laquelle, malgré leurs 86 ans, ils ont fait des appels téléphoniques, ont planté des pancartes, ont préparé des repas et m'ont soutenue émotionnellement. Mes sœurs, Theresa et India, m'épaulent depuis ma course à l'investiture en 2019, même si elles ont leurs tracasseries personnelles. Mon frère, John, qui en a déjà plein les bras en tant que maire de Newmarket, est venu avec moi de nombreuses fois faire du porte-à-porte et m'a toujours donné de précieux conseils.

Comme le constatent les députés, j'ai une grande famille qui me soutient et j'en suis très fière.

Je suis également fière des habitants d'Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill et des Canadiens de partout au pays. Ils ont fait la preuve qu'ils sont prêts à s'entraider lors des moments difficiles.

Aujourd'hui, je souhaite parler surtout des femmes dans ma réponse au discours du Trône. Pourquoi mettre l'accent sur les femmes aujourd'hui? Parce que c'est le 100^e anniversaire de l'élection d'Agnes Campbell MacPhail, la toute première députée fédérale. Parce que cette semaine tombe au milieu des 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre instaurés dans la foulée du meurtre de 14 femmes à l'École polytechnique de Montréal, le 6 décembre, il y a 32 ans, qui ont été tuées strictement parce que c'étaient des femmes. Parce que, aujourd'hui, les femmes font encore l'objet de discrimination et sont sous-représentées chez les élus et aux postes importants dans ma collectivité, partout au Canada ainsi que dans cette vénérable institution.

Les questions sur lesquelles le gouvernement a insisté dans le discours du Trône ont une importance monumentale pour toute la population canadienne. Toutefois, elles sont particulièrement importantes pour les femmes, puisque les femmes ont subi les répercussions des difficultés actuelles beaucoup plus intensément que les hommes.

Dans le discours du Trône, le gouvernement met à juste titre l'accent sur les efforts pour vaincre la pandémie. C'est l'étape la plus importante pour poursuivre la relance de notre économie et pour aider les femmes.

N'oublions pas que les femmes étaient 12 fois plus susceptibles que les hommes de quitter le marché du travail pendant la pandémie.

Les femmes sont représentées de façon disproportionnée dans les secteurs les plus durement touchés par la pandémie, soit l'hôtellerie, le tourisme et le commerce de détail.

Les femmes, qui représentent la majorité des préposés aux bénéficiaires et du personnel infirmier, ont été sur la ligne de front pendant cette pandémie. Elles ont travaillé sans relâche, et ce sont elles qui ont dû composer le plus souvent avec la colère et l'anxiété que la population a ressenties pendant cette période stressante. Ce sont aussi les femmes qui ont le plus souvent été victimes de violence familiale tout au long de cette pandémie, et les personnes qui leur viennent en aide, et qui sont en majorité des femmes, ont été débordées par le nombre de demandes d'hébergement et de services pour les victimes.

Ce sont les femmes qui ont le plus souffert de problèmes de santé mentale pendant la pandémie et ce sont encore elles qui doivent assumer la plus grande part de responsabilité pour prendre soin des enfants et des aînés, deux groupes qui ont aussi souffert de problèmes de santé mentale pendant la pandémie. Les lourdes répercussions de la pandémie sur la santé mentale peuvent souvent passer inaperçues à côté des autres problèmes immenses que la pandémie a causés à l'économie et à la santé de la population, mais elles n'en demeurent pas moins importantes.

● (1810)

Nous avons appris beaucoup de choses pendant cette pandémie, l'une des plus importantes étant que nous devons considérer toutes les politiques d'un point de vue féministe, ce que le gouvernement s'est engagé à faire. Le gouvernement a pris des mesures qui encouragent tous les Canadiens à se faire vacciner et à suivre les recommandations en matière de santé publique. Par ailleurs, les mesures visant les voyages contribueront à contenir les nouveaux variants, dont le variant Omicron, et à mettre fin à cette pandémie.

En outre, nous devons répondre directement aux difficultés économiques causées par la pandémie. La relance économique du Canada se passe bien grâce au soutien que le gouvernement a offert aux travailleurs et aux petites entreprises, mais la crise sanitaire mondiale a eu des répercussions sur le coût de la vie à l'échelle mondiale. Pour composer avec la hausse des coûts, le discours du Trône se concentre sur deux aspects: les services de garde d'enfants et le logement.

Dans ma circonscription, les parents doivent payer des frais de garde parmi les plus élevés dans la province, ceux-ci s'élevant en moyenne à un peu moins de 1 600 \$ par mois. Pour une jeune famille avec plusieurs enfants, c'est l'équivalent d'une deuxième hypothèque. Les programmes audacieux, accessibles et abordables du gouvernement, comme le système universel de services de garde d'enfants et le programme d'apprentissage de la petite enfance, vont non seulement réduire les coûts pour les jeunes familles, mais aussi accroître la participation au marché du travail et la productivité, ce qui aura des effets bénéfiques considérables sur l'économie de l'ensemble de notre grand pays.

En tant que commissaire des femmes à l'Université de Toronto, je me souviens d'avoir travaillé avec le Comité national d'action sur le statut de la femme et de m'être battue pour obtenir un programme national de garde d'enfants. Le rapport de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme de 1971 l'avait recommandé. Oui, nous militons pour des services de garde d'enfants universels depuis 50 ans. Il est grand temps que nous les ayons. C'est un honneur incroyable d'être ici à la Chambre et de voir ce projet enfin se concrétiser. C'est l'aboutissement d'innombrables années de travail d'hommes et de femmes, et c'est une réalisation importante pour ce gouvernement.

Le discours du Trône souligne également le travail important que le gouvernement continuera de faire pour accroître la disponibilité et l'abordabilité des logements. Il s'agit d'un sujet de grande préoccupation pour tous les Canadiens qui tentent de trouver des logements abordables et pour tous ceux qui croient que tout le monde devrait avoir un chez-soi dans un pays aussi riche que le Canada.

Une fois encore, les femmes sont plus susceptibles d'avoir de la difficulté à trouver un logement abordable. Les femmes sont plus susceptibles de vivre dans la pauvreté, que ce soit en tant que personnes âgées vivant seules ou en tant que mères élevant une famille. Les familles monoparentales dirigées par une femme sont trois fois plus susceptibles de vivre dans la pauvreté que celles dirigées par un homme. Bien entendu, les femmes handicapées, les femmes autochtones et les femmes des communautés racialisées sont encore plus pauvres et ont encore plus de mal à trouver un logement adéquat et abordable.

Les Néo-Canadiens et les immigrants ont aussi énormément de difficulté à trouver un logement. Je veux souligner les efforts de deux femmes de ma circonscription, Fariha Shabazy et Sajida Habib, qui travaillent sans relâche à la réinstallation de nouveaux arrivants, y compris des familles afghanes, dans des logements abordables.

Je me réjouis également de constater que le gouvernement a entendu les Canadiens à propos de la nécessité de ressources et de mesures de soutien accrues en santé mentale. Dans ma circonscription, de nombreux groupes offrent du soutien en santé mentale, comme Home on the Hill dans Richmond Hill, la section de l'Association canadienne pour la santé mentale de la région d'York, les refuges pour femmes et les refuges comme la Yellow Brick House et 360° Kids. Je vais continuer à les défendre ici, au Parlement, pour qu'ils puissent offrir cette aide fort nécessaire.

Puisque je parle d'autonomiser les femmes et de protéger la santé communautaire, je m'en voudrais de passer sous silence le lien entre ces aspects de nos vies et la crise climatique très urgente que nous sommes en train de vivre. Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill a la chance de comprendre une partie de la ceinture de verdure de l'Ontario et la magnifique moraine d'Oak Ridges, où se trouvent de fragiles écosystèmes qu'il faut s'efforcer de protéger et de préserver pour les années à venir.

Dans le discours du Trône, le gouvernement explique comment il va prendre des initiatives climatiques audacieuses en se concentrant sur l'innovation et les emplois verts. Nombreux sont ceux de ma circonscription qui m'ont parlé de leurs idées innovantes pour créer des infrastructures plus résilientes. Dans cette démarche, et cela vaut pour tous les autres programmes entrepris par le gouvernement fédéral, nous devons travailler main dans la main avec les peuples autochtones avec lesquels nous partageons ces terres.

L'Adresse

Nous avons entrepris la marche vers la réconciliation, la vérité et la justice, mais il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. J'ai été très heureuse de voir la gouverneure générale, une femme autochtone forte, prononcer ce discours du Trône en partie dans une langue autochtone, l'inuktitut, en plus de nos langues officielles que sont le français et l'anglais.

Je me sens reconnaissante de pouvoir participer à cette entreprise en tant que parlementaire, et j'ai hâte de travailler dans le respect et la coopération avec tous les parlementaires de la Chambre pour répondre aux priorités définies dans le discours du Trône et pour aider mes concitoyens et tous les Canadiens.

• (1815)

Mme Marilyn Gladu (Sarnia—Lambton, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais souhaiter la bienvenue à la Chambre des communes à la députée d'en face.

Elle a parlé de la violence faite aux femmes et de la violence fondée sur le genre, les reconnaissant comme des problèmes. En tant qu'ancienne présidente du comité de la condition féminine, je veux dire que nous avons publié en 2016 un rapport comportant 45 recommandations à l'intention du gouvernement pour éliminer la violence fondée sur le genre au Canada. Il est donc troublant de voir que dans le discours du Trône les libéraux parlent encore d'un éventuel plan pour lequel il ne semble pas y avoir de financement, et ce, six ans après la publication de notre rapport.

La députée pourrait-elle expliquer pourquoi le gouvernement prend autant de temps pour s'attaquer à un si grave problème?

• (1820)

Mme Leah Taylor Roy: Monsieur le Président, le gouvernement prend des mesures. J'ai collaboré et discuté avec le personnel des maisons de refuge et des réseaux qui viennent en aide aux femmes dans notre circonscription. Je sais que les gens sont très contents des sommes qui ont été versées à ces établissements pour aider les femmes à surmonter les difficultés causées par la pandémie.

Il existe différentes initiatives. Je viens d'ailleurs de m'entretenir avec le personnel de Blue Door, une organisation qui s'occupe des sans-abri et qui aide à construire des maisons. L'équipe envisage de collaborer, dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements, avec les refuges pour femmes pour construire des maisons en rangée qui tiendront lieu de logements de transition.

Nous faisons beaucoup de choses, et je sais que le gouvernement accorde une grande importance à cette question. Je remercie la députée de son intérêt et de son travail à cet égard.

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de son discours, je la félicite pour son élection et j'étais très contente de la voir ce matin parmi les députés membres du caucus multipartite sur l'environnement. D'ailleurs, j'invite d'autres députés à s'y joindre.

Son gouvernement est ambitieux en matière de lutte contre les changements climatiques. Dans les faits, cependant, le bilan du Canada est le pire de tout le G7. Nous pensons qu'il faut drastiquement réduire nos émissions de gaz à effet de serre et, pour ce faire, nous devons plafonner la production du pétrole.

L'Adresse

Ce fut une visite mémorable et l'un des aspects de cette visite dont je me souviendrai le plus est un commentaire de Dave Thompson. Juste avant notre départ, nous étions réunis dans la salle de conférence du bureau du conseil de bande et il a dit ceci : « Takla est une communauté fière. Nous sommes fiers de ce que nous vous avons montré aujourd'hui et nous voulions nous concentrer sur les points forts de la communauté, mais j'espère que cela ne vous donne pas l'impression qu'il s'agit d'une communauté qui n'a pas besoin d'aide. »

Ses paroles m'ont fait penser au Nord-Ouest de la Colombie-Britannique, l'endroit que j'ai l'honneur de représenter à la Chambre des communes, ainsi qu'aux gens qui y vivent. Les habitants du Nord-Ouest sont résilients, ingénieux, fiers de l'endroit où ils vivent et fiers de leur mode de vie. Je crains que, si je ne faisais que lire rapidement la liste des nombreux problèmes qui affligent les habitants du Nord-Ouest, cette information passe inaperçue. Ainsi, j'ai plutôt cru bon de commencer par rendre hommage à la force innée de mes voisins, à leur résilience et à leur amour de l'endroit où nous vivons.

Alors que nous traversons la plus grave crise de santé publique en 100 ans, une crise climatique qui s'aggrave et qui touche durement la Colombie-Britannique en ce moment ainsi qu'une crise du logement qui prive de nombreuses familles d'un droit de la personne fondamental, il est évident qu'il n'a jamais été aussi important pour le gouvernement fédéral de faire preuve de leadership. Pourtant, en lisant le discours du Trône, je crois que de nombreux Canadiens seraient étonnés par son manque de profondeur et son manque de mesures pour s'attaquer aux nombreux problèmes que nous avons. À un moment où nous avons tellement de problèmes pressants, ce discours ne reflète pas le genre de vision audacieuse et de leadership que, selon moi, les Canadiens et assurément les habitants du Nord-Ouest de la Colombie-Britannique estiment que nous avons besoin.

• (1840)

Dans l'ensemble du Nord-Ouest, le déclin des stocks de saumon sauvage alarme profondément les populations locales. Il est difficile de décrire toute l'importance de ce poisson pour le mode de vie des gens de Skeena, il fait partie de leur alimentation et de leur culture en plus d'être un moyen de subsistance. Pourtant, en une seule génération, cette ressource sur laquelle les habitants ont pu compter pendant des milliers d'années est en train de se tarir sous leurs yeux. Le saumon qui arrive dans le lac Takla ne provient pas du fleuve Skeena: c'est le saumon rouge de la rivière Stuart. Ces saumons rouges arrivent du réseau du fleuve Fraser. Ils nagent sur une distance de plus de 1 000 kilomètres à partir de l'océan pour se rendre à destination. C'est un vrai miracle de la nature. Malheureusement, le saumon rouge de la rivière Stuart a été décimé par le glissement de terrain de Big Bar, la mauvaise gestion des pêches, l'industrialisation, la destruction des habitats et tous les autres facteurs qui ont un impact sur les stocks de saumon.

Quand je me suis rendu au lac Takla, Keith West nous a fait visiter la nouvelle écloserie de saumon. Plus tôt cette année, les habitants ont voyagé jusqu'à Lillooet dans la vallée du bas Fraser pour intercepter les premières arrivées de saumon dans la rivière Stuart, soit les quelques poissons qui avaient réussi leur périple. Ils ont récolté les œufs de ces spécimens pour les incuber dans un conteneur qui sert de minuscule écloserie dans la communauté de Takla. Les habitants espèrent que les quelques saumons qui survivront pourront faire le périple jusqu'au fleuve, puis jusqu'à l'océan, pour en-

suite revenir au lieu de départ pour pondre leurs œufs et accroître les stocks de cette ressource qui fait vivre la communauté depuis des milliers d'années. Dans les communautés situées le long de la côte nord de la Colombie-Britannique, les habitants espèrent que le gouvernement viendra enfin en aide au saumon sauvage. Ils ont eu un peu d'espoir quand des investissements ont été annoncés récemment, mais les habitants attendent de constater les résultats sur place avant de se réjouir. En effet, le discours du Trône ne présente aucune mesure concrète pour améliorer la situation des saumons.

Dans le même ordre d'idées, l'industrie forestière joue un rôle central dans plusieurs communautés de la région, dont Burns Lake, Houston, Fraser Lake, Fort St. James et ma propre communauté, Smithers. La conclusion d'un accord sur le bois d'œuvre contribuerait grandement à la viabilité et à la prospérité durable leurs installations de traitement. Malheureusement, après des années d'incertitude, il n'y a toujours pas d'accord, et les Américains ont doublé les droits de douane sur le bois d'œuvre. Dans le discours du Trône, il n'a toutefois pas été question du bois d'œuvre ni d'un accord sur le bois d'œuvre.

Dans une immense circonscription rurale, le transport fait partie du quotidien et pose souvent des défis. Il y a quelques semaines, pendant mon trajet vers l'est du pays, j'ai voyagé dans un autocar de BC Bus North, le nouveau réseau d'autocars que le gouvernement de la Colombie-Britannique a mis en place quand Greyhound a cessé ses activités dans la région. Alors que la région comprend la « route des pleurs », dont beaucoup de gens ont entendu parler pour des raisons tragiques, le voyage en autocar était pratique et sécuritaire. Il était aussi abordable, puisque le trajet de deux heures coûtait 25 \$.

Bien des régions du pays n'ont pas la même chance que le nord de la Colombie-Britannique. Je crois que tous les députés d'une circonscription rurale conviendront qu'il est essentiel pour les gens de leur région d'avoir accès à un transport de passagers sécuritaire, abordable et fiable. À l'heure actuelle, les Canadiens à faible revenu qui vivent en région rurale et qui ne conduisent pas ont moins d'options de transport qu'il y a 100 ans. Pourtant, le discours du Trône ne dit rien à propos du transport dans le Canada rural. Il est dommage que le gouvernement actuel ait abandonné depuis longtemps le transport par trains de passagers comme façon d'assurer la mobilité des résidents des zones rurales du pays. Nous ne pouvons pas le laisser abandonner le transport par autocar de la même façon.

L'abordabilité du logement est un problème qui afflige toutes les collectivités au Canada. Mais, outre l'abordabilité, une autre question est négligée, à savoir le logement dans les communautés autochtones. Dans la circonscription que je représente, Skeena-Bulkley Valley, la communauté de Klemtu est aux prises avec des problèmes de logement. Elle a une vision pour la construction de nouvelles maisons et la réparation de celles qui existent déjà dans la communauté. Le conseiller en chef Doug Neasloss m'a récemment parlé d'une tempête qui a endommagé 16 maisons. Celles-ci fuient maintenant et présentent des problèmes de moisissure. Ces maisons abritent des personnes âgées et des enfants. Il faut améliorer la situation, mais le discours du Trône ne contient rien sur le logement autochtone.

Pour conclure, je terminerai là où j'ai commencé: avec la force et la résilience des habitants du Nord-Ouest. Les 18 derniers mois ont été difficiles en raison de la crise sanitaire. Les gens ont perdu des êtres chers. Des gens ont perdu leurs moyens de subsistance. Nous avons été appelés à nous occuper de nos voisins et à nous entraider comme nous ne l'avions pas fait depuis longtemps. Je sais que nous allons nous en sortir. Entretemps, il y a beaucoup d'autres questions urgentes qui méritent notre attention, et je suis reconnaissant au Président de m'avoir donné le temps ce soir d'en souligner quelques-unes.

• (1845)

Le vice-président: Lorsque nous reviendrons à l'adresse en réponse, le membre aura cinq minutes pour les questions et observations.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

• (1850)

[Traduction]

LA SANTÉ

M. Eric Duncan (Stormont—Dundas—South Glengarry, PCC): Monsieur le Président, il y a 17 ans, je me suis présenté à l'aréna Joel Steele, dans ma ville natale, Winchester, tout content de donner du sang pour la première fois. J'étais loin de me douter que je n'y étais pas admissible, jusqu'à ce que le questionnaire me demande si j'étais un homme ayant des rapports sexuels avec un autre homme.

Plus tôt cette année, dans le cadre de mes efforts de sensibilisation en vue de réclamer qu'on lève l'interdiction discriminatoire aux homosexuels de donner du sang, j'ai dit aux Canadiens, dans une vidéo, que c'est l'une des rares fois dans ma vie où je me suis senti anormal parce que j'étais homosexuel.

Nous voilà à la fin de 2021, 17 ans plus tard, et cette interdiction discriminatoire est toujours en vigueur au Canada. Des milliers d'hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes au Canada sont victimes de la même discrimination.

Le plus frustrant, c'est qu'il existe une solution scientifique claire pour mettre un terme à cette discrimination et à cette stigmatisation sociale qui durent depuis beaucoup trop longtemps. L'Association médicale canadienne et la campagne Tous le même sang recommandent de modifier le questionnaire pour sélectionner les donneurs de sang en fonction de leur comportement sexuel et non en fonction de leur orientation sexuelle, comme l'ont déjà fait de nombreux pays au monde.

Trois élections ont eu lieu depuis que le gouvernement a promis, il y a six ans, de mettre fin à cette mesure. À ce moment-là, il n'a pas promis d'étudier la question ni déclaré qu'une étude était en cours. Il n'a pas soutenu qu'il ne pouvait rien faire en raison de l'indépendance de l'organisme concerné, ni qu'il pouvait seulement étudier le dossier et examiner les recommandations. Il a promis de mettre un terme à cette pratique.

Quoi qu'il en soit, nous voici à la fin de 2021, et la Société canadienne du sang a finalement décidé, pendant le Mois de la fierté, en juin, de recommander la fin de l'interdiction de donner du sang

Motion d'ajournement

pour les hommes qui ont des rapports sexuels avec des hommes. C'est une bonne nouvelle et un pas dans la bonne direction.

Le gouvernement sait depuis six mois que la Société canadienne du sang compte faire cette recommandation. Il avait la possibilité, en vertu de la Loi sur les aliments et drogues, d'intervenir plus tôt pour éliminer une disposition qui n'est plus jugée nécessaire.

En effet, selon le paragraphe 13(5) du Règlement sur le sang:

Le ministre peut, par avis écrit, supprimer toute condition [...] qu'il ne juge plus nécessaire pour éviter que la sécurité humaine ou la sécurité du sang ne soient compromises.

Vendredi dernier, à la Chambre des communes, j'ai demandé au gouvernement ce qu'il comptait faire, étant donné qu'il savait depuis six mois que cette recommandation serait faite à la fin de l'année. Le ministre de la Santé a donné une réponse qui, dans l'ensemble, m'a semblé très inadéquate. Ce dossier mérite d'être traité avec urgence et dignité.

Je remercie le ministre de participer au débat d'ajournement. Je sais que la présence d'un ministre à cette rubrique est rare. Je lui en suis reconnaissant.

Mon défi dans la courte période dont je dispose, c'est d'exhorter le ministre à ne pas parler des six dernières années, des études et des recherches qui ont été nécessaires dans ce dossier. Ces travaux ont été faits, et nous savons qu'une demande est sur le point d'être présentée.

Les hommes gais et bisexuels de notre pays veulent connaître à quelle date ils pourront donner du sang en toute sécurité. Le ministre et le gouvernement savent depuis six mois que nous allions en arriver à cette étape. Quel est le processus maintenant qu'une demande est sur le point d'être présentée? Quels sont l'échéancier et le processus de révision pour enfin mettre un terme à la discrimination et redonner une certaine dignité à la communauté LGBT?

[Français]

L'hon. Jean-Yves Duclos (ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais remercier mon collègue de me donner ma première occasion de cette législature de parler à la Chambre et de dire merci à tous ceux qui m'ont accordé leur confiance, il y a quelques semaines à peine, pour une troisième fois dans la magnifique circonscription de Québec.

Je remercie évidemment ma famille, ma conjointe, Marie-Chantal, nos enfants, Étienne, Clémence et Antoine, mes parents qui m'ont guidé vers tout ce que j'ai pu faire dans la vie, ainsi évidemment que mes bénévoles et ma magnifique équipe de circonscription qui travaille tous les jours pour les gens de Québec.

Je suis aussi reconnaissant à mon collègue de la possibilité qui m'est offerte aujourd'hui d'aborder le thème de la diversité et de l'inclusion dans le contexte du don de sang au Canada.

Santé Canada accorde une grande priorité à la protection, à la sécurité et à la sûreté de l'approvisionnement en sang partout au pays. Le Canada possède l'un des systèmes d'approvisionnement en sang les plus sûrs au monde grâce à une surveillance réglementaire complète de la collecte du sang.

Motion d'ajournement

La Société canadienne du sang et Héma-Québec supervisent et administrent les systèmes d'approvisionnement en sang du Canada et du Québec. Ces organismes sont indépendants des gouvernements et des politiciens et ne peuvent être contraints de modifier leur politique d'exclusion des donneurs de sang, sauf dans les cas où des problèmes de sécurité se présentent.

Le gouvernement du Canada s'est engagé à protéger la sûreté et la sécurité de l'approvisionnement en sang au pays, et nous nous engageons également à soutenir des politiques de don de sang au Canada qui ne sont pas discriminatoires et qui sont fondées sur la science.

En 2016, Santé Canada a autorisé une modification de la période d'exclusion des hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes, passant de 5 ans à 12 mois, et, en 2019, a de nouveau réduit cette période d'exclusion à 3 mois.

Ces modifications font suite à un examen approfondi des données scientifiques fournies par les présentations réglementaires de la Société canadienne du sang et d'Héma-Québec et constituent des étapes progressives, tandis que la recherche évolue vers l'objectif ultime d'une présélection des donneurs en fonction de critères comportementaux plutôt que de critères de genre.

À ce jour, Santé Canada n'a pas encore reçu de demande de la Société canadienne du sang ni d'Héma-Québec visant à éliminer totalement la période d'exclusion en question.

Le Canada est un chef de file dans ce domaine. Les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont tous mis en place une période de trois mois après que le Canada a effectué cette modification. En outre, en septembre 2021, Santé Canada a autorisé une présentation de la Société canadienne du sang visant à mettre en œuvre d'autres processus de présélection et de prélèvement permettant aux hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes de donner du plasma destiné au fractionnement.

Le gouvernement du Canada a aussi versé 3 millions de dollars à la Société canadienne du sang pour qu'elle travaille en collaboration avec Héma-Québec afin de créer des projets de recherche visant à éclairer le changement dans ce domaine.

Finalement, comme le temps s'écoule toujours trop rapidement, j'ajouterais que le budget de 2019 prévoyait un montant supplémentaire de 2,4 millions de dollars sur 3 ans pour la recherche sur le don de plasma.

• (1855)

[Traduction]

M. Eric Duncan: Monsieur le Président, tout le monde à la Chambre veut un approvisionnement en sang qui est sûr au Canada et tout le monde veut mettre fin à l'interdiction discriminatoire de donner du sang. Ces deux volontés ne sont pas incompatibles. Oui, je sais que le ministre n'a pas encore reçu la demande. Il sait cependant qu'elle est sur le point d'être envoyée.

Il y a urgence d'agir. Il faut en faire une question de dignité et montrer que les hommes qui ont des relations sexuelles avec d'autres hommes peuvent marcher et mâcher de la gomme en même temps, si je peux utiliser cette analogie, à défaut d'en avoir une meilleure. Le ministre pourrait dire qu'il sait que la demande est imminente. Il pourrait décrire le processus et l'échéancier, donner une date et donner de l'espoir pour que ce changement devienne réalité.

Je dirai au ministre que je ne lâcherai pas le morceau. Le débat d'ajournement de ce soir n'est qu'un des moyens que j'utiliserai. Je vais persévérer. Cette question mérite d'être plus détaillée, d'être traitée avec plus d'empressement et de dignité. Nous nous approchons du but, mais les réponses bureaucratiques doivent cesser.

Nous pouvons et nous devons mettre fin à l'interdiction de donner du sang. S'il vous plaît.

[Français]

L'hon. Jean-Yves Duclos: Monsieur le Président, je vais sortir légèrement de mes notes pour m'exprimer en anglais parce que j'ai la chance d'être devant le député.

[Traduction]

Je tiens à confirmer au député ce qu'il sait probablement déjà, soit que ses efforts de sensibilisation et sa vaste expérience dans le domaine sont très crédibles, très touchants, et que tous ceux qui l'entendent savent que nous lui devons beaucoup. Je tenais à le souligner.

[Français]

Je rappelle aussi au député que le gouvernement du Canada ne peut pas modifier les politiques d'exclusion de la Société canadienne du sang ou d'Héma-Québec, sauf si elles sont liées à des questions de sécurité, et qu'il doit procéder de la bonne manière pour aller de l'avant.

[Traduction]

LES AÎNÉS

Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NPD): Monsieur le Président, cela se produit vraiment au Canada: les aînés les plus pauvres du pays n'ont plus la capacité de subvenir à leurs besoins. Soyons clairs pour que tous les Canadiens comprennent: les aînés célibataires qui reçoivent le Supplément de revenu garanti ont un revenu annuel d'un peu plus de 19 000 \$. Pour les couples, c'est un peu plus de 25 000 \$. Peu importe où ils vivent au Canada, ils sont sous le seuil de la pauvreté.

Des aînés de partout au pays communiquent avec mon bureau. Ils ont peur et sont désespérés. Quelques-uns se sont manifestés pour partager leur histoire toute personnelle et se sont dits inquiets face à ce qui les attend. Je tiens à souligner leur incroyable bravoure. La possibilité d'être davantage punis parce qu'ils ont osé parler, osé se faire entendre, les terrifie. J'espère sincèrement que la ministre est à l'écoute.

Hier, j'ai reçu hier un courriel d'un aîné de 71 ans qui avait travaillé. Il a fait une demande pour recevoir l'aide offerte en raison de la pandémie parce qu'il avait arrêté de travailler justement à cause de la pandémie. Maintenant, le Supplément de revenu garanti qu'il recevait a été coupé, et on lui a récemment diagnostiqué un cancer. La réalité est qu'il ne peut pas se permettre de payer les médicaments dont il a besoin pour son traitement. Il risque également d'être expulsé le 23 décembre. J'espère que la ministre inscrira cette date à son agenda. Dans ce pays, une personne de 71 ans atteinte du cancer se retrouvera sans abri le 23 décembre. Selon le rapport du directeur parlementaire du budget, c'est ce qui arrive à environ 88 000 personnes âgées un peu partout au pays. Des histoires comme celle-là, il y en a beaucoup trop.

J'ai entendu le premier ministre et la ministre dire à la Chambre qu'ils travaillaient là-dessus, mais je suis ici pour leur dire que ce n'est pas suffisant. Il s'agit d'une crise. Les plus vulnérables voient leur vie partir en fumée. Quand ils sont rendus à ne plus savoir où ils vont vivre, à ne plus savoir ce qui va arriver à leur santé et à leur bien-être, comment pouvons-nous leur demander d'attendre? Pour moi, il s'agit d'une dignité de base. En tant que Canadiens, nous devrions décider collectivement où se situe cette dignité de base et, lorsque nous voyons quelqu'un se retrouver en deçà de ce seuil, nous devrions nous lever et dire que c'en est trop et que nous devons faire mieux.

J'ai été consternée par la réponse de la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes handicapées à une question qu'un journaliste lui a posée sur ce sujet. Elle a dit ceci: « Il s'agit d'une question plus compliquée qu'on pourrait le penser, car il y a un sérieux problème de justice et d'équité pour les personnes ayant gagné des montants similaires en revenu d'emploi. Si un aîné a travaillé l'année dernière et a gagné un montant équivalent, il aurait aussi perdu son Supplément de revenu garanti ou l'aurait vu potentiellement réduit. Nous travaillons donc sur une solution qui tient compte du problème. » On dirait bien que, selon le gouvernement, il faut baisser encore plus la barre de la dignité.

Je me permets de rappeler à la Chambre que les aînés vivant seuls reçoivent à peine plus de 19 000 \$ par année, et les couples, à peine plus de 25 000 \$. Je rappelle également à la Chambre que ces aînés travaillaient et que, lorsque la pandémie est survenue, c'était la seule source d'aide dont ils pouvaient se prévaloir. Le gouvernement a-t-il l'intention de punir les plus pauvres? En tout cas, c'est bien l'impression qu'il donne: punir les plus pauvres et protéger les riches, comme les grandes sociétés qui ont reçu d'énormes montants en deniers publics et en subventions salariales et qui ont ensuite versé des dividendes juteux à leurs actionnaires.

Voici un extrait d'un article du *Globe and Mail*. Cela aidera peut-être la ministre à comprendre la situation. On peut y lire ceci: « Outre une poignée de fonds spéculatifs, certains des plus riches gestionnaires d'actifs du pays — et pas des moindres, comme Franklin Templeton, CI Financial ou Gluskin Sheff & Associates — ont touché la SSUC. Ensemble, ces trois sociétés administrent près de 110 milliards de dollars d'actifs. »

Selon l'indice Scotia des fonds spéculatifs, qui mesure le rendement mensuel des fonds spéculatifs basés au Canada et administrant des actifs d'au moins 15 millions de dollars, ces fonds ont obtenu un rendement moyen de 11 % en 2020, ce qui en fait la meilleure année depuis 10 ans. Le gouvernement doit un peu de respect aux aînés.

• (1900)

L'hon. Kamal Khara (ministre des Aînés, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à féliciter la députée pour sa réélection et pour son rôle de ministre du cabinet fantôme pour les aînés.

Avant de répondre à sa question, je prendrai un bref moment pour remercier les résidents de Brampton-Ouest, qui m'ont élue une troisième fois pour que je les représente à la Chambre des communes. Je continuerai de me battre pour défendre les priorités qui leur tiennent à cœur. Je me permets de prendre aussi un instant pour remercier les bénévoles et les militants qui ont rendu mon élection possible, ainsi que ma famille et mes amis, qui m'ont toujours appuyée.

Motion d'ajournement

Je n'ai jamais eu de plus grand privilège que celui d'être la voix de ma communauté au Parlement et, à titre de nouvelle ministre des Aînés, je serai ravie de travailler avec la députée et l'ensemble des députés afin de trouver les meilleures façons d'être au service des aînés canadiens et de voir à ce que les plus vulnérables reçoivent le soutien dont ils ont besoin.

Mon lien avec les aînés est très personnel. Pendant la pandémie, je me suis portée volontaire pour retourner à mes anciennes amours: infirmière autorisée. J'ai consacré mon temps en première ligne à vacciner des travailleurs de la santé et des membres de ma collectivité et à épauler les Forces armées canadiennes, qui sont venues dans un établissement de soins de longue durée dans ma ville, Brampton. C'est l'un des établissements de soins de longue durée qui ont été les plus durement touchés dans ma province. Les expériences que j'ai vécues me rappellent chaque jour que je dois continuer à défendre les intérêts des plus vulnérables.

La santé et le bien-être social des aînés au Canada ont été au cœur des préoccupations de beaucoup de gens, et la situation financière des aînés a été difficile. Cependant, lorsqu'il est question de soutenir les aînés, je suis fière de notre bilan à ce jour.

L'une des premières choses que le gouvernement a faites lorsqu'il a été élu en 2015 a été de faire passer l'âge de l'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse de 67 à 65 ans. Les conservateurs avaient tenté d'augmenter l'âge de la retraite et de retirer de l'argent des poches des Canadiens qui ont besoin de prestations de retraite pour joindre les deux bouts. Nous avons bonifié le Régime de pensions du Canada d'une façon historique qui a été reprise par le Régime de rentes du Québec. Nous avons également renforcé la Sécurité de la vieillesse et augmenté le Supplément de revenu garanti pour les aînés vivant seuls, ce qui a fait une réelle différence dans la vie de nombreux aînés.

Afin d'offrir un soutien immédiat pendant la pandémie, nous avons versé un paiement unique de 500 \$ cette année aux personnes plus âgées et nous augmenterons la Sécurité de la vieillesse de 10 % pour les 75 ans et plus l'an prochain. Cette hausse historique est la première vraie augmentation depuis des décennies en plus de celle liée à l'inflation. Cet argent sera bienvenu pour les personnes plus âgées qui vivent plus longtemps et voient leurs besoins augmenter.

Les Canadiens ont réélu le gouvernement d'après un plan audacieux et ambitieux qui aidera les aînés qui en ont le plus besoin. J'ai hâte de travailler avec tous les députés pour concrétiser ce programme ambitieux.

Nous sommes tous d'accord pour dire que la pandémie est difficile pour beaucoup d'aînés, mais à toutes les étapes, le gouvernement est là pour les aider, surtout les plus vulnérables. Nous avons agi très rapidement pour donner une aide financière directe et immédiate aux aînés. Chaque année, les aînés partout au pays profitent de programmes et de versements offerts par le gouvernement, par exemple le programme Nouveaux Horizons pour les aînés. Je suis extrêmement heureuse d'annoncer que le programme accepte maintenant les propositions pour cette année et j'invite tous les députés à en soumettre une.

Motion d'ajournement

En ce qui a trait à la PCU et au Supplément de revenu garanti, je rappelle une fois de plus à la députée que nous sommes au fait du problème, comme je l'ai déjà dit. Nous savons que la situation est difficile cette année pour certains aînés, et je peux lui assurer que nous travaillons là-dessus pour trouver la bonne solution et soutenir les personnes touchées.

• (1905)

Mme Rachel Blaney: Monsieur le Président, j'ai assurément du respect pour le rôle de fournisseuse de soins de santé joué par la députée et le travail qu'elle a peut-être accompli, mais je ne comprends tout simplement pas comment elle peut être fière du gouvernement présentement.

Je sais que moins de 8 % des habitants de la circonscription de la députée sont des aînés, mais il y a beaucoup d'aînés partout au pays qui vivent une crise grave. Ils vont perdre leur maison. Ils vont bientôt être évincés de leur demeure. Ils n'arrivent plus à payer les médicaments dont ils ont besoin, ce qui fait qu'ils doivent constamment retourner à l'hôpital parce que leur santé se détériore.

Les aînés ont utilisé l'argent des prestations d'urgence pour réparer leur voiture, pour aller chez le dentiste et pour payer une partie de leurs dettes. Il est injuste de punir les plus pauvres et de récompenser les plus riches. Nous ne devrions pas avoir à débattre de cette question à la Chambre et j'en suis profondément honteuse. Le gouvernement doit en faire plus pour les aînés qui ont bâti le pays.

L'hon. Kamal Khara: Monsieur le Président, comme je l'ai mentionné, je crois que nous conviendrons tous que la pandémie a été extrêmement dure pour les aînés, en particulier pour les plus vulnérables d'entre eux, mais, depuis le début, le gouvernement a été là pour les soutenir, notamment en bonifiant le Supplément de revenu garanti et en s'assurant qu'ils aient l'aide et les services dont ils ont besoin.

En ce qui concerne le problème lié à la Prestation canadienne d'urgence et au Supplément de revenu garanti, comme je l'ai indiqué plus tôt à la députée, je comprends que la situation a été difficile pour certains aînés cette année. Je peux assurer à la députée que c'est l'une de mes priorités. Nous travaillons à régler la situation et nous serons là pour soutenir les plus vulnérables, comme nous l'avons toujours été.

LE LOGEMENT

Mme Bonita Zarrillo (Port Moody—Coquitlam, NPD): Monsieur le Président, il a beaucoup été question de l'offre de logements à la Chambre.

Partout dans la vallée du bas Fraser, en Colombie-Britannique, jusqu'à 25 % des nouvelles copropriétés de luxe sont vides, tandis que les maisons, y compris les copropriétés plus anciennes et les immeubles à logements locatifs utilisés dans la collectivité depuis des décennies, sont achetées à toute vapeur par les promoteurs immobiliers. Les promoteurs les achètent, parce que les politiques gouvernementales ont fait du marché immobilier un véritable parquet boursier.

Tous les ordres de gouvernement ont présidé à la financiarisation de l'immobilier. Plutôt que de protéger notre parc de logements sociaux, ils ont encouragé le resserrement des critères de zonage et l'embourgeoisement au nom de la densification. Les rêves de densification appartiennent aux promoteurs. La financiarisation de l'immobilier n'est profitable qu'aux riches et laisse des gens en plan. De vrais logements sociaux abordables ont été sacrifiés pour créer une

catégorie d'actifs pour les caisses de retraite, les mieux nantis et les riches entreprises à l'échelle du globe.

Actuellement, dans la circonscription de Port Moody—Coquitlam, des centaines de maisons en rangée et d'appartements plus anciens sont vides. Il y a des pâtés de maisons entières de résidences unifamiliales condamnées en attente d'un réaménagement. Et ces maisons sont vides depuis des années. Les promoteurs les préfèrent ainsi, puisqu'ils n'ont pas à dépenser un sou pour l'entretien ni à payer les locataires pour qu'ils partent quand le temps est venu d'entamer les travaux. C'est inacceptable.

Pendant la crise actuelle du logement, les gouvernements ont permis aux riches promoteurs d'accaparer les logements, laissant des maisons en parfait état vides pour protéger les profits des entreprises au détriment du bien-être des résidents de ma circonscription.

Il existe également un problème de commercialisation des logements. Des centres de vente de condos de luxe existent à l'étranger. En fait, lorsqu'un voyageur arrive par le terminal international de l'aéroport de Vancouver, il y a des affiches alléchantes de logements de luxe pour attirer les investissements internationaux. Même sur le plan local, les promoteurs commencent à commercialiser des projets avant même que les municipalités ne rezonent les terrains. C'est un manque de respect et cela ne tient pas compte des communautés.

La crise actuelle du logement semble être une crise de négligence dans la protection de l'offre précieuse de logements que les gens appellent leur foyer. J'entends les appels à « l'offre, l'offre, l'offre », et je dois clarifier cet appel. Ce qu'il faut, c'est une offre abordable. Le gouvernement fédéral doit se concentrer sur le maintien de ce qui reste de coopératives d'habitation, de logements locatifs construits à cet effet, de logements gérés par des organismes sans but lucratif, avant que tout ne disparaisse. Le gouvernement fédéral doit réinvestir immédiatement dans le logement social, non pas sous forme de prêts en capital, mais sous forme de fonds de fonctionnement permanents et stables, afin que les gens puissent se loger dès maintenant.

Je veux exprimer certains points de vue qui émanent de partenaires dans le domaine des logements sociaux sur le terrain, qui se trouvent en compétition avec les grandes entreprises lorsqu'il s'agit de loger les plus vulnérables. Pour chaque nouvel immeuble locatif construit à cette fin, nous en perdons trois. Le gouvernement fédéral doit imposer un moratoire sur les fiducies de placement immobilier. Le rythme auquel ces fiducies acquièrent des coopératives et des immeubles locatifs destinés aux plus vulnérables s'avère alarmant, et il contribue à la disparition des logements locatifs. Il nous faut un fonds d'acquisition pour le développement social en plus du Fonds pour accélérer la construction de logements urbains, afin de permettre aux organismes sans but lucratif d'acquérir des logements.

Les organismes sans but lucratif indiquent qu'à l'heure actuelle, ils doivent utiliser leurs propres capitaux afin de se procurer le financement nécessaire pour profiter des mesures d'encouragement pour les logements locatifs, et cela ne fonctionne pas. La SCHL ne se montre pas assez souple, et il faut en corriger les limites, car elle n'arrive pas à fournir des logements au rythme requis.

Encore une fois, je demande au ministre de procurer dès maintenant les logements abordables dont les gens ont grand besoin.

• (1910)

L'hon. Ahmed Hussen (ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion, Lib.): Monsieur le Président, je veux d'abord remercier ma collègue de Port Moody—Coquitlam pour sa question et ses efforts de sensibilisation, puis la féliciter pour son élection.

Je suis heureux que la députée mette l'accent sur le logement abordable, et le gouvernement est d'accord avec ce côté de la Chambre pour dire que chaque Canadien a droit à un chez-soi sûr et abordable. C'est une question qui devrait tous nous unir. Le manque de logements abordables est l'un des plus grands défis de notre pays. Ce n'est pas uniquement une question de logement; il faut également s'assurer que notre relance économique postpandémique est inclusive. Le logement sera crucial si nous voulons nous assurer de ne laisser personne en plan. Ce problème n'est pas nouveau. Il nécessite un plan à long terme et une intervention soutenue.

Donc, le logement est une priorité absolue du gouvernement. C'est pour cette raison que nous avons conçu la toute première stratégie nationale sur le logement, puis que nous avons rapidement enchaîné avec la Loi nationale sur l'habitation et notre engagement à adopter une approche du logement axée sur les droits de la personne.

En 2017, on prévoyait des investissements de 40 milliards de dollars dans le cadre de la Stratégie nationale sur le logement au cours des 10 années suivantes, et ce montant s'élève maintenant à 72,5 milliards de dollars. Au cours de la dernière année seulement, nous avons fait des centaines d'annonces et tenu d'innombrables cérémonies d'inauguration pour accueillir les gens dans leur nouveau domicile, notamment en Colombie-Britannique. Tous ces projets ont été réalisés grâce à la Stratégie nationale sur le logement. Ils sont le fruit de solides partenariats d'un bout à l'autre du pays.

Prenons, par exemple, les ententes bilatérales sur le logement que nous avons négociées avec chacune des provinces et chacun des territoires. Grâce à ces ententes, nous pouvons non seulement construire de nouveaux logements, mais également entretenir le parc fédéral de logements communautaires existant.

Ma collègue de Port Moody—Coquitlam se souviendra peut-être que, pas plus tard qu'en mars dernier, nous avons annoncé une aide considérable pour les particuliers et les familles de la Colombie-Britannique. L'Allocation canadienne pour le logement — Colombie-Britannique, qui représente un investissement de 517 millions de dollars sur 10 ans, ira directement dans les poches des Britannico-Colombiens et aidera 25 000 ménages de la province à payer leur loyer. Voilà un exemple de la Stratégie nationale sur le logement en action.

Tandis que nous continuons à réaliser des progrès sur cette base solide, nous reconnaissons qu'il reste du travail à faire. C'est pourquoi nous avons mis en œuvre l'Initiative pour la création rapide de logements en pleine pandémie de COVID-19. C'était en réponse aux problèmes de logement aggravés par la pandémie. Au cours de la première phase, nous avions pour objectif de construire 3 000 nouveaux logements permanents et abordables et nous l'avons dépassé en construisant 4 700 logements permanents et abordables entièrement financés par le gouvernement fédéral. Dans le cadre de la deuxième phase, nous cherchions à poursuivre le travail de construction entamé lors de la phase précédente et augmenter à 9 200 le nombre de logements permanents et abordables pour les Canadiens sans abri ou ceux qui risquent de le devenir.

Motion d'ajournement

Comme je l'ai dit, il reste du travail à faire et je suis d'accord avec ma collègue. C'est pourquoi, dans le discours du Trône, les députés ont appris que nous prévoyons de lancer un Fonds pour accélérer la construction de logements qui aidera les villes à bâtir des logements plus rapidement. Il permettra de faire appel à davantage de planificateurs. Il viendra compenser le coût de l'achat des terres. Il aidera à construire l'infrastructure nécessaire pour les logements.

L'accession à la propriété est également importante. Nous devons faire en sorte que davantage de Canadiens puissent réaliser leur rêve d'accession à la propriété. J'espère donc que la députée appuiera ces initiatives. Nous faisons des investissements importants, soutenus et à long terme dans le logement, mais nous sommes aussi déterminés que la députée à faire en sorte que tous les Canadiens puissent avoir un logement sûr et abordable.

• (1915)

Mme Bonita Zarrillo: Monsieur le Président, je me souviens de la venue du ministre dans ma région à l'occasion de l'ouverture d'un projet, pour une séance de photos. Le gouvernement est intervenu à la toute dernière minute, à la fin du projet, pour offrir un prêt. Après presque cinq ans de négociations avec des partenaires locaux, des organismes sans but lucratif, la municipalité et des contribuables de Coquitlam qui ont offert de l'argent de leurs poches, le gouvernement est arrivé à la dernière minute avec un modeste prêt.

Cela ne fonctionne pas pour les fournisseurs de logements. La construction des logements ne va pas aussi rapidement qu'il le faudrait. En ce qui concerne l'Initiative pour la création rapide de logements, l'information n'est pas parvenue assez vite jusqu'aux municipalités. Il y avait tellement de problèmes et de lacunes. Un très grand nombre de projets ont été rejetés et n'ont donc pas pu être construits.

C'est maintenant que nous avons besoin de solutions. Je comprends qu'il y a un plan, mais que pouvons-nous faire maintenant?

L'hon. Ahmed Hussen: Monsieur le Président, la Stratégie nationale sur le logement comporte un programme différent pour chacun des problèmes que la députée a mentionnés.

En ce qui concerne les prêts, ils visent la construction de logements locatifs. Un autre programme, le Fonds national de co-investissement, permet de construire des logements extrêmement abordables. Quant à l'Initiative pour la création rapide de logements, je suis surpris que la députée dise que l'argent n'a pas été versé assez rapidement. Il existait un volet distinct pour les villes, à qui nous remettions directement l'argent. La seule condition était que les logements devaient être construits dans les 12 mois et être destinés aux segments vulnérables de la population. C'est aux villes que revenait la décision de construire de nouveaux logements ou d'acheter des propriétés existantes. Nous faisons confiance aux villes pour qu'elles prennent la bonne décision en fonction de leurs besoins.

En ce qui concerne le volet des projets, il existe en Colombie-Britannique des projets qui permettent de construire des logements extrêmement abordables. Est-ce que cela signifie que le travail est terminé? Absolument pas. Nous devons en faire plus. Sur le plan des solutions, nous sommes toujours disposés à travailler en partenariat avec les municipalités, les provinces, les territoires et les gouvernements autochtones afin de permettre la construction de plus en plus de logements abordables pour les Canadiens.

Motion d'ajournement

• (1920)

(La séance est levée à 19 h 20.)

[*Français*]

Le vice-président: La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée adoptée. La Chambre s'ajourne donc à demain, à 10 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

TABLE DES MATIÈRES

Le jeudi 2 décembre 2021

AFFAIRES COURANTES			
Les délégations interparlementaires		M. Johns	523
M. Maloney	503	M. Uppal	523
Pétitions		M. Gerretsen	525
Les affaires autochtones		M. Simard	525
M. Viersen	503	M. Angus	525
Les agents de voyage		Mme May (Saanich—Gulf Islands)	525
M. Dalton	503	M. Barlow	526
Les pompiers volontaires		M. Lamoureux	527
M. Johns	503	Mme Pauzé	527
La publicité		Mme McPherson	528
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	503	M. Naqvi	528
Questions au Feuilleton		M. Johns	529
M. Holland	504	M. Trudel	529
Le caucus du Parti conservateur		M. Mazier	530
M. Reid	504	M. Naqvi	530
		M. van Koeverden	530
		M. Patzer	532
		M. Trudel	532
		Mme Kwan	533
		Mme Thomas	533
		M. Simard	535
		M. Johns	535
		M. Gerretsen	535
		M. Perkins	536
		M. Lamoureux	537
		M. Davies	537
		M. Brunelle-Duceppe	537
		Mme Diab	538
		Les travaux de la Chambre	
		M. Holland	539
		Motion	539
		Adoption de la motion	540
		DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS	
		Le bénévolat	
		M. Battiste	540
		L'agriculture	
		M. Dreeshen	540
		Le sauvetage à la mine Totten	
		Mme Lapointe	540
		La guignolée des médias	
		Mme Bérubé	540
		Châteauguay—Lacolle	
		Mme Shanahan	541
		L'industrie énergétique à faibles émissions de carbone	
		M. Motz	541
		L'équipe de soccer championne de Sport universitaire de l'Atlantique	
		M. Kelloway	541
		Le bénévolat	
		M. Gerretsen	541
Reprise du débat sur l'Adresse en réponse			
M. Brock	504		
M. Bittle	505		
M. Trudel	506		
M. Johns	506		
M. Vis	506		
M. Kusmierczyk	508		
Mme Pauzé	508		
Mme Gazan	508		
M. Chahal	509		
M. Kurek	510		
M. Brunelle-Duceppe	511		
Mme Kwan	511		
M. Lamoureux	511		
Mme Ferreri	512		
Mme Bérubé	513		
M. Davies	513		
M. Small	513		
M. Maloney	515		
Mme Pauzé	515		
Mme McPherson	515		
M. Williams	516		
M. Powlowski	517		
M. Trudel	517		
M. Johns	518		
M. Blois	518		
M. Patzer	520		
M. Simard	520		
Mme Gazan	521		
M. Gerretsen	521		
Mme Khalid	521		
M. Melillo	522		
Mme Desbiens	523		

Simcoe—Grey	
M. Dowdall	542
Markham—Unionville	
M. Chiang	542
La saison de la pêche au homard	
M. d'Entremont	542
Portage—Lisgar	
Mme Bergen	542
Les thérapies de conversion	
M. Desjarlais	543
La Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage	
M. Brunelle-Duceppe	543
L'économie	
Mme Rood	543
La Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage	
M. Fergus	543

QUESTIONS ORALES

L'économie	
M. O'Toole	543
Mme Freeland	543
M. O'Toole	544
Mme Freeland	544
M. O'Toole	544
Mme Freeland	544
M. O'Toole	544
Mme Freeland	544
M. O'Toole	544
Mme Freeland	544
L'industrie forestière	
M. Therrien	544
Mme Freeland	544
M. Savard-Tremblay	545
Mme Freeland	545
La santé	
M. Singh	545
Mme Freeland	545
M. Singh	545
Mme Freeland	545
Les pêches et les océans	
M. Perkins	545
Mme Murray	545
M. Perkins	546
Mme Murray	546
M. Arnold	546
Mme Murray	546
Mme Lewis (Haldimand—Norfolk)	546
Mme Murray	546
M. Généreux	546
Mme Murray	546
M. Généreux	547
Mme Murray	547

La sécurité publique	
M. Fortin	547
M. Mendicino	547
Mme Michaud	547
M. Mendicino	547
Mme Michaud	547
M. Mendicino	547
La défense nationale	
Mme Findlay	547
Mme Anand	548
Les ressources naturelles	
M. Chong	548
M. Wilkinson	548
M. Chong	548
M. Wilkinson	548
M. Boulerice	548
M. Wilkinson	548
M. Angus	548
M. Wilkinson	548
L'économie	
Mme Kayabaga	549
Mme Freeland	549
La sécurité publique	
M. Fast	549
M. Champagne	549
M. Fast	549
M. Champagne	549
Les affaires autochtones	
M. Schmale	549
Mme Hajdu	549
M. Schmale	549
Mme Hajdu	550
Les aînés	
Mme Larouche	550
Mme Khera	550
Mme Larouche	550
Mme Khera	550
L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
M. Lehoux	550
M. Fraser	550
L'emploi	
M. Brock	550
Mme Qualtrough	551
L'agriculture et l'agroalimentaire	
M. Patzer	551
Mme Bibeau	551
Le logement	
Mme Martinez Ferrada	551
M. Hussen	551
L'industrie de l'aviation	
M. Calkins	551
M. Alghabra	551
Les ressources naturelles	
Mme Block	551
M. Wilkinson	551

Les anciens combattants	
M. Caputo	552
M. MacAulay	552
Les personnes handicapées	
M. Kusmierczyk	552
Mme Qualtrough	552
Les affaires autochtones	
Mme Ashton	552
Mme Hajdu	552
L'environnement	
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	552
Mme Murray	553

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Loi visant à fournir un soutien supplémentaire en réponse à la COVID-19	
Projet de loi C-2. Deuxième lecture	553
Adoption de la motion	554
Deuxième lecture du projet de loi; renvoi à un comité	554
Les travaux de la Chambre	
M. Deltell	554
M. Holland	554
Privilège	
L'accès des députés à la Cité parlementaire — Décision de la présidence	
Le Président	555
La non-conformité alléguée à un ordre de la Chambre	
M. Holland	556

DISCOURS DU TRÔNE

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse	
M. Lamoureux	557
Mme Diab	557
Mme Gladu	558
M. Schmale	558
M. Richards	558
M. Virani	558
Mme Gladu	560
M. Garon	560
Mme Mathysen	561
M. Garon	561
M. Louis	562
M. Brassard	562
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	563
Mme Normandin	563
Mme Larouche	563

M. Lamoureux	564
Mme Vecchio	565
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	565
M. Anandasangaree	566
M. Schmale	567
Mme Michaud	567
M. Green	568

Privilège

L'accès des députés à la Cité parlementaire — Décision de la présidence	
La vice-présidente adjointe (Mme Alexandra Mendès)	568

Reprise du débat sur l'Adresse en réponse

Mme Damoff	568
M. Kmiec	570
Mme Michaud	570
Mme Collins (Victoria)	570
Mme Vecchio	570
M. Brassard	571
M. Lamoureux	572
M. Fortin	572
Mme Barron	573
Mme Kramp-Neuman	573
M. Lamoureux	574
Mme Normandin	575
Mme Mathysen	575
Mme Sidhu (Brampton-Sud)	575
M. Desilets	577
Mme Vecchio	577
Mme Zarrillo	577
Mme Taylor Roy	577
Mme Gladu	579
Mme Michaud	579
Mme Barron	580
Mme Idlout	580
M. Miller	582
M. Green	583
M. Bachrach	583

MOTION D'AJOURNEMENT

La santé

M. Duncan (Stormont—Dundas—South Glengarry)	585
M. Duclos	585

Les aînés

Mme Blaney	586
Mme Khera	587

Le logement

Mme Zarillo	588
M. Hussen	589

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>